Errico Malatesta

Articles politiques



10|18

Errico Malatesta : Articles politiques

1328

« Quant à l'organisation sociale, ma conclusion est la suivante : c'est à nous tous, travailleurs, d'y penser, chacun dans notre domaine. Ainsi dès la destruction de l'ancien appareil oppressif, nous établirons une société plus humaine, plus juste, plus conforme aux progrès futurs. Sinon, les « dirigeants » y penseront pour nous, et nous aurons de nouveau un gouvernement. Les masses en feront les frais, la liberté disparaîtra, de nouveaux parasites et de nouveaux privilégiés de toutes sortes les exploiteront. » (Conclusion de l'article « Démolissons..., et après ? »).

Choix et présentation par Israël Renof

Couverture
de Pierre Bernard
Photo Roger Viollet
ISBN 2.264-00222-0



Collection dirigée par Christian Bourgois

UNION GÉNÉRALE D'ÉDITIONS
8, rue Garancière-PARIS VIe

DANS LA MÊME SÉRIE
DIRIGÉE PAR MAX CHALEIL

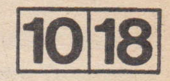
CILIGA, Au pays du mensonge déconcertant
LEHNING, Bakounine et les autres

ERRICO MALATESTA

ARTICLES POLITIQUES

Textes traduits, réunis et présentés

par Israël RENOF



Série « Noir et Rouge »
dirigée par Max Chaleil

ISBN 2-264-00222-0

MALATESTA ET NOTRE ÉPOQUE

Devant l'épuisement des ressources industrielles, la dépendance constante tant politique qu'économique des pays du Tiers monde et leur croissance démographique, la répression, les polices parallèles dans les démocraties unies aux blocs soviétique et chinois pour exploiter l'univers, comment ne pas concevoir de nouveaux affrontements, de nouvelles secousses révolutionnaires?

L'affirmation et la démonstration de la nécessité de la préparation de la révolution armée et de la lutte violente, par Malatesta, sont donc aussi actuelles qu'auparavant.

Face aux échecs du syndicalisme et du mouvement ouvrier, depuis la révolution de 1917 jusqu'au réformisme quotidien, la vision fulgurante du syndicalisme, son analyse dès 1907, par Malatesta, ne peuvent qu'éclairer notre action personnelle. La lutte des classes n'est pas une panacée, elle est contradictoire. C'est au militant de l'infléchir à la base, dans ou en dehors des

organisations ouvrières suivant les cas précis. Etre prolétaire n'est pas forcément avoir un brevet de révolutionnaire. Niant les mythes simplistes, Malatesta invite à la réflexion, à l'action parmi les salariés, tout en sachant les déviations inévitables qu'elle comporte.

Contre le marxisme et le léninisme, Malatesta expose sans hésitations une position nette, qui n'est pas non plus sectaire au niveau des alliances sur des objectifs clairs et définis.

Aux partisans de la révolution avant tout, Malatesta ne craint pas de refuser toute action de type autoritaire, tout en impulsant la participation à tout mouvement insurrectionnel afin que les anarchistes, en tant que force autonome et différente, puissent imposer leurs vues contre celles des autoritaires.

Au regard des nombreuses études révolutionnaires, Malatesta a une simplicité de style et un point de vue quotidien et humain pour aborder tous les problèmes. Il est lisible par tous et il supprime, par là, la différence imposée par le Pouvoir de la division entre manuels et intellectuels.

Le bon sens et la souplesse de la pensée de Malatesta sont d'autant plus remarquables qu'il aurait pu facilement scléroser et arrêter sa réflexion sur un des nombreux aspects marquants de sa vie : compagnon de Bakounine, créateur de la théorie du communisme libertaire, initiateur dans l'action de la propagande par le fait, participant au mouvement de la Semaine

Rouge d'Ancone et aux occupations d'usines en Italie, combattant antifasciste. Et pourtant de 1876 à 1931, durant cinquante-cinq ans, Malatesta s'est toujours référé au présent.

Malatesta se place à une sorte de charnière de l'histoire de l'anarchisme entre Bakounine et la révolution espagnole et son message est encore valable et important pour nous.

Nous n'en sommes pas pour autant des admirateurs de Malatesta et la forme de cette anthologie en fait foi. Loin d'effectuer des coups de ciseaux opportuns pour les passages vieillis ou discutables, nous donnons intégralement les articles. Le choix est, selon nous, le meilleur. Et par rapport aux deux ouvrages excellents de sélection de textes de Luigi Fabbri et Vernon Richards, nous avons insisté plus sur l'Organisation, le mouvement ouvrier, les paysans, le marxisme et l'Espagne.

Quant au problème traité dans l'anthologie de Kropotkine par Martin-Zemliak sur la position sur la Première Guerre mondiale et les rapports entre Malatesta et Kropotkine, nous les avons évités puisqu'ils sont déjà présentés dans ce livre. Disons que s'il est exact que Malatesta a subi l'influence profonde de Kropotkine et que sa vision critique de Kropotkine est exagérée, Malatesta s'est choisi une attitude dans sa vie militante : l'action et la préparation de la révolution. L'organisation du processus révolutionnaire était déjà pour lui un problème à envisager plus tard.

Certes cette absence de vision à long terme et la tendance à poser les problèmes de la reconstruction révolutionnaire uniquement lorsqu'il est « en chômage révolutionnaire », pendant le fascisme, sont un défaut. Mais Malatesta n'est pas parfait.

Par contre, il est profondément logique en défendant la lutte armée et une intervention nuancée, lucide dans le mouvement ouvrier. Ce refus des schématismes et de la démagogie fait qu'il a été fort peu traduit en français.

Par contre, il y est critiqué : « syndicats après une révolution : A six mois de distance, Malatesta a préconisé leur disparition parce que, nés de la lutte contre le capitalisme, ils n'auraient plus de raison d'être après le capitalisme; puis il fut pour l'activité des anarchistes dans les syndicats dont il préconisait l'utilisation comme base de la société nouvelle. » Pour se convaincre de l'ineptie de cette remarque voir les articles que nous citons.

« Malatesta défendit très bien le communisme anarchique, et très bien certaines formes de collectivisme. Et quand Fabbri écrivit un livre sur la pensée de son maître — qui avait, en partie, paralysé la sienne —, il ne put que conclure qu'en économie, Malatesta voulait... *la liberté*. L'absence de méthode, de pensée coordonnée a fait qu'une intelligence brillante, un esprit aigu se sont en quelque sorte gaspillés par manque de cohérence, de continuité de volonté dans l'effort intellectuel. »

Cette critique provient, curieusement, d'un anarchiste : Gaston Leval (*Cahier de contre-courant*, 1960, nº 61, p. 147), anarcho-syndicaliste, il est vrai, mais qui a le mérite d'exprimer clairement ce que tous ses camarades pensent.

Cette anthologie est la suite du travail que nous avions commencé dans *Noir et Rouge*, surtout en 1966. Nous remercions de leur aide les camarades suivants : Antonia Fontanillas, Abel Paz, Alexandre Skirda et le C.I.R.A. (Centre International de Recherches sur l'Anarchisme) de Genève.

Israël RENOF

BIOGRAPHIE DE MALATESTA
(1853-1932)

« Son meilleur livre, Malatesta l'a écrit avec sa propre vie. Il n'est donc pas possible de comprendre sa figure historique par la valeur éternelle de sentiment et de pensée qu'il a laissée dans ses écrits, sans tenir compte du cadre complet de sa longue existence à travers le mouvement social et révolutionnaire de plus d'un demi-siècle. D'où la nécessité, avant de passer à une exposition suffisamment complète de ses idées, de connaître, pour le moins sommairement, l'histoire de sa vie. » (Luigi Fabri, *Malatesta,* Buenos Aires, 1945, p. 60.)

Errico Malatesta naît le 14 décembre 1853, près de Naples. Sa famille est riche, il étudie chez les Escolapes (ordre religieux voué à l'enseignement); là il connut Saverio Merlino (1).

A quatorze ans, il écrit une lettre insolente et menaçante, qu'il signa, au roi Victor Emmanuel II. Il est arrêté. Son père, grâce à ses relations, le fait sortir de prison. Malatesta était

alors républicain. Mazzini refusa son adhésion, le trouvant trop socialiste.

Malatesta entend alors parler de l'Internationale, il la cherche et la trouve. Il connaît Fanelli, Gambuzzi; en 1871 il est internationaliste. Il collabore avec Cafiero à *l'Ordine* de Naples et à *la Campana* de Naples. Il se donne également corps et âme à la Fédération Italienne et abandonne ses études de médecine. Il devient la bête noire de la police. En vue du Congrès de Saint-Imier (septembre 1872), il rencontre Bakounine et participe aux travaux de l'Alliance. Malgré sa grande énergie, Malatesta était de santé fragile (son médecin croyait qu'il atteindrait difficilement l'âge de vingt-quatre ans). Bakounine dit alors de lui : « Dommage qu'il soit si malade! Nous le perdrons bientôt; il n'en a pas pour six mois! » Leurs relations sont très bonnes et fréquentes.

En 1873, Malatesta passe six mois en prison à Trani, sans motif, et s'attire la sympathie du directeur par l'intérêt de ses discussions.

En 1874, les mouvements insurrectionnels préparés par Bakounine et Costa éclatent. La police, avertie, fait échouer ces mouvements. Malatesta se trouve dans les Pouilles, il s'enfuit dans une charrette de foin, mais il est reconnu, arrêté et de nouveau incarcéré à la prison de Trani. Au procès (1875), la propagande pour l'Internationale ne cesse pas et c'est l'acquittement. Malatesta rejoint Bakounine et Cafiero en Suisse. Il part en Espagne, on ne sait pas

exactement ce qu'il y fait. A Naples, il devient franc-maçon, espérant comme Bakounine obtenir une influence, mais deux ans plus tard il la quitte « *et, depuis lors, il combattit toujours la franc-maçonnerie comme son adversaire le plus intransigeant* ». (Fabbri, p. 72.)

Dans un article publié dans *Umanità Nova,* le 7 octobre 1920, Malatesta s'explique :

« ... Je fus franc-maçon quand j'étais un brin plus jeune que maintenant — du 19 octobre 1875 à mars-avril 1876.

» Je dis en outre que je ne voulais pas me soumettre aux rites ridicules de l'initiation, et je sus qu'ils ne me seraient pas appliqués. En un mot, ils voulaient m'avoir à tout prix et à la fin j'acceptai... aussi parce qu'il me vint à l'idée de répéter la tentative malheureuse de Bakounine de faire revenir la franc-maçonnerie à ses débuts idéalistes et d'en faire une véritable société révolutionnaire. »

En 1875, malgré les conseils de Bakounine, il part en Hongrie pour participer à l'insurrection de l'Herzégovine contre les Turcs. Il est arrêté et remis à la police italienne.

Lors de la préparation du Congrès de l'Internationale à Florence (1876) surgit le problème du collectivisme et du communisme (2). A ce congrès, tenu d'abord à Florence, puis dans les environs, puis dans un bois (à cause de la police), fut adoptée la formule « A chacun selon ses propres forces, à chacun selon ses besoins ». Malatesta et Cafiero furent nommés délégués

pour le Congrès de Berne. Là, Malatesta présenta le communisme anarchiste.

A une date mal connue, il se rend en Serbie.

« La fédération italienne considère la propriété collective des produits du travail comme le complément nécessaire du programme collectiviste, c'est-à-dire le concours de tous à la satisfaction des besoins de chacun étant la seule règle de production et de consommation qui répond au principe de la solidarité » (retraduit de l'espagnol).

Lettre de Cafiero et Malatesta, publiée dans le *Bulletin de la fédération jurassienne,* 3 décembre 1876 (citée par Max Nettlau).

Malatesta et Cafiero préparent le mouvement « la bande de Benevento ». Ils cherchent de l'argent, rencontrent Kropotkine sans résultat. Finalement Cafiero vend ce qui lui restait de biens. Ce mouvement de 1877 avait une valeur d'exemple. Le révolutionnaire russe Serge Stepniak (3) (Krastchinski) y participa. Malgré l'action de la police, Cafiero, Stepniak et Malatesta, ainsi qu'une trentaine d'internationalistes, armés, drapeau rouge en tête, prirent le village de Lentino. Des armes furent distribuées à la population, les documents officiels brûlés. Ensuite ils allèrent à Gallo. Partout ils faisaient des discours, la population écoutait mais ne participait pas. L'armée intervint, la situation était désespérée, Malatesta et Cafiero, bien que

sachant comment fuir, restèrent sur place et furent arrêtés.

L'équipée a duré douze jours, un carabinier a été tué, un autre blessé. En prison, Cafiero écrit *Résumé du Capital,* Stepniak *la Russie souterraine,* Malatesta un rapport des faits pour l'A.I.T.

Au procès, *tous déclarent avoir tiré sur les carabiniers, mais le jury les acquitte.* Parmi les avocats il y avait Saverio Merlino. Celui-ci, se souvenant de Malatesta, s'était offert à le défendre; en lui expliquant les faits, Malatesta en fit un internationaliste et un anarchiste.

Malatesta revient à Naples en 1878 et est constamment surveillé par la police. Il a dépensé son héritage en propagande. Il part pour un temps en Egypte. Là, le consul italien l'expulse sur Beyrouth, de là celui de Beyrouth l'envoie à Smyrne. Se trouvant sur un bateau français, il se lie d'amitié avec le capitaine, qui le garde à bord jusqu'en Italie. A Livourne, la police veut l'arrêter, le capitaine refuse de le livrer. Finalement, Malatesta descend à Marseille et, de là, va à Genève où il aide Kropotkine à publier *le Révolté.* Expulsé, il part en Roumanie, puis en France (1879). De nouveau expulsé, il va en Belgique, puis à Londres, etc. Il se fixe enfin à Londres, y travaille comme vendeur de glaces et de bonbons avant d'ouvrir un atelier de mécanique. Son ami Cafiero devient fou. A Londres a lieu le dernier Congrès de l'A.I.T. Malatesta propose (Kropotkine, Merlino, Louise Michel,

etc., étant présents) « ... une nouvelle organisation, semblable à l'Internationale, qui conserve son nom mais qui accentue ses principes dans un sens révolutionnaire ». Pratiquement, il n'obtint aucun résultat, surtout à cause de l'esprit anti-organisateur des anarchistes français. « Nous sommes des doctrinaires impénitents », alla-t-il jusqu'à dire. Malheureusement, un policier français participa au Congrès, sous le nom de Serreaux. Il dirigeait *la Révolution Sociale*, à laquelle participaient Louise Michel, Cafiero et d'autres; il donna de nombreux renseignements à la police italienne.

Malatesta quitte Londres (1882) pour rejoindre les Egyptiens en révolte contre les Européens. Il ne réussit pas à les joindre et rentre clandestinement en Italie. Il est arrêté peu après, puis relâché grâce à une nouvelle loi judiciaire supprimant la détention préventive. Il fonde *la Question Sociale* et *la Anarchia*, où il attaque *le patriotisme, la franc-maçonnerie, le parlementarisme.*

En 1884 a lieu le procès de Merlino, Malatesta et d'autres. Ils sont condamnés à quatre et trois ans de prison, font appel et sont remis en liberté provisoire. Une épidémie de choléra éclate à Naples, Malatesta et des camarades se portent volontaires pour soigner les malades. Rocco Lombardo et Antonio Valdre y meurent, mais Galileo Palla et Malatesta se distinguent par leur courage et leur esprit de sacrifice Malatesta, ex-étudiant en médecine, dirige une

section de malades qui est celle où il y a le plus haut pourcentage de guérisons. Un décret officiel le remercie, il refuse. Lorsque l'épidémie cessa, les anarchistes quittèrent Naples en publiant un manifeste : « *La cause véritable du choléra est la misère, et le seul remède efficace pour éviter son retour ne peut être que la révolution sociale.* »

Le procès reprend, les condamnés s'enfuient. Malatesta doit être enfermé dans une caisse de machine à coudre pour échapper à la police. Il s'embarque pour l'Amérique du Sud. Auparavant il avait publié son dialogue « Entre paysans ».

A Buenos Aires, en 1885, il installe un atelier de mécanique et publie un journal italien : *la Questione Sociale.* Il organise les sections ouvrières de résistance. En 1885 on découvre de l'or en Patagonie. Malatesta et des camarades s'y rendent, espérant trouver des fonds pour la propagande. Après des aventures rocambolesques ils retournent à Buenos Aires, où Malatesta, sauf quelques visites à Montevideo, restera jusqu'en 1889.

En 1889, il rentre en Europe, à Nice, y publie *l'Associazione*, mais, interdit de séjour en France, il doit partir précipitamment pour Londres. Là, il ouvre de nouveau un atelier de mécanique. Faisant des voyages clandestins en France et en Italie, il est arrêté en Suisse et revient à Londres, où il doit polémiquer avec d'autres anarchistes sur les attentats, les syndi-

cats, etc. En 1892 il va en Espagne. La police ne peut l'arrêter au cours de voyages clandestins qu'il fait en Belgique et en Italie. A Londres, Malatesta et tous les anarchistes réfugiés décident d'intervenir au Congrès International Ouvrier Socialiste (1896). Malatesta était le délégué des Espagnols. Il y avait aussi Pelloutier, Gori, Landauer, Nieuwenhuis (Hollande). Les marxistes, étant en majorité, votent l'exclusion des anarchistes et des socialistes antiparlementaires.

Revenu incognito en Italie, il polémique, dans *l'Agitazione* avec Merlino à la suite du passage de celui-ci au parlementarisme. Grâce à cela, Merlino n'est suivi par presque aucun anarchiste italien. *Malatesta attaque les individualistes et les marxistes, le spontanéisme de Kropotkine*, il insiste « sur la nécessité d'organiser l'anarchisme en parti et propage, pour la première fois en Italie, la méthode syndicale et l'action directe ouvrière » (Fabbri, p. 108). Le journal était estimé même de ses adversaires. La police ne parvenait pas à arrêter Malatesta, mais, neuf mois après son arrivée, la femme d'un camarade, croyant être trompée, fit un scandale devant la maison où se cachait Malatesta et qu'elle croyait être le lieu des « turpitudes » de son mari. Découvert et arrêté, Malatesta fut remis en liberté : sa condamnation à trois ans de prison étant caduque.

De nouveau arrêté avec des camarades pour association de malfaiteurs, il en profite pour lancer une campagne pour « la liberté d'association » qui réussit « pleinement » : les anarchistes ne furent plus considérés comme malfaiteurs, mais comme agents subversifs. Déjà condamné à six mois de prison, il est envoyé, à la suite de troubles sociaux, en réclusion à l'île Nistica, puis à celle de Lampedusa. Il s'en évade avec deux camarades en 1899, gagne Malte, Londres, puis Paterson aux U.S.A. Là, Malatesta continue le journal existant *la Questione Sociale* et doit polémiquer avec l'individualiste Ciancabilla et son journal *l'Aurora*. Au cours d'une discussion animée, un camarade « énervé » tire sur lui un coup de revolver et le blesse à la jambe.

Il fait des conférences, écrit « Il nostro programma », va à Cuba, et revient à Londres (1900). Là, il reprend son atelier de mécanique (et d'électricité) dans le quartier d'Islington. Il publie divers journaux : *l'Internazionale, lo Schiopero Generale*, etc. Il participe au Congrès International Anarchiste d'Amsterdam en 1907 où il s'oppose à Monatte sur la question syndicaliste. En 1910, un terroriste russe, qui travaillait à l'atelier avec Malatesta, est surpris en flagrant délit de vol et est tué après une bataille rangée avec la police. Malatesta n'est pas inquiété. Il écrit l'article « Capitalistes et voleurs ». A la suite de provocations de la part d'un anarchiste en réalité agent du gouvernement italien, il manque d'être expulsé de Grande-Bretagne. En 1913, il rentre en Italie, rencontre Mussolini, directeur du journal *Avanti*

(journal ouvrier le plus important). Il calme les querelles personnelles parmi les anarchistes, prend des contacts avec les autres organisations révolutionnaires, fait des conférences, encourage les syndicalistes (1914). Il revoit Mussolini et discute longuement avec lui sur la révolution. Mussolini était sceptique, Malatesta conclut en disant à Fabbri : « Tu as entendu? Il appelle hypercritiques Barni et Toneredi; mais lui aussi est un hypercritique et rien d'autre. Cet homme est révolutionnaire seulement dans son journal. Il n'y a rien à faire avec lui! » (p. 130).

A Ancône, lors de manifestations antimilitaristes auxquelles participait Malatesta, la police tire, le peuple s'empare de la ville. Les syndicats décrètent la grêve générale. C'est « la semaine rouge ». Mais l'armée intervient. Mussolini soutient le mouvement en parole, mais ne fait rien. Malatesta fuit, non sans déclarer : « Nous continuerons, préparant la révolution libératrice qui devra assurer à tous la justice, la liberté, le bien-être. »

Il est de nouveau à Londres, toujours électricien-mécanicien. Après la publication pro-alliée de Kropotkine, il écrit : « Les anarchistes ont-ils oublié leurs principes? » En 1919, il retourne en Italie, à Gènes où il est accueilli par la foule. Il commence une série de conférences sur la nécessité de la révolution. Le « Corriere de la Sera » (20 janvier 1920) le dépeint comme suit : « *L'anarchiste Malatesta est aujourd'hui un des plus grands personnages de la vie italienne. Les foules des villes courent à sa rencontre, et ne lui livrent pas les clés des portes, comme c'était jadis la coutume, uniquement parce qu'il n'y a plus de clés ni de portes.* »

Il engage des négociations avec les socialistes pour faire la révolution. La police essaie de provoquer des désordres et l'assassiner. Malgré les obstacles légaux, « Umanità Nova », journal de Malatesta, tire à 50 000 exemplaires. Il impulse l'Union Syndicaliste Italienne (U.S.I.), d'influence anarchiste.

En 1920, un soulèvement a lieu à Ancône, les usines sont occupées. Mais le mouvement est trahi par l'attitude des sociaux-démocrates de la C.G.T. qui rendent les usines.

Après un meeting anarchiste où Malatesta prend la parole, à Bologne, des incidents éclatent. il y a des victimes et des blessés du côté des ouvriers et de la police. Malatesta et l'équipe d'*Umanità Nova* sont arrêtés. Les protestations se multiplient, des attentats fascistes ont lieu. En mars 1921, une bombe est lancée au théâtre Diana à Milan, tuant vingt personnes. *Il s'agissait, hélas, de l'attentat d'un anarchiste individualiste.* Les fascistes attaquent et détruisent les locaux d'*Umanità Nova.* Malatesta, qui bien que comprenant et expliquant des faits semblables comme le produit inévitable des injustices sociales et des provocations d'en haut, leur avait toujours manifesté dans sa propagande son opposition la plus décidée, éprouva la plus angoissante sensation, plus déchirante encore

par la pensée que l'affection qu'on lui portait n'était pas étrangère à cet acte.

Le procès de Malatesta et de ses amis (son avocat est toujours Saverio Merlino) se termina par *un acquittement général.*

Le fascisme, financé par la bourgeoisie, aidé par le gouvernement, avance. Contre, Malatesta favorise la formation des groupes armés.

En juillet 1922, la grève générale est proclamée par l'Alliance du Travail (union de divers syndicats sur l'impulsion de Malatesta), mais le fascisme la décime par la force. Puis, en octobre, c'est « la marche sur Rome », sur la place Cavour *les fascistes brûlent un portrait de Malatesta.* « Umanità Nova » est interdit. Malatesta, à soixante-neuf ans, reprend son métier d'électricien. La police le suit partout où il pose des appareils électriques.

En 1924, apparaît *Pensiero e Volontà.* Le fascisme à ses débuts laissa la liberté de presse, mais la censure se fit de plus en plus sévère et interdit la revue en 1926. L'atelier de Malatesta est détruit par les fascistes. Lui-même doit vivre de l'aide des camarades, ainsi que sa compagne Elena Mulli (à qui il s'est uni depuis 1921) et la fille de celle-ci Gemma. Des offres de fuite lui sont faites, mais il les refuse, voulant donner l'exemple.

Au moment de la république espagnole « il aurait voulu partir, mais alors il était déjà trop tard » (p. 160) : une équipe de police est installée près de sa maison et le surveille nuit et jour.

Sa santé s'affaiblit. Il réussit à faire passer des articles pour *le Réveil* de Genève et *l'Adunata del Refrattari* de New York. Les attaques broncho-pulmonaires se succèdent. « Franchement, quand on a rêvé et tant attendu, il est douloureux de mourir dans les conditions où je vais peut-être mourir, à la veille, qui sait? des événements espérés. Mais que veux-tu! Peut-être n'y a-t-il rien d'autre à faire qu'attendre la fin avec, devant les yeux, l'image de ceux qui m'ont tant aimé et que j'ai tant aimés. » (Lettre à Bertoni, 30 juin 1932.)

Le 11 juillet, il écrit les notes suivantes : « *La société aura toujours une tendance à trop s'immiscer dans le domaine individuel* » (Rienzi). — « *La société? pourquoi ne pas dire* « *les gouvernements* » (4) *ou, plus exactement,* « *les autres* »? *Mais les autres, s'ils ne sont pas les plus forts, s'ils ne sont pas les gouvernements, font peu de mal.*

Celui qui jette une bombe et tue un passant dit que, victime de la société, il s'est rebellé contre la société. Mais le pauvre mort pourrait dire : « *Mais suis-je la société?* »

Malatesta est mort le 22 juillet 1932.

RENOF

NOTES

(1) Saverio Merlino, 1877-1930, d'abord anarchiste et compagnon de Malatesta, puis à partir de 1897 socialiste. « Comme anarchiste il tendit toujours à se caractériser comme anti-individualiste; comme socialiste il tendit à se caractériser comme anti-autoritaire » (introduction à « Concezione critica del socialismo libertario » de Merlino, p. XXIX et XXX. Malatesta fit un article lors de sa mort qui se termine ainsi : « Sur sa tombe nous déposons la fleur de la reconnaissance, en espérant que la nouvelle génération sera en mesure de connaître son œuvre anarchiste qu'elle ignore totalement. »

(2) « Différence entre le collectivisme et le communisme? Kropotkine et Merlino l'ont très bien expliquée. Nous nous contenterons de dire qu'on appelle collectivisme le système qui voit la solution de la question sociale dans la communauté, au profit de la collectivité, des moyens de production; tandis que le communisme est la doctrine de la communauté des biens appliquée, non seulement aux moyens de production, mais aussi aux objets de consommation. » (Malatesta; cité par *le Réveil*, novembre 1941, n° 28, p. 14.)

(3) Anarchiste russe exilé, mort à Londres en 1895, auteur de nombreux livres anti-tzaristes.

(4) Tout ceci en français.

POSITIONS THÉORIQUES

L'IDÉE RÉVOLUTIONNAIRE

(Conclusion d'une brochure de Malatesta, L'Anarchie, *parue en 1894.)*

Il est certain que, dans l'état actuel de la société, où la grande majorité des hommes, écrasée par la misère et abrutie par la superstition, gît dans l'abjection, les destinées humaines dépendent de l'action d'un nombre relativement peu considérable d'individus. Il ne pourra certainement pas se faire que, d'un moment à l'autre, tous les hommes s'élèvent au point de sentir le devoir, et même le plaisir d'accomplir tous leurs actes de manière à ce qu'il n'en résulte, pour autrui, que le plus grand bien possible. Mais si les forces pensantes et dirigeantes de l'humanité sont aujourd'hui peu considérables, ce n'est pas une raison pour en paralyser encore une partie et pour en soumettre beaucoup à quelques-unes d'entre elles; ce n'est pas une raison pour constituer la société de telle

manière que, grâce à l'inertie que produisent les positions assurées, grâce à l'hérédité, aux protections, à l'esprit de corps et à toute la mécanique gouvernementale, les forces les plus vives et les capacités les plus réelles finissent par se trouver hors du gouvernement et presque privées d'influence sur la vie sociale. Et ceux qui parviennent au gouvernement, en se trouvant déplacés de leur milieu et, avant tout, intéressés à rester au pouvoir, perdent toute puissance d'action et servent seulement d'obstacle aux autres.

Abolissez cette puissance négative qu'est le gouvernement, et la société sera ce qu'elle pourra être, suivant les forces et les capacités du moment. S'il s'y trouve des hommes instruits et désireux de répandre l'instruction, ils organiseront les écoles et s'efforceront de faire sentir à tous l'utilité et le plaisir de s'instruire; et si ces hommes n'existent pas, ou s'ils sont peu, un gouvernement ne peut les créer; il pourrait seulement, comme cela arrive en effet aujourd'hui, prendre ces hommes, les soustraire au travail fécond, les mettre à rédiger des règlements qu'il est nécessaire d'imposer au moyen de policiers, et en faire, d'instituteurs intelligents et passionnés qu'ils étaient, des politiciens tout préoccupés d'imposer leur manie et de se maintenir au pouvoir.

S'il y a des médecins et des hygiénistes, ils organiseront le service sanitaire. Et s'ils n'existent pas le gouvernement ne peut les créer; il pourrait seulement, grâce au soupçon trop

justifié que le peuple nourrit à l'égard de ce qu'on lui impose, enlever du crédit aux médecins existants et les faire massacrer comme empoisonneurs, quand ils vont soigner les épidémies.

S'il y a des ingénieurs, des machinistes, ils organiseront les chemins de fer. Et s'ils n'existent pas, encore une fois, le gouvernement ne peut les créer.

La révolution, en abolissant le gouvernement et la propriété individuelle, ne créera pas de forces qui n'existent pas actuellement, mais laissera le champ libre à l'expansion de toutes les forces, de toutes les capacités existantes, détruira toute classe intéressée à maintenir la masse dans l'abrutissement et fera en sorte que chacun puisse agir et exercer son influence selon sa capacité et conformément à ses passions et ses intérêts.

Et c'est la seule voie par laquelle la masse puisse s'élever, puisque c'est seulement en possédant la liberté qu'on apprend à être libre, comme c'est seulement en travaillant qu'on peut apprendre à travailler. Un gouvernement, s'il n'avait d'autres inconvénients, aurait toujours celui d'habituer les gouvernés à la sujétion, et de tendre à se rendre de plus en plus nécessaire.

D'autre part, si l'on veut un gouvernement qui doit éduquer la masse et la mener à l'anarchie, il est cependant nécessaire d'indiquer quelle sera l'origine et le mode de formation de ce gouvernement.

Sera-ce la dictature des meilleurs? Mais qui

sont les meilleurs? Et qui leur reconnaîtra cette qualité? La majorité est, d'ordinaire, attachée à de vieux préjugés et à des idées et des instincts déjà dépassés par une minorité moins favorisée; mais, parmi les mille minorités qui toutes croient avoir raison — et toutes peuvent avoir raison sur quelque point — qui choisira-t-on? Au moyen de quel critère choisira-t-on, pour mettre la force sociale à la disposition de l'une d'elles, quand l'avenir seul peut décider entre les parties en litige? Si l'on prend cent partisans intelligents de la dictature, vous verrez que chacun d'eux croit qu'il doit, sinon être réellement le dictateur ou un des dictateurs, au moins être très voisin de la dictature. Donc, *les dictateurs seraient ceux qui, par un moyen ou par un autre, réussiraient à s'imposer et, par le temps qui court, on peut être sûr que toutes leurs forces seraient employées dans la lutte qu'ils soutiendraient pour se défendre contre les attaques de leurs adversaires, oubliant leurs velléités d'éducation, comme s'ils n'en avaient jamais eu.*

Sera-ce au contraire un gouvernement élu par le suffrage universel, et par suite l'émanation plus ou moins sincère de la volonté de la majorité? Mais si vous considérez ces braves électeurs comme incapables de pourvoir eux-mêmes à leurs propres intérêts, comment sauront-ils jamais choisir les bergers qui doivent les guider? Et comment pourront-ils résoudre ce problème d'alchimie sociale de faire sortir l'élection d'un génie du vote d'une masse d'imbéciles?

Et qu'adviendra-t-il des minorités, qui sont cependant la partie la plus intelligente, la plus active et la plus avancée d'une société?

Pour résoudre le problème social en faveur de tous, il n'y a qu'un moyen : expulser révolutionnairement le gouvernement; exproprier révolutionnairement les détenteurs de la richesse sociale; mettre tout à la disposition de tous et faire en sorte que toutes les forces, toutes les capacités, toutes les bonnes volontés existant parmi les hommes agissent pour pourvoir aux besoins de tous. *Il y aura certainement des difficultés et des inconvénients; mais ils seront résolus et ne peuvent être résolus qu'anarchiquement, c'est-à-dire au moyen de l'œuvre directe des intéressés et des libres accords.*

Enrico MALATESTA
(Trad. *le Réveil.*)

UN PEU DE THÉORIE

Un vent de révolte souffle partout. La révolte est ici l'expression d'une idée, là le résultat d'un besoin: le plus souvent elle est la conséquence d'un mélange de besoins et d'idées qui s'engendrent et se renforcent les uns les autres. Elle se déchaîne contre la cause des maux ou l'attaque indirectement, elle est consciente et instinctive, humaine ou brutale, généreuse ou très égoïste, mais de toute façon, elle est chaque jour plus grande et elle s'étend chaque jour davantage.

C'est la marche de l'histoire. Il est donc inutile de perdre son temps à se lamenter sur les voies qu'elle choisit, car ce sont celles tracées par toute une évolution antérieure.

Mais l'histoire est faite par les hommes. Etant donné que nous ne voulons pas demeurer de simples spectateurs indifférents à la tragédie historique, que nous voulons participer de toutes nos forces aux choix des événements qui nous semblent les plus favorables à notre cause, il nous faut un critère qui serve de guide dans l'appréciation des faits qui se déroulent, surtout pour pouvoir choisir le poste que nous devons occuper dans la bataille.

La fin justifie les moyens. On a beaucoup décrier cette maxime : elle est cependant une règle universelle de conduite. Il vaudrait mieux dire : toute fin requiert ses moyens. Car la morale, il faut la chercher dans le but, les moyens sont fatals.

Une fois déterminé le but qu'on veut atteindre, volontairement ou nécessairement, le grand problème de la vie consiste à trouver le moyen qui, selon les circonstances, conduira le plus sûrement et économiquement à l'objectif fixé. La façon dont on résout le problème — pour autant que cela dépende de la volonté humaine — détermine qu'un homme ou un parti atteigne ou non son but, serve sa cause ou sans le vouloir celle de l'ennemie. Trouver le bon moyen, tel est le secret des grands hommes et

des grands partis qui ont laissé leurs traces dans l'histoire.

Le but des jésuites est pour les mystiques la gloire de dieu, pour les autres, c'est la gloire de la Compagnie. Ils s'efforcent donc d'abrutir les masses, de les terroriser et de les assujétir.

Le but des Jacobins et de tous les partis autoritaires — qui se croient en possession de la vérité absolue — est d'imposer leurs idées à la masse des profanes. Ils doivent par conséquent s'efforcer de s'emparer du pouvoir, de dominer les masses et de contraindre l'humanité à subir les tortures de leurs conceptions.

Quant à nous, le problème est différent : notre but étant très distinct, nos moyens doivent l'être également.

Nous ne luttons pas pour prendre la place des exploiteurs ni non plus pour le triomphe d'une abstraction creuse. Nous n'avons rien de commun avec le patriote italien qui disait : « Qu'importe que tous les Italiens meurent de faim, si l'Italie devient grande et glorieuse! »; ni non plus avec le camarade qui reconnaissait qu'il lui était indifférent qu'on massacrât les trois quarts des êtres humains, pourvu que l'humanité fût libre et heureuse.

Nous désirons la liberté et le bien-être de tous les hommes, de tous les hommes sans exception. Nous voulons que chaque être humain puisse se développer et vivre le plus heureusement possible. Et nous croyons que cette liberté et ce bien-être ne pourront être donnés ni par un

homme ni par un parti, mais tous devront en découvrir en eux-mêmes les conditions, et les conquérir. Nous considérons que seule la plus complète application du principe de la solidarité peut détruire la lutte, l'oppression et l'exploitation, et la solidarité ne peut naître que du libre accord, de l'harmonisation spontanée et voulue des intéressés.

Selon nous, tout ce qui tend à détruire l'oppression économique et politique, tout ce qui sert à élever le niveau moral et intellectuel des hommes, à leur donner conscience de leurs droits et de leurs forces et à les persuader d'en faire usage eux-mêmes, tout ce qui provoque la haine contre l'oppression et suscite l'amour entre les hommes, nous approche de notre but et est, donc, un bien, sujet à un calcul quantitatif afin d'obtenir, avec une force donnée, le maximum d'effet positif. Tout au contraire le mal consiste en ce qui est en contradiction avec notre but, tout ce qui tend à conserver l'Etat actuel, tout ce qui tend à sacrifier, contre sa volonté, un homme au triomphe d'un principe.

Nous voulons le triomphe de la liberté et de l'amour.

Mais devrons-nous pour autant renoncer à l'emploi de moyens violents? Absolument pas. Nos moyens sont ceux que les circonstances nous permettent et nous imposent.

Evidemment, nous ne voulons toucher même pas un cheveu de quelqu'un, tout en essuyant les larmes de tous, sans en faire verser aucune. Mais

il est nécessaire de combattre dans le monde tel qu'il est, sous peine de rester des songeurs stériles.

Le jour viendra, nous en sommes intimement persuadés, où il sera possible de faire le bien des hommes sans faire du mal ni à soi ni à autrui; mais aujourd'hui c'est impossible. Même le plus pur et le plus doux des martyrs, celui qui se ferait traîner à l'échafaud pour le triomphe du bien, sans résister, en bénissant ses persécuteurs comme le Christ de la légende, même lui ferait du mal. Outre le mal qu'il se ferait à lui-même, mais c'est ainsi, il ferait verser des larmes amères à tous ceux qui l'ont aimé.

Il s'agit donc toujours, dans chaque acte, de choisir le moindre mal, de tenter de faire le moindre mal pour la plus grande somme de bien possible.

L'humanité se traîne péniblement sous le poids de l'oppression politique et économique; elle est abrutie, dégénérée et tuée (pas toujours lentement) par la misère, l'esclavage, l'ignorance et leurs effets. Cette situation est maintenue par de puissantes organisations militaires et policières, qui répondent par la prison, l'échafaud et le massacre à toute tentative de changement. Il n'y a pas de moyens pacifiques, légaux pour sortir de cette situation. C'est naturel parce que la loi est faite par les privilégiés pour défendre expressément leurs privilèges. Contre la force physique qui barre le chemin, il n'est pour

vaincre d'autre issue que la force physique, que la révolution violente.

Evidemment, la révolution produira de nombreux malheurs, beaucoup de souffrances; mais même si elle en produisait cent fois plus, elle serait une bénédiction en regard de toutes les douleurs engendrées aujourd'hui par la formation mauvaise de la société.

On sait qu'en une seule bataille il meurt plus de gens que dans la plus sanglante des révolutions; que des millions d'enfants meurent annuellement très jeunes par manque de soins; que des millions de prolétaires meurent chaque année prématurément des suites de la misère. On connaît la vie rachitique, sans joies et sans espoirs, que mènent la majorité des hommes. Même les plus riches et les plus puissants sont moins heureux que ce qu'ils pourraient l'être dans une société égalitaire. Et cet état de choses dure depuis des temps immémoriaux. Et cela durerait ainsi, sans la révolution qui s'attaque résolument aux maux à leurs racines et peut mettre une fois pour toutes l'humanité sur la voie de son bien-être.

Bienvenue donc à la révolution : chaque jour de retard inflige à l'humanité une masse énorme de souffrances de plus. Efforçons-nous et œuvrons pour qu'elle arrive rapidement et réussisse à en finir une fois pour toutes avec toutes les oppressions et les exploitations.

C'est pour l'amour des hommes que nous sommes révolutionnaires : ce n'est pas notre

faute si l'histoire nous oblige à cette douloureuse nécessité.

Donc pour nous anarchistes, ou du moins (puisque les mots sont en définitif conventionnels) parmi les anarchistes qui pensent comme nous, tout acte de propagande ou de réalisation, par la parole ou par les faits, individuel ou collectif, est bon s'il sert à approcher et à faciliter la venue de la révolution, s'il lui assure l'appui conscient des masses et lui donne un caractère de libération universelle; sans ces traits il pourrait y avoir une révolution, mais non pas celle que nous désirons. C'est surtout dans le fait révolutionnaire qu'il faut utiliser des moyens économiques, car la dépense se fait alors en vies humaines.

Nous connaissons assez les conditions matérielles et morales déchirantes où se trouve le prolétariat, pour nous expliquer les actes de haine, de vengeance, et même de férocité qui pourront avoir lieu. Nous comprenons qu'il y aura des opprimés qui — ayant toujours été traités par les bourgeois avec la plus ignoble dureté et ayant toujours vu que tout est permis pour le plus fort — diront un jour après être devenus les plus forts : « Agissons nous aussi en bourgeois ». Nous comprenons que cela puisse arriver, dans la fièvre de la bataille, chez des natures généreuses mais manquant de préparation morale — fort difficile à acquérir actuellement — qui peuvent perdre de vue le but à atteindre et prennent la violence comme une fin

en soi et se laissent entraîner à des actes sauvages.

Une chose est comprendre, une autre pardonner certains faits, les revendiquer, en être solidaires. Nous ne pouvons accepter, encourager et imiter de tels actes. Nous devons être résolus et énergiques, mais nous devons également nous efforcer de ne jamais dépasser les limites nécessaires. Nous devons faire comme le chirurgien qui coupe ce qu'il faut, en évitant d'inutiles souffrances. En un mot nous devons être inspirés et guidés par le sentiment de l'amour pour les hommes, tous les hommes.

Il nous semble que ce sentiment d'amour est le fonds moral, l'âme de notre programme. C'est seulement en concevant la révolution comme la plus grande joie humaine, comme libération et fraternisation des hommes — quelque ait été la classe ou le parti auxquels ils appartenaient — que notre idéal pourra se réaliser.

La rébellion brutale apparaîtra certainement et pourrra servir, aussi, à donner le grand coup d'épaule, la dernière poussée qui devra abattre le système actuel; mais si elle ne trouve pas le contrepoids des révolutionnaires qui agissent pour un idéal, une telle révolution se dévorera elle-même.

La haine ne produit pas l'amour et avec la haine on ne rénove pas le monde. La révolution par la haine serait un échec complet ou bien engendrerait une nouvelle oppression, qui pourrait même s'appeler anarchiste, tout comme les

hommes d'Etats actuels se disent libéraux, mais qui n'en serait pas moins une oppression et ne manquerait pas de produire les effets que donne toute oppression.

1892

LE BUT DES ANARCHISTES

Que devons-nous faire?

Tel est le problème qui se pose à nous et à tous ceux qui veulent réaliser et défendre leurs idées, à tout moment dans leur vie militante.

Nous voulons abolir la propriété individuelle et l'autorité, c'est-à-dire exproprier les possesseurs de la terre et du capital, abattre le gouvernement et mettre à la disposition de tous la richesse sociale afin que tous puissent vivre à leur façon sans autres limites que celles imposées par les nécessités librement et volontairement reconnues et acceptées. En un mot, réaliser le programme socialiste-anarchiste. *Et nous sommes convaincus (l'expérience quotidienne nous le confirme) que si les propriétaires et le gouvernement dominent grâce à la force physique pour les vaincre nous devons nécessairement avoir recours à la force physique, à la révolution violente.* Nous sommes donc ennemis de toutes les classes privilégiées et de tous les gouvernements, et adversaires de tous ceux qui tendent, même de bonne foi, à affaiblir les énergies

révolutionnaires du peuple et à remplacer un gouvernement par un autre.

Mais que devons-nous faire pour être en condition de faire notre révolution, la révolution contre tout privilège et toute autorité, et triompher?

La meilleure tactique serait de faire toujours et partout de la propagande pour nos idées et de développer dans le prolétariat, par tous les moyens possibles, l'esprit d'association et de résistance, et susciter à chaque fois de plus grandes revendications; combattre continuellement tous les partis bourgeois et tous les partis autoritaires, en restant indifférents à leurs querelles; *nous organiser* avec ceux qui sont convaincus ou se convainquent de nos idées, prendre les moyens matériels nécessaires au combat et, lorsque nous serions une force suffisante pour vaincre, nous lancer seuls, pour notre compte, pour effectuer complètement notre programme, plus exactement, conquérir pour chacun la liberté totale d'expérimenter, de pratiquer et de modifier peu à peu le mode de vie sociale qu'il croit le meilleur.

Mais malheureusement, cette tactique ne peut être rigoureusement appliquée et est incapable d'atteindre son but. La propagande a une efficacité limitée, et dans un secteur absolument conditionné moralement et matériellement pour accepter et comprendre un certain type d'idées. Les paroles et les écrits sont peu puissants tant qu'une transformation du milieu ne mène pas le

peuple à la possibilité d'apprécier ces idées nouvelles. L'efficacité des organisations ouvrières est également limitée pour les mêmes raisons qui s'opposent à l'extension indéfinie de notre propagande, et pas seulement à cause de la situation économique et morale qui affaiblit ou neutralise complètement les effets de la prise de conscience de certains travailleurs.

Une organisation vaste et forte de propagande et la lutte rencontre mille difficultés : nous-mêmes, le manque de moyens, et surtout la répression gouvernementale. Même en supposant qu'il soit possible d'arriver par la propagande et l'*organisation* à faire notre révolution socialiste-anarchiste, il y a tous les jours des situations politiques où nous devons intervenir sous peine de perdre des avantages pour notre propagande et toute influence sur le peuple, de risquer de détruire le travait fait et de rendre plus difficile le futur.

Le problème est donc de trouver le moyen de déterminer, dans la mesure du possible, les changements de situations nécessaires au progrès de notre propagande et de profiter des rivalités entre les différents partis politiques, à chaque fois que cela se présente, sans renoncer à aucun postulat de notre programme, pour en faciliter et rapprocher le triomphe.

En Italie, par exemple, la situation est telle qu'il est impossible, à plus ou moins brève échéance (1899), qu'il y ait une insurrection contre la monarchie. Il est, d'autre part, certain

que le résultat n'en sera pas le socialisme-anarchisme. Devons-nous prendre part à la préparation et la réalisation de cette insurrection? Certains camarades pensent que nous n'avons aucun intérêt à faire partie d'un mouvement qui ne touchera pas à la propriété privée et ne servira qu'à changer de gouvernement, c'est-à-dire une république qui ne serait pas moins bourgeoise que la monarchie.

Laissons, disent-ils, les bourgeois et les aspirants au pouvoir « se faire trouer la peau » et continuons notre propagande contre la propriété et l'autorité.

Cependant, la conséquence de notre refus serait, tout d'abord, que sans nous l'insurrection aurait moins de chances de triompher. Donc la monarchie gagnerait, ce qui, à un moment où la lutte pour la vie devient féroce, fermerait la voie à la propagande et à tout progrès. En outre, étant absent du mouvement, nous n'aurions aucune influence sur les événements ultérieurs, nous ne pourrions pas profiter des occasions qui se présenteraient toujours dans une période de transition entre un régime et un autre, nous tomberions dans le discrédit comme parti d'action et nous ne pourrions, de longues années durant, rien faire d'important.

Il ne s'agit pas de laisser les bourgeois se battre entre eux, parce que dans une insurrection la force est toujours donnée par le peuple, et si nous ne partageons pas avec les combattants les dangers et les succès en essayant de transformer le mouvement politique en révolution sociale, le peuple ne servira que d'instrument entre les mains ambitieuses des aspirants au pouvoir.

En revanche, en participant à l'insurrection (que nous ne sommes pas assez forts pour lancer seuls) et en agissant le plus possible, nous nous gagnerons la sympathie du peuple insurgé et nous pourrons faire avancer les choses le plus possible.

Nous savons très bien, et nous ne cessons pas de le dire et de le démontrer, que république et monarchie sont identiques et que tous les gouvernements ont tendance à augmenter leur pouvoir et à opprimer chaque fois plus les gouvernés. Mais nous savons aussi que plus un gouvernement est faible, plus la résistance du peuple est forte, plus la liberté et la possibilité de progrès sont grandes. En contribuant efficacement à la chute de la monarchie, nous pourrions nous opposer avec plus ou moins d'efficacité à la consolidation d'une république, nous pourrions rester armés et refuser d'obéir au gouvernement et tenter des expropriations et des organisations anarchistes de la société. Nous pourrions empêcher que la révolution s'arrête dès le départ et que les énergies du peuple, éveillées par l'insurrection, ne s'endorment de nouveau. Toutes choses que nous ne pourrions faire, pour des raisons évidentes de psychologie envers le peuple, en intervenant après la révolution et la victoire sans nous contre la monarchie.

Poussés par ces motifs, d'autres camarades voudraient que nous cessions provisoirement la

propagande anarchiste, pour nous occuper du combat contre la monarchie et, après le triomphe de l'insurrection, recommencer notre travail spécifique d'anarchistes. Ils ne voient pas que si nous nous confondions avec les républicains, nous ferions le travail de la future république, en désorganisant nos groupes, en semant la confusion sans pouvoir empêcher par la suite le renforcement de la république.

Entre ces deux erreurs, la voie à suivre nous semble claire. Nous devons être avec les républicains, les sociaux-démocrates et tout parti anti-royaliste pour abattre la monarchie. Mais nous devons y être en tant qu'anarchistes, pour l'anarchie, sans rompre nos forces ni les confondre avec celles des autres, sans signer de compromis au-delà de la coopération dans l'action militaire.

C'est seulement ainsi, selon nous, que nous pouvons avoir lors des prochains événements tous les avantages d'une alliance avec les autres partis anti-royalistes sans renoncer en rien à notre programme.

(*La Questione Sociale*, Paterson, U.S.A., 2-XII-1899; reproduit par *Accion Directa* de Buenos Aires, 6-1974; soulignés par les camarades argentins.)

LES ANARCHISTES ET LE SENTIMENT MORAL

Le nombre de ceux qui se disent anarchistes est tellement grand aujourd'hui et sous le nom d'anarchie on expose des doctrines tellement divergentes et contradictoires, que nous aurions vraiment tort de nous étonner lorsque le public, nullement familiarisé avec nos idées, ne pouvant distinguer du premier coup les grandes différences qui se cachent sous le même mot, demeure indifférent vis-à-vis de notre propagande et nous témoigne aussi de la défiance.

Nous ne pouvons naturellement empêcher les autres de se donner le nom qu'ils choisissent, quant à renoncer nous-mêmes à nous appeler anarchistes, cela ne servirait à rien, car le public croirait tout simplement que nous avons tourné casaque.

Tout ce que nous pouvons et devons faire, c'est de nous distinguer nettement de ceux qui ont une conception de l'anarchie différente de la nôtre, et qui tirent de cette même conception théorique des conséquences pratiques absolument opposées à celles que nous en tirons. Et la distinction doit résulter de l'exposition claire de nos idées, et de la répétition franche et incessante de notre opinion sur tous les faits qui sont en contradiction avec nos idées et notre morale, sans égards pour une personne ou un parti quelconque. Car cette prétendue solidarité de

parti entre des gens qui n'appartenaient ou n'auraient pu appartenir au même parti, a été précisément l'une des causes principales de la confusion.

Or, nous sommes arrivés à un tel point, que beaucoup exaltent chez les camarades les mêmes actions qu'ils reprochent aux bourgeois, et il semble que leur unique critère du bien ou du mal consiste à savoir si l'auteur de tel ou tel acte se dit ou ne se dit pas anarchiste. Un grand nombre d'erreurs ont amené les uns à se contredire ouvertement dans la pratique avec les principes qu'ils professent théoriquement, et les autres à supporter de telles contradictions; de même qu'un grand nombre de causes ont amené au milieu de nous des gens qui au fond se moquent du socialisme, de l'anarchie et de tout ce qui dépasse les intérêts de leurs personnes.

Je ne puis entreprendre ici un examen méthodique et complet de toutes ces erreurs, aussi me bornerai-je à traiter de celles qui m'ont le plus frappé.

Parlons avant tout de la morale.

Il n'est pas rare de trouver des anarchistes qui *nient la morale*. Tout d'abord, ce n'est qu'une simple façon de parler pour établir qu'au point de vue théorique ils n'admettent pas une morale absolue, éternelle et immuable, et que, dans la pratique, ils se révoltent contre la morale bourgeoise, sanctionnant l'exploitation des masses et frappant tous les actes qui lèsent ou menacent les intérêts des privilégiés. Puis, peu à peu, comme il arrive dans bien des cas, ils prennent la figure rhétorique pour l'expression exacte de la vérité. Ils oublient que, dans la morale courante, à côté des règles inculquées par les prêtres et les patrons pour assurer leur domination, il s'en trouve d'autres qui en forment même la majeure partie et la plus substantielle, sans lesquelles toute coexistence sociale serait impossible; — ils oublient que se révolter contre toute règle imposée par la force ne veut nullement dire renoncer à toute retenue morale et à tout sentiment d'obligation envers les autres; — ils oublient que pour combattre raisonnablement une morale, il faut lui opposer, en théorie et en pratique, une morale supérieure : et ils finissent quelquefois, leur tempérament et les circonstances aidant, par devenir *immoraux* dans le sens absolu du mot, c'est-à-dire des hommes sans règle de conduite, sans critère pour se guider dans leurs actions, qui cèdent passivement à l'impulsion du moment. Aujourd'hui, ils se privent de pain pour secourir un camarade; demain, ils tueront un homme pour aller au lupanar!

La morale est la règle de conduite que chaque homme considère comme bonne. On peut trouver mauvaise la morale dominante de telle époque, tel pays ou telle société, et nous trouvons en effet la morale bourgeoise plus que mauvaise; mais on ne saurait concevoir une société sans une morale quelconque, ni un homme conscient qui n'ait aucun critère pour

juger de ce qui est bien et de ce qui est mal pour soi-même et les autres.

Lorsque nous combattons la société actuelle, nous opposons, à la morale bourgeoise individualiste, la morale de la lutte et de la solidarité, et nous cherchons à établir des institutions qui correspondent à notre conception des rapports entre les hommes. S'il en était autrement, pourquoi ne trouverions-nous pas juste que les bourgeois exploitent le peuple?

Une autre affirmation nuisible, sincère chez les uns, mais qui, pour d'autres, n'est qu'une excuse, c'est que le milieu social actuel ne permet pas d'être moraux, et que, par conséquent, il est inutile de tenter des efforts destinés à rester sans succès; le mieux, c'est de tirer des circonstances actuelles le plus possible pour soi-même sans se soucier du prochain, sauf à changer de vie lorsque l'organisation sociale aura changé aussi. Certainement, tout anarchiste, tout socialiste, comprend les fatalités économiques qui obligent aujourd'hui l'homme à lutter contre l'homme; et il voit, en bon observateur, l'impuissance de la révolte personnelle contre la force prépondérante du milieu social. Mais il est également vrai que, sans la révolte de l'individu, s'associant à d'autres individus révoltés pour résister au milieu et chercher à le transformer, ce milieu ne changerait jamais.

Nous sommes, tous sans exception, obligés de vivre, plus ou moins, en contradiction avec nos

idées; mais nous sommes socialistes et anarchistes précisément dans la mesure que nous souffrons de cette contradiction et que nous tâchons, autant que possible, de la rendre moins grande. Le jour où nous nous adapterions au milieu, nous n'aurions plus naturellement l'envie de le transformer et nous deviendrions de simples bourgeois; bourgeois sans argent peut-être; mais non moins bourgeois pour cela dans les actes et dans les intentions.

Errico Malatesta
(*Le Réveil,* Genève, 5 novembre 1904)
(Traduction *Les Temps Nouveaux,*
Paris 8-12-1906).

LE PROBLÈME DE L'AMOUR

Il peut sembler de prime abord curieux que la question de l'amour et toutes celles qui s'y rattachent préoccupent aussi un grand nombre d'hommes et de femmes, alors qu'il y a d'autres problèmes plus urgents, voire plus importants, qui devraient accaparer toute l'attention et toute l'activité de ceux qui cherchent le moyen de remédier aux maux dont souffre l'humanité.

Nous trouvons tous les jours des gens écrasés par le poids des institutions actuelles, des gens obligés de se nourrir mal, menacés à chaque instant de tomber, par manque de travail ou à cause de la maladie, dans la misère la plus

complète. Des gens dans l'impossibilité d'élever convenablement leurs enfants qui meurent souvent à cause du manque de soins nécessaires. Des gens privés des avantages et des joies des arts et des sciences. Des gens condamnés à passer leur existence sans un être un jour maîtres d'eux-mêmes, toujours à la merci des patrons et de la police. Des gens pour qui le droit d'avoir une famille, le droit d'aimer n'est qu'une ironie sanglante, mais qui cependant n'acceptent pas les moyens que nous proposons de se soustraire à l'esclavage politique et économique, si nous ne savons pas leur expliquer avant tout comment dans une société libertaire le besoin d'aimer serait satisfait et comment nous comprenons l'organisaton de la famille. Naturellement ce souci augmente et fait parfois oublier et mépriser les autres problèmes chez les personnes qui ont déjà résolu le problème de la faim et sont à même de satisfaire normalement les nécessités les plus impérieuses, du fait qu'elles vivent dans une ambiance relativement commode.

Ce fait se comprend de part la place immense qu'occupe l'amour dans la vie morale et matérielle de l'homme, car c'est chez lui, dans la famille que l'homme passe la plus grande et la meilleure partie de sa vie.

Cela est aussi explicable par une tendance à l'idéal qui enflamme l'esprit humain conscient de lui-même.

Tant que l'homme souffre sans se rendre compte de ses souffrances, sans chercher de

solution et sans se rebeller, il vit comme les bêtes, et accepte la vie telle quelle.

Mais quand il commence à penser et à comprendre que ses maux ne proviennent pas de fatalités naturelles insurmontables, mais de causes humaines que les hommes peuvent détruire, il se sent soudain dominé par un besoin de perfection, et il veut, au moins idéalement, jouir d'une société où l'harmonie absolue régnera et où la douleur aura disparu complètement et pour toujours.

Cette tendance est très utile, car elle pousse à aller toujours plus avant. Mais elle peut devenir très négative si sous le prétexte qu'on ne peut arriver à la perfection et qu'il est impossible de supprimer tous les obstacles et les défauts, elle nous conseille d'abandonner les réalisations possibles pour demeurer dans notre état actuel.

Disons tout de suite que nous n'avons aucune solution pour résoudre les maux causés par l'amour, parce qu'ils ne peuvent disparaître avec les réformes sociales, ni même un changement des mœurs. Ils sont déterminés par des sentiments profonds, nous pourrions dire physiologiques de l'homme, et ils ne sont modifiables — lorsque c'est le cas — qu'après une lente évolution et d'une manière que nous ne saurions prévoir.

Nous désirons la liberté, nous voulons que les hommes et les femmes puissent s'aimer et s'unir librement sans autre cause que l'amour, sans

aucune violence légale, économique ou physique.

Mais la liberté, tout en restant la seule solution que nous pouvons et devons offrir, ne résout pas radicalement le problème, vu que l'amour, pour être satisfait, a besoin de deux libertés qui fréquemment s'accordent ou s'opposent. En effet la liberté de faire ce que l'on veut est une phrase dépourvue de sens quand on ne sait pas vouloir quelque chose.

Il est facile de dire : « Lorsqu'un homme et une femme s'aiment, ils s'unissent, et lorsqu'ils ne s'aiment plus, ils se séparent ». Il faudrait pour que ce principe devînt une règle sûre et générale de bonheur, qu'on aime et on cesse d'aimer en même temps. Mais, si on aime et on n'est pas aimé?

Si on aime encore, tandis que l'autre ne nous aime plus et cherche à satisfaire une nouvelle passion? Et si on aime en même temps plusieurs personnes, qui ne pourraient accepter cette promiscuité?

« Je suis laid — nous disait quelqu'un — que ferais-je si personne ne m'aimait? » La question fait sourire, mais elle montre également de terribles tragédies.

Et une autre personne, préoccupée par le même problème, disait : « Aujourd'hui si je ne trouve pas l'amour, je l'achète, même si je dois prendre sur mon pain. Que deviendrais-je quand il n'y aura plus de femmes en vente? » La question est horrible, parce qu'elle montre une volonté d'obliger les êtres humains à se prostituer pour la faim et cependant, c'est si terriblement humain!

Certains disent que la solution serait l'abolition radicale de la famille; l'abolition du couple sexuel serait plus ou moins stable, en réduisant l'amour au seul acte physique, plus exactement en le transformant en union sexuelle accompagnée d'un sentiment semblable à l'amitié, qui reconnaît la multiplicité, la variété, la simultanéité des penchants.

Et les enfants?... Enfants de tous. Peut-on abolir la famille? Est-il désirable qu'elle le soit!

Remarquons d'abord que malgré le régime d'oppression et de mensonges qui a toujours prévalu et qui prévaut encore dans la famille, elle a été et continue à être le facteur le plus important du développement humain, parce que ce n'est que dans la famille que l'homme se consacre normalement à l'homme, en réalisant le bien pour le bien, sans autre compensation que l'amour de sa compagne et de ses enfants.

On nous dit qu'une fois les questions d'intérêts disparues, tous les hommes deviendraient frères et s'aimeraient. Certes, ils ne se haïraient plus; certes le sentiment de sympathie et de solidarité se développerait davantage et l'intérêt général des êtres deviendrait le facteur déterminant de la conduite de chacun.

Mais ce n'est pas encore l'amour. Aimer tout le monde ressemble beaucoup à n'aimer personne. Nous pouvons sans doute secourir, mais

nous ne pouvons pleurer tous les malheurs, car notre vie disparaîtrait en larmes. Et cependant les larmes de sympathie sont le réconfort le plus doux pour un cœur qui souffre. Les statistiques des décès et des naissances peuvent offrir des données intéressantes pour connaître les besoins de la société, mais elles ne signifient rien pour notre cœur. Il nous est matériellement impossible de nous attrister sur chaque homme qui meurt et nous réjouir de chaque naissance.

Et si nous n'aimons pas quelqu'un plus vivement que les autres, s'il n'y a pas un seul être pour lequel nous soyons plus particulièrement prêt à nous dévouer, si nous ne connaissons d'autre amour qu'un amour modéré, flou, presque théorique, que nous pouvons éprouver pour chacun, la vie ne serait-elle pas moins riche, moins féconde, moins belle? La nature humaine ne serait-elle pas privée de ses plus beaux élans? Les joies les plus profondes ne nous manqueraient-elles pas? Ne serions-nous pas plus malheureux?

D'autre part l'amour est ce qu'il est. Lorsqu'on aime fortement, on éprouve le besoin du contact, de la possession exclusive de l'être aimé. La jalousie, pris dans le meilleur sens du mot, semble former et forme généralement une seule et même chose avec l'amour. Le fait est peut-être regrettable, mais on ne peut le changer sur commande, pas même ceux qui en souffrent.

Pour nous l'amour est une passion qui engendre en soi des tragédies. Ces tragédies ne

se traduiront évidemment pas en actes violents et brutaux. Si l'homme avait le sentiment du respect de la liberté d'autrui, s'il avait assez d'empire sur lui-même pour comprendre qu'on ne résout pas un mal par un plus grand, et si l'opinion publique n'avait plus, comme aujourd'hui, une indulgence morbide pour les crimes passionnels... la rupture n'en serait pas moins douloureuse.

Tant que les hommes auront les sentiments qu'ils sentent — et un changement politique et économique de la société ne nous semble pas suffisant pour les modifier radicalement — l'amour produira en même temps de grandes joies et de grandes douleurs. On pourra les amoindrir et les atténuer en éliminant toutes les causes qui peuvent l'être, mais leur destruction complète est impossible.

Est-ce une raison pour ne pas accepter nos idées et en rester à l'état actuel? On agirait comme celui qui ne pouvant s'acheter des vêtements de luxe, voudrait être nu, ou celui qui, ne pouvant manger des ortolans tous les jours, renoncerait au pain, ou bien comme le médecin qui, face à l'impuissance de la science actuelle face à certaines maladies, refuserait de soigner celles qui sont guérissables, éliminons l'exploitation de l'homme par l'homme, combattons la prétention brutale du mâle qui se croit le maître de la femelle, combattons les préjugés religieux, sociaux et sexuels, assurons à tous les hommes, les femmes et les enfants, le bien-

être et la liberté, propageons l'instruction, et nous pourrons nous réjouir à juste titre s'il ne reste d'autres maux que ceux de l'amour.

En tout cas, les malheureux en amour pourront chercher d'autres joies car il n'y aura plus comme aujourd'hui que l'amour et l'alcool comme seuls et uniques consolations de la plupart des êtres humains.

(*La Question Sociale*, Paterson,
U.S.A., 6-1-1900).

VERS L'ANARCHIE

Il est assez courant de croire que du fait que nous nous disons révolutionnaires, nous entendons que l'avènement de l'anarchie doive se produire d'un seul coup, comme conséquence immédiate d'une insurrection, qui abattrait violemment tout ce qui existe et les remplacerait par des institutions vraiment nouvelles. A dire vrai, il ne manque pas de camarades qui conçoivent ainsi la révolution.

Ce malentendu explique pourquoi parmi nos adversaires beaucoup croient, de bonne foi, que l'anarchie est une chose impossible; et cela explique aussi pourquoi certains camarades, voyant que l'anarchie ne peut venir soudainement, étant donné les conditions morales actuelles de la foule, vivent entre un dogmatisme qui les met en dehors de la vie réelle et un

opportunisme qui leur fait pratiquement oublier qu'ils sont anarchistes et, qu'en cette qualité, ils doivent combattre pour l'anarchie.

Or, il est certain que le triomphe de l'anarchie ne peut être l'effet d'un miracle, pas plus qu'il ne peut se produire en dépit, en contradiction de la loi de l'évolution : que rien n'arrive sans cause suffisante, que rien ne peut se faire si la force nécessaire manque.

Si nous voulions substituer un gouvernement à un autre, c'est-à-dire imposer notre volonté aux autres, il suffirait, pour cela, d'acquérir la *force matérielle indispensable pour abattre les oppresseurs* et nous mettre à leur place.

Mais, au contraire, nous voulons l'*Anarchie*, c'est-à-dire une société fondée sur l'accord libre et volontaire, dans laquelle personne ne puisse imposer sa volonté à autrui, où tous puissent faire comme ils l'entendent et concourir volontairement au bien-être général. Son triomphe ne sera définitif, universel, que lorsque tous les hommes ne voudront plus être commandés ni commander à d'autres et auront compris les avantages de la solidarité pour savoir organiser un système social dans lequel il n'y aura plus trace de violence et de contrainte.

D'autre part, comme la conscience, la volonté, la capacité augmentent graduellement et ne peuvent trouver l'occasion et les moyens de se développer que dans la transformation graduelle du milieu et dans la réalisation des volontés au fur et à mesure qu'elles se forment

et deviennent impérieuses, de même l'anarchie ne s'instaurera que peu à peu pour s'intensifier et s'élargir toujours plus.

Il ne s'agit donc pas d'arriver à l'anarchie aujourd'hui ou demain ou dans dix siècles, mais de s'acheminer vers l'anarchie aujourd'hui, demain et toujours.

L'anarchie est l'abolition du vol et de l'oppression de l'homme par l'homme, c'est-à-dire l'abolition de la propriété individuelle et du gouvernement; l'anarchie est la destruction de la misère, de la superstition et de la haine. Donc, chaque coup porté aux institutions de la propriété individuelle et du gouvernement, est un pas vers l'anarchie, de même que chaque mensonge dévoilé, chaque parcelle d'activité humaine soustraite au contrôle de l'autorité, chaque effort tendant à élever la conscience populaire et à augmenter l'esprit de solidarité et d'initiative, ainsi qu'à égaliser les conditions.

Le problème réside dans le fait de savoir choisir la voie qui réellement nous rapproche de la réalisation de notre idéal et de ne pas confondre les véritables progrès avec ces réformes hypocrites, qui, sous prétexte d'améliorations immédiates, tendent à écarter le peuple de la lutte contre l'autorité et le capitalisme, à paralyser son action et à lui laisser espérer que quelque chose peut être obtenu de la bonté des patrons et des gouvernements. Le problème est de savoir employer la part de forces que nous

avons et que nous acquérons de la façon la plus économique et la plus utile à notre but.

Aujourd'hui dans chaque pays il y a un gouvernement, qui, par la force brutale, impose la loi à tous, nous contraint tous à nous laisser exploiter et à maintenir, que cela nous plaise ou non, les institutions existantes, à empêcher que les minorités puissent mettre en action leurs idées et que l'organisation sociale en général puisse se modifier suivant les variations de l'opinion publique. Le cours régulier pacifique de l'évolution est arrêté par la violence, et c'est par la violence qu'il faudra lui ouvrir la route. C'est pour cela que nous voulons la révolution violente aujourd'hui et que nous la voudrons toujours ainsi, aussi longtemps que l'on voudra imposer à quelqu'un par la force une chose contraire à sa volonté. La violence gouvernementale supprimée, notre violence n'aurait plus sa raison d'être.

Nous ne pouvons pour le moment abattre le gouvernement existant, peut-être ne pourrons-nous pas empêcher demain, que sur les ruines du gouvernement actuel, un autre ne surgisse; mais cela ne nous empêche pas aujourd'hui de même que cela ne nous empêchera pas demain de combattre n'importe quel gouvernement, en refusant de nous soumettre à la loi chaque fois que cela nous est possible et d'opposer la force à la force.

Chaque fois que l'autorité est amoindrie, chaque fois qu'une plus grande somme de liberté

est conquise et non mendiée, c'est un progrès vers l'anarchie. Il en est de même, chaque fois aussi, que nous considérons le gouvernement comme un ennemi avec lequel il ne faut jamais faire trêve, après nous être bien convaincus que la diminution des maux engendrés par lui n'est possible que par la diminution de ses attributions et de sa force, et non par l'augmentation du nombre des gouvernants ou par le fait de les faire élire par les gouvernés eux-mêmes. Et par gouvernement nous entendons tout homme ou groupement d'individus, dans l'Etat, les Conseils, la municipalité ou l'association, ayant le droit de faire la loi ou de l'imposer à ceux à qui elle ne plaît pas.

Nous ne pouvons pour le moment abolir la propriété individuelle, nous ne pouvons pour l'instant disposer des moyens de production nécessaires pour travailler librement; peut-être ne le pourrons-nous pas encore lors d'un prochain mouvement insurrectionnel; mais cela ne nous empêche pas aujourd'hui déjà, comme cela ne nous empêchera pas demain, de combattre continuellement le capitalisme. Chaque victoire, si minime soit-elle, des travailleurs sur le patronat, chaque effort contre l'exploitation, chaque parcelle de richesse soustraite aux propriétaires et mise à la disposition de tous, sera un progrès, un pas sur la voie de l'anarchie, comme chaque fait tendant à augmenter les exigences des ouvriers et à donner plus d'activité à la lutte, toutes les fois que nous pourrons envisager ce

que nous aurons gagné, comme une victoire sur l'ennemi et non comme une concession dont nous devrions être reconnaissants, chaque fois que nous affirmerons notre volonté d'enlever par la force, aux propriétaires, les droits que, protégés par le gouvernement, ils ont soustraits aux travailleurs.

Une fois le droit de la force disparu de la société humaine, les moyens de production mis à la disposition de ceux qui veulent produire, le reste sera le résultat de l'évolution pacifique.

L'anarchie ne serait pas encore réalisée ou elle ne le serait que pour ceux qui la veulent et seulement pour les choses, où le concours des non-anarchistes n'est pas indispensable. Elle s'étendra ainsi gagnant peu à peu les hommes et les choses, jusqu'à ce qu'elle embrasse toute l'humanité et toutes les manifestations de la vie.

Une fois le gouvernement disparu, avec toutes les institutions nuisibles qu'il protège, une fois la liberté conquise pour tous, ainsi que le droit aux instruments de travail, sans lequel la liberté est un mensonge, nous n'entendons détruire toutes choses qu'au fur et à mesure que nous pouvons en substituer d'autres.

Par exemple : le service de ravitaillement est mal fait dans la société actuelle, il s'effectue d'une façon anormale avec un grand gaspillage de forces et de matériel et seulement en vue des intérêts des capitalistes; mais en somme de quelque façon que s'opère la consommation, il serait absurde de vouloir désorganiser ce service,

si nous ne sommes pas en mesure d'assurer l'alimentation du peuple plus logiquement et plus équitablement.

Il existe un service des postes, nous avons mille critiques à en faire, mais pour l'instant nous nous en servons pour envoyer nos lettres ou pour en recevoir, supportons-le donc comme il est tant que nous n'aurons pu le corriger.

Il y a des écoles, hélas! combien mauvaises, pourtant nous ne voudrions pas que nos fils restent sans apprendre à lire et à écrire, en attendant que nous ayions pu organiser des écoles modèles suffisantes pour tous.

Par là nous voyons que pour instaurer l'anarchie, il ne suffit pas d'avoir la force matérielle pour faire la révolution, mais il importe aussi que les travailleurs associés, selon les diverses branches de production, soient en mesure d'assurer par eux-mêmes le fonctionnement de la vie sociale sans le secours des capitalistes et du gouvernement.

On peut constater de même que les idées anarchiques, loin d'être en contradiction avec les lois de l'évolution établies par la science, comme le prétendent les socialistes scientifiques, sont des conceptions qui s'adaptent parfaitement à elles : c'est le système expérimental transporté du champ des recherches à celui des réalisations sociales.

Errico MALATESTA (1910).
trad. *le Réveil.*

PROGRAMME ANARCHISTE

Le texte qui suit fut publié en 1903 sous le titre de *Notre programme* par un groupe italien des Etats-Unis. En 1920 il fut entièrement accepté par le congrès de l'Unione Anarchica Italiana du 1-4 juillet. Le premier paraphe n'apparaît pas en 1920 et les intertitres sont par contre de cette époque.

Nous n'avons rien de nouveau à dire. La propagande n'est, et ne peut être, que la répétition continue, inlassable, des principes qui doivent nous servir de guide dans la conduite que nous devons suivre dans les différentes circonstances de la vie.

Nous répéterons donc avec des termes plus ou moins différents, mais dans le fond constant, notre vieux programme socialiste-anarchiste-révolutionnaire.

Le programme de l'Union Anarchiste Italienne est le programme anarchiste-communiste révolutionnaire. Il y a déjà un demi-siècle, il fut proposé en Italie au sein de l'Internationale sous le nom de programme socialiste. Plus tard, il prit celui de socialiste-anarchiste, comme réaction contre la dégénérescence autoritaire et parlementaire croissante du mouvement socialiste. Puis finalement on l'appela anarchiste.

1. Ce que nous voulons.

Nous croyons que la plus grande partie des maux qui affligent les hommes découle de la mauvaise organisation sociale; et que les hommes, par leur volonté et leur savoir, peuvent les faire disparaître.

La société actuelle est le résultat des luttes séculaires que les hommes se sont livrées entre eux. Ils ont méconnu les avantages qui pouvaient résulter pour tous de la coopération et de la solidarité. Ils ont vu en chacun de leurs prochains (sauf tout au plus les membres de leur famille) un concurrent et un ennemi. Et ils ont cherché à accaparer, chacun pour soi, la plus grande quantité de jouissances possible, sans s'occuper des intérêts d'autrui.

Dans cette lutte, naturellement, les plus forts et les plus chanceux devaient vaincre, et, de différentes manières, exploiter et opprimer les vaincus.

Tant que l'homme ne fut pas capable de produire plus que le strict nécessaire à sa survivance, les vainqueurs ne pouvaient que mettre en fuite et massacrer les vaincus, et s'emparer des aliments récoltés.

Ensuite — lorsque, avec la découverte de l'élevage et de l'agriculture, un homme sut produire davantage qu'il ne lui fallait pour vivre — les vainqueurs trouvèrent plus commode de réduire les vaincus au servage et de les faire travailler pour eux.

Plus tard, les vainqueurs trouvèrent plus avantageux, plus efficace et plus sûr d'exploiter le travail d'autrui par un autre système : garder pour soi la propriété exclusive de la terre et de tous les instruments de travail, et accorder une liberté apparente aux déshérités. Ceux-ci n'ayant pas les moyens de vivre, étaient contraints à recourir aux propriétaires et à travailler pour eux, aux conditions qu'ils leur fixaient.

Ainsi peu à peu, à travers un réseau compliqué de luttes de toute sorte, invasions, guerres, rébellions, répressions, concessions faites et reprises, association des vaincus unis pour se défendre, et des vainqueurs pour attaquer, on en est arrivé à l'état actuel de la société, où quelques hommes détiennent héréditairement la terre et toutes les richesses sociales, pendant que la grande masse, privée de tout, est frustrée et opprimée par une poignée de propriétaires.

De ceci dépend l'état de misère où se trouvent généralement les travailleurs, et tous les maux qui en découlent : ignorance, crime, prostitution, dépérissement physique, abjection morale, mort prématurée. D'où la constitution d'une classe spéciale (le gouvernement) qui, pourvue des moyens matériels de répression, a pour mission de légaliser et de défendre les propriétaires contre les revendications du prolétariat. Elle se sert ensuite de la force qu'elle possède, pour s'arroger des privilèges et soumettre, si elle le peut, à sa suprématie même la classe des propriétaires. D'où la formation d'une autre

classe spéciale (le clergé) qui par une série de fables sur la volonté de dieu, sur la vie future, etc., cherche à amener les opprimés à supporter docilement l'oppresseur, et le gouvernement, les intérêts des propriétaires et les siens propres. D'où la formation d'une science officielle qui est, en tout ce qui peut servir les intérêts des dominateurs, la négation de la science véritable. D'où l'esprit patriotique, les haines de races, les guerres et les paix armées, plus désastreuses que les guerres elles-mêmes. D'où l'amour transformé en marché ignoble. D'où la haine plus ou moins larvée, la rivalité, la défiance, l'incertitude et la peur entre les êtres humains.

Nous voulons changer radicalement un tel état de choses. Et puisque tous ces maux dérivent de la recherche du bien-être poursuivie par chacun pour soi et contre tous, nous voulons leur donner une solution en remplaçant la haine par l'amour, la concurrence par la solidarité, la recherche exclusive du bien-être par la coopération, l'oppression par la liberté, le mensonge religieux et pseudo-scientifique par la vérité.

Par conséquent :

1) Abolition de la propriété privée de la terre, des matières premières et des instruments de travail — pour que personne n'ait le moyen de vivre en exploitant le travail d'autrui, — et que tous, assurés des moyens de produire et de vivre, soient véritablement indépendants et puissent s'associer librement les uns les autres, dans l'intérêt commun et conformément aux sympathies personnelles.

2) Abolition du gouvernement et de tout pouvoir qui fasse la loi pour l'imposer aux autres : donc abolition des monarchies, républiques, parlements, armées, polices, magistratures et de toute institution ayant des moyens coercitifs.

3) Organisation de la vie sociale au moyen des associations libres, et des fédérations de producteurs et consommateurs, créées et modifiées selon la volonté des membres, guidées par la science et l'expérience, et dégagées de toute obligation qui ne dériverait pas des nécessités naturelles, auxquelles chacun se soumet volontiers, lorsqu'il en a reconnu le caractère inéluctable.

4) Garantie des moyens de vie, de développement, de bien-être aux enfants et à tous ceux qui sont incapables de pourvoir à leur existence.

5) Guerre aux religions, et à tous les mensonges, même s'ils se cachent sous le manteau de la science. Instruction scientifique pour tous, jusqu'aux degrés les plus élevés.

6) Guerre au patriotisme. Abolition des frontières, fraternité entre tous les peuples.

7) Reconstruction de la famille, de telle manière qu'elle résulte de la pratique de l'amour, libre de toute chaîne légale, de toute oppression économique ou physique, de tout préjugé religieux.

Tel est notre idéal.

2. Voies et moyens.

Nous avons exposé jusqu'à présent quel est le but que nous voulons atteindre, l'idéal pour lequel nous luttons.

Mais il ne suffit pas de désirer une chose : si on veut l'obtenir, il faut certainement employer les moyens adaptés à sa réalisation. Et ces moyens ne sont pas arbitraires : ils dérivent nécessairement des fins que l'on se propose et des circonstances dans lesquelles on lutte. En se trompant sur le choix des moyens, on n'atteint pas le but envisagé, mais on s'en éloigne, vers des réalités souvent opposées, et qui sont la conséquence naturelle et nécessaire des méthodes que l'on emploie. Qui se met en chemin et se trompe de route, ne va pas où il veut, mais où le mène le chemin qu'il a pris.

Il faut donc dire quels sont les moyens qui, selon nous, conduisent à notre idéal, et que nous entendons employer.

Notre idéal n'est pas de ceux dont la pleine réalisation dépend de l'individu considéré isolément. Il s'agit de changer la manière de vivre en société : d'établir entre les hommes des rapports d'amour et de solidarité, de réaliser la plénitude du développement matériel, moral et intellectuel, non pour un individu isolé, non pour les membres d'une certaine classe ou d'un certain parti, mais pour tous les êtres humains. Cette transformation n'est pas une mesure que l'on

puisse imposer par la force; elle doit surgir de la conscience éclairée et de chacun, pour entrer dans les faits par le libre consentement de tous.

Notre première tâche doit donc être de persuader les gens.

Il faut que nous attirions l'attention des hommes sur les maux dont ils souffrent, et sur la possibilité de les détruire. Il faut que nous suscitions en chacun la sympathie pour les souffrances d'autrui, et le vif désir du bien de tous.

A qui a faim et froid, nous montrerons qu'il serait possible et facile d'assurer à tous la satisfaction des besoins matériels. A qui est opprimé et méprisé, nous dirons comment on peut vivre heureusement dans une société de libres et d'égaux. A qui est tourmenté par la haine et la rancune, nous indiquerons le chemin pour rejoindre l'amour de ses semblables, la paix et la joie du cœur.

Et quand nous aurons réussi à répandre dans l'âme des hommes le sentiment de la révolte contre les maux injustes et inévitables, dont on souffre dans la société actuelle, et à faire comprendre quelles en sont les causes et comment il dépend de la volonté humaine de les éliminer; quand nous aurons inspiré le désir vif et passionné de transformer la société pour le bien de tous, alors les convaincus, par leur élan propre et par la persuasion de ceux qui les ont précédés dans la conviction, s'uniront et vou-

dront et pourront mettre en œuvre l'idéal commun.

Il serait — nous l'avons déjà dit — absurde et en contradiction avec notre but de vouloir imposer la liberté, l'amour entre les hommes, le développement intégral de toutes les facultés humaines, par la force. Il faut donc compter sur la libre volonté des autres, et la seule chose que nous puissions faire est de provoquer la formation et la manifestation de cette volonté. Mais il serait également absurde et en contradiction avec notre but d'admettre que ceux qui ne pensent pas comme nous, nous empêchent de réaliser notre volonté, du moment que nous ne les privons pas du droit à une liberté égale à la nôtre.

Liberté, donc, pour tous de propager et d'expérimenter leurs propres idées, sans autres limites que celles qui résultent naturellement de l'égale liberté de tous.

Mais à cela s'opposent par la force brutale les bénéficiaires des privilèges actuels, qui dominent et règlent toute la vie sociale présente.

Ils ont en main tous les moyens de production : ils suppriment ainsi non seulement la possibilité d'appliquer de nouvelles formes de vie sociale, le droit des travailleurs à vivre librement de leur travail, mais aussi le droit même à l'existence. Ils obligent les non-propriétaires à se laisser exploiter et opprimer, s'ils ne veulent pas mourir de faim.

Les privilégiés ont les polices, les magistratures, les armées, créées exprès pour les défendre et poursuivre, incarcérer, massacrer les opposants.

Même en laissant de côté l'expérience historique qui nous démontre que jamais une classe privilégiée ne s'est dépouillée, en tout ou en partie, de ses privilèges et que jamais un gouvernement n'a abandonné le pouvoir sans y être obligé par la force, les faits contemporains suffisent à convaincre quiconque que les gouvernants et les bourgeois entendent user de la force matérielle pour leur défense, non seulement contre l'expropriation totale, mais contre les moindres revendications populaires, et qu'ils sont toujours prêts à recourir aux persécutions les plus atroces, aux massacres les plus sanglants.

Au peuple qui veut s'émanciper, il ne reste qu'une issue : opposer la violence à la violence.

Il en résulte que nous devons travailler pour réveiller chez les opprimés le vif désir d'une transformation radicale de la société, et les persuader qu'en s'unissant, ils ont la force de vaincre. Nous devons propager notre idéal et préparer les forces morales et matérielles nécessaires pour vaincre les forces ennemies et organiser la nouvelle société. Lorsque nous aurons la force suffisante, nous devrons, profitant des circonstances favorables qui se produiront, ou les provoquant nous-mêmes, faire la révolution sociale : abattre par la force le gouvernement, exproprier par la force les propriétaires, mettre

en commun les moyens de subsistance et de production, et empêcher que de nouveaux gouvernants ne viennent imposer leur volonté et s'opposer à la réorganisation sociale faite directement par les intéressés.

Tout cela est cependant moins simple qu'il ne le semble à première vue. Nous avons à faire aux hommes tels qu'ils sont dans la société actuelle, dans des conditions morales et matérielles très défavorables; et nous nous tromperions en pensant que la propagande suffit à élever au niveau de développement intellectuel et moral nécessaire à la réalisation de notre idéal.

Entre l'homme et l'ambiance sociale, il y a une action réciproque. Les hommes font la société telle qu'elle est, et la société fait les hommes tels qu'ils sont, il en résulte une sorte de cercle vicieux : pour transformer la société il faut transformer les hommes, et pour transformer les hommes, il faut transformer la société.

La misère abrutit l'homme et pour détruire la misère, il faut que les hommes aient la conscience et la volonté. L'esclavage apprend aux hommes à être serviles, et pour se libérer de l'esclavage, il faut des hommes aspirant à la liberté. L'ignorance fait que les hommes ne connaissent pas les causes de leurs maux et ne savent pas y remédier; et pour détruire l'ignorance, il faudrait que les hommes aient le temps et les moyens de s'instruire.

Le gouvernement habitue les gens à subir la loi et à croire qu'elle est nécessaire à la société;

et pour abolir le gouvernement il faut que les hommes soient persuadés de son inutilité et de sa nocivité.

Comment sortir de cette impasse?

Heureusement, la société actuelle n'a pas été formée par la claire volonté d'une classe dominante qui aurait su réduire tous les dominés à l'état d'instruments passifs et inconscients de leurs intérêts. La société actuelle est la résultante de mille luttes intestines, de mille facteurs naturels et humains agissant au hasard, sans direction consciente; et enfin, il n'y a point de division nette, absolue, entre individus, ni entre classes.

Les variétés des conditions matérielles sont infinies; infinis les degrés de développement moral et intellectuel. Il est même très rare que le poste de chacun dans la société corresponde à ses facultés et à ses aspirations. Souvent des hommes tombent dans des conditions inférieures à celles qui étaient les leurs; et d'autres, par des circonstances particulièrement favorables, réussissent à s'élever au-dessus du niveau où ils sont nés. Une partie notable du prolétariat est déjà arrivée à sortir de l'état de misère absolue, abrutissante, ou n'a jamais pu y être réduite. Aucun travailleur, ou presque, ne se trouve dans un état d'inconscience complète, d'acquiescement total des conditions que lui font les patrons. Et les institutions elles-mêmes, qui sont les produits de l'histoire contiennent des contradictions organiques qui sont comme des germes

de mort, dont le développement amène la dissolution de la structure sociale et la nécessité de sa transformation.

Par là, la possibilité du progrès existe. Mais non pas la possibilité de porter, au moyen de la seule propagande, tous les hommes au niveau nécessaire pour que nous puissions réaliser l'anarchie, sans une transformation graduelle préalable du milieu.

Le progrès doit cheminer à la fois et parallèlement chez les individus et dans le milieu social. Nous devons profiter de tous les moyens de toutes les possibilités, de toutes les occasions que nous laisse le milieu actuel, pour agir sur les hommes et développer leur conscience et leurs aspirations. Nous devons utiliser tous les progrès réalisés dans la conscience des hommes pour les amener à réclamer et à imposer les plus grandes transformations sociales actuellement possibles, ou celles qui serviront le mieux à ouvrir la voie à des progrès ultérieurs.

Nous ne devons pas attendre de pouvoir réaliser l'anarchie; et, en attendant, nous limiter à la propagande pure et simple. Si nous faisons ainsi, nous aurons bientôt épuisé notre champ d'action. Nous aurons convaincu, sans doute, tous ceux que les circonstances du milieu actuel sont susceptibles de comprendre et d'accepter nos idées, mais notre propagande ultérieure resterait stérile. Et, même si les transformations du milieu élevaient de nouvelles couches populaires à la possibilité de concevoir des idées

neuves, cela aurait lieu sans notre œuvre, voire contre, et donc au préjudice de nos idées.

Nous devons chercher à ce que le peuple, dans sa totalité et dans ses différentes fractions, réclame, impose et réalise lui-même, toutes les améliorations, toutes les libertés qu'il désire, à mesure qu'il en conçoit le besoin, et qu'il acquiert la force de les imposer. Ainsi, en propageant toujours notre programme intégral et en luttant sans cesse pour sa réalisation complète, nous devons inciter le peuple à prétendre et à imposer toujours davantage, jusqu'à ce qu'il parvienne à son émancipation définitive.

3. *La lutte économique.*

L'oppression qui aujourd'hui pèse le plus directement sur les travailleurs, et qui est la cause principale de toutes les sujétions morales et matérielles qu'ils subissent, c'est l'oppression économique. Autrement dit, c'est l'exploitation que les patrons et les commerçants exercent sur le travail, grâce à l'accaparement de tous les grands moyens de production et d'échange.

Pour supprimer radicalement et sans retour possible cette exploitation, il faut que le peuple, dans son ensemble, soit convaincu qu'il possède l'usage des moyens de production, et qu'il applique ce droit primordial en exploitant ceux qui monopolisent le sol et la richesse sociale, pour la mettre à la disposition de tous.

Mais, est-il possible de passer directement,

sans degrés intermédiaires, de l'enfer où vit aujourd'hui le prolétariat au paradis de la propriété commune? La preuve que le peuple n'en est pas encore capable, est qu'il ne le fait pas. Que faire pour arriver à l'expropriation?

Notre but est de préparer le peuple, moralement et matériellement, à cette expropriation nécessaire; d'en tenter et d'en renouveler la tentative, autant de fois qu'une secousse révolutionnaire nous en donne l'occasion, jusqu'au triomphe définitif. Mais de quelle manière pouvons-nous préparer le peuple? De quelle manière pouvons-nous réaliser les conditions qui rendront possible, non seulement le fait matériel de l'expropriation, mais l'utilisation à l'avantage de tous de la richesse commune?

Nous avons dit plus haut que la seule propagande, orale ou écrite, est impuissante à conquérir à nos idées toute la grande masse populaire. Il faut une éducation pratique, qui soit tour à tour la cause et le résultat de la transformation graduelle du milieu. Il faut faire se développer peu à peu chez les travailleurs le sens de la rébellion contre les sujétions et les souffrances inutiles, dont ils sont victimes et le désir d'améliorer leurs conditions. Unis et solidaires, ils luttent pour obtenir ce qu'ils désirent.

Et nous comme anarchistes et comme travailleurs, nous devons les inciter et les encourager à la lutte, et lutter avec eux.

Mais ces améliorations sont-elles possibles en régime capitaliste? Sont-elles utiles du point de

vue de la future émancipation intégrale par la révolution?

Quels que soient les résultats pratiques de la lutte pour les améliorations immédiates, leur utilité principale est dans la lutte elle-même. C'est par elle que les travailleurs apprennent à défendre leurs intérêts de classe, comprennent que les patrons et les gouvernants ont des intérêts opposés aux leurs, et qu'ils ne peuvent améliorer leurs conditions, encore moins s'émanciper, autrement qu'en s'unissant entre eux et en devenant plus forts que les patrons. S'ils réussissent à obtenir ce qu'ils veulent, ils vivront mieux. Ils gagneront davantage, ils travailleront moins, ils auront plus de temps et de force pour réfléchir aux choses qui les intéressent; et ils sentiront soudain des désirs et des besoins plus grands. S'ils ne réussissent pas, ils seront conduits à étudier les causes de leur échec et à reconnaître la nécessité d'une plus grande union, d'une plus grande énergie; et ils comprendront enfin que pour vaincre sûrement et définitivement, il faut détruire le capitalisme. La cause de la révolution, la cause de l'élévation morale des travailleurs et de leur émancipation ne peuvent que gagner du fait que les ouvriers s'unissent et luttent pour leurs intérêts.

Mais encore une fois, est-il possible que les travailleurs réussissent dans l'état actuel des choses, à améliorer réellement leurs conditions?

Cela dépend du concours d'une infinité de circonstances. Quoi qu'en disent quelques-uns, il

n'existe aucune loi naturelle (loi des salaires) qui détermine la part qui va au travailleur sur le produit de son travail. Ou, si l'on veut formuler une loi, elle ne pourrait être que la suivante : le salaire ne peut descendre *normalement* au-dessous de ce qui est nécessaire à la conservation de la vie, et ne peut *normalement* s'élever au point de ne plus aucun profit au patron. Il est clair que, dans le premier cas, les ouvriers mourraient, et ainsi ne recevraient plus de salaire; et que, dans le second cas, les patrons cesseraient de faire travailler et par conséquent ne paieraient plus rien. Mais entre ces deux extrêmes impossibles, il y a une infinité de degrés, qui vont des conditions presque animales de beaucoup de travailleurs agricoles (1), jusqu'à celle presque décentes des ouvriers, dans de bons métiers, dans les grandes villes.

Le salaire, la longueur de la journée et toutes les autres conditions de travail sont le résultat des luttes entre patrons et ouvriers. Les premiers cherchent à donner aux travailleurs le moins possible et à les faire travailler jusqu'à épuisement complet; les autres s'efforcent — ou devraient s'efforcer — de travailler le moins et à gagner le plus possible. Là où les travailleurs se contentent de tout et, même mécontents, ne savent pas opposer de résistance valable aux patrons, ils sont bientôt réduits à des conditions de vie presque animale. Là, au contraire, où ils ont une haute idée de ce que devraient être les conditions d'existence des êtres humains; là où

ils savent s'unir et, par le refus du travail et la menace latente ou explicite de la révolte, imposer que les patrons les respectent, là ils sont traités d'une manière relativement supportable. Ainsi, on peut dire que, dans une certaine mesure, le salaire est ce que l'ouvrier exige, non en tant qu'individu, mais en tant que classe.

En luttant, donc, en résistant aux patrons, les salariés peuvent s'opposer, jusqu'à un certain point, à l'aggravation de leur situation; et même, obtenir des améliorations réelles. L'histoire du mouvement ouvrier a déjà démontré cette vérité.

Il ne faut cependant pas exagérer la portée de ces luttes entre exploités et exploiteurs sur le terrain exclusivement économique. Les classes dirigeantes peuvent céder, et cèdent souvent, aux exigences ouvrières énergiquement exprimées, tant qu'elles ne sont pas trop grandes. Mais quand les salariés commencent — et il est urgent qu'ils le fassent — à réclamer des augmentations telles qu'elles absorberaient tout le profit patronal et constitueraient ainsi une expropriation indirecte, il est certain que les patrons feraient appel au gouvernement et chercheraient à ramener par la violence les ouvriers aux conditions de tous les esclaves salariés.

Et avant, bien avant que les ouvriers puissent prétendre à recevoir en compensation de leur travail, l'équivalent de tout ce qu'ils ont produit,

la lutte économique devient impuissante à assurer un sort meilleur.

Les ouvriers produisent tout et sans leur travail, on ne peut vivre. Il semble donc qu'en refusant de travailler, les travailleurs pourraient imposer toutes leurs volontés. Mais l'union de tous les travailleurs, même d'un seul métier, même d'un seul pays, est difficilement réalisable : à l'union des ouvriers s'oppose l'union des patrons. Les premiers vivent au jour le jour, et, s'ils font grève, ils manquent bientôt de pain. Les autres disposent par l'argent de tout ce qui a été produit; ils peuvent attendre que la faim réduise les salariés à leur merci. L'invention ou l'introduction de nouvelles machines rend inutile le travail d'un grand nombre de travailleurs, accroissant l'armée des chômeurs, que la faim oblige à se vendre à n'importe quel prix. L'immigration apporte soudain, dans les pays où les conditions sont plus favorables, des foules de travailleurs affamés qui, bon gré mal gré, donnent au patronat le moyen de baisser les salaires. Et tous ces faits, dérivant nécessairement du système capitaliste, réussissent à contrebalancer le progrès de la conscience et de la solidarité ouvrière. Souvent même, ils ont un effet plus rapide que ce progrès qu'ils arrêtent et détruisent. Ainsi il reste toujours ce fait primordial que la production dans le système capitaliste est organisée par chaque employeur pour son profit personnel, et non pour satisfaire les besoins des travailleurs.

Le désordre, le gaspillage des forces humaines, la pénurie organisée, les travaux nocifs et malsains, le chômage, l'abandon des terres, la sous-utilisation des machines, etc., sont autant de maux qu'on ne peut éviter qu'en enlevant aux capitalistes les moyens de production, et par conséquent la direction de la production.

Les ouvriers qui s'efforcent de s'émanciper ou ceux qui ne cherchent qu'à améliorer vraiment leurs conditions, doivent rapidement se défendre contre le gouvernement, l'attaquer, car il légitime et soutient par la force brutale le droit de propriété, il est un barrage au progrès, barrage qu'il faut faire sauter, si on ne veut pas rester indéfiniment dans les conditions présentes ou d'autres, pires.

De la lutte économique, il faut passer à la lutte politique, c'est-à-dire contre le gouvernement. Au lieu d'opposer aux millions des capitalistes, les quelques centimes réunis péniblement par les ouvriers, il faut opposer aux fusils et aux canons qui défendent la propriété, les moyens les meilleurs que le peuple trouvera pour vaincre la force par la force.

4. *La lutte politique.*

Par lutte politique, nous entendons la lutte contre le gouvernement. Le gouvernement est l'*ensemble* des individus qui détiennent le pou-

voir de faire la loi et de l'imposer aux gouvernés, c'est-à-dire au public.

Le gouvernement est la conséquence de l'esprit de domination et de violence, que des hommes ont imposé à d'autres, et en même temps, il est la créature et le créateur des privilèges et aussi leur défenseur naturel.

Il est faux de dire que le gouvernement remplit aujourd'hui le rôle de protecteur du capitalisme, et qu'une fois ce dernier aboli, il deviendrait le représentant et le gérant des intérêts de tous. D'abord, le capitalisme ne sera pas détruit tant que les travailleurs, s'étant débarrassé du gouvernement, n'auront pas pris possession de toute la richesse sociale et organisé eux-mêmes la production et la consommation, dans l'intérêt de tous, sans attendre que l'initiative vienne du gouvernement, qui au demeurant en est incapable.

Si l'exploitation capitaliste était détruite, et le principe gouvernemental conservé, alors, le gouvernement en distribuant toutes sortes de privilèges ne manquerait pas de rétablir un nouveau capitalisme. Ne pouvant contenter tout le monde, le gouvernement aurait besoin d'une classe économiquement puissante pour le soutenir, en échange de la protection légale et matérielle qu'elle recevrait de lui.

On ne peut donc abolir les privilèges et établir définitivement la liberté et l'égalité sociale, sans mettre fin au Gouvernement, et non à tel ou tel

gouvernement, mais à l'institution gouvernementale elle-même.

En cela comme pour tout ce qui concerne l'intérêt général, et plus encore ce dernier, il faut le consentement de tous. C'est pourquoi nous devons nous efforcer de persuader les gens que le gouvernement est inutile et nuisible, et qu'on vit mieux en s'en passant. Mais comme nous l'avons déjà dit, la seule propagande est impuissante à atteindre tout cela; et si nous nous contentions de prêcher contre le gouvernement, en attendant, les bras croisés, le jour où les gens seraient convaincus de la possibilité et de l'utilité d'abolir complètement toute espèce de gouvernement, ce jour n'arriverait jamais.

En dénonçant toujours toute espèce de gouvernement, en réclamant toujours la liberté intégrale, nous devons favoriser tout combat pour des libertés partielles, convaincus que c'est par la lutte qu'on apprend à lutter. En commençant à goûter à la liberté, on finit par la vouloir entièrement. Nous devons toujours être avec le peuple; et lorsque nous ne réussissons pas à lui faire vouloir beaucoup, chercher à ce que, du moins, il commence à exiger quelque chose. Et nous devons nous efforcer à ce qu'il apprenne à obtenir par lui-même ce qu'il veut — peu ou beaucoup —, et à haïr et à mépriser quiconque est ou veut aller au gouvernement.

Puisque le gouvernement détient aujourd'hui le pouvoir de régler par des lois la vie sociale, d'élargir ou de restreindre la liberté des

citoyens; et puisque nous ne pouvons pas encore lui arracher ce pouvoir, nous devons chercher à l'affaiblir et l'obliger à en faire l'usage le moins dangereux possible. Mais cette action, nous devons la mener toujours hors et contre le gouvernement, par l'agitation dans la rue, en menaçant de prendre de force ce qu'on réclame. Jamais nous ne devrons accepter une fonction législative, qu'elle soit nationale ou locale, car ce faisant, nous diminuerions l'efficacité de notre action et trahirions l'avenir de notre cause.

La lutte contre le gouvernement consiste, en dernière analyse, à la lutte physique et matérielle.

Le gouvernement fait la loi. Il doit donc disposer d'une force matérielle (armée et police) pour imposer la loi. Autrement, obéirait qui voudrait et il n'y aurait plus de loi, mais une simple proposition, que chacun serait libre d'accepter ou de refuser. Les gouvernements ont cette force et s'en servent pour renforcer leur domination, dans l'intérêt des classes privilégiées, en opprimant et en exploitant les travailleurs.

La seule limite à l'oppression gouvernementale est la force que le peuple se montre capable de lui opposer. Il peut y avoir conflit, ouvert ou latent, mais il y a toujours conflit. Car le gouvernement ne s'arrête devant le mécontentement et la résistance populaires que lorsqu'il sent le danger d'une insurrection.

Quand le peuple se soumet docilement à la

loi, ou que la protestation reste faible et platonique, le gouvernement prend ses aises, sans s'occuper des besoins du peuple. Quand la protestation est vive, insiste et menace, le gouvernement, selon son humeur, cède ou réprime. Mais il faut toujours en arriver à l'insurrection, parce que si le gouvernement ne cède pas, le peuple finit par se rebeller; et, s'il cède, le peuple prend confiance en lui-même et exige toujours plus, jusqu'à ce que l'incompatibilité entre la liberté et l'autorité soit évidente et déclenche le conflit.

Il est donc nécessaire de se préparer moralement et matériellement pour que quand la lutte violente éclatera, la victoire reste au peuple.

L'insurrection victorieuse est le fait le plus efficace pour l'émancipation populaire, parce que le peuple, après avoir rompu le joug, devient libre de se donner les institutions qu'il croit les meilleures. La distance, qu'il y a entre la loi (toujours retardataire) et le niveau de civisme auquel est parvenue la masse de la population, peut être franchie d'un saut. L'insurrection détermine la révolution, c'est-à-dire l'activité rapide des forces latentes accumulées durant l'évolution précédente.

Tout dépend de ce que le peuple est capable de vouloir.

Dans les insurrections passées, le peuple, inconscient des véritables causes de ses maux, a toujours voulu bien peu et a obtenu bien peu.

Que voudra-t-il dans les prochaines insurrections?

Cela dépend en grande partie de la valeur de notre propagande et de l'énergie que nous saurons déployer.

Nous devrons inciter le peuple à exproprier les possédants et à mettre en commun leurs biens, à organiser la vie sociale lui-même, par des associations librement constituées, sans attendre l'ordre de personne, à refuser de nommer ou de reconnaître un gouvernement quelconque et tout corps constitué (Assemblée, Dictature, etc.) qui s'attribueraient, même à titre provisoire, le droit de faire la loi et d'imposer aux autres leur volonté par la force.

Si la masse du peuple ne répond pas à notre appel, nous devrons, au nom du droit que nous avons d'être libres même si les autres veulent demeurer esclaves, et pour montrer l'exemple, appliquer le plus possible nos idées : ne pas reconnaître le nouveau gouvernement, maintenir vive la résistance, faire que les communes, où nos idées sont reçues avec sympathie, repoussent toute ingérence gouvernementale et continuent à vivre à leur manière.

Nous devrons surtout nous opposer par tous les moyens à la reconstitution de la police et de l'armée, et profiter de toute occasion propice pour inciter les travailleurs à utiliser le manque de forces répressives pour imposer le maximum de revendications.

Quelle que soit l'issue de la lutte, il faut

continuer à combattre sans répit, les possesseurs, les gouvernants, en ayant toujours en vue l'émancipation complète économique et morale de toute l'humanité.

5. *Conclusion.*

Nous voulons donc abolir radicalement la domination et l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous voulons que les hommes, unis fraternellement par une solidarité consciente, coopèrent volontairement au bien-être de tous. Nous voulons que la société soit constituée dans le but de fournir à tous les moyens d'atteindre le même bien-être possible, le plus grand développement possible, moral et matériel. Nous voulons pour tous le pain, la liberté, l'amour et la science.

Pour ce faire, nous estimons nécessaire que les moyens de production soient à la disposition de tous et qu'aucun homme, ou groupe d'hommes, ne puisse obliger les autres à obéir à sa volonté; ni à exercer son influence autrement que par le raisonnement et l'exemple.

Donc : expropriation des détenteurs du sol et du capital à l'avantage de tous et abolition du gouvernement.

En attendant : propagande de l'idéal; organisation des forces populaires; combat continuel, pacifique ou violent, selon les circonstances, contre le gouvernement et contre les propriétaires pour conquérir le plus possible de liberté et de bien-être pour tous.

(Cette traduction est établie à partir du texte de 1903 réédité à Turin, en 1963, comparé avec le texte de 1920; nous nous sommes inspirés des versions du *Bulletin International de C.R.I.A.*, 1949, de Vicenzo Tascafondo et Vernon Richards).

NOTE

(1) N.D.T. Situation toujours valable dans la plupart des pays sous-développés, et en partie en U.R.S.S. et aux U.S.A. (voir *la Lutte de César Chavez et des chicanos*).

POSITIONS PRATIQUES

L'ORGANISATION I

Il y a des années que l'on discute beaucoup parmi les anarchistes de cette question. Et comme il arrive souvent lorsqu'on discute passionnément à la recherche de la vérité, on se pique ensuite d'avoir raison. Lorsque les discussions théoriques ne sont que des tentatives pour justifier une conduite inspirée par d'autres motifs, il se produit une grande confusion d'idées et de mots.

Rappelons au passage, surtout pour nous en débarrasser, les simples questions de mots, qui ont parfois atteint les sommets du ridicule, comme par exemple : « Nous ne voulons pas l'organisation, mais l'harmonisation », « Nous sommes opposés à l'association, mais nous l'admettons », « Nous ne voulons pas de secrétaire ou de caissier, parce que c'est un signe d'autoritarisme, mais nous chargeons un camarade de s'occuper du courrier et un autre de l'argent »; et passons à la discussion sérieuse.

Si nous ne pouvons nous mettre d'accord, tâchons au moins de nous comprendre.

Et avant tout distinguons, puisque la question est triple : l'organisation en général comme principe et condition de la vie sociale, aujourd'hui et dans la société future ; l'organisation du parti anarchiste (1) et l'organisation des forces populaires et en particulier celle des masses ouvrières pour résister au gouvernement et au capitalisme.

Le besoin de l'organisation dans la vie sociale — je dirai qu'organisation et société sont presque synonymes — est une chose si évidente que l'on a de la peine à croire qu'elle ait pu être niée.

Pour nous en rendre compte, il faut rappeler quelle est la fonction spécifique, caractéristique du mouvement anarchiste, et comment les hommes et les partis sont sujets à se laisser absorber par la question qui les regarde le plus directement, en oubliant tout ce qui s'y rattache, en donnant plus d'importance à la forme qu'à la substance et enfin en ne voyant les choses que d'un côté en ne distinguant plus la juste notion de la réalité.

Le mouvement anarchiste a débuté comme une réaction contre l'autoritarisme dominant dans la société, de même que tous les partis et les organisations ouvrières, et s'est accentué au fur et à mesure de toutes les révoltes contre les tendances autoritaires et centralistes.

Il était donc naturel que de nombreux anarchistes soient comme hypnotisés par cette lutte contre l'autorité et qu'ils combattent, pour contrecarrer l'influence de l'éducation autoritaire, tant l'autorité que l'organisation, dont elle est l'âme.

En vérité cette fixation est arrivée au point de faire soutenir des choses vraiment incroyables. On a combattu toute sorte de coopération et d'accord, parce que l'association est l'antithèse de l'anarchie. On affirme que sans accords, sans obligations réciproques, chacun faisant ce qui lui passe par la tête sans même s'informer de ce que font les autres, tout serait spontanément en harmonie : qu'anarchie signifie que chacun doit se suffire à lui-même et faire lui-même tout ce dont il a envie, sans échange et sans travail en association. Ainsi les chemins de fer pouvaient fonctionner très bien sans organisation, comme cela se passait en Angleterre (!). La poste n'était pas nécessaire : quelqu'un de Paris, qui voulait écrire une lettre à Pétersbourg... pouvait la porter lui-même (!!), etc.

On dira que ce ne sont là que des bêtises, dont il ne vaut pas la peine de discuter. Oui, mais ces bêtises ont été dites, propagées : elles ont été accueillies par une grande partie des gens comme l'expression authentique des idées anarchistes. Elles servent toujours comme armes de combat des adversaires, bourgeois et non-bourgeois, qui veulent remporter sur nous une facile victoire. Et puis, ces « bêtises » ne manquent pas de valeur, en tant qu'elles sont la conséquence

logique de certaines prémisses et qu'elles peuvent servir de preuve expérimentale de la vérité ou du moins de ces prémisses.

Quelques individus, d'esprit limité pourvus d'un esprit logique puissant, quand ils ont accepté des prémisses en tirent toutes les conséquences jusqu'au bout, et, si la logique le veut ainsi, arrivent sans se démonter aux plus grandes absurdités, à la négation des faits les plus évidents. Mais il y en a d'autres plus cultivés et d'esprit plus large, qui trouvent toujours moyen d'arriver à des conclusions plus ou moins raisonnables, même au prix d'entorses à la logique. Pour eux, les erreurs théoriques ont peu ou aucune influence sur la conduite pratique. Mais en somme, jusqu'à ce qu'on n'ait pas renoncé à certaines erreurs fondamentales, on est toujours menacé de syllogismes à outrance, et on revient toujours au début.

Et l'erreur fondamentale des anarchistes adversaires de l'organisation est de croire qu'il n'y a pas de possibilité d'organisation sans autorité. Et une fois cette hypothèse admise, ils préfèrent renoncer à toute organisation, plutôt qu'accepter le minimum d'autorité.

Maintenant que l'organisation, c'est-à-dire l'association dans un but déterminé et avec les formes et les moyens nécessaires pour poursuivre ce but, soit nécessaire à la vie sociale, c'est une évidence pour nous. L'homme isolé ne peut même pas vivre comme un animal : il est impuissant (sauf dans les régions tropicales et

lorsque la population est très dispersée) et ne peut se procurer sa nourriture; il est incapable, sans exception, d'avoir une vie supérieure à celle des animaux. Par conséquent il est obligé de s'unir à d'autres hommes, comme l'évolution antérieure des espèces le montre, et il doit soit subir la volonté des autres (l'esclavage), soit imposer sa volonté aux autres (autoritarisme), soit vivre avec les autres en fraternel accord pour le plus grand bien de tous (association). Nul ne peut échapper à cette nécessité. Les anti-organisateurs les plus effrénés subissent non seulement l'organisation générale de la société où ils vivent, mais également dans leurs actes, leur révolte contre l'organisation, ils s'unissent, se divisent la tâche, *s'organisent* avec ceux qui partagent leurs idées, en utilisant les moyens que la société met à leur disposition; à condition que ce soient des faits réels et non de vagues aspirations platoniques.

Anarchie signifie *société organisée sans autorité*, en comprenant autorité comme la faculté d'*imposer* sa volonté. Cela veut dire aussi le fait inévitable et bénéfique que celui qui comprend mieux et sait faire une chose, réussit à faire accepter plus facilement son opinion. Il sert de guide, pour cette chose, aux moins capables que lui.

Selon nous l'autorité n'est non seulement pas nécessaire à l'organisation sociale, mais loin de l'aider elle vit en parasite, gêne l'évolution et profite à une classe donnée qui exploite et

opprime les autres. Tant que dans une collectivité il y a harmonie d'intérêts, que personne ne peut frustrer les autres, il n'y a pas trace d'autorité. Elle apparaît avec la lutte intestine, la division en vainqueurs et vaincus, les plus forts confirmant leur victoire.

Nous avons cette opinion et c'est pourquoi nous sommes anarchistes, dans le cas contraire, affirmant qu'il ne peut y avoir d'organisation sans autorité, nous serons autoritaires. Mais nous préférons encore l'autorité qui gêne et attriste la vie, à la désorganisation qui la rend impossible.

Du reste, ce que nous serons nous importe peu. S'il est vrai que le machiniste et le chef de train et le chef de service doivent forcément avoir de l'autorité, ainsi que les camarades qui font pour tous un travail déterminé, les gens aimeront toujours mieux subir leur autorité plutôt que de voyager à pied. Si les P.T.T. n'étaient que cette autorité, tout homme sain d'esprit l'accepterait plutôt que de porter lui-même ses lettres. Si on refuse cela, l'anarchie restera le rêve de quelques-uns et ne se réalisera jamais.

(*Agitazione* d'Ancône, 4-7-1897)

L'ORGANISATION II

L'existence d'une collectivité organisée sans autorité, c'est-à-dire sans coercition, étant admise, sinon l'anarchie n'aurait pas de sens, venons-en à parler de l'organisation du parti anarchiste (2).

Même dans ces cas, l'organisation nous semble utile et nécessaire. Si le parti veut dire l'ensemble des individus qui ont un but commun et s'efforcent de l'atteindre, il est naturel qu'ils s'entendent, unissent leurs forces, se partagent le travail et prennent toutes les mesures adéquates pour remplir cette tâche. Rester isolé, agissant ou voulant agir chacun pour son compte sans s'entendre avec les autres, sans se préparer, sans unir en faisceau puisant les faibles forces des isolés, signifie se condamner à la faiblesse, gaspiller son énergie en de petits actes inefficaces, perdre rapidement la foi dans le but et tomber dans l'inaction complète.

Mais cela semble tellement évident qu'au lieu d'en faire la démonstration, nous répondrons aux arguments des adversaires de l'organisation.

Et avant tout il y a une objection, pour ainsi dire, formelle. « Mais de quel parti nous parlez-vous? nous dit-on, nous n'en sommes pas un, nous n'avons pas de programme. » Ce paradoxe signifie que les idées progressent et évoluent continuellement et qu'ils ne peuvent accepter un

programme fixe, peut-être valable aujourd'hui, mais qui sera certainement dépassé demain.

Ce serait parfaitement juste s'il s'agissait d'étudiants qui cherchent le vrai, sans se soucier des applications pratiques. Un mathématicien, un chimiste, un psychologue, un sociologue peuvent dire qu'il n'y a pas de programme autre que celui de rechercher la vérité : ils veulent connaître, mais pas *faire* quelque chose. Mais l'anarchie et le socialisme ne sont pas des sciences : ils sont des propositions, des projets que les anarchistes et les socialistes veulent mettre en pratique et qui, par conséquent, ont besoin d'être formulés en programme déterminés. La science et l'art des constructions progressent chaque jour. Mais un ingénieur, qui veut construire ou même démolir, doit faire son plan, réunir ses moyens d'action et agir comme si la science et l'art s'étaient arrêtés au point où il les a trouvés au début de son travail. Il peut heureusement arriver qu'il puisse utiliser de nouvelles acquisitions faites au cours de son travail sans renoncer à la partie essentielle de son plan. Il se peut également que les nouvelles découvertes et les nouveaux moyens de l'industrie soient tels qu'il se voit dans l'obligation d'abandonner tout, et de recommencer de zéro. Mais en recommençant, il aura besoin de faire un nouveau plan basé sur ce qui est connu et acquis alors, il ne pourra concevoir et se mettre à exécuter une construction amorphe, avec des matériaux *non composés*, sous prétexte que demain la science pourrait suggérer des formes meilleures et l'industrie fournir des matériaux de meilleure composition.

Nous entendons par parti anarchiste l'ensemble de ceux qui veulent contribuer à réaliser l'anarchie, et qui, par conséquent, ont besoin de se fixer un but à atteindre et un chemin à parcourir. Nous laissons bien volontiers à leurs élucubrations transcendantales les amateurs de vérité absolue et de progrès continu, qui, ne mettant jamais leurs idées à l'épreuve des faits, finissent par ne rien faire ni découvrir.

L'autre objection est que l'organisation crée des chefs, une autorité. Si cela est vrai, s'il est vrai que les anarchistes sont incapables de se réunir et de se mettre d'accord entre eux sans se soumettre à une autorité, cela veut dire qu'ils sont encore très peu anarchistes. Avant de penser à établir l'anarchie dans le monde, ils doivent songer à se rendre capables eux-mêmes de vivre en anarchistes. Le remède n'est pas dans l'organisation, mais dans la conscience perfectible des membres.

Evidemment si, dans une organisation, on laisse à quelques-uns tout le travail et toutes les responsabilités, si on subit ce que font certains sans mettre la main à la pâte et chercher à faire mieux, ces « quelques-uns » finiront, même s'ils ne le veulent pas, par subsistuer leur propre volonté à celle de la collectivité. Si dans une organisation tous les membres ne se préoccupent pas de penser, de vouloir comprendre, de se

faire expliquer ce qu'ils ne comprennent pas, d'exercer sur tout et sur tous leurs facultés critiques et laissent à quelques-uns la responsabilité de penser pour tous, ces « quelques-uns » seront les chefs, les têtes pensantes et dirigeantes.

Mais, nous le répétons, le remède n'est pas dans l'absence d'organisation. Au contraire, dans les petites comme dans les grandes sociétés, à part la force brutale, dont il ne peut être question dans notre cas, l'origine et la justification de l'autorité résident dans la désorganisation sociale. Quand une collectivité a un besoin et que ses membres ne se sont pas organisés spontanément d'eux-mêmes pour y pourvoir, il surgit quelqu'un, une autorité qui pourvoit à ce besoin en se servant des forces de tous et en les dirigeant à sa guise. Si les rues sont peu sûres et que le peuple ne sait pas se défendre, il surgit une police qui, pour les quelques services qu'elle rend, se fait entretenir et payer, s'impose et tyrannise. S'il y a besoin d'un produit et que la collectivité ne sait pas s'entendre avec des producteurs lointains pour se le faire envoyer en échange de produits du pays, il vient du dehors le marchand, qui profite du besoin qu'ont les uns de vendre et les autres d'acheter, et il impose les prix qu'il veut aux producteurs et aux consommateurs.

Vous voyez que tout vient toujours de nous : moins nous avons été organisés, plus nous nous sommes trouvés sous la coupe de certains

individus. Et il est normal qu'il en ait été ainsi.

Nous avons besoin d'être en relation avec les camarades des autres localités, de recevoir et donner des nouvelles, mais nous ne pouvons chacun correspondre avec tous les camarades. Si nous sommes organisés, nous chargeons des camarades de tenir la correspondance pour notre compte; nous les changeons s'ils ne nous satisfont pas, et nous pouvons être au courant sans dépendre de la bonne volonté de quelques-uns pour avoir une information. Si au contraire, nous sommes désorganisés, il y aura quelqu'un qui aura les moyens et la volonté de correspondre, il concentrera dans ses mains tous les contacts, communiquera les nouvelles comme il lui plaît, à qui lui plaît. Et s'il a une activité et une intelligence suffisantes, il réussira, à notre insu, à donner au mouvement la direction qu'il veut, sans qu'il nous reste, nous la masse du parti, aucun moyen de contrôle; sans que personne ait le droit de se plaindre, puisque cet individu agit pour son compte, sans mandat de personne et sans devoir rendre compte à personne de sa conduite.

Nous avons besoin d'avoir un journal. Si nous sommes organisés, nous pouvons réunir les moyens de le fonder et de le faire vivre, charger quelques camarades de le rédiger et en contrôler la direction. Les rédacteurs du journal lui donneront certainement, de façon plus ou moins nette, l'empreinte de leur personnalité, mais ce seront toujours des gens que nous aurons choisis

et que nous pourrons remplacer. Si au contraire nous sommes désorganisés, quelqu'un qui a suffisamment d'esprit d'entreprise fera le journal pour son propre compte : il trouvera parmi nous les correspondants, les distributeurs, les abonnés, et nous fera servir ses desseins, sans que nous le sachions ou le voulions. Et nous, comme c'est souvent arrivé, accepterons ou soutiendrons ce journal, même s'il ne nous plaît pas, même si nous pensons qu'il est nuisible à la Cause, parce que nous serons incapables d'en faire un qui représente mieux nos idées.

De sorte que l'organisation, loin de créer l'autorité, est le seul remède contre elle et le seul moyen pour que chacun de nous s'habitue à prendre une part active et consciente dans le travail collectif, et cesse d'être un instrument passif entre les mains des chefs.

Si rien ne se fait et s'il y a inaction, alors certes il n'y aura ni chef ni troupeau, ni commandant ni commandés, mais alors la propagande, le parti, et même la discussion sur l'organisation, cesseront, ce qui, espérons-le n'est l'idéal de personne...

Mais une organisation, dit-on, suppose l'obligation de coordonner sa propre action, celle des autres, donc de violer la liberté, de supprimer l'initiative. Il nous semble que ce qui vraiment enlève la liberté et rend impossible l'initiative, c'est l'isolement qui rend impuissant. La liberté n'est pas le droit abstrait, mais la possibilité de faire une chose. Cela est vrai pour nous comme

pour la société en général. C'est dans la coopération des autres que l'homme trouve le moyen d'exercer son activité, sa puissance d'initiative.

Evidemment, organisation signifie la coordination des forces dans un but commun et l'obligation de ne pas faire des actions contraires à ce but. Mais quand il s'agit d'organisation volontaire, quand ceux qui en font partie ont vraiment le même but et sont partisans des mêmes moyens, l'obligation réciproque qui les engage tous réussit avantageusement à tous. Si l'un renonce à une de ses idées personnelles par égard à l'union, cela veut dire qu'il trouve plus avantageux de renoncer à une idée, que du reste il ne pourrait réaliser seul, plutôt que de se priver de la coopération des autres dans ce qu'il croit de plus grande importance.

Si par la suite un individu voit que personne, dans les organisations existantes, n'accepte ses idées et ses méthodes dans ce qu'elles ont d'essentiel et que dans aucune il ne peut développer sa personnalité comme il l'entend, alors il fera bien de rester en dehors. Mais alors, s'il ne veut pas rester inactif et impuissant, il devra chercher d'autres individus qui pensent comme lui, et se faire l'initiateur d'une nouvelle organisation.

Une autre objection, et c'est la dernière que nous aborderons, est qu'étant organisés, nous sommes plus exposés à la répression gouvernementale.

Il nous paraît, au contraire, que plus on est uni, plus on peut se défendre efficacement. En

fait, à chaque fois que la répression nous a surpris alors que nous étions désorganisés, elle nous a complètement mis en déroute et a anéanti notre travail précédent. Quand nous étions organisés, elle nous a fait plus de bien que de mal. Il en va de même en ce qui concerne l'intérêt personnel des individus : par exemple dans les dernières répressions, les isolés ont été autant et peut-être plus gravement frappé que les organisés. C'est le cas, organisés ou non, des individus qui font de la propagande individuelle. Pour ceux qui ne font rien et cachent leurs convictions, le danger est certes minime, mais l'utilité qu'il amène à la Cause l'est également.

Le seul résultat, du point de vue de la répression, qu'on obtient en étant désorganisé est d'autoriser le gouvernement à nous refuser le droit d'association et de rendre possible de monstrueux procès pour associations délictueuses. Le gouvernement n'agirait pas de même envers des gens qui affirment hautement, publiquement, le droit et le fait d'être associés, et s'il l'osait, cela tournerait à son désavantage et à notre profit.

Du reste, il est naturel que l'organisation prenne les formes que les circonstances conseillent et imposent. L'important n'est pas tant l'organisation formelle que l'esprit d'organisation. Il peut y avoir des cas, pendant la fureur de la réaction, où il est utile de suspendre toute correspondance, de cesser toutes réunions : ce sera toujours un mal, mais si la

volonté d'être organisé subsiste, si l'esprit d'association reste vif, si la période précédente d'activité coordonnée a multiplié les rapports personnels, produit de solides amitiés et crée un accord réel d'idée et de conduite entre les camarades, alors le travail des individus, même isolés, participera au but commun. Et on trouvera rapidement le moyen de se réunir de nouveau et de réparer le dommage subi.

Nous sommes comme une armée en guerre et nous pouvons, suivant le terrain et les mesures prises par l'ennemi, combattre en masse ou en ordre dispersé : l'essentiel est que nous nous considérerions toujours membres de *la même* armée, que nous obéissions tous aux mêmes idées directrices et que nous soyions toujours prêts à nous réunir en colonnes compactes quand c'est nécessaire et quand on le peut.

Tout ce que nous avons dit s'adresse aux camarades qui sont réellement adversaires du principe de l'organisation. A ceux qui combattent l'organisation, seulement parce qu'ils ne veulent pas y entrer, ou n'y sont pas acceptés, ou ne sympathisent pas avec les individus qui en font partie, nous disons : faites avec ceux qui sont d'accord avec vous une autre organisation. Certes, nous aimerions pouvoir être tous d'accord et réunir dans un faisceau puissant toutes les forces de l'anarchisme. Mais nous ne croyons pas dans la solidité des organisations faites à force de concessions et de sous-entendus, où il n'y a pas entre les membres de sympathie et

d'accords réels. Mieux vaut être désunis que mal unis. Mais nous voudrions que chacun s'unisse avec ses amis et qu'il n'y ait pas de forces isolées, de forces perdues.

(*Agitazione* d'Ancône, 11-7-1897).

ANARCHIE ET ORGANISATION

Un opuscule français intitulé : « Plateforme d'organisation de l'Union générale des Anarchistes (Projet) » me tombe entre les mains par hasard. (On sait qu'aujourd'hui les écrits non fascistes ne circulent pas en Italie.)

C'est un projet d'organisation anarchique, publié sous le nom d'un « Groupe d'anarchistes russes à l'étranger » et qui semble plus spécialement adressé aux camarades russes. Mais il traite de questions qui intéressent tous les anarchistes et, de plus, il est évident qu'il recherche l'adhésion des camarades de tous les pays, du fait même d'être écrit en français. De toute façon, il est utile d'examiner, pour les Russes comme pour tous, si le projet mis en avant est en harmonie avec les principes anarchistes et si sa réalisation servirait vraiment la cause de l'anarchisme. Les mobiles des promoteurs sont excellents. Ils déplorent que les anarchistes n'aient pas eu et n'aient pas sur les événements de la politique sociale une influence proportionnée à la valeur théorique et pratique

de leur doctrine, non plus qu'à leur nombre, à leur courage, à leur esprit de sacrifice, et ils pensent que la principale raison de cet insuccès relatif est l'absence d'une organisation vaste, sérieuse, effective.

Jusqu'ici, en principe, je serais d'accord.

L'organisation n'est que la pratique de la coopération et de la solidarité, elle est la condition naturelle, nécessaire de la vie sociale, elle est un fait inéluctable qui s'impose à tous, tant dans la société humaine en général que dans tout groupe de gens ayant un but commun à atteindre.

L'homme ne veut et ne peut vivre isolé, il ne peut même pas devenir véritablement homme et satisfaire ses besoins matériels et moraux autrement qu'en société et avec la coopération de ses semblables. Il est donc fatal que tous ceux qui ne s'organisent pas librement, soit qu'ils ne le puissent, soit qu'ils n'en sentent pas la pressante nécessité, aient à subir l'organisation établie par d'autres individus ordinairement constitués en classes ou groupes dirigeants, dans le but d'exploiter à leur propre avantage le travail d'autrui.

Et l'oppression millénaire des masses par un petit nombre de privilégiés a toujours été la conséquence de l'incapacité de la plupart des individus à s'accorder, à s'organiser sur la base de la communauté d'intérêts et de sentiments avec les autres travailleurs pour produire, pour jouir et pour, éventuellement, se défendre des exploiteurs et oppresseurs. L'anarchisme vient

remédier à cet état de choses avec son principe fondamental d'organisation libre, créée et maintenue par la libre volonté des associés sans aucune espèce d'autorité, c'est-à-dire sans qu'aucun individu ait le droit d'imposer aux autres sa propre volonté. Il est donc naturel que les anarchistes cherchent à appliquer à leur vie privée et à la vie de leur parti ce même principe sur lequel, d'après eux, devrait être fondée toute la société humaine.

Certaines polémiques laisseraient supposer qu'il y a des anarchistes réfractaires à toute organisation; mais, en réalité, les nombreuses, trop nombreuses discussions que nous avons sur ce sujet, même quand elles sont obscurcies par des questions de mots ou envenimées par des questions de personnes, ne concernent, au fond, que le mode et non le principe d'organisation. C'est ainsi que des camarades, en paroles les plus opposés à l'organisation, s'organisent comme les autres et souvent mieux que les autres, quand ils veulent sérieusement faire quelque chose. La question, je le répète, est toute dans l'application.

Je devrais donc regarder avec sympathie l'initiative de ces camarades russes, convaincu comme je le suis qu'une organisation plus générale, mieux formée, plus constante que celles qui ont été jusqu'ici réalisées par les anarchistes, même si elle n'arrivait pas à éliminer toutes les erreurs, toutes les insuffisances, peut-être inévitables dans un mouvement qui,

comme le nôtre, devance les temps et qui, pour cela, se débat contre l'incompréhension, l'indifférence et souvent l'hostilité du plus grand nombre, serait tout au moins, indubitablement, un important élément de force et de succès, un puissant moyen de faire valoir nos idées.

Je crois surtout nécessaire et urgent que les anarchistes s'organisent pour influer sur la marche que suivent les masses dans leur lutte pour les améliorations et l'émancipation. Aujourd'hui, la plus grande force de transformation sociale est le mouvement ouvrier (mouvement syndical) et de sa direction dépend, en grande partie, le cours que prendront les événements et le but auquel arrivera la prochaine révolution. Par leurs organisations, fondées pour la défense de leurs intérêts, les travailleurs acquièrent la conscience de l'oppression sous laquelle ils ploient et de l'antagonisme qui les sépare de leurs patrons, ils commencent à aspirer à une vie supérieure, ils s'habituent à la lutte collective et à la solidarité et peuvent réussir à conquérir toutes les améliorations compatibles avec le régime capitaliste et étatiste. Ensuite, c'est ou la révolution ou la réaction.

Les anarchistes doivent reconnaître l'utilité et l'importance du mouvement syndical, ils doivent en favoriser le développement et en faire un des leviers de leur action, s'efforçant de faire aboutir la coopération du syndicalisme et des autres forces de progrès à une révolution sociale qui comporte la suppression des classes, la liberté

totale, l'égalité, la paix et la solidarité entre tous les êtres humains. Mais ce serait une illusion funeste que de croire, comme beaucoup le font, que le mouvement ouvrier aboutira de lui-même, en vertu de sa nature même, à une telle révolution. Bien au contraire : dans tous les mouvements fondés sur des intérêts matériels et immédiats (et l'on ne peut établir sur d'autres fondements un vaste mouvement ouvrier), il faut le ferment, la poussée, l'œuvre concertée des hommes d'idées qui combattent et se sacrifient en vue d'un idéal à venir. Sans ce levier, tout mouvement tend fatalement à s'adapter aux circonstances, il engendre l'esprit conservateur, la crainte des changements chez ceux qui réussissent à obtenir des conditions meilleures. Souvent de nouvelles classes privilégiées sont créées, qui s'efforcent de faire supporter, de consolider l'état de choses que l'on voudrait abattre.

D'où la pressante nécessité d'organisations proprement anarchistes qui, à l'intérieur comme en dehors des syndicats, luttent pour l'intégrale réalisation de l'anarchisme et cherchent à stériliser tous les germes de corruption et de réaction.

Mais il est évident que pour atteindre leur but, les organisations anarchistes doivent, dans leur constitution et dans leur fonctionnement, être en harmonie avec les principes de l'anarchie. Il faut donc qu'elles ne soient en rien imprégnées d'esprit autoritaire, qu'elles sachent concilier la libre action des individus avec la

nécessité et le plaisir de la coopération, qu'elles servent à développer la conscience et la capacité d'initiative de leurs membres et soient un moyen éducatif dans le milieu où elles opèrent et une préparation morale et matérielle à l'avenir désiré.

Le projet en question répond-il à ces exigences? Je crois que non. Je trouve qu'au lieu de faire naître chez les anarchistes un plus grand désir de s'organiser, il semble fait pour confirmer le préjugé de beaucoup de camarades qui pensent que s'organiser c'est se soumettre à des chefs, adhérer à un organisme autoritaire, centralisateur, étouffant toute libre initiative. En effet, dans ces statuts sont précisément exprimées les propositions que quelques-uns, contre l'évidence et malgré nos protestations, s'obstinent à attribuer à tous les anarchistes qualifiés d'organisateurs.

* * *

Examinons :

Tout d'abord il me semble que c'est une idée fausse (et en tout cas irréalisable) de réunir tous les anarchistes en une « Union générale », c'est-à-dire, ainsi que le précise le Projet, en *une seule* collectivité révolutionnaire active.

Nous, anarchistes, nous pouvons nous dire tous du même parti si, par le mot parti, on entend l'ensemble de tous ceux qui sont d'*un même côté,* qui ont les mêmes aspirations

générales, qui, d'une manière ou d'une autre, luttent pour la même fin contre des adversaires et des ennemis communs. Mais cela ne veut pas dire qu'il soit possible — et peut-être n'est-il pas désirable — de nous réunir tous en une même association déterminée.

Les milieux et les conditions de lutte diffèrent trop, les modes possibles d'action qui se partagent les préférences des uns et des autres sont trop nombreux et trop nombreuses aussi les différences de tempérament et les incompatibilités personnelles pour qu'une Union générale, réalisée sérieusement, ne devienne pas un obstacle aux activités individuelles et peut-être même une cause de plus âpres luttes intestines, plutôt qu'un moyen pour coordonner et totaliser les efforts de tous.

Comment, par exemple, pourrait-on organiser de la même manière et avec le même personnel, une association publique faite pour la propagande et l'agitation au milieu des masses, et une société secrète, contrainte par les conditions politiques où elle opère, à cacher à l'ennemi ses buts, ses moyens, ses agents? Comment la même tactique pourrait-elle être adoptée par les *éducationnistes* persuadés qu'il suffit de la propagande et de l'exemple de quelques-uns pour transformer graduellement les individus et, par conséquent, la société et les *révolutionnaires* convaincus de la nécessité d'abattre par la violence un état de choses qui ne se soutient que par la violence, et de créer, contre la violence

des oppresseurs, les conditions nécessaires au libre exercice de la propagande et à l'application pratique des conquêtes idéales? Et comment garder unis des gens qui, pour des raisons particulières, ne s'aiment et ne s'estiment pas et, pourtant, peuvent également être de bons et utiles militants de l'anarchisme?

D'autre part, les auteurs du Projet déclarent *inepte* l'idée de créer une organisation réunissant les représentants des diverses tendances de l'anarchisme. Une telle organisation, disent-ils, « incorporant des éléments théoriquement et pratiquement hétérogènes, ne serait qu'un assemblage mécanique d'individus qui ont une conception différente de toutes les questions concernant le mouvement anarchiste; elle se désagrégerait infailliblement à peine mise à l'épreuve des faits et de la vie réelle ».

Fort bien. Mais alors, s'ils reconnaissent l'existence des anarchistes des autres tendances, ils devront leur laisser le droit de s'organiser à leur tour et de travailler pour l'anarchie de la façon qu'ils croient la meilleure. Ou bien prétendront-ils mettre hors de l'anarchisme, excommunier tous ceux qui n'acceptent pas leur programme? Ils disent bien vouloir regrouper en une seule organisation tous les *éléments sains* du mouvement libertaire, et, naturellement, ils auront tendance à juger *sains* seulement ceux qui pensent comme eux. Mais que feront-ils des éléments *malsains?*

Certainement il y a, parmi ceux qui se disent

anarchistes, comme dans toute collectivité humaine, des éléments de différentes valeurs et, qui pis est, il en est qui font circuler au nom de l'anarchisme des idées qui n'ont avec lui que de bien douteuses affinités. Mais comment éviter cela? La *vérité anarchiste* ne peut pas et ne doit pas devenir le monopole d'un individu ou d'un comité. Elle ne peut pas dépendre des décisions de majorités réelles ou fictives. Il est seulement nécessaire — et il serait suffisant — que tous aient et exercent le plus ample droit de libre critique et que chacun puisse soutenir ses propres idées et choisir ses propres compagnons. Les faits jugeront en dernière instance et donneront raison à qui a raison.

***

Abandonnons donc l'idée de réunir tous les anarchistes en une seule organisation, considérons cette « Union générale » que nous proposent les Russes comme ce qu'elle serait en réalité : l'union d'un certain nombre d'anarchistes, et voyons si le mode d'organisation proposé est conforme aux principes et aux méthodes anarchistes et s'il peut aider au triomphe de l'anarchisme. Encore une fois, il me semble que non. Je ne mets pas en doute le sincère anarchisme de ces camarades russes; ils veulent réaliser le communisme anarchiste et cherchent la manière d'y arriver le plus vite possible. Mais il ne suffit pas de vouloir une

chose, il faut encore employer les moyens opportuns pour l'obtenir, de même que pour aller à un endroit il faut prendre la route qui y conduit, sous peine d'arriver en tout autre lieu. Or, toute l'organisation proposée étant du type autoritaire, non seulement elle ne faciliterait pas le triomphe du communisme anarchiste, mais elle fausserait l'esprit anarchiste et aurait des résultats contraires à ceux que ses organisateurs en attendent.

En effet, cette « Union générale » consisterait en autant d'organisations partielles qu'il y aurait de *secrétariats* pour en diriger *idéologiquement* l'œuvre politique et technique, et il y aurait un *Comité exécutif de l'Union* chargé d'exécuter les décisions prises par l'Union, de « diriger l'idéologie et l'organisation des groupes conformément à l'idéologie et à la ligne de tactique générale de l'Union ».

Est-ce là de l'anarchisme? C'est, à mon avis, un gouvernement et une église. Il y manque, il est vrai, la police et les baïonnettes, comme manquent les fidèles disposés à accepter l'idéologie dictée d'en haut, mais cela signifie simplement que ce gouvernement serait un gouvernement impuissant et impossible et que cette église serait une pépinière de schismes et d'hérésies. L'esprit, la tendance restent autoritaires et l'effet éducatif serait toujours antianarchiste.

Ecoutez plutôt : « L'organe exécutif du mouvement libertaire général — l'Union anarchiste — adopte le principe de la responsabilité

collective; toute l'Union sera responsable de l'activité révolutionnaire et politique de chacun de ses membres, et chaque membre sera responsable de l'activité révolutionnaire et politique de l'Union. »

Et après cette négation absolue de toute indépendance individuelle, de toute liberté d'initiative et d'action, les promoteurs, se souvenant d'être anarchistes, se disent fédéralistes et tonnent contre la centralisation dont les résultats inévitables sont, disent-ils, l'asservissement et la mécanisation de la vie sociale et de la vie des partis.

Mais si l'Union est responsable de ce que fait chacun de ses membres, comment laisser à chaque membre en particulier et aux différents groupes la liberté d'appliquer le programme commun de la façon qu'ils jugent la meilleure? Comment peut-on être responsable d'un acte si l'on n'a pas la faculté de l'empêcher? Donc l'Union, et pour elle le Comité exécutif, devrait surveiller l'action de tous les membres en particulier, et leur prescrire ce qu'ils ont à faire ou à ne pas faire, et comme le désaveu du fait accompli n'atténue pas une responsabilité formellement acceptée d'avance, personne ne pourrait faire quoi que ce soit, avant d'en avoir obtenu l'approbation, la permission du Comité. Et, d'autre part, un individu peut-il accepter la responsabilité des actes d'une collectivité avant de savoir ce qu'elle fera, et comment peut-il l'empêcher de faire ce qu'il désapprouve?

De plus, les auteurs du Projet disent que c'est l'Union qui veut et dispose. Mais quand on dit volonté de l'Union, entend-on volonté de tous ses membres? En ce cas, pour que l'Union puisse agir, il faudrait que tous ses membres, sur toutes les questions, aient toujours exactement la même opinion. Or, il est naturel que tous soient d'accord sur les principes généraux et fondamentaux, sans quoi ils ne seraient pas unis, mais on ne peut supposer que des êtres pensants soient tous et toujours du même avis sur ce qu'il convient de faire en toutes circonstances et sur le choix des personnes à qui confier la charge d'exécuter et de diriger.

En réalité, ainsi qu'il résulte du texte même du Projet — par volonté de l'Union on ne peut entendre que la volonté de la majorité, volonté exprimée par des Congrès qui nomment et contrôlent le Comité exécutif et décident sur toutes les questions importantes. Les Congrès, naturellement, seraient composés de représentants élus à la majorité dans chaque groupe adhérent et ces représentants décideraient de ce qui serait à faire, toujours à la majorité des voix. Donc, dans la meilleure hypothèse, les décisions seraient prises par une majorité de majorité qui pourrait fort bien, en particulier quand les opinions en présence seraient plus de deux, ne plus représenter qu'une minorité.

Il est, en effet, à remarquer que, dans les conditions où vivent et luttent les anarchistes, leurs Congrès sont encore moins représentatifs

que ne le sont les Parlements bourgeois, et leur contrôle sur les organes exécutifs, si ceux-ci ont un pouvoir autoritaire, se produit rarement à temps et de manière efficace. Aux Congrès anarchistes, en pratique, va qui veut et qui peut, qui a ou trouve l'argent nécessaire et n'est pas empêché par des mesures policières. On y rencontre autant de ceux qui représentent eux-mêmes seulement ou un petit nombre d'amis, que de ceux qui portent réellement les opinions et les désirs d'une nombreuse collectivité. Et sauf les précautions à prendre contre les traîtres et les espions, et aussi à cause même de ces précautions nécessaires, une sérieuse vérification des mandats et de leur valeur est impossible.

De toute façon, nous sommes en plein système majoritaire, en plein parlementarisme.

On sait que les anarchistes n'admettent pas le gouvernement de la majorité (*démocratie*), pas plus qu'ils n'admettent le gouvernement d'un petit nombre (*aristocratie, oligarchie,* ou dictature de classe ou de parti), ni celui d'un seul (*autocratie, monarchie,* ou dictature personnelle).

Les anarchistes ont mille fois fait la critique du gouvernement dit de majorité qui, dans l'application pratique, conduit toujours à la domination d'une petite minorité. Faudra-t-il la refaire encore une fois à l'usage de nos camarades russes?

Certes les anarchistes reconnaissent que, dans la vie en commun, il est souvent nécessaire que la minorité se conforme à l'avis de la majorité.

Quand il y a nécessité ou utilité évidente de faire une chose et que, pour la faire, il faut le concours de tous, le petit nombre doit sentir la nécessité de s'adapter à la volonté dù grand nombre. D'ailleurs, en général, pour vivre ensemble en paix et sous un régime d'égalité, il est nécessaire que tous soient animés d'un esprit de concorde, de tolérance, de souplesse. Mais cette adaptation d'une partie des associés à l'autre partie doit être réciproque, volontaire, dériver de la conscience de la nécessité et de la volonté de chacun de ne pas paralyser la vie sociale par son obstination. Elle ne doit pas être imposée comme principe et comme règle statutaire. C'est un idéal qui, peut-être, dans la pratique de la vie sociale générale, sera difficile à réaliser de façon absolue, mais il est certain que tout groupement humain est d'autant plus voisin de l'anarchie que l'accord entre la minorité et la majorité est plus libre, plus spontané, et imposé seulement par la nature des choses.

Donc, si les anarchistes nient à la majorité le droit de gouverner dans la société humaine générale, où l'individu est pourtant contraint d'accepter certaines restrictions parce qu'il ne peut s'isoler sans renoncer aux conditions de la vie humaine, s'ils veulent que tout se fasse par libre accord entre tous, comment serait-il possible qu'ils adoptent le gouvernement de la majorité dans leurs associations essentiellement libres et volontaires et qu'ils commencent par déclarer qu'ils se soumettent aux décisions de la

majorité avant même de savoir ce qu'elles seront?

Que l'anarchie, l'organisation libre sans domination de la majorité sur la minorité, et vice versa, soit qualifiée, par ceux qui ne sont pas anarchistes, d'utopie irréalisable ou seulement réalisable dans un très lointain avenir, cela se comprend; mais il est inconcevable que ceux qui professent des idées anarchistes et voudraient réaliser l'anarchie, ou tout au moins s'en approcher sérieusement aujourd'hui plutôt que demain, que ceux-là mêmes renient les principes fondamentaux de l'anarchisme dans l'organisation même par laquelle ils se proposent de combattre pour son triomphe.

***

Une organisation anarchiste doit, selon moi, être établie sur des bases bien différentes de celles que nous proposent ces camarades russes. Pleine autonomie, pleine indépendance et, par conséquent, pleine responsabilité des individus et des groupes; libre accord entre ceux qui croient utile de s'unir pour coopérer à une œuvre commune, devoir moral de maintenir les engagements pris et de ne rien faire qui soit en contradiction avec le programme accepté. Sur ces bases, s'adaptent les formes pratiques, les instruments aptes à donner une vie réelle à l'organisation : groupes, fédérations de groupes, fédérations de fédérations, réunions, congrès,

comités chargés de la correspondance ou d'autres fonctions. Mais tout cela doit être fait librement, de manière à ne pas entraver la pensée et l'initiative des individus et seulement pour donner plus de portée à des effets qui seraient impossibles ou à peu près inefficaces s'ils étaient isolés.

De cette manière, les Congrès, dans une organisation anarchiste, tout en souffrant, en tant que corps représentatifs, de toutes les imperfections que j'ai signalées, sont exempts de tout autoritarisme parce qu'ils ne font pas la loi, n'imposent pas aux autres leurs propres délibérations. Ils servent à maintenir et à étendre les rapports personnels entre les camarades les plus actifs, à résumer et provoquer l'étude de programmes sur les voies et moyens d'action, à faire connaître à tous la situation des diverses régions et l'action la plus urgente en chacune d'elles, à formuler les diverses opinions ayant cours parmi les anarchistes et à en faire une sorte de statistique, et leurs décisions ne sont pas des règles obligatoires, mais des suggestions, des conseils, des propositions à soumettre à tous les intéressés, elles ne deviennent obligatoires et exécutives que pour ceux qui les acceptent et jusqu'au point où ils les acceptent. Les organes administratifs qu'ils nomment — Commission de correspondance, etc. — n'ont aucun pouvoir de direction, ne prennent d'initiatives que pour le compte de ceux qui sollicitent et approuvent ces initiatives, n'ont aucune autorité pour impo-

ser leurs propres vues qu'ils peuvent assurément soutenir et propager en tant que groupes de camarades, mais qu'ils ne peuvent pas présenter comme opinion officielle de l'organisation. Ils publient les résolutions des Congrès, les opinions et les propositions que groupes et individus leur communiquent; ils sont utiles à qui veut s'en servir pour de plus faciles relations entre les groupes et pour la coopération entre ceux qui sont d'accord sur diverses initiatives, mais libre à chacun de correspondre directement avec qui bon lui semble ou de se servir d'autres comités nommés par des groupements spéciaux. Dans une organisation anarchiste, chaque membre peut professer toutes les opinions et employer toutes les tactiques qui ne sont pas en contradiction avec les principes acceptés et ne nuisent pas à l'activité des autres. En tous les cas, une organisation donnée dure aussi longtemps que les raisons d'union sont plus fortes que les raisons de dissolution; dans le cas contraire elle se dissout et laisse place à d'autres groupements plus homogènes. Certes la durée, la permanence d'une organisation est condition de succès dans la longue lutte que nous avons à soutenir et, d'autre part, il est naturel que toute institution aspire, par instinct, à durer indéfiniment. Mais la durée d'une organisation libertaire doit être la conséquence de l'affinité spirituelle de ses membres et des possibilités d'adaptation de sa constitution aux changements des circonstances; quand elle n'est plus

capable d'une mission utile, le mieux est qu'elle meure.

Ces camarades russes trouveront peut-être qu'une organisation telle que je la conçois et telle qu'elle a déjà été réalisée, plus ou moins bien, à différentes époques, est de peu d'efficacité. Je comprends. Ces camarades sont obsédés par le succès des bolchevistes dans leur pays; ils voudraient, à l'instar des bolchevistes, réunir les anarchistes en une sorte d'armée disciplinée qui, sous la direction idéologique et pratique de quelques chefs, marchât, compacte, à l'assaut des régimes actuels et qui, la victoire matérielle obtenue, dirigeât la constitution de la nouvelle société. Et peut-être est-il vrai qu'avec ce système, en admettant que des anarchistes s'y prêtent et que les chefs soient des hommes de génie, notre force matérielle deviendrait plus grande. Mais pour quels résultats? N'adviendrait-il pas de l'anarchisme ce qui est advenu en Russie du socialisme et du communisme? Ces camarades sont impatients du succès, nous le sommes aussi, mais il ne faut pas, pour vivre et vaincre, renoncer aux raisons de la vie et dénaturer le caractère de l'éventuelle victoire. Nous voulons combattre et vaincre, mais comme anarchistes et pour l'anarchie.

1927

Lettre de N. Makhno à E. Malatesta (3).

Cher camarade Malatesta,

J'ai lu votre réponse au projet de la *Plate-forme d'organisation d'une Union générale des Anarchistes*, projet publié par le groupe des anarchistes russes à l'étranger.

J'ai l'impression que, ou vous avez mal compris le projet de la « Plate-forme », ou votre refus de reconnaître la responsabilité collective dans l'action révolutionnaire et la fonction directive que les forces anarchistes doivent avoir provient d'une conception profonde de l'anarchisme, qui vous porte à négliger ce principe de responsabilité.

Pourtant, c'est un principe fondamental pour chacun de nous, par sa façon de comprendre l'idée anarchiste, par sa volonté de la faire pénétrer dans les masses, par son esprit de sacrifice. C'est grâce à lui qu'un homme peut choisir la voie révolutionnaire et en entraîner d'autres. Sans lui, aucun révolutionnaire ne pourrait avoir ni la force, ni la volonté, ni l'intelligence nécessaire pour supporter le spectacle de la misère sociale, et encore moins pour la combattre. C'est en s'inspirant de la responsabilité collective que les révolutionnaires de tous les temps et de toutes les écoles ont réuni leurs forces. C'est sur elle qu'ils fondaient leur espoir

que leurs révoltes partielles — ces révoltes dont l'histoire des opprimés est remplie — ne seraient pas vaines, que les exploités comprendraient leurs aspirations, en retiendraient les applications adaptées à l'époque et s'en serviraient pour chercher de nouvelles voies vers leur émancipation.

Vous-même, mon cher Malatesta, vous reconnaissez la responsabilité individuelle du révolutionnaire anarchiste. Bien plus : vous l'avez préconisée durant toute votre vie militante. C'est ainsi du moins que je le comprends de vos écrits sur l'anarchisme. Mais vous refusez la nécessité et l'utilité de la responsabilité collective lorsqu'elle touche aux tendances et aux actions du mouvement anarchiste dans son ensemble. La responsabilité collective vous épouvante, puisque vous la repoussez.

Quant à moi, qui ai pris l'habitude de regarder bien en face la réalité de notre mouvement, votre refus de la responsabilité collective me semble non seulement sans fondement mais dangereux pour la révolution sociale. Vous allez bien devoir prendre en compte l'expérience pour mener la bataille décisive contre tous nos ennemis à la fois. Or l'expérience des batailles révolutionnaires du passé me conduit, en excluant toute imitation, à croire que quel que soit l'ordre des événements révolutionnaires, il faudra leur donner une série de directives tant idéologiques que tactiques. Ainsi seul un esprit collectif sain et dévoué à l'anarchisme peut

exprimer les exigences du moment, au moyen d'une volonté collectivement responsable. Aucun d'entre nous n'a le droit de fuir cette part de responsabilité. Au contraire, si elle a été jusqu'à présent ignorée par les anarchistes, il faut qu'elle devienne maintenant pour nous, anarchistes-communistes, un article de notre programme théorique et pratique.

Seuls l'esprit collectif des militants et leur responsabilité collective permettront à l'anarchisme moderne d'éliminer de son milieu l'idée, historiquement fausse, selon laquelle il ne pourrait servir de guide — ni idéologiquement ni pratiquement — aux masses travailleuses dans le moment révolutionnaire, et n'aurait donc pas de responsabilité d'ensemble.

Je n'aborderai pas ici les autres parties de votre écrit contre le projet de « Plate-forme », comme celui ou vous y voyez « une église et une autorité sans police ». Je vous fais part cependant de ma surprise de vous voir recourir à un tel argument dans votre critique. J'y ai beaucoup réfléchi et je ne peux accepter votre opinion ni non plus vous donner raison.

Non, vous vous trompez. Et comme je ne suis pas d'accord avec votre réfutation au moyen d'arguments trop faciles, je me crois fondé à vous demander :

1) L'anarchisme doit-il prendre une part de responsabilité dans la lutte des travailleurs contre leurs oppresseurs, le capitalisme et son serviteur l'Etat? Si ce n'est pas le cas, exposer les raisons. Si vous acceptez, alors, les anarchistes doivent-ils œuvrer afin de permettre à leur mouvement d'exercer son influence à la base même de l'ordre social existant?

2) L'anarchisme peut-il, dans l'état de désorganisation où il se trouve actuellement, exercer une influence, idéologique et pratique, sur les formes sociales et les luttes de la classe ouvrière?

3) Quels sont les moyens dont l'anarchisme doit se servir en dehors de la révolution et quels sont ceux dont il dispose pour démontrer et affirmer ses conceptions constructives?

4) L'anarchisme a-t-il besoin d'organisations spécifiques, permanentes, intimement liées entre elles avec une unité dans le but et l'action pour concrétiser ses aspirations?

5) Que doivent comprendre les anarchistes par *institutions à réaliser* en vue de garantir à la société son libre développement?

6) L'anarchisme peut-il, dans la société communiste conçue par vous, se passer d'institutions sociales? Si oui, par quels moyens? Si non, quelles institutions doit-il reconnaître et utiliser, et au nom de quoi doit-il les appliquer? Les anarchistes doivent-ils assumer une fonction dirigeante et donc responsable, ou se limiter à être des auxiliaires irresponsables?

Votre réponse, cher camarade Malatesta, serait pour moi d'une grande importance pour deux raisons. Elle me permettrait d'abord de mieux comprendre votre point de vue concernant la question de l'organisation des forces

anarchistes et du mouvement en général. Ensuite, disons-le franchement, votre opinion est acceptée aussitôt par la plupart des anarchistes et des sympathisants sans aucune discussion, parce que c'est celle d'un militant de valeur, fidèle toute sa vie à sa position libertaire. Il dépend donc dans une certaine mesure de votre attitude qu'une étude complète des problèmes urgents que notre époque pose au mouvement soit ou ne soit pas entreprise, et donc que son développement en soit ralenti ou prenne un nouvel essor. Notre mouvement ne gagnera rien à rester dans la stagnation passée et actuelle. En revanche, il est urgent face aux événements de le rendre apte à remplir son rôle dans son entier.

Je compte beaucoup sur votre réponse. Avec mon salut révolutionnaire.

Nestor MAKHNO, (octobre 1927-?-N.D.T.)

Réponse de E. Malatesta à N. Makhno.

Cher camarade,

J'ai finalement réussi à voir la lettre que vous m'avez adressée il y a plus d'un an, à propos de la critique que j'ai faite au projet d'organisation d'une Union générale des anarchistes, publié par le groupe des anarchistes russes à l'étranger et connu dans notre mouvement sous le nom de « Plate-forme ».

Connaissant ma position, vous avez certainement compris pourquoi je ne vous répondais pas.

Je ne puis participer comme je le voudrais à la discussion des questions qui nous intéressent au plus haut point, parce que la censure ne me fait parvenir ni les publications qu'elle considère subversives ni les lettres qui traitent de sujets politico-sociaux. C'est seulement de loin en loin et presque par hasard que je reçois un écho affaibli de ce que les camarades écrivent ou font. C'est ainsi que j'ai su que la « Plate-forme » et la critique que j'ai faite ont été très discutées, mais je n'ai rien su ou presque de ce qui a été dit : et votre lettre est le premier écrit sur le sujet que j'arrive à lire.

Si nous pouvions correspondre librement, avant d'entamer la discussion je vous aurais prié d'expliquer vos conceptions qui, peut être aussi à cause d'une traduction imparfaite du russe en français, m'ont paru dans certains cas assez obscurs. Mais les choses étant ce qu'elles sont, je vous réponds selon ce que j'ai compris, et j'espère pouvoir voir votre réponse.

Vous vous êtes étonné que je n'admette pas le principe de la responsabilité collective, que vous considérez comme un principe fondamental qui a guidé et doit guider les révolutionnaires passés, présents et futurs.

De mon côté, je me demande ce que peut bien vouloir dire dans la bouche d'un anarchiste l'expression de responsabilité collective.

Je sais que les militaires ont l'habitude de

décimer (4) un corps de soldats qui s'est rebellé ou s'est mal conduit face à l'ennemi, en fusillant indistinctement ceux que le sort a désigné. Je sais que les chefs de corps d'armée n'ont aucun scrupule à détruire un village ou une ville et massacrer toute la population, y compris les enfants, parce que quelqu'un a essayé de résister à l'invasion. Je sais qu'à toutes les époques les gouvernements ont plusieurs fois menacé d'appliquer et ont appliqué le système de la responsabilité collective pour contenir les émeutes, exiger des impôts, etc. Et je comprends que cela puisse être un moyen efficace d'intimidation et d'oppression.

Mais comment peut-on parler de responsabilité collective entre hommes qui combattent pour la liberté et la justice, et ne s'agirait-il que de responsabilité morale, comment ne serait-elle pas suivie de sanctions matérielles?!!

Si, par exemple, dans une rencontre avec la force armée mon voisin se conduit comme un lâche, le danger sera pour moi et pour tous, mais la honte ne retombera que sur celui qui n'a pas eu le courage de défendre la position qu'il présentait. Si dans une conspiration un des membres trahit et envoie en prison ses camarades, les autres seront-ils responsables de la trahison?

La « Plate-forme » disait : « Toute l'Union sera responsable de l'activité révolutionnaire et politique de chaque membre et chaque membre

sera responsable de l'activité révolutionnaire et politique de l'Union. »

Ce principe est-il conciliable avec l'autonomie et la libre initiative que les anarchistes défendent? J'y ai déjà répondu :

« Si l'Union est responsable de ce que fait chacun de ses membres, comment laisser à chaque membre en particulier et aux différents groupes la liberté d'appliquer le programme commun de la façon qu'ils jugent la meilleure? Comment peut-on être responsable d'un acte si l'on n'a pas la faculté de l'empêcher? Donc l'Union, et pour elle le Comité exécutif, devrait surveiller l'action de tous les membres en particulier, et leur prescrire ce qu'ils ont à faire ou à ne pas faire, et comme le désaveu du fait accompli n'atténue pas une responsabilité formellement acceptée d'avance, personne ne pourrait faire quoi que ce soit, avant d'en avoir obtenu l'approbation, la permission du Comité. Et, d'autre part, un individu peut-il accepter la responsabilité des actes d'une collectivité avant de savoir ce qu'elle fera, et comment peut-il l'empêcher de faire ce qu'il désapprouve? »

Certes, j'admets et je propose que chaque homme qui s'associe à d'autres pour collaborer à un objectif commun, doit sentir le devoir de coordonner ses actions avec celles de ses associés, et ne rien faire qui puisse nuire à l'œuvre des autres et donc à la cause commune, et respecter les accords passés — sauf s'il sort loyalement de l'association parce qu'à cause de

l'apparition de différences d'opinions, d'un changement de la situation, de l'incompatibilité entre les moyens choisis, la coopération deviendrait impossible ou gênante. De même je retiens que celui qui ne sent pas ce devoir et ne l'applique pas, doit être exclu de l'association.

Il se peut qu'en parlant de responsabilité collective, vous compreniez précisément l'accord et la solidarité qui doivent exister entre les membres de l'association. S'il en était ainsi, votre expression serait selon moi une impropriété de langage, mais dans le fond il ne s'agirait que d'une question de mots sans importance, et on se mettrait vite d'accord.

La question vraiment importante que vous soulevez dans votre lettre est celle du *rôle*(5) des anarchistes dans le mouvement social et la façon dont ils entendent le remplir. Il s'agit ici, du fondement même, de la raison d'être de l'anarchisme et il faut bien s'expliquer.

Vous demandez si les anarchistes doivent assumer (dans le moment révolutionnaire et l'organisation communiste de la société) une fonction dirigeante et donc responsable, ou se limiter à être des auxiliaires irresponsables?

Votre question me laisse perplexe, parce qu'elle manque de précision. On peut diriger par les conseils et par l'exemple, en laissant les gens, placés devant la possibilité et la nécessité de pourvoir à leurs propres besoins, adopter en pleine liberté nos méthodes et nos solutions, si elles sont ou si elles leur semblent meilleures que celles proposées et pratiquées par d'autres. Mais on peut également diriger en prenant le commandement, c'est-à-dire en devenant le gouvernement et en imposant en se servant des gendarmes ses idées et ses intérêts.

Comment voulez-vous diriger?

Nous sommes anarchistes parce que nous croyons que le gouvernement (tout gouvernement) est un mal et qu'on ne peut aboutir à la liberté, la fraternité, la justice que par la liberté. Nous ne pouvons donc aspirer à gouverner, et nous devons faire tout notre possible pour empêcher que d'autres — classes, parti ou individu — ne s'emparent du pouvoir et forment le gouvernement.

La responsabilité des dirigeants, avec laquelle me semble-t-il, vous voulez garantir le public contre leurs abus ou leurs pouvoirs, ne me dit rien qui vaille. Celui qui a en main le pouvoir n'est réellement responsable que face à la révolution, et on ne peut faire tous les jours une révolution et généralement on en fait une lorsque le gouvernement a déjà fait tout le mal possible.

Vous comprendrez donc que je suis loin de penser que les anarchistes doivent se contenter d'être de simples auxiliaires d'autres révolutionnaires qui, n'étant pas anarchistes, aspirent naturellement à devenir gouvernement.

Je crois, au contraire, que nous, anarchistes, convaincus que notre programme est bon, nous devons nous efforcer d'acquérir une influence

prépondérante pour pouvoir diriger le mouvement vers l'application de nos idéaux; mais cette influence, nous devrons l'acquérir en faisant plus et mieux que les autres, et elle ne sera utile que si elle est acquise de cette façon.

Nous devons, aujourd'hui, approfondir, développer et propager nos idées, et coordonner nos forces pour une action commune. Nous devons agir dans le mouvement ouvrier pour empêcher qu'il ne se limite et se corrompe dans la recherche exclusive de petites améliorations compatibles avec le système capitaliste, et faire en sorte que cela serve de préparation à la transformation socialiste complète. Nous devons travailler au milieu des masses inorganisées et peut-être inorganisables pour éveiller l'esprit de révolte et le désir et l'espoir d'une vie libre et heureuse. Nous devons faire naître et appuyer tous les mouvements possibles qui tendent à affaiblir les forces de l'Etat et des capitalistes et élever le niveau moral et les conditions matérielles des travailleurs. Nous devons en somme nous préparer et préparer, moralement et matériellement, pour l'acte révolutionnaire qui doit ouvrir la voie à l'avenir.

Et demain, dans la révolution, nous devons prendre part énergiquement (si possible avant et mieux que les autres) au combat matériel nécessaire et le pousser à fond pour détruire toutes les forces répressives de l'Etat et inciter les travailleurs à prendre possession des moyens de production (terres, mines, usines, moyens de

transport, etc.) et des produits déjà finis, organiser sur-le-champ, eux-mêmes, une distribution égale des denrées, et en même temps pourvoir à l'échange entre les communes et les régions, la poursuite et l'intensification de la production et de tous les services utiles au public. Nous devons selon les possibilités, les circonstances locales appuyer l'action des organisations ouvrières, des coopératives, des groupes de volontaires — afin que de nouveaux pouvoirs autoritaires ne surgissent pas, ni non plus de nouveaux gouvernements, en les combattant s'il le faut par la force, en les rendant inutiles. Et si nous ne trouvions pas dans le peuple assez d'appuis et si nous ne pouvions empêcher la reconstruction d'un Etat avec ses institutions autoritaires et ses organes coercitifs, nous devrions refuser d'y participer et de le reconnaître, nous rebeller contre ses impositions et réclamer une autonomie totale pour nous et toutes les minorités dissidentes. Nous devrons, en somme, rester à l'état de rébellion effective et potentielle et, ne pouvant vaincre dans la situation présente, nous préparer du moins pour l'avenir.

Est-ce ainsi que vous comprenez également le rôle des anarchistes dans la préparation et le déroulement de la révolution?

De ce que je sais de vous et votre œuvre, je suis porté à le croire.

Cependant lorsque je vois dans l'union que vous préconisez il y a un Comité exécutif qui doit « diriger idéologiquement et organisative-

ment » l'association, je me demande si vous ne voulez pas aussi dans le mouvement en général un organe central, qui dicterait autoritairement le programme théorique et pratique de la révolution.

Dans ce cas, nos positions seraient assez éloignées l'une de l'autre.

Votre organe, ou vos organes dirigeants, tout en étant composés d'anarchistes, ne pourraient que devenir un gouvernement en bonne et due forme. Les camarades, de toute bonne foi, se croiraient nécessaires au triomphe de la révolution et voudraient avant tout assurer son existence et imposer leur volonté par la force. Pour ce faire, ils créeraient des corps armés pour être défendus matériellement et une bureaucratie pour établir leur dogme, et ce faisant ils paralyseraient le mouvement populaire et tueraient la révolution.

C'est, je crois, ce qui est arrivé aux bolchéviques.

Pour moi, je crois que l'important n'est pas le triomphe de nos plans, de nos projets, de nos utopies, qui du reste ont besoin de la confirmation de l'expérience et peuvent être modifiés par cette dernière, développés et adaptés aux conditions morales et matérielles réelles d'une époque et d'un lieu. Ce qui est le plus important est que le peuple, tous les hommes perdent les instincts et les habitudes moutonniers, que la servitude millénaire leur a inspirés, et apprennent à penser et à agir librement. C'est à cette grande œuvre

de libération morale que les anarchistes doivent spécialement se consacrer.

Je vous remercie de l'attention que vous avez voulu prêter à mon écrit, et dans l'espoir de vous lire de nouveau, je vous salue cordialement.

E. MALATESTA, novembre 1928.

(La lettre de Makhno et la réponse de Malatesta furent publiés dans *Il Risveglio,* de Genève, 4-12-1929).

LETTRE A JEAN GRAVE

Cette lettre a été écrite directement en français par Malatesta et publiée dans *le Réveil,* Genève, 31 mars 1928; nous la copions du volume troisième des *Scitti,* Genève 1936.

Rome, 5 mars 1928.

Mon cher Grave,

Je te remercie de m'avoir envoyé la coupure de « la Protesta » avec ton article que je suppose avoir été traduit du « Réveil ». J'avais su, en effet, que tu avais publié dans le « Réveil » un article me concernant. Mais comme je ne reçois presque jamais ce journal, je ne savais pas au juste de quoi il s'agissait (6).

Maintenant que je sais, permets-moi de te dire que je ne comprends pas comment, pour une des

choses généralement justes, que d'ailleurs moi-même je répète depuis plus de cinquante ans tu crois devoir me mettre en cause, comme si je proposais le contraire.

Tu cites un passage de ma critique de la « Plate-forme » des camarades russes, mais tu arrêtes la citation avant qu'on puisse comprendre ma pensée. Si tu avais continué à lire et à citer encore quelques lignes, tu n'aurais pas eu besoin de te mettre en opposition avec moi. En effet, après avoir dit que « la vérité anarchiste ne peut et ne doit pas devenir le monopole d'un individu ou d'un comité, et ne peut pas dépendre des décisions des majorités réelles ou effectives », j'ajoutais : « il est nécessaire et suffisant que tous aient et exercent le droit de libre critique et que chacun puisse soutenir ses propres idées et choisir ses propres compagnons. »

En outre, tu cites, d'une manière qu'elle paraît être de moi, la phrase suivante (je retraduis de l'espagnol) : « Partisans de la liberté complète de l'individu, nous n'avons pas à nous occuper de ses agissements. » Et encore : « Nous ne croyons pas avoir le droit de juger et condamner nos semblables. »

Où as-tu pris ça? Certainement pas dans un écrit de moi, puisque je n'ai jamais dit ou pensé de pareilles choses.

Au contraire, j'ai toujours soutenu que c'est une caractéristique de l'anarchiste de juger librement et toutes choses — et j'ai eu à soutenir pour cela des polémiques au moins aussi âpres que tu as dû soutenir toi-même.

Le débat avec les camarades de la *Plate-forme* regardait autre chose. Ils proposent, ou ils proposaient, qu'un comité soi-disant élu par « l'Union générale des anarchistes » ait la direction idéologique et pratique de tout le mouvement, c'est-à-dire que quelques individus aient le droit exclusif de prescrire à tous les anarchistes ce qu'ils doivent faire et ce qu'ils doivent penser.

Est-ce possible que tu acceptes cela de peur que de mauvais éléments se faufilent parmi nous? Et tu penses qu'un tel comité les en empêcherait? Et s'il arrivait, ce qui est bien possible, que ces éléments mauvais réussissent à être eux-mêmes le « Comité directeur »?

J'ai cru devoir te soumettre ces observations parce que je n'aime pas qu'on m'attribue des opinions contraires à celles que, réellement, je professe et parce que j'espère que, peut-être, tu trouveras l'occasion de réfléchir (7).

Bien cordialement à toi.

L'ORGANISATION DES MASSES OUVRIÈRES CONTRE LE GOUVERNEMENT ET CONTRE LES PATRONS

Nous l'avons déjà répété : sans organisation, libre ou imposée, il ne peut y avoir de société, sans organisation consciente et voulue, il ne

peut y avoir ni liberté ni garantie que les intérêts de ceux qui vivent dans la société soient respectés. Et qui ne s'organise pas, qui ne recherche pas la coopération des autres et n'offre pas la sienne dans des conditions de réciprocité et de solidarité, se met nécessairement en état d'infériorité et reste un rouage inconscient dans le mécanisme social que les autres actionnent à leur façon, et à leur avantage.

Les travailleurs sont exploités et opprimés parce qu'étant désorganisés en tout ce qui concerne la protection de leurs intérêts, ils sont contraints par la faim ou la violence brutale, de faire ce que veulent les dominateurs au profit desquels la société actuelle est organisée. Les travailleurs s'offrent eux-mêmes (en tant que soldat et capital) à la force qui les assujettit. Ils ne pourront jamais s'émanciper tant qu'ils n'auront pas trouvé dans l'union la force morale, la force économique et la force physique qu'il leur faut pour abattre la force organisée des oppresseurs.

Il y a eu des anarchistes, et il en reste encore, qui, tout en reconnaissant la nécessité de l'organisation dans la société future et le besoin de s'organiser maintenant pour la propagande et l'action, sont hostiles à toute organisation qui n'a pas pour but direct l'anarchie et ne suit pas les méthodes anarchistes. Et certains se sont éloignés de toutes les associations ouvrières qui se proposent la résistance et l'amélioration des conditions dans l'ordre actuel des choses, ou ils

s'y sont mêlés avec le but avoué de les désorganiser; tandis que d'autres, tout en admettant qu'on pouvait faire partie des associations de résistance existantes, ont considéré presque comme une défection de tenter d'en organiser de nouvelles.

Il a paru à ces camarades que toutes les forces, organisées dans un but autre que radicalement révolutionnaire, seraient peut-être soustraites à la révolution. Il nous semble, au contraire, et l'expérience nous l'a déjà trop montré, que leur méthode condamnerait le mouvement anarchiste à une perpétuelle stérilité.

Pour faire de la propagande, il faut se trouver au milieu des gens. C'est dans les associations ouvrières que l'ouvrier trouve ses camarades et en principe ceux qui sont le plus disposés à comprendre et à accepter nos idées. Et quand bien même, on pourrait faire hors des associations autant de propagande que l'on voudrait, cela ne pourrait avoir d'effet sensible sur la masse ouvrière. Mis à part un petit nombre d'individus plus instruits et capables de réflexions abstraites et d'enthousiasmes théoriques, l'ouvrier ne peut arriver d'un coup à l'anarchie. Pour devenir anarchiste sérieusement et pas seulement de nom, il faut qu'il commence à sentir la solidarité qui le lie à ses camarades, qu'il apprenne à coopérer avec les autres dans la défense des intérêts communs et que, luttant contre les patrons, il comprenne que patrons et capitalistes sont des parasites inutiles et que les

travailleurs pourraient conduire eux-mêmes l'administration sociale. Lorsqu'il comprend cela, le travailleur est anarchiste, même s'il n'en porte pas le nom.

D'autre part, favoriser les organisations populaires de toute sorte est la conséquence logique de nos idées fondamentales et, donc, cela devrait faire partie intégrante de notre programme.

Un parti autoritaire, qui vise à s'emparer du pouvoir pour imposer ses idées, a intérêt à ce que le peuple reste une masse amorphe, incapable d'agir par elle-même et, donc, toujours facile à dominer. Logiquement donc, il ne désire qu'un certain niveau d'organisation, selon la forme qui aide à la prise du pouvoir : organisation électorale, s'il espère y arriver par la voie légale; organisation militaire, s'il compte sur l'action violente.

Nous, anarchistes, nous ne voulons pas *émanciper* le peuple, nous voulons que le peuple *s'émancipe*. Nous ne croyons pas au fait imposé d'en haut par la force; nous voulons que le nouveau mode de vie sociale sorte des entrailles du peuple et corresponde au degré de développement atteint par les hommes et puisse progresser à mesure que les hommes avancent. Nous désirons donc que tous les intérêts et toutes les opinions trouvent dans une organisation consciente la possibilité de se mettre en valeur et d'influencer la vie collective, en proportion de leur importance.

Nous nous sommes donné pour but de lutter

contre la présente organisation sociale et d'abattre les obstacles qui s'opposent à l'avènement d'une société nouvelle où la liberté et le bien-être seront assurés à tous. Pour poursuivre ce but, nous nous unissons en parti et nous cherchons à devenir le plus nombreux et le plus fort possible. Mais les autres sont aussi organisés en parti.

Si les travailleurs restaient isolés comme autant d'unités indifférentes les unes aux autres, attachés à une chaîne commune; si nous-mêmes nous n'étions pas organisés avec les travailleurs en tant que travailleurs, nous ne pourrions arriver à rien ou, dans le meilleur des cas, nous ne pourrions que nous imposer... et alors ce ne serait plus le triomphe de l'anarchie, mais le nôtre. Et nous ne pourrions plus nous dire anarchistes, nous serions de simples gouvernants et nous serions incapables de faire le bien comme tous les gouvernants.

On parle souvent de révolution et on croit par ce mot résoudre toutes les difficultés. Mais que doit être, que peut être cette révolution à laquelle nous aspirons?

Abattre les pouvoirs constitués et déclarer déchu le droit de propriété, c'est bien : un parti peut le faire... et encore, il faut que ce parti, en dehors de ses forces, compte sur la sympathie des masses et sur une suffisante préparation de l'opinion publique.

Mais après? La vie sociale n'admet pas d'interruptions. Durant la révolution ou l'insur-

rection, comme on voudra, et aussitôt après, il faut manger, s'habiller, voyager, imprimer, soigner les malades, etc., et ces choses ne se font pas d'elles-mêmes. Aujourd'hui le gouvernement et les capitalistes les organisent pour en tirer profit, lorsqu'ils auront été abattus, il faudra que les ouvriers le fassent eux-mêmes au profit de tous, ou bien ils verront surgir, sous un nom ou un autre de nouveaux gouvernants et de nouveaux capitalistes.

Et comment les ouvriers pourraient-ils pourvoir aux besoins urgents s'ils ne sont pas déjà habitués à se réunir et à discuter ensemble des intérêts communs et ne sont pas déjà prêts, d'une certaine façon, à accepter l'héritage de la vieille société?

Dans une ville où les négociants en grain et les patrons boulangers auront perdu leurs droits de propriété et, donc, l'intérêt à approvisionner le marché, dès le lendemain il faudra trouver dans les magasins le pain nécessaire à l'alimentation du public. Qui y pensera si les ouvriers boulangers ne sont pas déjà associés et prêts à travailler sans les patrons (8) et si en attendant la révolution, ils n'ont pas pensé par avance à calculer les besoins de la ville et les moyens d'y pourvoir?

Nous ne voulons pas dire pour autant que pour faire la révolution, il faut attendre que tous les ouvriers soient organisés. Ce serait impossible, vu les conditions du prolétariat, et heureusement ce n'est pas nécessaire. Mais il faut du moins qu'il y ait des noyaux autour desquels

les masses puissent se regrouper rapidement, dès qu'elles seront libérées du poids qui les opprime. Si c'est une utopie de vouloir faire la révolution seulement lorsque nous serons tous prêts et d'accord, c'en est une plus grande encore que de vouloir la faire sans rien et personne. Il faut une mesure en tout. En attendant, travaillons pour que les forces conscientes et organisées du prolétariat s'accroissent autant que possible. Le reste viendra de lui-même.

(*Agitazione* d'Ancone, 18-7-1897).

LE CONGRÈS D'AMSTERDAM

La première tendance fut représentée principalement par le camarade Monatte, de la C.G.T., avec un groupe qu'il voulut bien appeler des « jeunes » malgré les protestations des jeunes gens, bien plus nombreux, de la tendance opposée.

Monatte, dans son remarquable rapport, nous parla longuement du mouvement syndicaliste français, de ses méthodes de lutte, des résultats moraux et matériels auxquels il est déjà arrivé, et finit par dire que le syndicalisme se suffit à lui-même comme moyen pour accomplir la révolution sociale et réaliser l'anarchie.

Contre cette dernière affirmation je m'élevai avec énergie. Le syndicalisme, je dis, même s'il se corse de l'adjectif révolutionnaire, ne peut

conservateurs et exclusivistes quand ils acquièrent de la force, et avec la force, la conscience de leurs intérêts particuliers. L'histoire du trade-unionisme anglais et américain est là pour montrer la manière comment s'est produite cette dégénérescence du mouvement ouvrier, quand il se cantonne dans la défense des intérêts actuels.

C'est seulement en vue d'une transformation complète de la société que l'ouvrier peut se sentir solidaire avec l'ouvrier, l'opprimé solidaire avec l'opprimé; et c'est le rôle des anarchistes de tenir longtemps ardent le feu de l'idéal et tâcher d'orienter autant que possible tout le mouvement vers les conquêtes de l'avenir, vers la révolution, même, s'il le faut, au détriment des petits avantages que peut obtenir aujourd'hui quelque fraction de la classe ouvrière, et qui d'ailleurs ne s'obtiennent le plus souvent qu'aux dépens d'autres travailleurs et du public consommateur.

Mais pour pouvoir remplir ce rôle d'éléments propulseurs dans les syndicats, il faut que les anarchistes s'interdisent l'occupation des places et surtout des places payées.

Un anarchiste fonctionnaire permanent et stipendié d'un syndicat est un homme perdu comme anarchiste. Je ne dis pas que quelquefois il ne puisse pas faire du bien; mais c'est un bien que feraient à sa place et mieux que lui des hommes d'idées moins avancées, tandis que lui pour conquérir et retenir son emploi doit sacri-

fier ses opinions personnelles et souvent faire des choses qui n'ont d'autre but que celui de se faire pardonner la tache originelle d'anarchiste.

D'ailleurs la question est claire. Le syndicat n'est pas anarchiste, et le fonctionnaire est nommé et payé par le syndicat : s'il fait œuvre d'anarchisme, il se met en opposition avec ceux qui payent et bientôt il perd sa place ou il est cause de la dissolution du syndicat; si, au contraire, il remplit la mission pour laquelle il a été nommé, selon la volonté de la majorité, alors adieu anarchisme.

Des observations analogues que je fis relativement à ce moyen d'union propre du syndicalisme : la grève générale. Nous devons accepter, disais-je, et propager l'idée de la grève générale comme un moyen très commode de commencer la révolution, mais ne pas nous faire l'illusion que la grève générale pourra remplacer la lutte armée contre les forces de l'Etat.

Il a été dit souvent que par la grève les ouvriers pourront affamer les bourgeois et les amener à composition. Je ne saurais imaginer une plus grande absurdité. Les ouvriers seraient déjà morts de faim depuis longtemps avant que les bourgeois, qui disposent de tous les produits accumulés, commencent à souffrir sérieusement.

L'ouvrier, qui n'a rien, ne recevant plus son salaire, devra s'emparer des produits de vive force : il trouvera les gendarmes et les soldats et les bourgeois eux-mêmes, qui voudront les en empêcher; et la question devra se résoudre

bientôt à coups de fusils, de bombes, etc. La victoire restera à qui saura être le plus fort. Préparons-nous donc à cette lutte nécessaire, au lieu de nous limiter à prêcher la grève générale comme une espèce de panacée qui devra résoudre toutes les difficultés. D'ailleurs, même comme manière pour commencer la révolution, la grève générale ne pourra être employée que d'une manière très relative. Les services d'alimentation, y compris naturellement ceux des transports des denrées alimentaires, n'admettent pas une interruption prolongée : il faut donc révolutionnairement s'emparer des moyens pour assurer l'approvisionnement avant encore que la grève se soit par elle-même développée en insurrection. Se préparer à faire cela ne peut pas être le rôle du syndicalisme : celui-ci ne peut seulement que fournir les troupes pour pouvoir l'accomplir.

Sur ces questions ainsi exposées par Monatte et par moi, s'engagea une discussion très intéressante, quoique un peu étouffée par le manque de temps et la nécessité assommante des traductions en plusieurs langues. On conclut en proposant plusieurs résolutions, mais il ne me paraît pas que les différences de tendance aient été heureusement définies ; il faut même beaucoup de pénétration pour en découvrir, et en effet la plupart des congressistes n'en découvrirent pas du tout et votèrent également les différentes résolutions.

Cela n'empêche que deux tendances bien

réelles se sont manifestées, quoique la différence existe plus dans le développement futur qu'on prévoit, que dans les intentions actuelles des personnes.

Je suis convaincu en effet que Monatte et le groupe des « jeunes » sont aussi sincèrement et foncièrement anarchistes et révolutionnaires que n'importe quelle « vieille barbe ». Ils regretteraient avec nous les défaillances qui se produiraient parmi les fonctionnaires syndicalistes ; seulement ils les attribuent à des faiblesses individuelles. C'est là l'erreur, s'il s'agissait de fautes imputables à des individus, le mal ne serait pas grand : les faibles disparaissent bientôt et les traîtres sont bientôt connus et mis dans l'impuissance de nuire. Mais ce qui rend le mal sérieux, c'est qu'il dépend des circonstances dans lesquelles les fonctionnaires syndicalistes se trouvent. J'engage nos amis les anarchistes syndicalistes à y réfléchir, et à étudier les positions respectives du socialiste qui devient député et de l'anarchiste qui devient fonctionnaire de syndicat : peut-être la comparaison ne sera pas inutile.

Et avec ça le Congrès était pratiquement fini : il ne nous restait plus ni force ni temps. Heureusement les questions qu'on aurait dû encore discuter n'avaient pas grande importance.

Il y avait, c'est vrai, l'antimilitarisme ; mais entre anarchistes cela ne pouvait pas donner lieu à débat. Nous nous limitâmes donc à affirmer,

dans une résolution, notre haine du militarisme, non seulement comme instrument de guerre entre les peuples, mais aussi comme moyen de répression, en réunissant dans une seule condamnation l'armée, la police, la magistrature et n'importe quelle force armée dans les mains de l'Etat.

On avait proposé une résolution contre l'alcoolisme, mais on passa à l'ordre du jour. Personne certainement n'aurait hésité à acclamer une résolution contre l'abus des boissons alcooliques, quoique peut-être avec la conviction que cela ne servait à rien; mais la résolution proposée condamnait même l'usage modéré, qu'on considérait plus dangereux que l'abus. Cela nous parut trop fort; dans tous les cas, on pense que c'est un argument qui devrait plutôt être discuté par des médecins..., en admettant qu'ils en sachent quelque chose.

Enfin, il y avait la question de l'Espéranto, chère au camarade Chapelier. Le Congrès, après une discussion, nécessairement brève et superficielle, recommanda aux camarades d'étudier la question d'une langue internationale, mais se refuse à se prononcer sur les mérites de l'Espéranto. Et moi, qui suis un espérantiste convaincu, je dois convenir que le Congrès eut raison : il ne pouvait pas délibérer sur une chose qu'il ne connaissait pas.

Laissez que je finisse avec les mots qui étaient sur la bouche de tous les congressistes, au moment de la séparation : Le Congrès a été tenu

et a très bien réussi; mais un Congrès n'est rien du tout, s'il n'est pas suivi par le travail de tous les jours de tous les camarades.

A l'œuvre, tous.

E. MALATESTA.

(Préface du compte rendu du *Congrès Anarchiste,* d'Amsterdam, *Les Temps Nouveaux,* Paris, 5-10-1907).

ANARCHISME ET SYNDICALISME

La question de savoir quelle position nous devons prendre envers le mouvement syndical est certainement une question de la plus grande importance pour les anarchistes.

Malgré de longues discussions et diverses expériences, on n'est pas encore arrivé à un accord complet sur cette question; la raison en est peut-être dans le fait que cette question ne permet pas de solution complète et permanente, grâce aux différentes conditions et aux circonstances changeantes de la lutte.

Je pense pourtant que notre but pourrait nous suggérer un critère de conduite applicable aux diverses contingences.

Nous désirons l'élévation morale et matérielle de tous les hommes; nous souhaitons accomplir une révolution qui donnera à tout le monde la liberté et le bien-être, et nous sommes convaincus que cela ne peut pas venir d'en haut, par des

lois et des décrets, mais que cela doit être conquis par la volonté consciente et l'action directe de ceux qui le désirent.

Nous avons donc besoin, plus que tous les autres, de la coopération consciente et volontaire de ceux qui, souffrant le plus de la présente organisation sociale, ont le plus grand intérêt dans la révolution.

Il ne nous suffit pas — quoique cela est certainement utile et nécessaire — d'élaborer un idéal aussi parfait que possible, et de former des groupes pour la propagande et l'action révolutionnaire.

Nous devons convertir, à notre idéal, la grande masse des travailleurs, parce que, sans elle, nous ne pouvons ni renverser la société existante ni en construire une nouvelle. Et puisque, pour que la grande masse des prolétaires se relève de l'état de soumission dans lequel elle végète et arrive à la conception anarchiste et au désir de la réaliser, il faut une évolution qui ne s'opère pas uniquement sous l'influence de la propagande; puisque les leçons qui dérivent des faits de la vie quotidienne sont beaucoup plus efficaces que tous les discours doctrinaires, nous devons absolument prendre une part active dans la vie des masses, et employer tous les moyens que les circonstances nous permettent, pour réveiller graduellement l'esprit de révolte, et montrer à la masse, à l'aide de ces faits, le chemin qui conduit à l'émancipation.

Il est évident qu'un des meilleurs moyens, c'est le mouvement syndical, et nous aurions grand tort de le négliger. Dans ce mouvement, nous trouvons de grandes quantités d'ouvriers qui luttent pour l'amélioration de leur situation.

Ces ouvriers peuvent se tromper, en ce qui concerne le but qu'ils se proposent d'atteindre, et les moyens qu'ils adoptent pour y arriver, et, à notre avis, ils se trompent généralement.

Mais, au moins, ces ouvriers ne se résignent plus à l'oppression et ne la regardent plus comme juste; ils espèrent et ils luttent. Dans ces ouvriers, nous pouvons plus facilement éveiller ce sentiment de solidarité envers leurs camarades exploités et de haine contre l'exploitation qui amènera nécessairement la lutte définitive pour l'abolition de la domination d'un homme sur un autre.

Nous pouvons amener ces ouvriers à demander toujours plus, et à le demander par des moyens de plus en plus énergiques, et, de cette façon, nous nous entraînons et entraînons les autres à la lutte, profitant des victoires, afin d'exalter la puissance de l'union et de l'action directe, et profitant aussi des revers, qui nous enseignent la nécessité d'employer des moyens plus énergiques et des solutions plus radicales.

En outre — et cela n'est pas un petit avantage — le mouvement syndical peut préparer ces groupes d'ouvriers professionnels qui, pendant la révolution, pourront entreprendre l'organisa-

tion de la production et de l'échange, en dehors et contre tout pouvoir gouvernemental.

Mais avec tous ces avantages le mouvement syndical a aussi ses défauts et ses dangers dont on doit tenir compte quand on examine la question de la position que nous devons y prendre comme anarchistes.

L'expérience constante dans tous les pays nous montre que le mouvement syndical, qui commence toujours comme un mouvement de protestation et de révolte et qui est animé au commencement par un grand esprit de progrès et de fraternité humaine, tend bien vite à dégénérer. Plus ce mouvement devient fort, plus il devient égoïste, conservateur, occupé exclusivement des intérêts immédiats et restreints et développe dans son sein une bureaucratie qui, comme toujours, n'a d'autre but que de se fortifier et de s'agrandir. C'est cet état de choses qui a induit beaucoup de camarades à se retirer du mouvement syndical et même à le combattre comme quelque chose de réactionnaire et de nuisible. Mais il en est résulté que notre influence parmi ces ouvriers a diminué et que le champ a été laissé libre à ceux qui désiraient exploiter le mouvement dans un intérêt personnel ou dans un intérêt de parti qui n'avait rien de commun avec la cause de l'émancipation ouvrière. Bientôt on ne trouvait plus que des organisations avec un esprit étroit essentiellement conservateur, dont les trades-unions anglaises sont le type, ou des syndicats qui, sous

l'influence de politiciens très souvent « socialistes », étaient de simples machines électorales servant à hisser au pouvoir certains individus.

Heureusement d'autres camarades pensaient que le mouvement syndical avait toujours en soi un principe sain et que, plutôt que de l'abandonner aux politiciens, il vaut mieux entreprendre la tâche de ramener ces organisations à leur but premier et de tirer d'eux tous les avantages qu'elles offrent à la cause anarchiste. Et ces camarades ont réussi à créer, spécialement en France, un nouveau mouvement qui, sous le titre de « syndicalisme-révolutionnaire », cherche à organiser les ouvriers, indépendamment de toute influence bourgeoise et politique, afin de conquérir leur émancipation par l'action directe contre leurs maîtres.

Cela est évidemment un grand pas en avant; mais nous ne devons pas exagérer son importance et imaginer, comme le font certains camarades, que nous réaliserons l'anarchie tout naturellement par le développement progressif du syndicalisme.

Chaque institution a une tendance à étendre ses fonctions, à se perpétuer et à devenir son propre but. Il n'est donc pas surprenant que les initiateurs de ce mouvement, ceux qui y jouent le rôle le plus important se soient peu à peu habitués à regarder le syndicalisme comme l'équivalent de l'anarchisme, ou au moins comme le moyen suprême, remplaçant à lui tout seul tous les autres moyens, pour réaliser l'anar-

chie. Mais cela rend encore plus nécessaire d'éviter le danger et de bien définir notre position.

Le syndicalisme, malgré toutes les déclarations de ses partisans les plus ardents, contient en soi, par la nature même de ses fonctions, tous les éléments de dégénérescence qui ont corrompu les mouvements ouvriers dans le passé. En effet, étant un mouvement qui propose de défendre les intérêts présents des ouvriers, il doit nécessairement s'adapter aux conditions existantes et prendre en considération des intérêts qui viennent en première ligne dans la société telle qu'elle existe aujourd'hui.

Maintenant, en tant que les intérêts d'une section de travail coïncident avec les intérêts de toute la classe ouvrière, le syndicalisme est en soi une bonne école de solidarité; en tant que les intérêts des ouvriers d'un pays sont identiques aux intérêts des ouvriers des autres pays, le syndicalisme est un bon moyen pour développer la fraternité internationale; en tant que les intérêts du moment ne sont pas en contradiction avec les intérêts de l'avenir, le syndicalisme est en soi une bonne préparation pour la révolution. Mais malheureusement cela n'est pas toujours ainsi.

L'harmonie des intérêts, la solidarité parmi tous les hommes est un idéal auquel nous aspirons, c'est le but pour lequel nous luttons, mais cela n'est pas la condition actuelle, pas plus entre les hommes de la même classe qu'entre les

hommes de classes différentes. La règle aujourd'hui c'est l'antagonisme et l'interdépendance des intérêts en même temps; la lutte de chacun contre tous et de tous contre chacun. Et il ne peut pas en être autrement dans une société où, en conséquence du système capitaliste de production (c'est-à-dire une production fondée sur le monopole de moyens de production et organisée internationalement pour le profit de certains individus) il y a, en général, plus de bras que de travail à faire et plus de bouches que de pain pour les remplir.

Il est impossible de s'isoler soit comme individu, soit comme classe ou comme nation, puisque la condition de chacun dépend plus ou moins directement des conditions générales de toute l'humanité. Il est impossible de vivre dans un véritable état de paix, parce qu'il est nécessaire de se défendre et souvent même d'attaquer si on ne veut pas périr.

L'intérêt de chacun est de s'assurer un emploi et, comme conséquence, on se trouve en antagonisme — c'est-à-dire en concurrence — avec les sans-travail du même pays et avec les émigrants des autres pays. Chacun désire garder ou obtenir la meilleure place contre les autres ouvriers de la même industrie. Chacun a intérêt à vendre cher et à acheter bon marché et, par conséquent, comme producteur il se trouve en conflit avec tous les consommateurs et, quand il est consommateur, il se trouve en conflit avec tous les producteurs.

Union, entente, lutte solidaire contre l'exploiteur, sont des choses qui ne peuvent être obtenues aujourd'hui qu'en tant que les ouvriers, animés par la conception d'un idéal supérieur, ont appris à sacrifier leurs intérêts exclusifs et personnels aux intérêts communs, les intérêts du moment aux intérêts de l'avenir; et cet idéal d'une société de solidarité, de justice, de fraternité, ne peut être réalisé que par la destruction — en défiant toute légalité — des institutions existantes.

Offrir aux ouvriers cet idéal; mettre les intérêts larges de l'avenir avant les intérêts étroits et immédiats; rendre impossible l'adaptation aux conditions présentes; travailler toujours pour la propagande et l'action qui amèneront et accompliront la révolution, voilà les buts auquels doivent tendre les anarchistes dans les syndicats et au-dehors des syndicats.

Le syndicalisme ne peut pas faire cela ou ne peut en faire que très peu, il doit compter avec les intérêts présents et ces intérêts ne sont pas toujours, hélas! ceux de la révolution. Le syndicalisme ne doit pas ou ne doit pas trop excéder les limites de la légalité et à certains moments donnés il doit traiter avec les patrons et les autorités. Il doit s'occuper plutôt des intérêts de certaines sections d'ouvriers que des intérêts du public en général, des intérêts des syndicats plutôt que de la masse des sans-travail et des intérêts de la classe ouvrière.

Si le syndicalisme ne faisait pas cela il n'aurait aucune raison particulière d'exister et il perdrait son utilité principale qui est d'éduquer et d'habituer à la lutte les masses arriérées.

Et puisque les syndicats doivent rester ouverts à tout le monde, à tous ceux qui désirent obtenir des meilleures conditions de vie de leurs patrons, alors les opinions des syndicats sur la constitution générale de la société sont de moindre importance; ils sont amenés naturellement à modérer leurs aspirations, primo, pour ne pas effrayer les ouvriers arriérés qu'ils veulent attirer, et secundo, parce que, en proportion que le syndicat augmente numériquement, les personnes avancées, les initiateurs du mouvement se perdent dans la majorité qui s'occupe uniquement des petits intérêts du moment.

Ainsi on peut voir se développer dans tous les syndicats qui ont atteint une certaine position influente, la tendance à s'assurer — en accord avec plutôt que contre les patrons — une situation privilégiée, à créer des difficultés pour l'admission de nouveaux membres, pour l'admission des apprentis dans les fabriques; une tendance à amasser des fonds qu'ils craignent après de compromettre; à chercher la faveur des pouvoirs publics; à s'absorber entièrement dans la coopération et dans toutes espèces de mutualités et à devenir à la fin un élément conservateur dans la société.

Après tout cela, il me semble clair que le mouvement syndical ne peut pas remplacer le mouvement anarchiste et peut servir comme

moyen d'éducation et préparation révolutionnaire seulement s'il est mis en mouvement par l'impulsion, l'action et la critique anarchistes. Les anarchistes doivent s'abstenir de s'identifier avec le mouvement syndicaliste; ils ne doivent pas prendre pour but ce qui n'est qu'un des moyens de propagande et d'action. Ils doivent rester dans le syndicat pour donner une impulsion à la marche en avant et essayer de faire des syndicats autant que possible des instruments de combat en vue de la révolution sociale. Ils doivent travailler pour développer dans les syndicats tout ce qui peut augmenter son influence éducative, sa combativité, la propagande des idées, les grèves, l'esprit de prosélytisme, la méfiance et la haine des autorités et des politiciens, la pratique de la solidarité envers des individus et des groupes en lutte avec les maîtres du jour.

Les anarchistes dans les syndicats doivent combattre tout ce qui tend à les rendre égoïstes, pacifiques, conservateurs — la fierté professionnelle, l'esprit de corps, les fortes cotisations, l'accumulation des capitaux investis, les services d'assurance, la confiance dans les bons offices du gouvernement, les relations amicales avec les patrons, la nomination des employés bureaucrates payés et permanents.

Dans ces conditions, la participation des anarchistes au mouvement syndical peut avoir des bons résultats, mais seulement dans ces conditions.

Cette tactique peut quelquefois paraître, ou être véritablement nuisible aux intérêts immédiats de certains groupes, mais cela n'a aucune importance quand il s'agit de la cause anarchiste, c'est-à-dire de l'intérêt général et permanent de l'humanité. Nous souhaitons certainement, en attendant la révolution, d'arracher, aux gouvernements et aux patrons, le plus de liberté et de bien-être possible, mais nous ne compromettons jamais l'avenir pour quelque avantage momentané qui, du reste, est très souvent illusoire ou obtenu aux dépens d'autres ouvriers. Gardons-nous de nous-mêmes. La faute d'avoir abandonné le mouvement ouvrier a fait beaucoup de mal à l'anarchie, mais au moins l'a laissée pure avec son caractère distinctif.

L'erreur de confondre le mouvement anarchiste avec le syndicalisme sera beaucoup plus grave. Il nous arrivera ce qui est arrivé aux sociaux-démocrates aussitôt qu'ils sont entrés dans la lutte parlementaire. Ils ont gagné en force numérique mais en devenant chaque jour moins socialistes. Nous aussi nous deviendrons chaque jour plus nombreux, mais nous cesserons d'être anarchistes.

E. Malatesta.
(*Freedom*, novembre 1907)
(Traduction des *Temps Nouveaux*,
Paris, 28-12-1907).

LES ANARCHISTES ET LE MOUVEMENT OUVRIER

Les lecteurs ont pu voir dans la section « Notes romaines » du 15 juin un compte rendu sur les rapports entre les anarchistes et le mouvement ouvrier qui peut provoquer des critiques et qui, en tout cas, doit être expliqué. Par exemple : que signifient ces « groupes internes affiliés à l'Union Syndicale Italienne » que les anarchistes devraient former? Nous avons souvent dit que notre sympathie va à l'Union Syndicale Italienne et nous savons parfaitement que dans certaines régions du pays c'est grâce à l'activité de ces camarades que nos idées et nos méthodes se sont rapidement développées. Notre sympathie va également à toutes les organisations ouvrières, comme par exemple le Syndicat des Cheminots, la Fédération des Travailleurs maritimes, etc., lorsqu'ils font front aux patrons et au gouvernement ou lorsqu'ils affirment par leur pratique leur solidarité internationale aux travailleurs de tous les pays.

Mais c'est précisément à cause de notre sympathie et à cause des efforts que nous faisons et que nous demandons aux camarades de faire pour le mouvement ouvrier, qu'il faut bien se garder de confondre le mouvement anarchiste avec telle ou telle organisation ouvrière, et l'anarchisme avec le syndicalisme, en dépit de ce qu'il peut représenter en soi comme programme.

Voyons ce problème plus à fond.

Tout mouvement qui résiste et lutte contre le patronat rend les travailleurs conscients de l'injustice dont ils sont victimes, il les incite à demander et à chercher des conditions de vie toujours meilleures, il leur fait sentir la force issue de l'union et de la solidarité, il souligne et accentue l'antagonisme des intérêts qui existe entre ceux qui travaillent et ceux qui font travailler, il est donc une préparation de la transformation sociale totale à laquelle nous aspirons.

Cependant le mouvement ouvrier n'est pas révolutionnaire en soi, de lui-même il ne peut mener à la révolution. Bien plus, si les hommes et les partis, qui ont des idéaux supérieurs aux buts immédiats, qui se servent du mouvement ouvrier comme un moyen pour propager leurs idées et entraîner les masses vers une lutte radicale et définitive contre les institutions actuelles, viennent à manquer, alors l'organisation ouvrière devient facilement un élément de conservation sociale, de conciliation et de collaboration entre les classes et elle tend à créer une aristocratie et une bureaucratie ouvrière qui se forment dans le groupe initial d'une nouvelle classe privilégiée, laissant la grande masse dans un état d'infériorité définitive.

Il existe des preuves abondantes de cette dégénérescence du mouvement ouvrier en Amérique, en Angleterre, en France, en Allemagne et aussi en Italie avec la Confédération Générale du Travail. Les organisations ouvrières, issues

de l'effort de militants animés d'une aspiration fervente au mieux-être commun, prêts au sacrifice, donc pleinement révolutionnaires, ont toujours dégénéré en devenant plus fortes parce qu'elles ont laissé se développer l'esprit de corps, qu'elles ont préféré les intérêts spécifiques de l'organisation avant ceux de la collectivité, les petits avantages immédiats ont été choisis avant les grandes conquêtes futures qui exigent des luttes et des sacrifices continus.

Cela s'explique facilement. Une organisation ouvrière ne peut être seulement formée d'ouvriers émancipés intellectuellement et moralement qui ont un idéal comme programme et combattent pour le faire triompher. S'il en était ainsi, elle ne serait qu'un double des groupes politiques et serait inutile tant pour lutter contre les patrons que pour la propagande.

Chaque organisation ouvrière fait appel aux masses et cherche à enrôler le plus de gens possible. Pour ce faire, il faut rester au niveau des généralités et souligner avant tout les intérêts immédiats des travailleurs : demander des améliorations possibles aujourd'hui, ne pas beaucoup dépasser le niveau des aspirations présentes dans les différentes corporations des localités, traiter avec les patrons et l'autorité, faire donc œuvre de réformistes.

Or le réformisme est un puits dans le fond duquel croupissent les intrigues et la trahison.

Heureusement il existe des hommes conscients du danger et toujours en alerte, il y a des esprits

rebelles et généreux qui méprisent les petites améliorations et sont prêts à la lutte finale, mais le danger existe et afin de l'éviter, il est nécessaire au-dedans et au-dessus des organisations ouvrières qu'il y ait le mouvement politique, le groupe qui obéit à un idéal et pour qui la révolution sociale (anarchiste, en ce qui nous concerne) soit le but et tout le reste, un moyen.

Pour nous, les méfiances et les rivalités entre les différents groupes nous semblent secondaires. Aidons les organisations les plus proches de nous, combattons celles qui trahissent, à nos yeux, la révolution, mais aussi soutenons la nécessité pour les camarades de s'infiltrer partout pour porter notre propagande et notre esprit (9).

Les masses sont, plus ou moins, les mêmes dans quelque organisation qu'elles soient, et celles qui sont en dehors de toutes organisations, ne sont pas toujours les plus avancées.

Notre devoir est de travailler dans les masses, dans toutes les masses. Et surtout, notre devoir est d'être toujours nous-mêmes : anarchistes et révolutionnaires.

(*Umanità Nova*, 17-6-1920.)

SYNDICALISME ET ANARCHISME

Invité et presque forcé avec gentillesse à parler à la séance de clôture du dernier congrès de

l'Union Syndicale Italienne, j'ai prononcé des propos qui ont scandalisé les « syndicalistes purs », qui ont déplu à certains camarades sans doute parce qu'ils les considèrent inopportuns, et ce qui est pire, ils ont recueilli les applaudissements plus ou moins intéressés de personnes étrangères à l'Union Syndicale, éloignées de mes idées et de ma pensée.

Et cependant je ne fais que répéter des opinions déjà mille fois exprimées par moi, et qui me semblent faire intégralement partie du programme anarchiste! Il est donc utile de reprendre la question.

Il ne faut pas confondre le « syndicalisme », qui se veut une doctrine et une méthode pour résoudre la question sociale, et la propagande, l'existence et l'activité des syndicats ouvriers.

Les syndicats ouvriers (les ligues de résistances et les autres manifestations du mouvement ouvrier) sont indubitablement utiles : ils sont même une phase nécessaire de la montée du prolétariat. Ils tendent à donner conscience aux travailleurs de leurs véritables positions d'exploités et d'esclaves; ils développent en eux le désir de changer de situation; ils les habituent à la solidarité et la lutte, et par la pratique de la lutte, ils leur font comprendre que les patrons sont des ennemis et que le gouvernement est le défenseur des patrons. Les améliorations qu'on peut obtenir au moyen des luttes ouvrières sont certes peu de choses, puisque le principe de l'exploitation et de l'oppression d'une classe par

une autre demeure et puisque ces améliorations risquent toujours d'être illusoires et d'être supprimées aussitôt par le jeu des forces économiques des classes supérieures. Mais même pour incertaines et illusoires qu'elles sont, ces améliorations servent cependant à empêcher que la masse s'adapte et s'abrutisse dans une misère toujours égale, qui ôte le désir même d'une vie meilleure. La révolution que nous voulons, faite par la masse et se développant par son action, sans imposition de dictatures ni déclarée ni larvée, aurait du mal à se produire et à se consolider sans la présence antérieure d'un grand mouvement de masse.

Du reste, quoi qu'on puisse en penser, le mouvement syndical est un fait qui s'impose et n'a pas besoin de notre reconnaissance pour exister. Il est le fruit naturel, dans les conditions sociales actuelles, de la première révolte des ouvriers. Il serait absurde, voire préjudiciable, de vouloir que les travailleurs renoncent aux tentatives d'obtenir des améliorations immédiates, même petites, en attendant l'émancipation totale qui devra être le produit de la transformation sociale complète faite par la révolution.

C'est pourquoi, nous anarchistes soucieux avant tout de la réalisation de notre idéal, loin de nous désintéresser du mouvement ouvrier, nous devons y prendre une part active et chercher à ce que, tout en s'adaptant aux contingences nécessaires des petites luttes quoti-

diennes, il ait l'attitude la plus critique possible selon nos aspirations, et à ce qu'il devienne un moyen efficace d'élévation morale et de révolution.

Mais tout cela n'est pas le « syndicalisme » qui veut être une doctrine et une pratique en soi, et qui prétend que l'organisation ouvrière, faite pour la résistance et la lutte actuelle pour des améliorations actuellement accessibles, mène naturellement, tout en s'agrandissant, à la transformation complète des institutions sociales, syndicalisme qui serait la condition et la garantie d'une société égalitaire et libertaire.

La tendance de chacun à donner une grande importance à ce qu'il croit est un fait très compréhensible. Certains, férus d'anti-alcoolisme, de néo-malthusianisme, de langue internationale, etc., ont fini par voir dans leur propagande minuscule et fragmentaire la panacée à tous les maux de la société. Il n'est donc pas étonnant que ceux qui ont consacré tout leur enthousiasme, toute leur activité à un objectif aussi important et vaste que le mouvement ouvrier, finissent souvent par en faire un remède universel et suffisant en soi.

Et en fait il y eut, surtout en France, des anarchistes qui entrèrent dans le mouvement ouvrier avec les meilleures intentions pour porter notre message et propager nos méthodes au sein des masses et qui furent par la suite absorbés et transformés, criant « le syndicalisme se suffit à lui-même » ils finirent bientôt par

cesser d'être anarchistes. Sans parler de ceux qui trahirent sciemment et qui abandonnèrent même le syndicalisme et sous prétexte d' « union sacrée » se mirent au service du gouvernement et des patrons.

Mais si l'ivresse syndicaliste est explicable et pardonnable, ce n'est qu'une raison de plus pour être vigilant et pour ne pas privilégier un moyen, une forme de lutte potentiellement révolutionnaire, car laissés à eux-mêmes, ils peuvent devenir un instrument de conservation des privilèges et d'adaptation des masses les plus évoluées aux institutions sociales présentes.

Le mouvement ouvrier malgré tous ses mérites et toute sa potentialité ne peut être en soi un mouvement révolutionnaire, dans le sens de la négation des bases juridiques et morales de la société actuelle.

Chaque organisation nouvelle peut, dans l'esprit des fondateurs et dans les statuts, avoir les plus hautes aspirations et les buts les plus affirmés, mais si elle veut exercer la fonction propre au syndicat ouvrier, c'est-à-dire la défense actuelle des intérêts de ses membres, elle doit reconnaître en fait les institutions qu'elle nie en théorie, s'adapter aux circonstances et tenter d'obtenir, peu à peu, le plus possible, en traitant et en transigeant avec les patrons et le gouvernement.

En un mot le syndicat ouvrier est de par sa nature réformiste et non pas révolutionnaire. L'esprit révolutionnaire doit y être apporté,

développé et maintenu par le travail constant des révolutionnaires qui agissent en dehors et dans le syndicat, mais il ne peut provenir d'une pratique naturelle et normale. Au contraire, les intérêts actuels et immédiats des ouvriers associés, que le syndicat a pour mission de défendre, sont très souvent en contradiction avec les aspirations idéales et futures. Le syndicat ne peut faire une action révolutionnaire que s'il est imprégné de l'esprit de sacrifice et que dans la mesure où l'idéal est placé au-dessus des intérêts, c'est-à-dire seulement dans la mesure où il cesse d'être un syndicat économique pour devenir un groupe politique fondé sur un idéal, ce qui est impossible dans les grandes organisations qui ont besoin pour agir de l'accord des masses toujours plus ou moins égoïstes, peureuses et lentes.

Mais ce n'est pas le pire.

La société capitaliste est faite de telle manière qu'en général les intérêts de chaque classe, de chaque catégorie, de chaque individu sont en contradiction avec ceux de toutes les autres classes, catégories et individus. Et dans la vie pratique on observe les alliances et les oppositions les plus curieuses entre des classes et des individus qui, d'un point de vue de justice sociale, devraient être soit de plus en plus amis soit de plus en plus ennemis. Il arrive souvent qu'en dépit de la solidarité prolétarienne si proclamée, les intérêts d'une catégorie d'ouvriers sont opposés à ceux des autres ouvriers et

s'harmonisent avec ceux d'une partie des patrons. De même, il arrive qu'en dépit de la fraternité internationale si désirée, les intérêts actuels des ouvriers d'un pays les lient aux capitalistes autochtones et les fassent lutter contre les travailleurs étrangers : par exemple les différentes prises de position des organisations ouvrières sur la question des tarifs douaniers, et la volonté de participation des masses ouvrières dans les guerres entre les Etats capitalistes.

Je ne m'attarderai pas à citer de nombreux exemples d'oppositions d'intérêts entre les différentes catégories de producteurs et de consommateurs en raison du manque de place, et aussi parce que je suis las de répéter ce que j'ai déjà dit tant de fois : l'antagonisme entre les salariés et les chômeurs, les hommes et les femmes, les ouvriers nationaux et étrangers, les travailleurs du secteur public et les travailleurs qui utilisent ce secteur public, entre ceux qui savent un métier et ceux qui veulent l'apprendre, etc.

Je rappellerai ici l'intérêt que les ouvriers des industries de luxe ont à ce que les classes riches soient prospères, ainsi que ceux des multiples catégories de travailleurs dans différentes localités qui veulent que les « affaires » marchent, même aux dépens des autres localités et la production nécessaire aux masses. Et que dire des travailleurs qui sont dans des industries dangereuses pour la société et des simples individus qui n'ont pas d'autres moyens de gagner leur vie? Essayez donc, en temps normal, lorsqu'on

ne croit pas dans l'imminence de la révolution, d'aller persuader les ouvriers des arsenaux menacés par le manque de travail de ne pas demander au gouvernement la construction d'un nouveau croiseur (10)! Et essayez de résoudre, si vous le pouvez, par des moyens syndicaux et sans défavoriser personne, le conflit entre les dockers qui n'ont rien d'autre pour assurer leur vie que de monopoliser le travail à leur avantage, et les nouveaux arrivants, les « non-officiels », qui exigent leur droit au travail et à la vie!

Tout ceci, et bien d'autres choses qu'on pourrait dire, montre que le mouvement ouvrier en soi, sans le ferment des idées révolutionnaires en opposition aux intérêts présents et immédiats des ouvriers, sans la critique et l'impulsion des révolutionnaires, loin de mener la transformation de la société à l'avantage de tous, tend à fomenter des égoïsmes de catégories et à créer une classe d'ouvriers privilégiés au-dessus de la grande masse des déshérités.

Ainsi s'explique le fait que dans tous les pays, les organisations ouvrières, à mesure qu'elles ont grandi et se sont renforcées, sont devenues conservatrices et réactionnaires (11). Ceux qui ont consacré au mouvement ouvrier leurs efforts, honnêtement et en ayant comme but une société de bien-être et de justice pour tous, sont condamnés à un travail de Sysiphe et doivent à chaque fois recommencer de zéro.

Il n'est pas vrai comme le prétendent les

syndicalistes que l'organisation ouvrière d'aujourd'hui servira de cadre à la société future et facilitera le passage du régime bourgeois au régime égalitaire.

C'est une idée qui était en vigueur parmi les membres de la I[re] Internationale. Et si ma mémoire ne m'abuse, dans les écrits de Bakounine, on trouve que la nouvelle société serait réalisée par l'entrée de tous les travailleurs dans les sections de l'Internationale.

Mais il me semble que c'est une erreur.

Les cadres des organisations ouvrières actuelles correspondent aux conditions contemporaines de la vie économique qui résulte de l'évolution historique de la société et de l'imposition du capitalisme. Mais la nouvelle société ne peut se faire qu'en brisant les cadres et en créant de nouveaux organismes correspondants aux nouvelles conditions et aux nouveaux buts sociaux.

Les ouvriers sont aujourd'hui groupés selon les métiers qu'ils exercent, les industries auxquelles ils appartiennent, selon les patrons contre lesquels ils doivent lutter, ou les commerces auxquels ils sont liés. A quoi serviront ces groupements lorsque, après la suppression du patronat et le bouleversement des rapports commerciaux, une bonne partie des métiers et des industries actuelles devront disparaître, certains définitivement parce qu'ils sont inutiles et dangereux, d'autres momentanément parce que bien qu'utiles dans l'avenir, ils n'auraient pas de

raison d'être ni de possibilité dans la période troublée de la crise sociale? A quoi serviront, pour citer un exemple entre mille, les organisations des tailleurs de marbre de Carrare (12), lorsqu'il faudra qu'ils aillent cultiver la terre pour accroître la production alimentaire, en laissant pour l'avenir la construction des monuments et des palais de marbre?

Bien sûr, les organisations ouvrières, en particulier sous la forme coopérative (qui tendent d'autre part en régime capitaliste à saper la résistance ouvrière) peuvent servir à développer chez les travailleurs les capacités techniques et administratives. Mais au moment de la révolution et de la réorganisation sociale, elles doivent disparaître et se fondre dans les nouveaux groupements populaires que les circonstances exigeront. C'est le but des révolutionnaires de chercher à empêcher qu'il s'y développe un esprit de corps, qui serait un obstacle à la satisfaction des nouveaux besoins de la société.

Donc, selon moi, le mouvement ouvrier est un moyen à utiliser aujourd'hui pour élever et éduquer les masses, pour l'inévitable choc révolutionnaire. Mais c'est un moyen qui présente des inconvénients et des dangers. Et nous anarchistes nous devons œuvrer pour neutraliser ces inconvénients, parer les dangers et utiliser autant que possible le mouvement pour nos fins.

Cela ne veut pas dire que nous voudrions, comme cela a été dit, asservir le mouvement ouvrier à notre parti. Nous serions certes

contents que *tous* les ouvriers, que tous les hommes fussent anarchistes, ce qui est la tendance idéale de tout propagandiste. Mais, dans ce cas, l'anarchie serait une réalité, et ces discussions seraient inutiles.

Dans l'état actuel des choses nous voulons que le mouvement ouvrier, ouvert à tous les courants d'idées et prenant part à tous les aspects de la vie sociale, économique et morale, vive et se développe sans aucune domination de parti, du nôtre comme des autres.

Pour nous, il n'est pas très important que les travailleurs veulent plus ou moins : l'important est que ceux qui veulent, cherchent à conquérir eux-mêmes, avec leur force, leur *action directe* en opposition aux capitalistes et au gouvernement.

Une petite amélioration arrachée par la force autonome, vaut plus à cause de ses effets moraux et, à la longue, même ses effets matériels, qu'une grande réforme concédée par le gouvernement ou les capitalistes avec des fins trompeuses ou même par pure et simple gentillesse.

(*Umanità Nova*, 6-4-1922)

ENTRE PAYSANS (Extraits).

JACQUES : Tout cela est très beau, et je n'y contredis pas; mais enfin, les messieurs ont la

fortune, et à la fin du compte, nous devons les remercier, parce que, sans eux, on ne pourrait pas vivre.

PIERRE. — S'ils ont la fortune, c'est qu'ils l'ont prise de force et l'ont augmentée en prenant le fruit du travail des autres. Mais ils peuvent la perdre de la même manière qu'ils l'ont acquise. Jusqu'ici, dans le monde, les hommes se sont fait la guerre les uns aux autres; ils ont cherché à s'enlever mutuellement le pain de la bouche, et chacun s'est estimé heureux s'il a pu soumettre son semblable et s'en servir comme d'une bête de somme. Mais il est temps de mettre un terme à cette situation. A se faire la guerre, on ne gagne rien, et l'homme n'a récolté de tout cela que la misère, l'esclavage, le crime, la prostitution, et, de temps à autre, de ces saignées qui s'appellent guerres et révolutions. S'ils voulaient, au contraire, se mettre d'accord, s'aimer et s'aider les uns les autres, on ne verrait plus ces malheurs; il n'y aurait plus de gens qui possèdent beaucoup pendant que d'autres n'ont rien, et l'on ferait en sorte que tous soient aussi bien que possible.

Je sais bien que les riches, qui se sont habitués à commander et à vivre sans travailler, ne veulent plus entendre parler d'un changement de système. Nous agirons en conséquence. S'ils veulent enfin comprendre qu'il ne doit plus y avoir de haine et d'inégalité entre les hommes et que tous doivent travailler, tant mieux; si, au

contraire, ils prétendent continuer à jouir des fruits de leurs violences et des vols commis par eux ou par leurs pères, alors, tant pis pour eux : ils ont pris par force tout ce qu'ils possèdent; par la force, aussi, nous le leur enlèverons. Si les pauvres savent s'entendre, ils sont les plus forts.

JACQUES : Mais alors, quand il n'y aura plus de messieurs, comment fera-t-on pour vivre? Qui donnera à travailler?

PIERRE : Quelle question! Mais vous voyez tous les jours comment cela se passe : c'est vous qui piochez, semez et fauchez; c'est vous qui battez le grain et le portez dans le grenier; c'est vous qui faites le vin, l'huile et le fromage, et vous me demandez comment on fera pour vivre sans les messieurs? Demandez-moi plutôt comment les messieurs feraient pour vivre si nous n'étions pas là, nous, pauvres imbéciles, travailleurs de la campagne et de la ville, qui peinons à les nourrir et à les vêtir, et qui leur laissons prendre nos filles afin qu'ils puissent se divertir.

Il y a un moment, vous vouliez remercier les patrons parce qu'ils vous font vivre. Vous ne comprenez donc pas que ce sont eux qui vivent de votre travail et que chaque morceau de pain qu'ils mangent est enlevé à vos enfants; que chaque cadeau qu'ils font à leur femme représente la misère, la faim, le froid, peut-être même la prostitution pour les vôtres?

Qu'est-ce que produisent les messieurs? Rien! Donc, tout ce qu'ils consomment est enlevé aux travailleurs.

Supposons que, demain, tous les ouvriers des champs disparaissent; il n'y aura plus personne pour travailler la terre, et tout le monde mourra de faim. Que les cordonniers disparaissent, on ne fera plus de souliers; que les maçons disparaissent, on ne pourra plus faire de maisons, et ainsi de suite. Que chaque classe de travailleurs vienne à manquer l'une après l'autre, avec elle disparaîtra une branche de la production, et l'homme devra se priver des objets utiles ou nécessaires.

Mais quel préjudice ressentirait-on de la disparition des messieurs? Ce serait comme si disparaissaient les sauterelles.

JACQUES : Oui, c'est bien nous, en effet, qui produisons tout; mais comment ferais-je, moi, pour produire du blé, si je n'ai ni terre, ni animaux, ni semence? Crois-moi, il n'y a pas moyen de faire autrement; il faut nécessairement être sous la dépendance des patrons.

PIERRE : Voyons, Jacques, est-ce que nous nous comprenons, oui ou non? Il me semble vous avoir déjà dit qu'il faut enlever aux maîtres ce qui sert à travailler et à vivre : la terre, les outils, les semences, tout. Je le sais bien, moi : tant que la terre et les instruments de travail appartiendront aux maîtres, le travailleur devra être toujours un sujet et ne récoltera qu'esclavage et misère. C'est pourquoi, retenez bien ceci, la première chose à faire, c'est d'enlever la propriété aux bourgeois; sans cela, le monde ne pourra jamais s'améliorer.

JACQUES : Tu as raison, tu l'avais dit. Mais, que veux-tu, ce sont pour moi des choses si nouvelles que je m'y perds.

Mais explique-moi un peu comment tu voudrais faire. Cette propriété enlevée aux riches, qu'en ferait-on? On se la partagerait, n'est-ce pas?

PIERRE : Pas du tout. Et quand vous entendrez dire que nous voulons partager, que nous voulons prendre la place de ceux qui possèdent, sachez que celui qui dit cela est un ignorant ou un méchant.

JACQUES : Mais alors? Je n'y comprends plus rien.

PIERRE : Et pourtant, ce n'est pas difficile : nous voulons mettre tout en commun.

Nous partons de ce principe que tous doivent travailler et que tous doivent être le mieux possible. Dans ce monde, on ne peut vivre sans travailler; si un homme ne travaillait pas, il devrait vivre sur le travail des autres, ce qui est injuste et nuisible. Mais, bien entendu, quand je dis que tous doivent travailler, je veux dire tous ceux qui peuvent le faire. Les estropiés, les impotents, les vieillards doivent être entretenus par la société, parce que c'est un devoir d'humanité de ne faire souffrir personne; du reste, nous deviendrons tous vieux, et nous pouvons devenir estropiés ou impotents d'un moment à l'autre, aussi bien que tous ceux qui nous sont chers.

Maintenant, si vous réfléchissez bien, vous verrez que toutes les richesses, c'est-à-dire tout

ce qui existe d'utile à l'homme, peuvent se diviser en deux parts. L'une, qui comprend la terre, les machines et tous les instruments de travail, le fer, le bois, les pierres, les moyens de transport, etc., est indispensable pour travailler et doit être mise en commun pour servir à tous comme instrument de travail. Quant au mode de travail, c'est une chose qu'on verra plus tard. Le mieux serait, je crois, de travailler en commun, parce que, de cette manière, on produit plus, avec moins de fatigue. D'ailleurs, il est certain que le travail en commun sera adopté partout, car, pour travailler chacun séparément, il faudrait renoncer à l'aide des machines qui simplifient et diminuent le travail de l'homme. Du reste, quand les hommes n'auront plus besoin de s'enlever le pain de la bouche les uns aux autres, ils ne seront plus comme chiens et chats et trouveront du plaisir à être ensemble et à faire les choses en commun. On laissera, bien entendu, travailler seuls ceux qui voudront le faire : l'essentiel, c'est que personne ne puisse vivre sans travailler, obligeant ainsi les autres à travailler pour son compte; mais cela ne pourra plus arriver. En effet, chacun ayant droit à la matière du travail, nul ne voudra certainement se mettre au service d'un autre.

L'autre partie des richesses comprend les choses qui servent directement aux besoins de l'homme, comme les aliments, les vêtements, les maisons. Celles-ci, il faut les mettre en commun et les distribuer de manière qu'on puisse aller

jusqu'à la nouvelle récolte et attendre que l'industrie ait fourni de nouveaux produits. Quand aux choses qui seront produites après la révolution, alors qu'il n'y aura plus de patrons oisifs vivant sur les fatigues des prolétaires affamés, on les répartira suivant la volonté des travailleurs de chaque pays. Si ceux-ci veulent travailler en commun, tout sera pour le mieux; on cherchera alors à régler la production de manière à satisfaire les besoins de tous et la consommation de manière à assurer à tous la plus grande somme de bien-être, et tout sera dit.

Si l'on ne procède pas ainsi, il faudra calculer ce que chacun produit, afin que chacun puisse prendre la quantité d'objets équivalente à sa production. C'est là un calcul assez difficile, que je crois, pour ma part, presque impossible; ce qui fait que lorsqu'on verra la difficulté de la distribution proportionnelle, on acceptera plus facilement l'idée de mettre tout en commun.

Mais, de toute manière, il faudra que les choses de première nécessité, comme le pain, les habitations, l'eau et les choses de ce genre, soient assurées à tous, indépendamment de la quantité de travail que chacun peut fournir. Quelle que soit l'organisation adoptée, l'héritage ne doit plus exister, parce qu'il n'est pas juste que l'un trouve en naissant la richesse, et l'autre la faim et le travail. Même si l'on admet l'idée que chacun est maître de ce qu'il a produit et peut faire des économies pour son compte

personnel, il faudra qu'à sa mort ces économies retournent à la communauté.

Les enfants, cependant, devront être élevés et instruits aux frais de tous, et de manière à leur procurer le plus grand développement et la meilleure instruction possible. Sans cela, il n'y aurait ni justice ni égalité; on violerait le principe du droit de chacun aux instruments de travail; il ne suffirait pas de donner aux hommes la terre et les machines, si l'on ne cherchait à les mettre tous en état de s'en servir le mieux possible.

De la femme, je ne vous dis rien, parce que, pour nous, la femme doit être l'égale de l'homme, et quand nous parlons de l'homme, nous voulons dire l'humanité, sans distinction de sexe.

JACQUES : Il y a une chose, pourtant : prendre la fortune aux messieurs qui ont volé et affamé les pauvres gens, c'est bien; mais si un homme, à force de travail et d'économie, est parvenu à mettre de côté quelques sous, à acheter un petit champ ou à ouvrir une petite boutique, de quel droit pourrais-tu lui enlever ce qui est vraiment le fruit de son travail?

PIERRE : Vous me dites là une chose bien invraisemblable. Il est impossible de faire des économies, aujourd'hui que les capitalistes et le gouvernement prennent le plus clair des produits; et vous devriez le savoir, vous qui, après tant d'années de travail assidu, êtes aussi pauvre que devant. Du reste, je vous ai déjà dit que

chacun a droit aux matières premières et aux instruments de travail; c'est pourquoi si un homme possède un petit champ, pourvu qu'il le travaille de ses mains, il pourra bien le garder, et on lui donnera en outre les outils perfectionnés, les engrais, et tout ce qui sera nécessaire pour qu'il puisse faire produire à la terre le plus possible. Certainement, il sera préférable qu'on mette tout en commun; mais, pour cela, il n'y aura pas besoin de forcer personne, parce que le même intérêt conseillera à tous d'adopter le système du communisme. Avec la propriété et le travail communs, tout ira beaucoup mieux qu'avec le travail isolé, d'autant plus qu'avec l'invention des machines, le travail isolé devient relativement toujours plus impuissant.

JACQUES : Ah! les machines! voilà les choses qu'on devrait brûler! Ce sont elles qui cassent les bras et enlèvent le travail aux pauvres gens. Ici, dans nos campagnes, on peut compter que, chaque fois qu'il arrive une machine, notre salaire diminue, et qu'un certain nombre d'entre nous restent sans travail, forcés de partir ailleurs, pour ne pas mourir de faim. A la ville, cela doit être pire. Au moins, s'il n'y avait pas de machines, les messieurs auraient plus besoin de notre travail, et nous vivrions un peu mieux.

PIERRE : Vous avez raison, Jacques, de croire que les machines sont une des causes de la misère et du manque de travail; mais cela provient de ce qu'elles appartiennent aux riches. Si elles appartenaient aux travailleurs, ce serait

tout le contraire : elles seraient la cause principale du bien-être de l'humanité. En effet, les machines ne font, en réalité, que travailler à notre place, et plus rapidement que nous. Grâce aux machines, l'homme n'aura plus besoin de travailler pendant de longues heures pour satisfaire ses besoins et ne sera plus condamné à de pénibles travaux, qui excèdent ses forces physiques. C'est pourquoi, si les machines étaient appliquées à toutes les branches de la production et appartenaient à tous, on pourrait, en quelques heures de travail léger et agréable, suffire à tous les besoins de la consommation, et chaque ouvrier aurait le temps de s'instruire, d'entretenir des relations d'amitié, de vivre, en un mot, et de jouir de la vie en profitant de toutes les conquêtes de la civilisation et de la science. Donc, souvenez-vous-en bien, il ne faut pas détruire les machines, il faut s'en emparer. Et puis, sachez que les messieurs feraient tout aussi bien défendre leurs machines contre ceux qui voudraient les détruire que contre ceux qui tenteraient de s'en emparer; donc, puisqu'il faudrait faire le même effort et courir les mêmes périls, ce serait proprement une sottise de les détruire plutôt que de les prendre. Voudriez-vous détruire le blé et les maisons s'il y avait moyen de les partager entre tous? Certainement non. Eh bien! il faut en agir de même avec les machines, parce que, si elles sont entre les mains des patrons les instruments de notre misère et de

notre servitude, elles deviendront dans nos mains des instruments de richesse et de liberté.

JACQUES : Mais, pour que tout allât bien avec ce système, il faudrait que tout le monde travaillât de bonne volonté. N'est-ce pas?

PIERRE : Certainement.

JACQUES : Et s'il y en a qui veulent vivre sans travailler? La fatigue est dure et ne plaît même pas aux chiens.

PIERRE : Vous confondez la société, telle qu'elle est aujourd'hui, avec la société telle qu'elle sera après la révolution. La fatigue, avez-vous dit, ne plaît pas même aux chiens; mais pourquoi voudriez-vous rester des journées entières sans rien faire?

JACQUES : Moi, non, parce que je suis habitué au travail, et quand je n'ai rien à faire, il me semble que les mains me démangent; mais il y en a tant qui resteraient toute la journée à l'auberge à jouer aux cartes ou à se promener sans rien faire.

PIERRE : Aujourd'hui; mais après la révolution, il n'en sera plus de même, et je vous dirai pourquoi. Aujourd'hui, le travail est pénible, mal payé et méprisé. Aujourd'hui, celui qui travaille doit se tuer de fatigue, mourir de faim et être traité comme une bête de somme. Celui qui travaille n'a aucun espoir, il sait qu'il devra finir sa vie à l'hôpital, s'il ne la finit pas aux galères; ne pouvant s'occuper de sa famille, il ne jouit en rien de la vie et souffre continuellement des mauvais traitements et des humiliations de

toutes sortes. Celui qui ne travaille pas, au contraire, jouit de toutes ses aises; il est prisé, estimé; tous les honneurs, tous les plaisirs sont pour lui. Même parmi les ouvriers, celui qui travaille le moins et fait les choses les moins pénibles gagne davantage et est plus estimé. Quoi d'étonnant alors que les gens travaillent avec dégoût et saisissent avec empressement l'occasion de ne rien faire?

Quand, au contraire, le travail se fera dans des conditions humaines, pour un temps raisonnable, et conformément aux lois d'hygiène; quand le travailleur saura qu'il travaille pour le bien-être des siens et de tous les hommes; quand le travail sera la condition indispensable pour être estimé dans la société et que le paresseux sera livré au mépris public comme aujourd'hui l'espion et l'entremetteur, qui voudra alors renoncer à la joie de se savoir utile et aimé, pour vivre dans une oisiveté aussi funeste à son corps qu'à son esprit?

Aujourd'hui même, à part quelques rares exceptions, tout le monde éprouve une répugnance invincible, comme instinctive, pour le métier de mouchard et pour celui d'entremetteur. Et pourtant, en faisant ces métiers abjects, on gagne beaucoup plus qu'à piocher la terre; on travaille peu ou point, et l'on est plus ou moins protégé par l'autorité. Mais comme ce sont des métiers infâmes, qui marquent une profonde abjection morale, presque tous les hommes préfèrent l'infamie, mais c'est parce

qu'ils ont été obligés de choisir entre celle-ci et la misère. Quel est, au contraire, celui qui choisirait une vie infâme et méprisable, s'il pouvait, en travaillant, avoir le bien-être et l'estime publique? Certes, si un tel fait venait à se produire, il serait si contraire au naturel de l'homme qu'on devrait le considérer comme un cas de folie quelconque.

Et, n'en doutez pas : la réprobation publique contre la paresse ne manquerait pas de se produire, parce que le travail est le premier besoin d'une société; le paresseux non seulement ferait du mal à tous en vivant sur le produit des autres, sans contribuer par son travail aux besoins de la communauté; mais il romprait l'harmonie de la nouvelle société et serait l'élément d'un parti de mécontents qui pourrait désirer le retour au passé. Les collectivités sont comme les individus : elles aiment et honorent ce qui est ou qu'elles croient utile; elles haïssent et méprisent ce qu'elles savent ou croient nuisibles. Elles peuvent se tromper, et se trompent même trop souvent; mais, dans le cas dont il s'agit, l'erreur n'est pas possible, parce qu'il est de toute évidence que celui qui ne travaille pas mange et boit aux dépens des autres et fait tort à tous.

Pour faire la preuve de cela, supposez que vous êtes associé avec d'autres hommes pour faire en commun un travail dont vous partagerez le produit en parties égales; certainement, alors, vous aurez des égards pour ceux de vos

compagnons qui seront faibles ou inhabiles; mais quant au paresseux, vous lui rendrez la vie tellement dure qu'il vous quittera ou aura bientôt envie de travailler. C'est ce qui arrivera dans la grande société, alors que la fainéantise de quelques-uns pourra produire un dommage sensible.

Et puis, à la fin du compte, si l'on ne pouvait marcher de l'avant, à cause de ceux qui ne voudraient pas travailler, ce que je crois impossible, le remède sera facile à trouver : on les expulsera, parbleu, de la communauté. Alors, n'ayant droit qu'à la matière première et aux instruments de travail, ils seront bien forcés de travailler s'ils veulent vivre.

JACQUES : Tu commences à me convaincre; mais, dis-moi, tous les hommes seraient-ils obligés de travailler la terre?

PIERRE : Pourquoi cela? L'homme n'a pas besoin seulement de pain, de vin et de viande; il lui faut aussi des maisons, des vêtements, des livres; en un mot, tout ce que les travailleurs de tous les métiers produisent, et personne ne peut pourvoir seul à tous ses besoins. Déjà, pour travailler la terre, est-ce que l'on n'a pas besoin du forgeron et du menuisier qui font les outils, et par suite, du mineur qui déterre le fer, et du maçon qui construit les maisons, les magasins, et ainsi de suite? Donc, il n'est pas dit que tous travailleront la terre, mais que tous feront des œuvres utiles.

La variété des métiers permettra d'ailleurs à

chacun de choisir l'œuvre qui lui conviendra le mieux, et ainsi, du moins, dans la mesure du possible, le travail ne sera plus pour l'homme qu'un exercice, qu'un divertissement ardemment désiré.

JACQUES : Donc, chacun sera libre de choisir le métier qu'il voudra?

PIERRE : Certainement, en ayant soin que les bras ne se portent pas exclusivement sur certains métiers et ne manquent pas à d'autres. Comme on travaillera dans l'intérêt de tous, il faut faire en sorte que tout ce qui est nécessaire soit produit, en conciliant autant que possible l'intérêt général et les préférences individuelles. Mais vous verrez que tout s'arrangera pour le mieux, quand il n'y aura plus de patrons qui nous font travailler pour un morceau de pain, sans que nous puissions nous occuper de savoir à quoi et à qui sert notre travail.

JACQUES : Tu dis que tout s'arrangera, et moi, au contraire, je crois que personne ne voudra faire les métiers pénibles; tous voudront être avocats ou docteurs. Qui labourera la terre? Qui voudra risquer sa santé et sa vie dans les mines? Qui voudra entrer dans les puits noirs et toucher au fumier?

PIERRE : Ah! quant aux avocats, laissez-les de côté, car c'est là, comme les prêtres, une gangrène que la révolution sociale fera disparaître complètement. Parlons des travaux utiles, et non de ceux faits aux dépens du prochain; sinon, il faudra compter aussi comme travailleur

l'assassin des rues, qui, souvent, doit supporter de grandes souffrances.

Aujourd'hui, nous préférons un métier à un autre, non parce qu'il est plus ou moins conforme à nos facultés et à nos goûts, mais parce qu'il est plus facile à apprendre, parce que nous gagnons ou espérons gagner plus, parce que nous pensons trouver plus facilement de l'occupation, et, en seconde ligne seulement, parce que tel ou tel travail peut être moins pénible qu'un autre. En somme, le choix d'un métier nous est surtout imposé par notre naissance, le hasard et les préjugés sociaux. Par exemple, le métier de laboureur est un métier qui ne plairait à aucun citadin, même parmi les plus misérables. Et pourtant, l'agriculture n'a rien de répugnant en soi, et la vie des champs ne manque pas de plaisir. Bien au contraire, si vous lisez les poètes, vous les voyez pleins d'enthousiasme pour la vie champêtre. Mais la vérité est que les poètes qui font des livres n'ont jamais labouré la terre, tandis que les cultivateurs se tuent de fatigue, meurent de faim, vivent plus mal que les bêtes, et sont traités comme des gens de rien, tellement que le dernier vagabond des villes se trouve offensé de s'entendre appelé paysan. Comment voulez-vous alors que les gens travaillent volontiers la terre? Nous-mêmes, qui sommes nés à la campagne, nous la quittons aussitôt que nous en avons la possibilité, parce que, quoi que nous fassions, nous sommes mieux ailleurs et plus respectés. Mais qui de

nous voudrait quitter les champs s'il travaillait pour son compte et trouvait dans le travail de la terre bien-être, liberté et respect?

Il en est de même pour tous les métiers, parce que le monde est ainsi fait aujourd'hui que plus un travail est nécessaire, pénible, plus il est mal rétribué, méprisé et fait dans des conditions inhumaines. Par exemple, allez dans l'atelier d'un orfèvre, et vous trouverez que, en comparaison des immondes taudis dans lesquels nous vivons, nous, le local est propre, bien aéré, chauffé l'hiver; que le travail quotidien n'est pas très long, et que les ouvriers, quoique mal payés, car le patron leur prend encore le meilleur de leur produit, sont cependant assez bien traités par rapport aux autres travailleurs; la soirée, pour eux, est une fête; quand ils ont quitté la veste de travail, ils vont où ils veulent, sans craindre que les gens les toisent et les bafouent. Au contraire, allez dans une mine, et vous verrez de pauvres gens, qui travaillent sous terre, dans un air pestilentiel, et qui consument en peu d'années leur vie pour un salaire dérisoire; si, par hasard, après avoir fini leur travail, ils se permettent d'aller là où se réunissent les messieurs, bien heureux si on ne les chasse que par des railleries! Comment s'étonner après cela qu'un homme préfère être orfèvre que mineur?

Je ne vous dis rien de ceux qui ne manient d'autres ustensiles que la plume. Figurez-vous cela : un homme qui ne fait que de mauvais articles de journaux gagne dix fois plus qu'un

paysan, et il est estimé bien plus qu'un honnête travailleur.

Par exemple, les journalistes travaillent dans des salles élégantes; les cordonniers, dans de tristes échoppes; les ingénieurs, les médecins, les artistes, les professeurs, quand ils ont du travail et qu'ils savent bien leur métier, vivent comme des seigneurs; les maçons, au contraire, les imprimeurs, les ouvriers de toutes sortes, et l'on peut ajouter aussi les maîtres d'école, meurent de faim, même en se tuant au travail. Je ne veux pas dire par cela, entendez-moi bien, que seul le travail manuel est utile, car l'étude est, au contraire, le seul moyen de vaincre la nature, de se civiliser et d'acquérir plus de liberté et de bien-être, les médecins, les ingénieurs, les chimistes, les professeurs, sont aussi utiles et nécessaires dans la société moderne que les paysans et autres ouvriers. Je veux dire seulement que tous les travaux utiles doivent être également appréciés et faits de telle sorte que le travailleur trouve une égale satisfaction à les faire; je veux dire aussi que les travaux intellectuels, qui sont par eux-mêmes un grand plaisir, qui donnent à l'homme une grande supériorité sur celui qui reste dans l'ignorance, doivent être accessibles à tous, et non pas rester le privilège d'un petit nombre.

Jacques : Mais si tu dis toi-même que le travail intellectuel est un grand plaisir qui donne un avantage sur ceux qui sont ignorants, il est clair que tous voudront étudier, moi tout le

premier. Et alors, qui fera les travaux manuels?

Pierre : Tous; parce que, tout en étudiant les lettres et les sciences, on doit faire aussi un travail physique : tous doivent travailler avec la tête et les bras. Ces deux genres de travail, loin de se nuire, se soutiennent, parce que l'homme, pour se bien porter, a besoin d'exercer tous ses organes : le cerveau aussi bien que les muscles. Celui qui a l'intelligence développée et qui est habitué à penser, réussit mieux dans le travail manuel, et celui qui est en bonne santé, comme on est lorsqu'on exerce ses membres dans des conditions plus hygiéniques, a aussi l'esprit plus éveillé et plus pénétrant.

Du reste, puisque les deux genres de travail sont nécessaires, puisque l'un d'eux est plus agréable que l'autre, et que, grâce à lui, l'homme acquiert la conscience et la dignité, il n'est pas juste qu'une partie de l'humanité soit condamnée à l'abrutissement du travail exclusivement manuel, pour laisser à quelques hommes seulement le privilège de la science et par suite du pouvoir; par conséquent, je le répète, tous doivent travailler à la fois physiquement et intellectuellement.

Jacques : Cela aussi, je le comprends; mais, parmi les travaux manuels, il y en aura toujours qui seront durs et d'autres faciles, il y en aura de beaux et de laids. Qui voudra, par exemple, se faire mineur ou vidangeur?

Pierre : Si vous saviez, mon cher Jacques, quelles inventions et quelles études on a faites et

l'on fait chaque jour, vous comprendriez que, même aujourd'hui, si l'organisation du travail ne dépendait pas de ceux qui ne travaillent pas et qui, par conséquent, ne s'inquiètent nullement du bien-être des travailleurs, même aujourd'hui tous les métiers manuels pourraient être exercés dans des conditions telles qu'ils n'auraient plus rien de répugnant, de malsain, et de trop pénible, et, par conséquent, pourraient être exercés par les travailleurs qui les choisiraient volontairement. Si la chose est possible, actuellement, représentez-vous alors ce qui arriverait, le jour où tous devant travailler, les efforts et les études de tous seraient dirigés de manière à rendre le travail moins lourd et plus agréable!

Et si, après cela, il y avait encore des métiers qui continueraient à être plus durs que les autres, on chercherait à compenser cette inégalité au moyen de certains avantages; sans compter que lorsqu'on travaille tous en commun dans l'intérêt de tous, on voit naître cet esprit de fraternité et de condescendance qui est le propre de la famille, de telle sorte que, bien loin de vouloir s'épargner une fatigue, chacun cherche à faire lui-même les choses les plus pénibles.

JACQUES : Tu as raison, mais si tout cela n'arrive pas, comment fera-t-on?

PIERRE : Eh bien! si, malgré tout, il restait encore des travaux nécessaires que personne ne voudrait faire par libre choix, alors nous les ferions tous, chacun un peu en travaillant, par exemple, un jour par mois, une semaine par an

ou autrement. Mais soyez tranquille si une chose est nécessaire à tous, on trouvera bien le moyen de la faire. Est-ce qu'aujourd'hui nous n'acceptons pas d'être soldat pour plaire à d'autres? Est-ce que nous n'allons pas combattre contre des gens qui ne nous ont fait aucun mal, et même contre nos amis et nos frères? Il vaudra mieux, je crois, être travailleurs pour notre plaisir et pour le bien de tous.

JACQUES : Tu sais que tu commences à me persuader. Pourtant il y a encore quelque chose qui n'entre pas bien dans ma tête. C'est une grosse affaire d'enlever la propriété aux messieurs. Je ne sais pas, mais... est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de faire autrement?

PIERRE : Et comment voulez-vous faire? Tant qu'elle restera entre les mains des riches, ce sont eux qui commanderont et chercheront leurs intérêts sans s'occuper des nôtres, comme ils ont fait depuis que le monde est monde. Mais pourquoi ne voulez-vous pas enlever la propriété aux messieurs? Croyez-vous par hasard que ce serait une chose injuste, une mauvaise action?

JACQUES : Non pas; après ce que tu m'as dit, il me paraît que ce serait une sainte chose, puisque, en la leur arrachant, nous leur arracherons aussi notre chair dont ils se gorgent. Et puis, si nous prenons la fortune, ce n'est pas pour la prendre pour nous seuls, c'est pour la mettre en commun et faire le bien de tous, n'est-ce pas?

PIERRE : Sans doute, et même, si vous exami-

nez bien la chose, vous verrez que les messieurs eux-mêmes y gagneront. Certainement ils devront cesser de commander, de faire les fiers et d'être des fainéants; ils devront se mettre à travailler; mais quand le travail se fera à l'aide des machines, et avec un grand souci du bien-être des travailleurs, il se réduira à un utile et agréable exercice. Est-ce que maintenant les messieurs ne vont pas à la chasse? Est-ce qu'ils ne s'occupent pas d'équitation, de gymnastique et d'autres exercices qui prouvent que le travail musculaire est une nécessité et un plaisir pour tous les hommes sains et bien nourris? Il s'agit donc pour eux de faire pour la production ce travail qu'ils font aujourd'hui par pur divertissement. D'ailleurs, combien d'avantages tireront-ils du bien-être général! Regardez, par exemple, dans notre pays : les quelques messieurs qu'il y a sont riches et jouent aux petits princes; mais, pendant ce temps, les rues sont laides et sales pour eux comme pour nous; l'air corrompu qui sort de nos taudis et des marais du voisinage les rend malades comme nous; ils ne peuvent seuls, avec leurs fortunes particulières, améliorer le pays, chose qui se ferait facilement par le concours de tous. Notre misère les atteint donc indirectement. Et tout cela, sans compter la peur continuelle dans laquelle ils vivent d'être assassinés ou de voir une révolution violente.

Donc, vous voyez bien que nous ne ferions que du bien aux messieurs en prenant la fortune. Il est vrai qu'ils ne l'entendent pas et qu'ils ne l'entendront jamais ainsi, parce qu'ils veulent commander et qu'ils se figurent que les pauvres sont faits d'une autre pâte qu'eux. Mais que nous importe? S'ils ne peuvent pas s'arranger de bonne volonté, tant pis pour eux, nous saurons bien les y contraindre.

JACQUES : Tout cela est juste; mais ne pourrait-on pas chercher à faire les choses peu à peu, par un accord mutuel? On laisserait la propriété à ceux qui la possèdent, à condition cependant qu'ils augmentent les salaires et nous traitent comme des hommes. Ainsi, graduellement, nous pourrions mettre quelque chose de côté, acheter nous aussi, un morceau de terre, et alors, quand nous serions tous propriétaires, on mettrait tout en commun comme tu dis. J'en ai entendu un qui proposait quelque chose dans ce genre.

PIERRE : Comprenez bien : pour s'arranger à l'amiable, il n'y a qu'un seul moyen : c'est que les propriétaires renoncent volontairement à leurs propriétés. Mais il ne faut pas penser à cela, vous le savez.

Tant qu'existera la propriété individuelle, c'est-à-dire tant que la terre, au lieu d'appartenir à tous, appartiendra à Pierre ou à Paul, il y aura toujours de la misère et tout ira de mal en pis. Avec la propriété individuelle, chacun cherche à tirer l'eau à son moulin et les propriétaires, non seulement, tâchent de donner aux travailleurs le moins qu'ils peuvent, mais encore se font la guerre entre eux : en général, chacun cherche à vendre ses produits le plus qu'il peut et chaque

acheteur, de son côté, cherche à payer le moins possible. Aussi, qu'arrive-t-il? C'est que les propriétaires, les fabricants, les grands négociants, qui ont les moyens de fabriquer et de vendre en gros, de se pourvoir de machines, de profiter de toutes les conditions favorables du marché et d'attendre, pour la vente, le moment favorable, et même de vendre à perte pendant quelque temps, finissent par ruiner les petits propriétaires et négociants, qui tombent dans la pauvreté et doivent, eux et leur fils, aller travailler à la journée. Ainsi (et c'est une chose que nous voyons tous les jours) les patrons qui travaillent seuls, ou avec peu d'ouvriers, sont forcés, après une lutte douloureuse, de fermer boutique et d'aller chercher du travail dans les grandes fabriques; les petits propriétaires, qui ne peuvent même pas payer les impôts, doivent vendre champs et maison aux grands propriétaires, et ainsi de suite. De telle sorte que si un propriétaire ayant bon cœur voulait améliorer les conditions de ses travailleurs, il ne ferait que se mettre en état de ne plus pouvoir soutenir la concurrence; il serait infailliblement ruiné.

D'autre part, les travailleurs, poussés par la faim, doivent se faire concurrence entre eux, et comme il y a plus de bras disponibles qu'il n'en faut pour le travail à faire (non pas que le travail au fond manque mais parce que les patrons ont intérêt à ne pas faire travailler davantage), ils doivent mutuellement s'arracher le pain de la bouche et, si vous travaillez pour telle ou telle somme, il se trouvera toujours un autre ouvrier qui fera à moitié prix la même besogne.

C'est grâce à cette situation que tout progrès même devient un malheur. On invente une machine; aussitôt un grand nombre d'ouvriers restent sans travail; ne gagnant plus, ils ne peuvent plus consommer et ainsi indirectement, ils enlèvent du travail à d'autres. En Amérique, on met maintenant en culture d'immenses espaces et l'on produit beaucoup de grain; les propriétaires de là-bas, sans s'inquiéter, bien entendu, de savoir si en Amérique les gens mangent à leur faim, envoient le blé en Europe pour gagner davantage. Ici, le prix du blé baisse, mais les pauvres, au lieu d'être mieux, s'en trouvent plus mal, car les propriétaires, ne pouvant s'arranger de ce bon marché, ne font plus cultiver la terre ou font seulement travailler la petite partie où le sol est le plus productif; par suite un grand nombre de travailleurs restent inoccupés. Le blé coûte peu, c'est vrai, mais les pauvres gens ne gagnent même pas les quelques sous qu'il faut pour en acheter.

JACQUES : Ah! maintenant, je comprends. Je l'avais entendu dire qu'on ne voulait pas faire venir le blé du dehors, et cela me semblait une grande coquinerie de repousser ainsi cette nourriture; je croyais que les bourgeois voulaient affamer le peuple. Mais à présent, je vois qu'ils avaient leurs raisons.

PIERRE : Non, non, parce que si le blé n'arrive pas, c'est mauvais à un autre point de vue. Les

propriétaires, alors, ne craignant plus la concurrence extérieure, vendent au prix qu'ils veulent et...

JACQUES : Que faire donc?

PIERRE : Que faire? Je vous l'ai déjà dit : il faut mettre tout en commun. Alors, plus il y aura de produits et mieux ça ira...

JACQUES : Mais dis-moi un peu... et si l'on faisait un arrangement avec les propriétaires? Ils fourniraient la terre et le capital, nous, le travail, et l'on partagerait les produits. Qu'en dis-tu?

PIERRE : D'abord, je dis que si vous voulez partager, vous, votre patron ne le voudrait pas. Il faudrait employer la force pour l'y obliger. Alors, pourquoi faire les choses à demi et se contenter d'un système qui laisse subsister l'injustice et le parasitisme et empêche l'accroissement de la production? Et puis, de quel droit certains hommes, ne travaillant pas, viendraient-ils prendre la moitié de ce que produisent les travailleurs?

D'ailleurs, comme je vous l'ai dit, non seulement la moitié des produits sera donnée aux patrons, mais encore la somme totale de ces produits serait inférieure à ce qu'elle pourrait être, parce que, avec la propriété particulière et le travail divisé, on produit moins qu'avec le travail en commun. C'est la même chose que pour soulever un rocher : cent hommes peuvent essayer isolément, ils n'y réussiront pas; deux ou trois agissant en même temps le soulèveront sans effort. Si un homme veut faire une épingle, qui

sait s'il y parviendra en une heure; tandis que dix hommes ensemble en font des milliers par jour. Et plus l'on ira, plus l'on devra travailler en commun pour mettre à profit les découvertes de la science.

Mais, à ce propos, je veux répondre à une objection qu'on nous fait souvent.

Les économistes, qui sont des gens payés par les riches pour s'entendre dire qu'ils ont le droit d'être riches aux dépens du travail d'autrui, les économistes et tous les savants au ventre plein disent souvent que la misère ne dépend pas de l'accaparement de la propriété par les hautes classes, mais bien du manque de produits naturels; d'après eux, ces produits seraient tout à fait insuffisants, si on les distribuait à tous. Ils disent cela évidemment afin de pouvoir conclure que la misère est une chose fatale, contre laquelle il n'y a rien à faire : c'est ainsi qu'agit le prêtre qui vous tient dociles et soumis en vous disant que telle est la volonté de Dieu. Mais il ne faut pas croire un mot de cela. Les produits de la terre et de l'industrie, même avec l'organisation actuelle, sont suffisants pour que chacun puisse vivre dans l'aisance, et s'ils ne sont pas encore plus abondants, la faute en est aux patrons, qui ne pensent qu'à gagner le plus possible et qui iront même jusqu'à laisser perdre certains produits pour empêcher la baisse des prix. Et, en effet, tandis qu'ils prétendent qu'il n'y a pas assez de richesses naturelles, ils laissent

incultes de grands espaces de terre, et sans travail un grand nombre d'ouvriers.

Mais à cela ils vous répondent que, quand bien même toutes les terres seraient mises en culture et exploitées par tous les hommes de la manière la plus intelligente, la production de la terre étant limitée alors que l'accroissement de la population ne l'est pas, il arriverait toujours un moment où la production des substances alimentaires resterait stationnaire, tandis que la population augmenterait indéfiniment, et la disette avec elle. C'est pour cela, disent-ils, que l'unique remède aux maux sociaux est que les pauvres ne fassent point d'enfants ou du moins n'en fassent qu'un petit nombre. J'ai peu étudié et j'ignore si leur principe est vrai, mais ce que je sais, c'est que leur remède ne remédie à rien. Nous le voyons bien dans les pays où la terre est abondante et la population faible : il y a autant et même plus de misère que dans les pays où la population est dense. Il faut donc changer l'organisation sociale, mettre toutes les terres en culture. Plus tard, si la population tendait à trop augmenter, il serait temps de songer à limiter le nombre des enfants.

Mais revenons à la question du partage du produit entre le propriétaire et le travailleur. Ce système existait autrefois pour le travail des champs dans quelques parties de la France, comme il existe encore en Toscane, mais il a disparu peu à peu, parce que les propriétaires ont plus d'avantages à faire travailler à la

journée. Aujourd'hui, avec les machines, avec l'agriculture scientifique, avec les produits qui viennent du dehors, c'est devenu une nécessité pour les propriétaires d'adopter la grande culture faite par des ouvriers salariés : ceux qui ne le feront pas seront ruinés par la concurrence.

Pour conclure en peu de mots, je vous dirai que si le système actuel se perpétue, voici quels en seront les résultats : la propriété se concentrera de plus en plus dans les mains d'un petit nombre et le travailleur sera réduit à la misère par les machines et les méthodes de production rapide. Ainsi nous aurons quelques grands seigneurs, maîtres du monde, un petit nombre d'ouvriers attachés au service des machines, puis des valets et des gendarmes pour servir et défendre les seigneurs. La masse du peuple, ou mourra de faim, ou vivra d'aumônes. On commence déjà à le voir : la petite propriété disparaît, le nombre des ouvriers sans travail augmente et les messieurs, soit par peur, soit par pitié de tous ces gens qui meurent de faim, organisent des cuisines économiques.

Si le peuple ne veut pas être réduit à mendier son pain à la porte des riches et dans les mairies, comme autrefois à la porte des couvents, il n'a qu'un moyen : s'emparer de la terre et des machines et travailler pour son propre compte.

JACQUES : Mais si les gouvernements faisaient de bonnes lois pour obliger les riches à ne pas faire souffrir les pauvres gens?

PIERRE : Nous revenons toujours au même

point. Le gouvernement est composé des messieurs, et il n'y a pas à supposer que ces gens-là veuillent faire des lois contre eux-mêmes. Et quand bien même les pauvres pourraient arriver à commander à leur tour, serait-ce une raison de laisser aux riches les moyens de nous remettre le pied dessus? Croyez-moi, là où il y a des riches et des pauvres, ceux-ci peuvent élever la voix un moment, en temps d'émeute, mais les riches finissent toujours par commander. C'est pour cela que si nous réussissons à être pour un moment les plus forts, il nous faudra enlever immédiatement la propriété aux riches pour qu'ils n'aient plus en main le moyen de remettre les choses en l'état d'auparavant.

JACQUES : Je comprends, il faut faire une bonne *république*, rendre tous les hommes égaux, et alors, celui qui travaillera mangera, celui qui ne fera rien se frottera le ventre. Ah! je regrette d'être vieux et vous êtes heureux, vous, les jeunes, qui verrez une belle époque.

PIERRE : Eh! doucement, ami.

Vous, par le mot *république*, vous entendez la révolution sociale et pour qui sait vous comprendre, vous avez raison. Mais vous vous exprimez mal, en somme, car la république n'est pas du tout ce que vous voulez dire. Mettez-vous bien dans l'idée que le gouvernement républicain est un gouvernement comme les autres; seulement au lieu d'un roi il y a un président et des ministres, qui ont en réalité les mêmes pouvoirs. Nous le voyons bien ici en

France, et quand bien même nous aurions la république démocratique que les radicaux nous promettent, en quoi serions-nous plus avancés? Au lieu de deux Chambres, nous n'en aurions qu'une, celle des députés; mais est-ce que nous n'en continuerions pas moins à être soldats, à travailler comme des esclaves, malgré les promesses mirobolantes de messieurs les députés?

Voyez-vous, tant qu'il y aura des riches et des pauvres, ce sont les riches qui commanderont. Que nous soyons en république ou en monarchie, les faits qui résultent de la propriété individuelle existeront toujours. La concurrence réglant les rapports économiques, la propriété se concentrera en peu de mains, les machines enlèveront le travail aux ouvriers et les masses seront réduites à mourir de faim ou à vivre d'aumônes. D'ailleurs, il en existe à l'heure actuelle, des républiques, sans compter la nôtre qui devait donner monts et merveilles; eh bien! est-ce qu'elles ont apporté une amélioration à la condition des prolétaires?

JACQUES : Comment cela? Et moi qui croyais que république voulait dire égalité!

PIERRE : Oui, ce sont les républicains qui le disent et ils tiennent le raisonnement suivant : « En république, disent-ils, les députés, qui font des lois, sont élus par tout le peuple; par conséquent lorsque le peuple n'est pas content, il envoie de meilleurs députés et tout s'arrange; or, comme ce sont les pauvres qui sont la grande

majorité, ce sont eux en réalité qui commanderont. »

Voilà ce qu'ils disent, mais la réalité est bien différente. Les pauvres, qui, par le fait même qu'ils sont pauvres, sont en même temps ignorants et superstitieux, resteront tels, comme le veulent les prêtres et les patrons tant qu'ils ne jouiront pas de l'indépendance économique et n'auront pas la pleine conscience de leurs intérêts.

Vous et moi, qui avons eu la bonne fortune de gagner un peu plus et de pouvoir nous instruire un peu, nous pourrons avoir l'intelligence de comprendre nos intérêts et la force d'affronter la vengeance des patrons; mais la grande masse ne le pourra pas tant que dureront les conditions actuelles. En face de l'urne, ce n'est pas comme en temps de révolution, où un homme courageux vaut cent timides et entraîne après lui beaucoup d'hommes qui n'auraient jamais eu, par eux-mêmes, l'énergie de se révolter. En face de l'urne, ce qui compte, c'est le nombre, et tant qu'il y aura des curés et des patrons, le nombre sera toujours pour les prêtres qui menacent de l'enfer et pour les patrons qui donnent ou enlèvent le pain à qui bon leur semble.

Mais quoi! ne le savez-vous pas, par hasard? Aujourd'hui, par exemple, la majeure partie des électeurs sont des pauvres; cependant, les voyez-vous choisir des pauvres comme eux pour les représenter et défendre leurs intérêts?

JACQUES : Ah! quant à cela, non : ils

demandent toujours au patron pour qui ils doivent voter et font comme il leur demande; s'ils ne le font pas du reste, le patron les chasse.

(1884).

LA QUESTION AGRAIRE

Le problème de la terre sera peut-être le plus grave et le plus hérissé de dangers que la révolution aura a résoudre.

La justice (la justice abstraite se résumant par le mot *à chacun son dû*) veut que la terre étant à tous soit mise à la disposition de chaque individu qui désire la travailler, quel que soit le mode préféré par lui pour le faire, individuel ou au moyen d'associations petites ou grandes, pour son compte ou pour celui de la communauté.

Mais la justice ne suffit pas à assurer la vie civile, et si elle n'est pas tempérée, et presque remplacée, par l'esprit de fraternité, par la conscience de la solidarité humaine, elle aboutit, à travers la lutte de chacun contre tous, à l'asservissement et à l'exploitation des vaincus, c'est-à-dire à l'injustice dans tous les rapports sociaux.

A chacun son dû. Le *dû* à chacun devrait être la quote-part des biens naturels et de ceux accumulés par les générations précédentes, plus le produit de ses propres efforts. Mais comment

diviser équitablement les biens naturels et comment, dans la complexité de la vie civile et dans l'enchaînement des activités productives, déterminer le produit individuel? Et comment mesurer la valeur des produits pour les échanges?

En partant du principe chacun pour soi, c'est évidemment une utopie que d'espérer en la justice et la réclamer une hypocrisie, peut-être inconsciente et qui sert à couvrir l'égoïsme le plus étroit, le désir de domination et la rapacité de chaque individu.

Le communisme apparaît donc comme la seule solution possible; le seul système qui, fondé sur la solidarité naturelle liant les hommes entre eux et sur la solidarité voulue qui en fait des frères, puisse concilier les intérêts de tous et servir de base à une société garantissant à chacun le plus de bien-être et le plus de liberté possible.

En matière de possession et d'utilisation de la terre, cela est plus évident que jamais. Si toute l'étendue cultivable était également fertile, également saine, avait les mêmes facilités d'échanges, on pourrait concevoir sa division en lots égaux ou équivalents entre tous les travailleurs, qui pourraient ensuite, s'ils le jugeaient bon, s'associer à leur guise dans l'intérêt de la production.

Mais les conditions de productivité, de salubrité et de situation des différentes parcelles de terrain varient tellement que l'on ne peut songer à une répartition équitable.

Un gouvernement, avec la nationalisation et l'affermage de la terre aux cultivateurs, pourrait, théoriquement, résoudre la question au moyen d'une taxe qui assignerait à l'Etat ce que les économistes appellent la rente économique, c'est-à-dire ce qu'une parcelle de terrain pourrait, à travail égal, produire de plus qu'une autre parcelle. C'est le système préconisé par l'Américain Henry George. Mais il saute aux yeux qu'un tel système présuppose la continuation du régime bourgeois, sans parler de la puissance accrue de l'Etat et de l'arbitraire gouvernemental et bureaucratique qui en découlerait.

Donc, pour nous qui ne voulons pas de gouvernement et qui ne croyons ni possible ni souhaitable, économiquement et moralement, la possession individuelle du sol cultivable, la seule solution est le communisme. Et c'est pourquoi nous sommes communistes.

Mais le communisme doit être volontairement, librement désiré et accepté; s'il en était autrement et s'il devait être imposé, il produirait la plus monstrueuse tyrannie et nous ramènerait ensuite à l'individualisme bourgeois.

Maintenant, en attendant que le communisme ait, avec l'exemple des collectivités qui le pratiqueront dès le début, démontré ses avantages et soit voulu par tout le monde, quel est notre programme agraire pratique à réaliser aussitôt la révolution faite?

La propriété ne se trouvant plus protégée légalement, les travailleurs auraient à prendre possession de toute la terre qui ne serait pas

cultivée directement et de leurs propres bras par les propriétaires actuels : à se constituer en associations et à organiser eux-mêmes la production, en utilisant toutes les aptitudes, toutes les capacités techniques que peuvent avoir aussi bien ceux qui ont toujours été des travailleurs que les anciens bourgeois expropriés et obligés, ne pouvant plus vivre du travail d'autrui, de devenir eux-mêmes des travailleurs. Des ententes seraient promptement établies avec les associations d'ouvriers industriels pour l'échange des produits, ou sur la base communiste, ou selon les différentes conceptions qui pourraient prévaloir dans l'une ou l'autre localité.

En attendant, tous les produits alimentaires seraient réquisitionnés par le peuple en révolte et la distribution aux différentes localités et aux particuliers organisée sur l'initiative des groupes révolutionnaires. Les semences, les engrais, les instruments agricoles, le bétail de labour seraient fournis aux cultivateurs, la libre accession à la terre étant assurée à tous ceux qui voudraient la travailler.

Reste la question des paysans propriétaires. S'ils se refusaient à s'associer avec les autres, il n'y aurait pas de raison de les molester, étant toujours entendu qu'ils travailleraient eux-mêmes et n'exploiteraient pas le travail d'autrui. Ils ne trouveraient d'ailleurs pas de travailleurs à exploiter, parce que personne ne voudrait travailler pour eux, étant à même de travailler dans des associations libres. Les désavantages, la presque impossibilité du travail isolé amèneraient bientôt les paysans propriétaires à entrer dans la collectivité.

Pour nous, le communisme sera la conséquence bienfaisante, nécessaire du fait que chacun aura droit aux moyens de production et que personne ne pourra exploiter le travail d'autrui.

Sur ce principe fondamental de la société poursuivi par nous, nous serons intransigeants jusqu'à la violence.

ERRICO MALATESTA.

***

Les idées exprimées par Malatesta sur la grave question de la terre me paraissent inspirées par une confiance excessive dans la conscience des individus et conséquemment pécher par trop d'optimisme.

Glissons sur toutes les dissertations théoriques et rhétoriques et sur toutes les subtilités se rapportant à l'idée de propriété ; mais je trouve fort dangereux le système de permettre à qui que ce soit de se soustraire au communisme pour y préférer la forme de petite propriété.

Malatesta affirme qu'une fois l'exploitation du travail d'autrui empêchée, tout danger se trouve éliminé. Je ne le crois pas.

Si ces petits propriétaires se refusaient, par exemple la révolution faite étant sans que le

système communiste soit consolidé, à ravitailler les villes?

Ou s'ils prétendaient pour ce ravitaillement des conditions privilégiées impossibles à accorder? Ou encore si le paysan propriétaire trouvait plus commode de ne produire que le strict nécessaire pour lui-même et sa famille?

Je ne crois pas, peut-être suis-je excessivement pessimiste, que la conscience des individus soit développée au point de concevoir l'altruisme communiste, même si cet altruisme ne devait résulter que du reflet des avantages individuels à en obtenir.

L'égoïsme étroit qui ne dépasse presque jamais les horizons très bornés du bien-être personnel (dût-il se réaliser à l'encontre de la collectivité et donc de chaque individu) pourrait prendre le dessus.

Aux associations qui en quelque sorte limiteraient la liberté individuelle et feraient peser les liens du devoir envers la communauté, on préférerait la forme individuelle, mais égoïste et peut-être davantage libertaire. Reste à savoir, et je ne le crois guère, si celle-ci serait réalisable, étant donné les conditions de sentiments encore très primitifs qui animent les masses.

Les socialistes qui admettent l'Etat résoudraient facilement le problème agraire en nationalisant les terres et en les plaçant sous le contrôle du pouvoir suprême; mais nous, qui ne pouvons concevoir en régime de liberté aucune forme étatiste, aurons à demander la solution au système coopératif et nullement à la petite propriété. Chaque coopérative de paysans pourra être gérée par le conseil des terres de la même manière que les conseils de fabrique administreront les usines.

La difficulté réside dans ce fait : tandis qu'à l'usine toutes les machines sont nécessaires pour la fabrication d'un produit et que le travail individuel y est impossible, il en est autrement de la terre que chacun peut cultiver en se passant de la collaboration d'autrui.

A mon avis donc, il faudrait combattre fortement l'idée du partage individuel des terres et ne pas encourager le désir de former de petites propriétés. Tous nos efforts et notre propagande doivent tendre à la réalisation du système des coopératives agraires, dont les conseils devraient admettre les représentants des producteurs industriels, qui sont nécessairement consommateurs de produits agricoles; de même qu'aux conseils de fabriques devraient être représentés les paysans, consommateurs de tous les objets fabriqués.

Un communiste anarchiste.

***

Il me semble que l'ami « communiste anarchiste » fait une confusion.

Nous sommes parfaitement d'accord sur la supériorité technique et morale du travail associé sur le travail individuel, du communisme sur l'individualisme.

Tellement d'accord que je crois impossible,

presque inconcevable, un travail productif réellement individuel. Le travailleur, propriétaire qui cultive lui-même, avec sa famille, un lopin de terre ne peut continuer à le faire que parce qu'il jouit en réalité de la coopération sociale et exploite directement ou indirectement le travail salarié. En effet, il a besoin, en plus des objets de consommation personnelle, d'instruments de travail, d'engrais, de moyens de transport, et toute possibilité de travail et de vie aisée serait supprimée pour lui, s'il voulait vraiment s'isoler et pourvoir seul à tous ses besoins.

Je suis donc d'accord sur l'utilité et la nécessité de la propagande communiste et pour la critique de la petite propriété.

Mais la question envisagée dans mon article ne se rapportait pas à ce qu'il faut prêcher, mais à ce qu'il faut faire le jour de la révolution.

Or, un « communiste anarchiste » dit que *le système de permettre à qui que ce soit de se soustraire au communisme pour y préférer la forme de petite propriété serait fort dangereux.*

Faudrait-il le défendre? Et qui le défendrait? et avec quels moyens ferait-on appliquer la défense? La violence? Que deviendrait alors l'anarchisme?

Nous admettons, invoquons la violence en tant qu'elle signifie défense contre la violence ennemie; mais nous ne pouvons vouloir le triomphe d'une organisation sociale obtenu au moyen de la violence, que ce soit celle d'une minorité contre la majorité, ou celle d'une majorité, fictive ou réelle, contre le vouloir des minorités. Notre violence est, pour ainsi dire, négative : elle sert à détruire les institutions qui, au moyen de la force organisée en gouvernement, obligent les hommes à subir la volonté d'autrui et à se faire exploiter par des maîtres. Et ce qui remplacera les systèmes actuels, l'organisation qui doit concilier et la production économique efficiente et la complète liberté sociale de tous, doit résulter de la libre volonté des individus, éclairée par la propagande, exaltée par l'enthousiasme, guidée et refrénée par les nécessités naturelles et sociales de la vie.

La société nouvelle doit résulter des choses et non des lois.

Le camarade qui signe « un communiste anarchiste » a toujours, selon moi, une mentalité autoritaire. Il voit tous les dangers de la liberté et ne voit pas ceux de l'autorité. Les anarchistes, au contraire, dénoncent et combattent l'autorité sous toutes ses formes, et préfèrent courir les risques de la liberté.

Je dis *les risques de la liberté*, car ce n'est pas vrai que je ne vois pas de dangers, comme le prétend le « communiste anarchiste ». Il y a toujours le danger que la masse n'ait pas au moins ce minimum de conscience, cet esprit de fraternité, d'intelligence pratique, sans lequel il n'est nullement possible de réaliser l'anarchie et de la faire vivre. Mais précisément parce que ce

danger existe, nous devons être toujours sur le qui-vive contre toute déviation autoritaire.

D'autre part, je ne crois pas qu'en Italie le refus supposé des petits propriétaires de ravitailler les villes, pourrait constituer un sérieux danger. Il est bien entendu que tous les produits existants seraient saisis par la masse insurgée pour être répartis entre tous en raison des besoins et des quantités disponibles. La question ne se pose que pour les produits futurs et le moyen de les obtenir. S'il y avait vraiment de petits propriétaires qui persistent à vouloir travailler seuls, sans le concours des autres, ils parviendraient à grand'peine à se nourrir eux-mêmes et n'auraient rien à donner ou à refuser aux villes.

L'alimentation des villes doit être assurée par la masse du prolétariat agricole et de cette partie du prolétariat industriel qui, pour la circonstance, s'adonnerait à l'agriculture, et en Italie nous avons assez de terrains en friche ou mal cultivés pour occuper tout le monde et donner des aliments à chacun.

Je le répète : c'est de la nécessité des choses et non des décrets imposés par les gendarmes que doivent découler les solutions des problèmes sociaux.

Les bourgeois deviendront des travailleurs, parce que personne ne voudra plus travailler pour eux.

Les petits propriétaires se solidariseront avec

les prolétaires, parce qu'ils ne pourront vivre en travaillant seuls leur lopin de terre.

Et s'il n'en pourra être ainsi, c'est que nous n'aurons pas vaincu.

Et nous continuerons à lutter pour vaincre.

ERRICO MALATESTA.

***

Vous dites : Les travailleurs auront à prendre possession de toute la terre qui ne serait pas cultivée directement et de leurs propres bras par les propriétaires actuels, à se constituer en associations et à organiser eux-mêmes la production.

La différence avec le régime actuel serait en somme celle-ci : qu'il n'y aurait plus un propriétaire *qui après avoir payé ceux qui travaillent ses terres en garde pour lui tout le profit, et c'est là à n'en pas douter un progrès, parce qu'il est absolument injuste que celui qui ne travaille point s'empare même d'une partie seulement des produits dus au travail d'autrui.*

Il est aussi à présumer que l'état économique des travailleurs de la terre serait meilleur qu'à présent, pas de beaucoup pourtant, parce qu'il ne serait nullement prudent de partager effectivement entre eux tout l'excédent empoché aujourd'hui par le patron et qui leur reviendrait exclusivement ; mais il faudrait, au contraire, constituer une réserve pour les années de mauvaise récolte, pour les maladies et les accidents, afin de pourvoir à

tous les maux de la collectivité, de même que pour combler les pertes inévitables propres à toute période révolutionnaire. Il faut aussi relever qu'avec les associations à former entre agriculteurs, pour organiser la production et le partage équitable des fruits du travail, il deviendrait indispensable de fixer les normes aussi bien du travail que de la répartition et de l'échange des produits avec les travailleurs industriels, normes qu'on pourra appeler comme l'on voudra, mais qui en somme ne seront autre chose que les règlements et lois d'aujourd'hui. Ensuite l'ensemble de l'administration, les normes des rapports des travailleurs agricoles entre eux et avec les travailleurs industriels constitueront une institution que l'on pourra bien appeler communisme, *mais qui sera au fond quelque chose de très approchant de ce qu'on nomme aujourd'hui l'*Etat. *Dès lors, où se trouve le principe nettement anarchique?*

SABBRENI.

***

Les observations de l'ami Sabbreni méritent une réponse.

Avant tout, même s'il ne s'agissait que du *profit* laissé aujourd'hui aux patrons, l'avantage qui résulterait de leur expropriation pour les travailleurs serait plus grand que Sabbreni le suppose. Car les réserves pour les années de mauvaise récolte, les maladies, etc. se font déjà aujourd'hui et naturellement aux dépens du

travail. Avec la société nouvelle, elles augmenteraient sans doute, mais évidemment au profit exclusif des travailleurs, qui gagneraient toujours tout ce que les parasites consomment et gaspillent aujourd'hui.

Mais ce n'est là que le petit côté de la question.

Le plus grand dommage du capitalisme — nous le répétons continuellement — ne réside pas dans ce fait, pourtant nuisible matériellement et moralement, que quelques hommes vivent sans produire, mais bien dans celui de beaucoup plus important que ceux qui ne travaillent pas dirigent la production et naturellement le font à leur profit exclusif, sans prendre en considération les besoins du public, sinon pour se guider dans leurs spéculations.

Il en résulte que le capitaliste limite la production et détruit même les produits lorsque l'abondance pourrait en abaisser les prix et diminuer son gain. De là les terres en friche ou mal cultivées, le chômage souvent plus grand lorsque le besoin de production est plus urgent, la limitation dans l'usage des machines, etc. De là le gaspillage énorme de forces humaines en travaux inutiles ou nuisibles, et les pertes plus considérables encore causées par la concurrence des commerçants et industriels entre eux : réclame, transports de marchandises d'une localité à l'autre, sans nécessité et sans utilité, falsification ou mauvaise fabrication de mar-

chandises, nombre considérable d'intermédiaires, courtiers, revendeurs, etc.

Ajoutons à tout cela tout ce que le capitalisme coûte à défendre contre les révoltes existantes ou éventuelles des travailleurs et des opprimés : policiers, soldats, juges, geôliers, prisonniers, etc.

Détruisez tout ce chaos stupide et mauvais, organisez la production en vue de la satisfaction des besoins, utilisez pour les travaux utiles toutes les forces humaines et toutes les forces naturelles conquises par l'homme, remplacez la concurrence par la coopération — et les avantages économiques qui en découleront pour les travailleurs seront immenses, sans parler des bénéfices moraux qui, une fois les besoins matériels les plus urgents satisfaits, sont encore plus importants.

Mais — objecte Sabbreni passant à une autre question — si l'on doit organiser la production, l'échange et la distribution, des normes, accords, conventions, règles seront nécessaires, ce qui ressemble beaucoup trop aux *lois et règlements* d'aujourd'hui; de même qu'il faudra une administration en grande partie pareille à ce qui se nomme actuellement l'*Etat*.

Où retrouver l'anarchie?

Sabbreni n'a pas encore saisi, me semble-t-il, la conception centrale de l'anarchie : le libre accord remplaçant la violence, la spontanéité substituée à l'obligation.

Mais le monde saura-t-il s'accorder?

Si l'accord est utile et nécessaire, si sans accord la vie sociale et donc la vie individuelle devient ou impossible ou pénible, le bon sens, l'intérêt, à défaut de raisons supérieures, amèneront les gens à s'entendre. Autrement, ce serait la lutte comme aujourd'hui, et, les vainqueurs deviendraient à leur tour propriétaires et gouvernants.

En ce cas, il n'y aurait naturellement pas d'anarchie et nous devrions toujours lutter contre la propriété et le gouvernement.

On peut critiquer notre régime idéal en supposant notre victoire mais pas l'hypothèse que les hommes veuillent encore se soumettre à la violence brutale d'un gouvernement, au lieu d'accepter de bon gré les arrangements nécessaires à la vie sociale.

L'anarchie existera pour tous quand tous seront anarchistes.

Quant à ceux qui sont anarchistes aujourd'hui, ou qui le deviendront le jour de la révolution, nous croyons qu'ils seront prêts à toutes les concessions, à toutes les transactions, à tous les renoncements nécessaires; mais toujours de leur propre et libre volonté. Ils n'accepteront jamais, à moins d'y être contraints par la force brutale, l'imposition d'un homme ou d'un groupement d'hommes, faisant la loi et ayant les moyens d'obliger les autres à la respecter.

ERRICO MALATESTA

(*Umanità Nova* 19, 19-5 et 6-6-1920, trad. *le Réveil*).

EN PÉRIODE ÉLECTORALE. (EXTRAIT).

CHARLES : Pourquoi alors venir nous casser la tête avec ces invitations à voter? Vous paie-t-on pour tromper les pauvres gens? Comme ce n'est pas la première fois que je te vois, je sais que tu es un véritable ouvrier, de ceux qui vivent uniquement de leur travail. Pourquoi donc égarer les camarades, histoire de faire le jeu de quelques renégats qui, avec l'excuse du socialisme, désirent faire les messieurs et nous gouverner?

LOUIS : Non, non, mon ami! Ne me juges pas si mal! Si je pousse le peuple à aller voter, c'est dans l'intérêt de la propagande. Ne comprends-tu pas l'avantage qu'il y a pour nous à avoir quelques-uns des nôtres au Parlement? Ils peuvent faire de la propagande mieux qu'un autre car ils voyagent à l'œil et ne sont pas trop embêtés par la police; ensuite, lorsqu'ils parlent du socialisme au Parlement tout le monde y prête attention et on discute. N'est-ce pas de la propagande ceci? N'est-ce pas autant de gagné?

CHARLES : Ah! Et c'est pour faire de la propagande que vous vous transformez en courtiers électoraux? Jolie propagande que celle-là! Voyons : vous allez, serinant au peuple qu'il faut tout espérer et attendre du Parlement, que la révolution est inutile, que le travailleur n'a autre chose à faire qu'à laisser tomber un carré de papier dans une boîte et attendre ensuite, la bouche ouverte, que la manne lui tombe du ciel.

N'est-ce pas plutôt de la propagande à rebours?

LOUIS : Tu as raison, mais qu'y veux-tu faire? Si on ne s'y prenait pas ainsi nul ne voterait. Où serait le moyen de décider les travailleurs à voter, après leur avoir affirmé qu'il n'y a rien à attendre du Parlement et que les députés ne servent à rien? Ils diraient que nous nous moquons d'eux.

CHARLES : Je sais bien qu'il faut opérer de cette façon pour décider le peuple à voter et à élire des députés. Et cela ne suffit même pas! Il est encore indispensable de faire un tas de promesses que l'on sait ne pas pouvoir tenir; il faut aussi courtiser les riches, se faire bien voir du gouvernement, en un mot, ménager la chèvre et le chou et se fiche de tout le monde. Sinon, on n'est pas élu... Et que viens-tu donc me chanter de propagande, si la première chose à faire, et que vous ne manquez pas de faire, est de marcher contre la propagande!

LOUIS : Je ne dirai pas que tu as tort; il faut cependant convenir qu'il y a toujours un avantage à ce que quelqu'un des nôtres ait voix au chapitre.

CHARLES : Un avantage?... Pour lui, je ne dis pas non, et aussi pour quelques-uns de ses amis. Mais, pour la masse du peuple, vraiment non. Va donc raconter ça aux dindons et aux oies. Si au moins on n'avait pas essayé, passe encore!... Mais il y a maintenant passablement d'années que des naïfs envoient des socialistes au Parlement, et qu'en a-t-on obtenu? Les députés

s'assagissent et se pourrissent vite, une fois à la Chambre. Depuis que Tolain et Nadaud ont tourné leurs vestes, d'autres ont emboîté le pas : à bien compter, Basly n'est pas le seul renégat... On a vu des socialistes devenir de simples radicaux, voire même des opportunistes : ils ont dégringolé à la coquinerie républicaine!... Si je parle de coquins, ne t'y trompe pas, c'est les chefs seuls que je vise. Quant aux ouvriers qui se bornent à n'être que républicains, ce sont des pauvres bougres qui s'imaginent marcher dans le bon chemin et qui ne s'aperçoivent pas qu'ils sont trompés et mystifiés pire que par le curé. Pour en revenir à ce que nous disions tout à l'heure, le seul résultat que nous ayons obtenu est que les députés socialistes qui, avant d'être élus, étaient pourchassés comme des malfaiteurs parce qu'à l'époque ils parlaient de révolution, sont aujourd'hui appréciés et estimés par les riches et ils serrent la main aux préfets et aux ministres. Et même, s'il leur arrive d'être condamnés, ce qui ne se produit que pour des questions bourgeoises n'ayant rien à voir avec la cause ouvrière, même alors on prend des gants pour les persécuter et on leur demande presque excuse. Et cela, parce que les dirigeants se savent en compagnie de chiens aussi couchants qu'eux : aujourd'hui c'est le tour des uns, demain ce sera le tour des autres... et en fin de compte, tous se mettront d'accord pour ronger l'os populaire! Regarde un peu si ces beaux messieurs ont

encore envie de se faire casser la figure pour la révolution!

LOUIS : Tu es trop sévère! Oui, on le sait, les hommes sont des hommes et il faut supporter leurs faiblesses. Au reste qu'est-ce que cela peut bien signifier que, jusqu'à présent, ceux que nous avons élu n'aient pas su faire leur devoir, ou n'en aient pas eu le courage? Qui nous oblige à nommer toujours les mêmes? Choisissons-en de meilleurs!

CHARLES : Oui! De cette façon le parti socialiste va vraiment devenir une fabrique à coquins. N'a-t-on pas déjà fait éclore assez de traîtres? Est-il donc indispensable d'en engendrer encore? Oui ou non, veux-tu enfin comprendre que ceux qui vont au moulin s'enfarinent? De même que ceux qui se mettent à fréquenter les riches, prennent goût à bien vivre, sans travailler. Et note ceci, s'il y avait quelqu'un qui se sente de force à résister à la pourriture, celui-là ne voudrait pas aller au Parlement, parce que, aimant sa cause, il ne voudrait pas commencer par marcher contre la propagande dans l'espoir de se rendre utile ensuite.

ANARCHISTES « ÉLECTIONNISTES »

Etant donné qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir aucune autorité qui donne ou enlève le droit de se dire anarchiste, nous sommes bien forcés, de temps en temps, de noter l'apparition

de quelque converti au parlementarisme qui continue, au moins pendant un certain temps, de se déclarer anarchiste.

Nous ne trouvons rien de mal, ni de déshonorant, à changer d'opinion, quand le changement est motivé par de nouvelles et sincères convictions et non par l'intérêt personnel; nous voudrions cependant que l'on dise franchement ce que l'on est devenu et ce que l'on a cessé d'être, pour éviter les discussions inutiles. Mais peut-être cela n'est-il pas possible, parce que celui qui change d'idées ne sait généralement pas, au début, où il va atterrir. Du reste, ce qui nous arrive, arrive, dans une proportion plutôt plus grande, à tous les mouvements politiques et sociaux. Les socialistes, par exemple, ont dû subir les socialistes exploiteurs et des politiciens de toute espèce qui se disaient socialistes; et les républicains sont également contraints aujourd'hui à supporter que certains, vendus au parti dominant, usurpent le nom même de mazziniens.

Heureusement l'équivoque ne peut durer longtemps. Bien vite la logique des idées et le besoin de l'action poussent les prétendus anarchistes à renoncer spontanément à leur nom et à se mettre à la place qui leur revient. Les anarchistes électionnistes, qui se sont montrés en plusieurs occasions, ont tous plus ou moins rapidement abandonné l'anarchisme, tout comme les anarchistes dictatoriaux ou bolchevisants sont devenus rapidement des bolcheviks sérieux, qui se sont mis au service du Gouvernement russe et de ses délégués.

Le phénomène s'est reproduit en France, à l'occasion des élections de ces derniers jours. Le prétexte est l'amnistie. « Des milliers de victimes gisent dans les prisons et dans les bagnes; un gouvernement de gauche les amnistierait; c'est le devoir de tous les révolutionnaires, de tous les hommes de cœur, de faire ce qu'ils peuvent pour que des urnes sortent les noms des hommes politiques dont on attend qu'ils donnent l'amnistie. » Voilà la tendance qui prédomine dans le raisonnement des convertis.

Que les camarades français soient attentifs.

En Italie, il y eut une agitation en faveur de Cipriani, prisonnier, qui servit de prétexte à Andrea Costa pour entraîner les anarchistes romagnols aux urnes et à commencer ainsi à faire dégénérer le mouvement révolutionnaire créé par la Ire Internationale et à finir par réduire le socialisme à un moyen pour amuser les masses et à assurer la tranquillité de la monarchie et de la bourgeoisie.

Mais en vérité les Français n'ont pas besoin d'aller chercher des exemples en Italie, puisqu'ils en ont de très éloquents dans leur histoire.

En France, comme dans tous les pays latins, le socialisme a débuté, sinon par l'anarchisme, du moins comme antiparlementaire; et la littérature révolutionnaire française de la première décade après la Commune abonde en pages éloquentes dues, entre autres, à la plume de

Guesde et de Brousse, contre le mensonge du suffrage universel et la comédie électorale et parlementaire.

Donc, comme Costa en Italie, les Guesde, les Massard, les Deville, et plus tard Brousse en personne, furent pris par la fringale du pouvoir et peut-être aussi par le désir de concilier le renom de révolutionnaire avec la vie sereine et les petits et grands avantages que s'attire celui qui rentre dans la vie politique officielle, même en tant qu'opposant. Et alors toute une manœuvre a commencé pour changer la direction du mouvement et faire que les camarades acceptent la tactique électorale. La note sentimentale servit également beaucoup à ce moment : on voulait l'amnistie pour les Communards, il fallait libérer le vieux Blanqui qui se mourait en prison... et avec une centaine de prétextes, une centaine d'expédients pour vaincre la répugnance qu'eux-mêmes, les transfuges, avaient contribué à faire naître chez les travailleurs contre l'électionnisme et qui, en outre, était alimentée par le souvenir encore vif du plébiscite napoléonien et des massacres perpétrés en juin 1848 et en mai 1871 à cause de la volonté des assemblées issues du suffrage universel. On disait qu'il fallait voter pour se compter, mais que l'on voterait pour les inéligibles, pour les condamnés, ou pour les femmes ou pour les morts; d'autres proposèrent de voter en blanc ou avec un slogan révolutionnaire; d'autres voulaient que les candidats laissent aux mains

des comités électoraux des lettres de démission au cas où ils seraient élus... Et puis, quand le fruit fut mûr, c'est-à-dire quand les gens furent persuadés d'aller voter, on voulut être candidat et député sérieusement : on laissa les condamnés pourrir en prison, on renia l'antiparlementarisme, on jeta la peste sur l'anarchisme; et Guesde, après cent palinodies, finit comme ministre du gouvernement de l' « Union sacrée », Deville devint ambassadeur de la République bourgeoise et Massard, je crois, quelque chose de pire encore.

Nous ne voulons pas mettre en doute, préalablement, la bonne foi des nouveaux convertis, d'autant plus que, parmi eux, il y en a plus d'un avec qui nous avons des liens d'amitié personnels. En général, ces évolutions — ou involutions, si l'on veut — commencent toujours dans la bonne foi, et puis la logique pousse, l'amour-propre s'y mêle, l'ambiance vainc... et l'on devient ce qu'auparavant on répugnait..

Peut-être, dans cette circonstance, n'y aura-t-il rien de ce que nous craignons, parce que les néo-convertis sont fort peu, et bien faible est la probabilité qu'ils trouvent de grandes adhésions dans le camp anarchiste, et ces camarades ou ex-camarades réfléchiront mieux ou reconnaîtront leur erreur. Le nouveau gouvernement qui sera installé en France après le triomphe électoral du bloc de gauche les aidera à se persuader qu'il y a bien peu de différences entre lui et le gouvernement précédent, car il ne fera rien de bon — pas

même l'amnistie — si la masse ne l'impose pas par son agitation. Nous chercherons, de notre point de vue, à les aider à trouver la raison par une observation qui, du reste, ne devrait pas être nouvelle pour celui qui a déjà accepté la tactique anarchiste.

Il est inutile de venir nous dire, comme le font ces bons amis, qu'un peu de liberté vaut mieux que la tyrannie brutale sans limite et sans frein, qu'un horaire de travail raisonnable, un salaire qui permet de vivre un peu mieux que les bêtes, la protection des femmes et des enfants, sont préférables à une exploitation du travail humain jusqu'à l'épuisement complet du travailleur, que l'école d'Etat, pour mauvaise qu'elle soit, est toujours meilleure du point de vue du développement moral de l'enfant, que celle dirigée par les prêtres ou les frères... Nous en convenons volontiers; et nous convenons également qu'il y peut y avoir des circonstances dans lesquelles le résultat des élections dans un Etat ou dans une commune peut avoir des conséquences bonnes ou mauvaises et que ce résultat pourrait être déterminé par le vote des anarchistes si les forces des partis en présence étaient presque égales.

Généralement il s'agit là d'une illusion; les élections, quand elles sont passablement libres, n'ont que la valeur d'un symbole : elles indiquent l'état de l'opinion publique, opinion qui se serait imposée par des moyens plus efficaces et avec des résultats plus grands si l'échappatoire que constituent les élections ne lui avait pas été présentée. Mais cela n'importe pas : même si certains petits progrès étaient la conséquence directe d'une victoire électorale, les anarchistes ne devraient pas aller aux urnes ni cesser de prêcher leur méthode de lutte.

Puisqu'il n'est pas possible de faire tout dans le monde, il faut choisir sa propre ligne de conduite.

Il y a toujours une certaine contradiction entre les petites améliorations, la satisfaction des besoins immédiats, et le combat pour une société vraiment meilleure que celle qui existe.

Celui qui veut se consacrer à faire construire des urinoirs et des fontaines où il en faut, qui veut se dépenser pour obtenir la construction d'une rue ou l'institution d'une école municipale, ou tout autre petite loi de protection du travail, ou la destitution d'un policier brutal, peut-être fait bien de se servir de son bulletin électoral en promettant son vote à tel ou tel personnage puissant. Mais alors — puisque l'on veut être « pratique », il faut l'être jusqu'au bout —, alors plutôt que d'attendre le triomphe du parti d'opposition, mieux vaut voter pour le parti le plus proche, faire la cour au parti dominant, servir le gouvernement existant, se faire l'agent du préfet ou du maire en exercice. Et, en fait, le néo-converti dont nous parlons ne se proposait pas de voter pour le parti le plus avancé, mais pour celui qui avait la plus grande probabilité d'être élu : le bloc de gauche.

Mais alors, où va-t-on en arriver?

Les anarchistes ont certainement commis mille erreurs, ont dit une centaine d'absurdités, mais ils sont toujours restés purs et ils demeurent le parti révolutionnaire par excellence, le parti de l'avenir, parce qu'ils ont su résister à la sirène électorale.

Il serait vraiment impardonnable de se faire attirer dans le tourbillon au moment où s'approche rapidement notre heure.

MALATESTA
(*Pensiero e Volontà*, 15-5-1924,
trad. Noir et Rouge).

SUR LA FAMEUSE FRANC-MAÇONNERIE

Bien qu'étant plutôt indifférent à ce qu'on peut dire de moi, je me vois aujourd'hui obligé de répondre aux bruits que l'on fait courir sur moi et qui pourraient me nuire.

La dernière invention des milieux socialistes est que je serais franc-maçon. Je crois savoir qui en est l'auteur, mais je n'en ai pas encore la preuve, je vais donc répondre sans me soucier de ce fait.

Voilà les faits.

Je fus franc-maçon quand j'étais un brin plus jeune que maintenant, du 19 octobre 1875 à mars-avril 1876.

Je ne voulus pas me soumettre aux rites

ridicules de l'initiation et je sus qu'ils ne me seraient pas appliqués. En un mot, ils voulaient m'avoir à tout prix et à la fin j'acceptai... en partie parce qu'il me vint à l'esprit l'idée de répéter la tentative malheureuse de Bakounine de faire revenir la F.M. à ses débuts idéalistes et d'en faire une véritable société révolutionnaire (1864-1865).

Je remarquai bientôt que je ne servais que les intérêts de certains frères, qui étaient les plus grands mystificateurs...

Mais j'y rencontrai des jeunes enthousiastes accessibles aux idées socialistes et je restai pour faire de la propagande parmi eux et je le fis au grand scandale et à la rage des principales personnalités.

Publié par « *Umanità Nova* »,
extraits, 7 octobre 1920.

RABÂCHAGES AUTORITAIRES

Parmi les rares nouvelles qui me parviennent, je relève que certains camarades ont repris l'idée que pour faire triompher l'anarchie lorsque la révolution éclatera, il sera nécessaire d'obliger les gens à suivre nos méthodes jusqu'à ce qu'ils en soient convaincus, et fassent spontanément ce qu'au début nous leur faisions faire par la force. En un mot, nous serions un gouvernement.

Bien entendu, le gouvernement que vou-

draient former ces curieux anarchistes, ne serait que gentil et provisoire, gouvernant le moins possible et fort peu de temps. Mais pour réduit qu'il soit, ce sera toujours un gouvernement, c'est-à-dire un groupe d'hommes qui s'attribuent la volonté d'imposer au peuple leurs idées dans leurs intérêts.

Tout cela se ferait pour *être pratique,* pour *coller à la réalité, etc.* On croit entendre les discours des pro-alliés prêchant la *guerre pour détruire la guerre.*

La chose n'est pas nouvelle. Depuis que notre mouvement existe, il y a des individus qui, tout en se disant anarchistes, voire plus anarchistes que les autres, ont exprimé des conceptions et des intentions ultra-autoritaires : suppression — contre nos adversaires — des libertés élémentaires, de parole, de presse, de réunion, etc. ; travaux forcés sous les ordres de gardes-chiourme anarchistes; enfants arrachés à leurs mères pour les éduquer; police rouge, armée rouge, terreur rouge. Et bien que la contradiction entre l'idée de liberté et de coercition soit évidente, à la réflexion, il n'y a pas trop à s'étonner. Nés et élevés dans une société où chacun est contraint de commander ou d'être commandé, influencés par une tradition millénaire d'oppression et de servitude, n'ayant d'autres moyens d'émancipation que le recours à la violence qui nous opprime, il nous est difficile de penser et de sentir en anarchistes. Il est surtout difficile de concevoir et de respecter la

limite qui sépare la violence libératrice — juste et nécessaire pour la défense de nos droits — de la violence qui est violation des droits d'autrui. Ainsi, il y en a toujours qui retombent dans l'autoritarisme et qui, pour arriver à l'anarchisme, veulent agir comme les gouvernements, veulent être le gouvernement.

Naturellement les intentions sont toujours bonnes : oui, nous sommes anarchistes — disent-ils — mais comme les masses sont tellement arriérées, il faut les pousser en avant par la force. Quelque chose comme apprendre à marcher à quelqu'un en lui attachant les jambes!

Je ne veux pas m'attarder sur cette erreur de vouloir éduquer les gens à la liberté, à l'initiative et à la confiance en eux-mêmes, au moyen de la menace et de la violence. Je n'insisterai pas non plus sur le fait que celui qui est au gouvernement, veut toujours y rester, avec le propos sincère de bien faire, et donc, avant tout, de constituer un parti, une classe ou une clique intéressée, armée fidèle et disciplinée pour dominer les récalcitrants : choses qui arriveraient aux gouvernants « anarchistes » comme aux autres. D'abord, parce qu'elles sont une nécessité de la situation, et ensuite parce que nous autres anarchistes, nous ne sommes pas meilleurs que le commun des mortels. Je ne m'amuserai pas à répéter une fois encore toutes les raisons que l'anarchisme oppose à l'autoritarisme, car ces arguments, les camarades dont je parle, loin

d'être des novices, doivent les connaître aussi bien que moi.

Je veux seulement faire remarquer que, comme il arrive très souvent, ceux qui se vantent le plus d'être pratiques et de ne pas se perdre dans les nuages, sont ensuite ceux qui rêvent le plus de choses impossibles.

En effet il est clair que pour s'emparer du gouvernement et ne pas s'exposer à un échec certain, qui nous discréditerait et nous empêcherait pendant longtemps de faire un travail utile, il faudrait disposer d'une force numérique et d'une capacité technique suffisantes. Nous n'aurons probablement pas, au début de la prochaine révolution cette force et cette capacité; mais en supposant que nous les ayons, quel besoin y aurait-il alors de se faire gouverner et de s'engager sur un chemin qui nécessairement nous conduirait à un but opposé à celui que nous voulons atteindre? Si nous étions assez forts, nous pourrions facilement faire respecter notre autonomie, mettre les gens sur le bon chemin au moyen de la propagande et de l'exemple, bref, développer et défendre la révolution avec une méthode parfaitement anarchiste, grâce au concours volontaire et enthousiaste de la masse, intéressée à son triomphe.

Ceci est pour ceux qui voudraient s'emparer du gouvernement en « anarchistes », ou du moins pour pousser la révolution vers l'anarchie. Parce que si l'on voulait aller au gouvernement avec les partis autoritaires, qui viseraient avant tout à assurer le développement et la permanence des institutions gouvernementales, alors ce serait un mensonge et un leurre. Et tout le résultat serait qu'après avoir mis nos forces au service des nouveaux dominateurs et les avoir aidés à se renforcer dans le gouvernement, sitôt qu'on n'aurait plus besoin de nous, nous serions ignominieusement chassés et deviendrions impuissants et déshonorés.

Au contraire, la minorité que nous sommes — ou même la majorité — doit rester au milieu des masses pour leur enseigner à organiser elles-mêmes la nouvelle vie sociale, leur donner à la base l'exemple, en grand ou en petit, selon les forces que nous pourrons rassembler dans les diverses localités et dans les différentes corporations ouvrières, et cela sans jamais prendre de responsabilités dont nous ne pourrions nous acquitter à notre honneur. Ainsi nous pourrions donner à la révolution un caractère profondément rénovateur, et préparer le chemin au triomphe de l'anarchie intégrale.

Nous ne réussirons peut-être pas à mettre fin à l'existence du gouvernement, mais nous pourrons empêcher qu'il ne devienne fort et tyrannique. Nous pourrons l'obliger à respecter pour nous et ceux qui s'uniraient à nous, le maximum de liberté possible et le droit à l'usage gratuit des moyens nécessaires de production.

En tout cas, même vaincus, nous donnerons

ainsi un exemple fécond, dont les résultats seront concrets dans un proche avenir.

(*Il Risveglio*, Genève, 1-5-1931).

SUR LES ATTENTATS CONTRE DES PERSONNALITÉS

Nous savons que l'essentiel, l'utile indiscutablement, n'est pas de tuer la personne d'un roi, mais de tuer tous les rois — ceux des cours, des parlements et des usines — dans le cœur et dans la pensée des gens, c'est-à-dire de déraciner la foi dans le principe d'autorité dont une grande partie du peuple garde le culte (...).

Un autre fait sanglant est venu chagriner les âmes sensibles... et rappeler aux puissants que se placer au-dessus du peuple et piétiner le grand précepte de l'égalité et de la solidarité humaines n'est pas sans danger. Avant tout ramenons les faits à leurs justes proportions.

Un roi a été tué; et comme un roi n'en est pas moins un homme le fait est regrettable. Une reine est veuve; et puisque une reine est une femme, elle aussi, nous comprenons sa douleur.

Mais pourquoi tant de bruit pour la mort d'un homme et pour les larmes d'une femme, lorsqu'on accepte comme chose naturelle le fait que chaque jour nombre d'hommes sont tués, et nombre de femmes pleurent, à cause de guerres, d'accidents du travail, de révoltes réprimées par les fusillades, et de mille crimes dus à la

misère, à l'esprit de vengeance, au fanatisme et à l'alcoolisme?

Pourquoi déployer tant de sentimentalisme à propos d'un malheur particulier, lorsque des milliers et des millions d'êtres humains meurent de faim et de malaria, au milieu de l'indifférence de ceux qui auraient les moyens d'y remédier?

Peut-être parce que cette fois-ci les victimes ne sont pas de vulgaires travailleurs, un honnête homme et une honnête femme quelconques, mais un roi et une reine?... Vraiment, nous trouvons le cas plus intéressant et notre douleur est plus sentie, plus vive, plus vraie, quand il s'agit d'un mineur écrasé par un éboulement pendant son travail, et d'une veuve qui souffrira de la faim avec ses enfants! Néanmoins celles des monarques aussi sont des souffrances humaines à déplorer. Mais la plainte demeure stérile si l'on n'en recherche pas les causes, afin de les éliminer.

Errico MALATESTA (1900).
(trad. *le Réveil*).

CAPITALISTES ET VOLEURS

A propos des tragédies de Houndsditch et Sidney Street

Dans une ruelle de la City, il y a une tentative de vol contre une bijouterie; et les voleurs, surpris par la police, s'enfuient, se frayant un

chemin à coups de revolver. Plus tard, deux des voleurs, découverts dans une maison de l'East-End se défendent encore à coups de revolver, et meurent dans la bataille.

Au fond, rien d'extraordinaire en tout cela, dans la société actuelle, à part l'énergie exceptionnelle avec laquelle les voleurs se sont défendus.

Mais ces voleurs étaient des Russes, peut-être des réfugiés russes; et il se peut aussi qu'ils se soient rendus dans un club anarchiste les jours de réunion publique, lorsqu'il est ouvert à tout le monde. Naturellement, la presse capitaliste s'en sert une fois de plus pour attaquer les anarchistes. A lire les journaux bourgeois, on dirait que l'anarchie, ce rêve de justice et d'amour entre les hommes, n'est autre chose que le vol et l'assassinat. Avec de tels mensonges et calomnies, on réussit certainement à éloigner de nous beaucoup qui seraient avec nous, s'ils savaient seulement ce que nous voulons.

Il n'est donc pas inutile de répéter quelle est notre attitude d'anarchistes vis-à-vis de la théorie et de la pratique du vol.

L'un des points fondamentaux de l'anarchisme est l'abolition du monopole de la terre, des matières premières et des instruments du travail, et conséquemment l'abolition de l'exploitation du travail d'autrui exercé, par les détenteurs des moyens de production. Toute appropriation du travail d'autrui, tout ce qui sert à un homme pour vivre sans donner à la

société sa contribution à la production, est un vol au point de vue anarchiste et socialiste.

Les propriétaires, les capitalistes ont volé au peuple, par fraude ou par violence, la terre et tous les moyens de production, et à la suite de ce vol initial, ils peuvent soustraire chaque jour aux travailleurs le produit de leur travail. Mais ces voleurs chanceux sont devenus forts, ont fait des lois pour légitimer leur situation, et organisé tout un système de répression pour se défendre aussi bien contre les revendications des travailleurs que contre ceux qui veulent les remplacer en faisant comme ils ont fait eux-mêmes. Et maintenant le vol de *ces messieurs* s'appelle propriété, commerce, industrie, etc.; le nom de *voleurs* est par contre réservé, dans le langage courant, à ceux qui voudraient suivre l'exemple des capitalistes, mais qui, arrivés trop tard et dans des circonstances défavorables, ne peuvent le faire qu'en se révoltant contre la loi.

Toutefois, la différence des noms employés ordinairement ne suffit pas à effacer l'identité morale et sociale des deux situations. Le capitaliste est un voleur dont le succès est dû à son mérite ou à celui de ses ascendants; le voleur est un aspirant capitaliste qui n'attend que de le devenir en réalité, pour vivre sans travailler du produit de son vol, c'est-à-dire du travail d'autrui.

Ennemis des capitalistes, nous ne pouvons avoir de la sympathie pour le voleur qui vise à devenir capitaliste. Partisans de l'expropriation

faite par le peuple au profit de tous, nous ne pouvons, comme anarchistes, avoir rien de commun avec une opération qui consiste uniquement à faire passer la richesse des mains d'un propriétaire dans celles d'un autre.

Naturellement, je n'entends parler que du voleur professionnel, de celui qui ne veut pas travailler et cherche les moyens de pouvoir vivre en parasite du travail d'autrui. Le cas est bien différent lorsqu'il s'agit d'un homme auquel la société refuse les moyens de travailler et qui vole pour ne pas mourir de faim et ne pas laisser mourir de faim ses enfants. Dans ce cas, le vol (si on peut l'appeler ainsi) est une révolte contre l'injustice sociale, et peut devenir le plus impérieux des devoirs. Mais la presse capitaliste évite de parler de ces cas, car elle devrait en même temps faire le procès de l'ordre social qu'elle a pour mission de défendre.

Certainement, le voleur professionnel est, lui aussi, une victime du milieu social. L'exemple qui vient d'en haut, l'éducation reçue, les conditions répugnantes dans lesquelles on est souvent obligé de travailler, expliquent facilement comment des hommes, qui ne sont pas moralement supérieurs à leurs contemporains, placés dans l'alternative d'être exploités ou exploiteurs, choisissent d'être exploiteurs et tâchent de le devenir par les moyens dont ils sont capables. Mais ces circonstances atténuantes peuvent s'appliquer de même aux capitalistes, et il n'en résulte que mieux prouvée l'identité des deux professions.

Les idées anarchistes ne peuvent, en conséquence, pousser les individus à devenir capitalistes, pas plus que les pousser à devenir voleurs. Au contraire, en donnant aux mécontents une idée de vie supérieure et un espoir d'émancipation collective, elles les détournent, dans la mesure du possible, étant donné le milieu actuel, de toutes ces actions légales ou illégales, qui ne représentent qu'une adaptation au système capitaliste et tendent à le perpétuer.

Malgré tout cela, le milieu social est si puissant et les tempéraments personnels sont si différents, qu'il peut bien y avoir parmi les anarchistes quelques-uns qui deviennent voleurs, comme il y en a qui deviennent commerçants ou industriels; mais dans ce cas, les uns et les autres agissent ainsi non pas à cause, mais en dépit de leurs idées anarchistes.

Errico Malatesta

(*Il Risveglio anarchico,* mars 1911.)

L'ETAT « SOCIALISTE »

L'objectif des sociaux-démocrates est la « conquête des pouvoirs publics ». Nous n'examinerons pas ici si ce but correspond à leurs théories historiques selon lesquelles la classe économiquement prédominante détiendrait toujours fatalement le pouvoir politique, et que donc

l'émancipation économique devrait nécessairement précéder l'émancipation politique. Nous ne discuterons pas si, en admettant la possibilité de la conquête du pouvoir politique par une classe déshéritée, les moyens légaux peuvent suffire à ce but.

Nous voulons seulement discuter maintenant si la conquête des pouvoirs publics entre ou non dans l'idéal socialiste d'une société d'êtres libres et égaux, sans suprématie ni divisions de classes.

Les sociaux-démocrates, en particulier les Italiens, qu'ils en conviennent ou pas, ont subi plus que d'autres l'influence des idées anarchistes. Ils disent parfois, du moins quand ils polémiquent avec nous, qu'ils veulent aussi abolir l'Etat, dans le sens de gouvernement, et que c'est précisément pour pouvoir l'abolir qu'ils veulent s'en emparer. Qu'est-ce que cela signifie? S'ils comprenaient ce qu'ils veulent, c'est-à-dire dès la conquête : abolir l'Etat, annuler toute garantir légale des « droits acquis », dissoudre toute force armée officielle, supprimer tout pouvoir législatif, laisser une autonomie pleine et complète à toutes les localités, toutes les associations, tous les individus, promouvoir l'organisation sociale de bas en haut, au moyen de la libre fédération des groupes de producteurs et de consommateurs, alors toute la question se réduirait à une question de mots pour exprimer les mêmes idées. Dire *nous voulons assaillir cette forteresse et la détruire*, ou dire *nous voulons nous emparer de cette forteresse pour la démolir* signifient une seule et même chose.

Il resterait toujours entre nous et les socialistes la différence d'opinions, certes très importante, sur la participation aux élections et l'entrée des socialistes au parlement : si elles favorisent ou font obstacle à la révolution, si elles préparent les gens à une transformation radicale des organes présents, si elles enseignent au peuple à accepter après la révolution une nouvelle tyrannie. Du moins, sur le but final, nous serions parfaitement d'accord.

Cependant, il est certain que ces déclarations de s'emparer de l'Etat *pour le détruire* sont soit des artifices criticables de polémique, soit, si elles sont sincères, des propos d'anarchistes en formation, qui croient être encore démocrates.

Les vrais sociaux-démocrates ont une tout autre idée de la « conquête des pouvoirs publics ». Au congrès de Londres, pour citer une manifestation récente (1896) et solennelle, ils ont déclaré publiquement qu'il faut conquérir les pouvoirs publics « pour légiférer et administrer la nouvelle société ». Et dans le dernier numéro de *Critica Sociale* (1-5-1897) on lit que « c'est une erreur de croire que le parti socialiste, une fois au pouvoir, pourra ou voudra diminuer les impôts. Au contraire, l'Etat devra, en augmentant graduellement les impôts, absorber graduellement la richesse privée pour appliquer les grandes réformes que le socialisme se propose (institution de Caisses de retraite, d'in-

validité, sécurité sociale, réforme de l'enseignement digne d'un pays civilisé, indemnisation du grand capital, etc.) » pour se préparer au « but lointain du communisme parfait, lorsque tout deviendra un service public et que la richesse privée sera identique à la richesse de la société ».

Voilà donc, le bel et bon gouvernement que les socialistes nous proposent : un gouvernement avec toute la suite indispensable de percepteurs, d'huissiers (pour les contribuables retardataires), de gendarmes et de gardiens de prisons (au cas où l'huissier serait jeté par le fenêtre), de juges, d'administrateurs des fonds de l'assistance publique, de programmes scolaires et d'instituteurs officiels, d'administration de la dette publique pour payer les intérêts du capital indemnisé, etc. ; et naturellement, le corps législatif qui fait les lois et détermine l'impôt et les différents fonctionnaires qui exécutent et interprètent les lois.

Il peut y avoir des différences de modalité, de tendances plus ou moins accentuées, de méthodes plus ou moins dictatoriales ou démocratiques, de procédés plus ou moins rapides ou graduels, mais dans le fond ils sont tous d'accord, parce que c'est l'essentiel de leur programme.

Maintenant il faut voir si ce gouvernement, dont les socialistes sont amourachés, offre des garanties de justice sociale. S'il pourrait ou voudrait abolir les classes, détruire toute exploitation et toute oppression de l'homme par

l'homme, si en un mot il pourrait ou voudrait fonder une société véritablement socialiste.

Les sociaux-démocrates partent du principe que l'Etat, le Gouvernement, n'est que l'organe politique de la classe dominante. Dans une société capitaliste, disent-ils, l'Etat sert nécessairement les intérêts des capitalistes et garantit leur droit d'exploiter les travailleurs, mais dans une société socialiste, lorsque la propriété individuelle sera abolie et qu'avec la destruction des privilèges économiques, les distinctions de classes auront disparu, alors l'Etat représenterait tous les citoyens et deviendrait l'organe impartial des intérêts sociaux de tous les membres de la société.

C'est ici qu'apparaît nécessairement une difficulté. S'il est vrai que le gouvernement est nécessairement et toujours l'instrument des possesseurs des moyens de production, comment pourra se produire le miracle d'un gouvernement socialiste surgi en plein régime capitaliste, dans le but d'abolir le capitalisme? Est-ce que ce sera, comme le voulaient Marx et Blanqui, au moyen d'une dictature imposée par la révolution, par un coup de force, qui décrète et impose révolutionnairement la confiscation de la propriété privée en faveur de l'Etat qui représente les intérêts de la collectivité? Ou bien alors, comme les marxistes et une grande partie des blanquistes modernes le veulent, au moyen de la majorité socialiste envoyée au parlement par suffrage universel? Procédera-t-on d'un coup à

puisque la richesse est un instrument très efficace de pouvoir, le gouvernant, même s'il ne vole pas et n'abuse pas personnellement, suscite autour de lui la formation d'une classe qui lui doit ses privilèges et est intéressée à ce qu'il reste au pouvoir. Les partis du gouvernement sont sur le terrain politique ce que sont les classes propriétaires sur le terrain économique.

Les anarchistes l'ont dit mille fois, et toute l'histoire le confirme : propriété individuelle et pouvoir politique sont deux maillons de la chaîne qui opprime l'humanité, les deux tranchants de la lame du poignard du criminel. Il est impossible de se libérer de l'une sans se libérer de l'autre. Une fois abolie, la propriété individuelle sans abolir le gouvernement, elle renaîtra grâce aux gouvernants. Abolir le gouvernement sans abolir la propriété individuelle, c'est laisser les propriétaires reconstruire le gouvernement.

Lorsque Frédéric Engels, sans doute pour parer à la critique anarchiste, disait qu'après la disparition des classes l'Etat, à proprement parlé, n'a plus de raison d'être et se transforme de gouvernement des hommes en administration des choses, il ne faisait qu'un piètre jeu de mots. Celui qui domine les choses, domine les hommes; qui gouverne la production, gouverne les producteurs; qui mesure la consommation est le maître des consommateurs.

La question est celle-ci : ou les choses sont administrées selon des pactes libres entre les intéressés et alors c'est l'anarchie; ou elles sont administrées selon des lois faites par les administrateurs et alors c'est le gouvernement, l'Etat, et il est fatalement tyrannique.

Il ne s'agit pas ici de la bonne foi et de la bonne volonté d'untel ou untel, mais de la fatalité des situations et des tendances que les hommes présentent généralement quand ils sont dans certaines circonstances.

Du reste, s'il s'agit vraiment du bien de tous, si on entend vraiment *administrer* les choses dans l'intérêt des administrés, qui peut le faire mieux que ceux qui produisent ces choses et qui doivent les consommer?

A quoi sert un gouvernement? Le premier acte d'un gouvernement socialiste arrivant au pouvoir devrait être : « Considérant que nous ne pouvons faire rien de bon au gouvernement et que nous paralyserions ainsi l'action du peuple, en l'obligeant à attendre des lois que nous ne pourrons faire qu'en sacrifiant les intérêts des uns à d'autres et ceux de tous aux nôtres, comme gouvernants, nous déclarons abolie toute autorité et invitons tous les citoyens à s'organiser en associations correspondant à leurs différents besoins, et nous nous en remettons à l'initiative de ces associations et allons en leur sein y apporter notre contribution personnelle par le travail. »

Aucun gouvernement n'a jamais fait quelque chose de semblable, il en irait de même d'un gouvernement socialiste. C'est pourquoi le peuple, lorsqu'il aura assez de force, et s'il est

inspiré, empêchera la formation de tout gouvernement.

(*Agitazione* d'Ancône, 15-5-1897.)

SUR LES MARXISTES ET LES ANARCHISTES EN 1897

— Est-ce que tu attribues l'éclipse momentanée du parti anarchiste aux lois d'exceptions?

Les lois d'exceptions ont eu une influence indirecte, presque de répercussion. Le fait est que quand les lois éclatèrent tel un ouragan, le parti anarchiste était en pleine crise pour des raisons, disons, internes. Et les lois d'exceptions nous firent d'autant plus mal que nous étions faibles, pas prêts à la résistance. Autrement elles nous auraient fait du bien.

— Quelles étaient les causes internes de faiblesse?

C'étaient principalement des questions théoriques, non encore éclaircies, qui avaient fait croire à un accord, alors que sous une phraséologie identique, il y avait des idées absolument opposées.

Il y avait donc parmi nous des éléments négatifs, qui n'avaient d'anarchiste que le nom. Une autre erreur très grave fut celle de nous être éloignés du mouvement ouvrier et d'avoir cessé peu à peu d'être un parti vivant et populaire pour devenir une poignée de doctrinaires.

On peut ajouter qu'au début du mouvement anarchiste, sans doute à cause de l'extrême jeunesse et du manque d'expérience des initiateurs, on avait l'illusion de pouvoir arriver à la révolution rapidement. On négligeait par conséquent tout travail d'organisation de longue haleine, tout en en reconnaissant le bien-fondé. Et il arriva le phénomène suivant : nous, qui avions été dès nos origines en lutte contre le parti marxiste, nous étions en bien des aspects plus marxistes que ceux qui se disaient tels. Ainsi par exemple, nous acceptions dans le marxisme le fatalisme inerte, la loi du salaire mise à la mode par Lassalle et d'autres postulats. C'est pourquoi nous étions persuadés de l'impossibilité et de l'inutilité de toute réforme et améliorations des conditions du prolétariat dans le régime capitaliste. Il en découla que non seulement nous ne nous occupions pas des petites revendications et des luttes ouvrières de tous les jours, menées fatalement dans le « struggle for life » social (19), mais qu'en plus nous obtenions des résultats négatifs. Précisément dans les pays les plus avancés, où le prolétariat avait une plus grande conscience et où, donc, il pouvait résister, s'imposer et s'assurer quelques vagues concessions, c'était là que les ouvriers nous écoutaient le plus difficilement, presque avec méfiance, nous qui leur prêchions l'impossibilité de toute amélioration du régime capitaliste actuel. Cette explication est selon moi, plus vraie et logique que celle d' « Avanti! » (organe du

parti socialiste) pour justifier le fait que bien souvent dans les pays où le prolétariat était le plus conscient, l'idée anarchiste faisait moins de progrès, parce que les ouvriers les abandonnaient au profit du socialisme.

— Mais alors vous allez tendre à être un parti réformiste?

Non, parce que pour nous les réformes, si et lorsqu'elles peuvent être obtenues, ne doivent être qu'une préparation à la révolution. C'est pourquoi nous voulons que le peuple les conquiert lui-même, qu'il sente qu'elles sont dues à son énergie, et que, donc, il développe une volonté d'exiger toujours plus. Nous sommes un parti révolutionnaire parce que nous voyons la révolution et que nous soutenons que les réformes possibles dans le régime capitaliste ne peuvent être qu'anodines, souvent simplement temporaires, et que le prolétariat ne pourra obtenir son émancipation sans transformer complètement l'ordre social.

Nous appuyons systématiquement parmi les réformes, celles qui mettent en évidence le conflit entre propriétaires et prolétaires, entre gouvernants et gouvernés et qui, donc, éveillent un sentiment conscient de rébellion, qui explosera dans la révolution définitive finale.

L'essentiel pour nous est d'être avec le peuple, de lui montrer que nous entendons lutter et souffrir avec lui, développer en lui la conscience de sa force, sa volonté et sa puissance, qui ne peuvent venir que de l'organisation. Ensuite, les

occasions de faire plus ne manqueront pas. Les occasions de faire la révolution en Italie n'ont pas manqué, mais les forces des partis populaires pour en profiter étaient faibles. Maintenant nous cherchons précisément à acquérir cette force. Le reste viendra après.

— Avez-vous l'intention de publier un schéma de programme?

Les grandes lignes du programme socialiste-anarchiste sont bien connues, et nous les exposons et les défendons constamment dans nos publications, nos discours et notre propagande individuelle, qui forment notre principale activité. Du reste, une formule de programme est en discussion dans les différentes sections de notre parti, disons presque officiellement, qu'elle verra le jour très prochainement (14) et qu'en étant fixe sur les points fondamentaux, elle sera dans la partie tactique toujours ouverte aux modifications que le parti, selon les circonstances, jugera bon d'apporter.

— En somme, il semble que vous alliez suivre le modèle du parti socialiste...

Non. Notre parti se différencie du parti socialiste dans ses principes et sa position. Car ce n'est pas un parti autoritaire et qu'il n'est soumis à aucune direction.

Le seul lien qui nous uni tous les socialistes-anarchistes, c'est celui de vouloir les mêmes choses, par les mêmes moyens, en coopérant ensemble dans le même but. Nos organes fédéraux, c'est-à-dire les différentes commissions

de correspondance ne sont qu'un moyen de maintenir plus facilement les contacts et les accords entre les camarades, pour pouvoir les informer plus rapidement des propositions issues des groupes, des opinions de tous les camarades, avec le concours de ceux qui veulent et peuvent agir. Du reste, tous les groupes ont une autonomie complète, limitée naturellement par l'engagement de ne pas contredire les principes et la tactique générale du parti, dans le cas contraire, les individus et les groupes dissidents sortiraient volontairement du parti.

— Tu penses donc que le parti anarchiste est finalement sur la bonne voie et qu'il progresse à grands pas?

On ne peut dire encore qu'il progresse à grands pas. Mais, comme tu le dis, il est sur la bonne voie. On peut affirmer tout d'abord sans se tromper que l'entente est maintenant complète. De nombreuses équivoques ont été dissipées, beaucoup de questions — de mots dans le fond — ont été ramenées à leurs dimensions réelles, et les éléments incompatibles ont été éliminés. Dans les villages où l'anarchisme avait ses traditions anciennes, les sections se sont reformées et travaillent activement pour étendre la propagande. Chaque jour, elles réussissent à pénétrer dans de nouveaux centres pour notre action; elles commencent à participer à la vie ouvrière et à avoir une certaine influence au sein des organisations économiques.

Outre plusieurs publications de propagande

plus ou moins périodiques, nous avons un journal, « l'Agitazione », qui a une vie désormais assurée. Certes, il y a beaucoup, immensément à faire avant d'être un parti qui fasse sentir de façon valable son influence dans la vie publique; mais nous sommes maintenant en condition de pouvoir regarder l'avenir avec confiance, en étant sûrs que tout ouragan réactionnaire qui tombera sur nous, n'arrêtera pas et ne détruira pas notre travail.

— Pourquoi avez-vous cru bon d'ajouter le mot anarchiste, comme pour atténuer votre nom de socialiste?

Nous n'avons ni ajouté ni atténué. Depuis 1871, lorsque notre propagande commença en Italie, nous nous sommes, et nous nous disons toujours, *socialistes-anarchistes*. Dans l'usage, il est arrivé de nous dire simplement anarchistes, puisqu'il était implicite que les anarchistes sont des socialistes; de même que lorsqu'en Italie nous étions les seuls à nous dire socialistes, nous nous disions simplement socialistes, puisque les socialistes étaient aussi anarchistes. Nous avons toujours pensé que dans le fond socialisme et anarchie sont deux mots qui ont le même sens, puisqu'il est impossible, à notre avis, de séparer l'émancipation économique (abolition de la propriété) de l'émancipation politique (abolition du gouvernement) et vice versa.

Aujourd'hui nous mettons les deux adjectifs ensemble, non pas par modification de nos idées, mais parce que ceux qui croient pouvoir

Ecrits politiques. 9.

arriver au socialisme par le gouvernement sont plus nombreux. De même, il y a des individus qui se disent anarchistes sans être socialistes, ce qui à notre avis n'est pas être anarchiste. Mais beaucoup de ceux qui repoussent le mot socialiste, comme mot, veulent aussi assurer à tous les moyens de production.

Les vrais anarchistes non socialistes, si on peut les appeler anarchistes, ne sont que des bourgeois, qui veulent attirer l'attention publique et sembler originaux, pour des raisons théoriques très différentes de celles qui inspirent les vrais anarchistes.

— Crois-tu possible, du moins provisoirement, un accord entre le parti anarchiste et le parti socialiste?

Je crois que nous avons avec les socialistes légalistes un immense terrain commun dans la lutte contre le gouvernement et les capitalistes, et je crois que nous pouvons et nous devons nous mettre d'accord sur toutes les agitations économiques et prolétaires qui, par exemple, sont celles des internements, des grèves, des lois répressives, etc. Malheureusement les socialistes légalistes, avec leur esprit autoritaire, ont tendance à vouloir monopoliser le mouvement ouvrier et à diriger toutes les agitations vers un but électoral. Ainsi j'ai peur que des conflits surgissent entre les deux partis, comme il y en a eu pour les mêmes raisons, dans les Congrès ouvriers internationaux, où les socialistes tout en admettant tous les ouvriers sans distinction

d'opinion voulaient en exclure les ouvriers anarchistes. J'espère que lorsque nous aurons une influence et une force réelles dans le mouvement ouvrier, les socialistes auront le sentiment de leur responsabilité et ne voudront pas trahir la cause des travailleurs, en provoquant des dissensions, alors qu'il n'y a pas de raison réelle à cela.

(Extrait d'une interview de Malatesta, se trouvant clandestinement en Italie, le 30 septembre 1897, publié par l'organe du parti socialiste *Avanti!*, 3-10-97.)

NOTES

(1) Au sens de mouvement, note de Luigi Fabbri.

(2) Voir la note précédente.

(3) N'ayant pas le texte en français, nous traduisons de l'italien (N.D.T.).

(4) « Mettre à mort un sur dix » (Larousse), voir Lénine « On fusillera un parasite sur dix », *Comment doit-on organiser l'émulation?* 12-1917 publié pour la première fois dans *Pravda* 20-1-1929, tome 26, œuvres en russe (N.D.T.).

(5) En français dans le texte (N.D.T.).

(6) Mussolini n'interdit pas la presse de gauche après la marche sur Rome. Il la laisse végéter en la limitant le plus possible pour se donner un vernis démocratique, mais à partir de 1926 elle disparut peu à peu. Malatesta, qui avait connu Mussolini du temps où il était socialiste, était particulièrement surveillé et il se tenait au courant des affaires du mouvement avec beaucoup de difficultés (N.D.T.).

(7) On peut remarquer que Jean Grave exprimait des idées semblables à celles de Malatesta dans *Organisation, Initia-*

tive, cohésion, Paris, Les Temps Nouveaux, 1902, mais a adopta la vision plateformiste par la suite (N.D.T.).

(8) C'est exactement ce qui se passa en Catalogne après l'écrasement du putsch militaire en juillet 1936... pour la suite voir *Enseignements de la révolution espagnole* de V. Richards, 10/18 (N.D.T.).

(9) Le « partout » de Malatesta doit se comprendre : partout où l'on peut agir en anarchiste et en révolutionnaire, ce qui est bien différent de l' « entrisme » de type léniniste qui n'est que du contre-espionnage avec la mentalité qui en découle (N.D.T.).

(10) Telle fut la revendication de la C.G.T. à Saint-Nazaire en 1955 (N.D.T.).

(11) Pour la C.N.T. espagnole, voir *Capitalisme, Syndicalisme, même combat*, éd. Spartacus, 1974 (N.D.T.).

(12) Traditionnellement anarchistes, aujourd'hui encore (N.D.T.).

(13) En anglais dans le texte (N.D.T.).

(14) Publié en 1903, voir le *Programme anarchiste*.

LA PRATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

LA SEMAINE ROUGE D'ANCONE (N.d.t.).

La guerre en Libye contre la Turquie (1911-1912) et la mauvaise gestion du Premier ministre Giolitti avaient provoqué une crise politique et économique. Certaines régions avaient de 50 à 80 % de chômeurs, les travailleurs défendaient leur salaire par des grèves dans tous le pays, au sud les paysans se répartissaient les terres.

Sur le plan syndical, la C.G.T. ne menait aucune action révolutionnaire, cependant son action durcissait avec la montée de l'U.S.I. (union syndicale italienne), fondée par les anarchistes, qui poussait à la grève générale révolutionnaire.

La gauche politique était représentée par le parti socialiste qui adoptait des positions plus rigoureuses avec son secrétaire général, un certain Benito Mussolini, également directeur de l'organe du parti « Avanti! ». Mussolini venait de faire expulser les réformistes et luttait contre

les militaires, le Vatican et la franc-maçonnerie. Il écrivait : « Pour moi, le problème est le suivant : il s'agit d'opposer à la minorité bourgeoise une minorité socialiste et révolutionnaire. » (*Avanti!* 15-2-1914). Au congrès du parti à Ancône — avril 1914 —, il fait expulser les francs-maçons.

Egalement à gauche, les républicains semblaient prêts à s'opposer par la violence à la monarchie.

Quant aux anarchistes, ils voyaient des possibilités révolutionnaires dans la situation. Malatesta, exilé à Londres, était revenu et dirigeait à Ancône une publication.

La population était sensibilisée par une campagne anti-militariste menée pour libérer deux soldats opposés à la guerre en Libye (Masetti et Moroni, anarchistes, emprisonnés depuis 1911).

Le 9 mai 1914 la section d'Ancône de l'U.S.I. annonça une manifestation pour Masetti et Moroni, à laquelle se joignirent le parti socialiste, le parti républicain, la C.G.T. et le syndicat autonome des cheminots. « Il s'agissait de transformer le premier dimanche de juin, anniversaire du statut (militariste), en une journée nationale pour Masetti : si ce jour-là le gouvernement s'était souillé de sang, il aurait fallu répondre par la grève générale à outrance » (Borghi, leader de l'U.S.I. « Mezzo secolo di anarchie »).

Le 7 juin 1914 Malatesta était arrêté à Ancône pour incitation à une manifestation anti-militariste, puis relâché. Des forces de police étaient

concentrées. La manifestation eut lieu avec Malatesta et Nenni, mais la police tira. Il y eut deux morts et un blessé grave.

Le 9, une fusillade a lieu au moment de l'enterrement des victimes. L'état de siège est déclaré à Ancône.

Le 8, la grève générale est lancée, des bagarres opposent policiers et manifestants, des magasins de munitions sont mis à sac.

Dans le reste du pays c'est seulement le 9 qu'une grève générale de protestation commence.

Le 10, les lignes de chemins de fer menant à Ancône sont sabotées.

Le 11, des incendies se déclarent dans la ville. La Chambre du Travail contrôle l'activité commerciale (abattoir) afin de nourrir la population. Des renforts révolutionnaires arrivent à Rimini et à Forli.

Dans le reste du pays, la C.G.T. demande l'arrêt de la grève générale.

Le 12, le député socialiste Sabanda vient demander la fin de la grève à Ancône.

Le 13 : Nenni arrive également. Le travail commence à reprendre.

Après le 14, tout est normal à Ancône

Hors d'Ancône, des barricades avaient été faites et des casernes attaquées dans presque toute l'Italie mais en Emilie seulement, les mouvements ne furent pas réprimés. Dans cette dernière région, un groupe d'officiers et un général furent fait prisonniers par des ouvriers

agricoles. Dans les villes des « magasins du peuple » se constituèrent.

Il est bon de signaler que la C.G.T. était dirigée par d'Aragona, futur saboteur de l'occupation des usines et fasciste-syndicaliste enthousiaste.

Pour conclure, nous donnerons des extraits d'un interview de Malatesta (*Il Giornale d'Italie*, 27-6-1914, reproduit par *Umanità Nova* 7-6-1964) alors exilé à nouveau à Londres.

— Maintenant dites-moi si le gouvernement révolutionnaire était organisé?

Pas le moins du monde : qui l'affirme est de mauvaise foi. Le massacre d'Ancône provoqua une première réaction dans toute l'Italie, comme c'est déjà arrivé. Puis le malaise économique qui existe dans tout le pays, depuis la guerre de Libye, l'esprit révolutionnaire qui règne évidemment dans une grande partie du prolétariat italien, ont donné les journées révolutionnaires. Je dirai que non seulement elles n'étaient pas préparées, mais qu'elles nous ont surpris (...).

— Mais le mouvement a échoué...

Précisément parce qu'il n'était pas organisé... Il a échoué parce que les révolutionnaires se sont eux-mêmes chargés de s'isoler du monde (...). Les cheminots auraient fait la grève sérieusement et totalement, s'ils avaient reçu l'ordre convenu et s'ils n'avaient malheureusement pas reçu un ordre artificiel de la C.G.T. de suspendre le mouvement (...).

A Ancône, la conviction d'un changement de

régime était si ancrée que spontanément, sans aucune poussée, de petits comités de salut public se formèrent. Un jour on apprit qu'à l'hôpital le lait manquait pour les enfants malades et un comité se forma pour réquisitionner le lait à la campagne (...). Il n'y eut aucune atteinte à la propriété privée (...).

MOUVEMENTS TRONQUÉS

La Semaine Rouge. — Certains milieux croient à la légende que j'ai été l'organisateur de « la Semaine Rouge » de 1914. C'est un grand honneur pour moi, mais malheureusement je ne le mérite pas!

La « Semaine Rouge » ne fut pas un mouvement préparé et voulu, elle arriva soudain comme réaction spontanée d'un peuple farouche contre la provocation insensée et sanglante de la force publique.

Les choses se passèrent ainsi. Depuis un certain temps les partis subversifs et en particulier les anarchistes et les syndicalistes s'agitaient pour obtenir la libération de Masetti et l'abolition des régiments disciplinaires. Les conférences et les assemblées se multipliaient, mais les effets étaient peu nombreux et le gouvernement ne semblait pas céder. On cherchait un autre type de manifestation plus spectaculaire, qui puisse secouer l'opinion publique et impressionner les autorités. Dans une assemblée à Ancône

un militant (que je ne nommerai pas parce que je ne sais si ça lui plairait maintenant) lança une proposition qui fut accueillie avec enthousiasme. Puisque le premier dimanche de juin était proche et que les autorités officielles allaient commémorer la « concession » du statut militaire par des défilés militaires, des réceptions royales et préfectorales, nous, disait la proposition, devrions empêcher ou au moins troubler la fête; en convoquant le même jour, des assemblées et des cortèges dans toutes les villes d'Italie, ce qui obligerait le gouvernement à consigner les troupes dans les casernes ou à les utiliser comme forces publiques, ce qui empêcherait les défilés.

L'idée, présentée par le périodique *Volontà* que nous imprimions alors à Ancône, fut soutenue et propagée avec chaleur et lorsque le premier dimanche de juin arriva, elle fut appliquée dans de nombreuses villes.

Les défilés n'eurent pas lieu : la manifestation était une réussite et nous n'aurions pas alors poussé les choses plus avant, parce qu'un mouvement général mûrissait en Italie et que nous n'avions pas intérêt à dépenser nos forces dans des tentatives isolées. Mais la stupidité et la brutalité policière en disposèrent autrement.

A Ancône pendant la matinée, les troupes avaient été consignées et il ne s'était rien passé de grave. Dans l'après-midi, il y eut une assemblée dans le local des républicains à Villa Rossa, et après les discours des orateurs des

différents partis expliquant les raisons de la manifestation, la foule commença à sortir. Mais la police était aux portes : elle obligeait les gens à se disperser et à se retirer. Cependant des cordons de carabiniers avaient bouclé toutes les rues par lesquelles on pouvait partir et ils empêchaient le passage. De là vint un conflit : les carabiniers firent feu et tuèrent trois jeunes gens.

Immédiatement les trams cessèrent de circuler; toutes les boutiques fermèrent et la grève générale fut appliquée sans qu'il fut besoin de la décider et de la proclamer. Le lendemain et les jours suivant Ancône se trouva potentiellement en état d'insurrection. Des armureries furent pillées, du blé fut réquisitionné, il y eut une ébauche d'organisation pour subvenir aux besoins alimentaires de la population. La ville était pleine de troupes, des navires de guerre se trouvaient dans le port, mais l'autorité tout en faisant circuler des patrouilles importantes, n'osait pas réprimer. Evidemment elle ne se sentait pas sûre de l'obéissance des soldats et des marins. En fait les soldats et les marins fraternisaient avec le peuple. Les femmes, les femmes incomparables d'Ancône, choyaient les soldats, en leur donnant du vin et des cigarettes, en les incitant à se mêler à la foule. Çà et là des officiers étaient couverts de crachats et giflés en présence de leur troupe et les soldats laissaient faire et même encourageaient du geste et de la parole. La grève prenait chaque jour plus,

un caractère insurrectionnel, des proclamations disaient ouvertement qu'il ne s'agissait plus d'une grève et qu'il fallait organiser la vie de la ville sur de nouvelles bases.

Pendant ce temps, le mouvement s'était propagé comme l'éclair dans les Marches et en Romagne et s'étendait en Toscane et en Lombardie. Les sentiments des travailleurs étaient favorables à un changement de régime. L'accord entre les partis révolutionnaires s'était fait de lui-même, et bien que des leaders comme Pirolini, Chiesa et Pacetta couraient en automobiles pour dénigrer le mouvement, les travailleurs républicains luttaient en accord avec les anarchistes et la partie révolutionnaire des socialistes.

On était prêt à passer à des actes définitifs. La grève à tendance insurrectionnelle s'étendait. Les cheminots se préparaient à se saisir de la direction afin d'empêcher le transport des troupes et ne faire voyager que les trains utiles au mouvement insurrectionnel.

La révolution allait se faire, sous l'impulsion spontanée des populations et avec de grandes chances de succès.

Bien sûr, on n'aurait pas alors appliqué l'anarchie et encore moins le socialisme, mais on aurait enlevé de nombreux obstacles et on aurait ouvert une période de libre propagande, de libre expérimentation, peut-être aussi de combats, à l'issue desquels nous voyions briller le triomphe de notre idéal.

Mais tout d'un coup, alors que les espoirs étaient les plus grands, la direction de la Confédération Générale du Travail déclara le mouvement terminé et ordonna la fin de la grève par des télégrammes. Les masses, qui avaient confiance et pensaient prendre part à un mouvement général, furent ainsi désorientées. Chaque localité vit qu'il était naturellement impossible de résister seul, et le mouvement cessa.

L'occupation des usines. — Les ouvriers métallurgistes commencèrent le mouvement pour des questions de salaires. Il s'agissait d'une grève d'un genre nouveau. Au lieu d'abandonner les usines, ils restaient dedans sans travailler, en les gardant nuit et jour pour que les patrons ne puissent lock-outer.

Mais on était en 1920. Toute l'Italie prolétarienne tremblait de fièvre révolutionnaire, et le mouvement changea rapidement de caractère. Les ouvriers pensèrent que c'était le moment de s'emparer définitivement des moyens de production. Ils s'armèrent pour la défense, transformant de nombreuses usines en véritables forteresses, et ils commencèrent à organiser la production pour eux-mêmes. Les patrons avaient été chassés ou déclarés en état d'arrestation : ... C'était le droit de propriété aboli en fait, la loi violée dans tout ce qu'elle a de défense de l'exploitation capitaliste. C'était un nouveau régime, une nouvelle forme de vie sociale qui étaient inaugurés. Le gouvernement laissait faire, parce qu'il se sentait incapable de s'y opposer,

comme il l'avoua plus tard en s'excusant de l'absence de répression.

Le mouvement s'étendait et tendait à embrasser d'autres catégories. Des paysans occupaient les terres. C'était la révolution qui commençait et se développait à sa manière, je dirai presque idéale.

Les réformistes, naturellement, voyaient les choses d'un mauvais œil et cherchaient à les faire avorter. Même « Avanti! » ne sachant à quel saint se vouer, tenta de nous faire passer pour des pacifistes, parce que dans « Umanità Nova » nous avions dit que si le mouvement s'étendait à toutes les catégories, si les ouvriers et les paysans avaient suivi l'exemple des métallurgistes, en chassant les patrons et en s'emparant des moyens de production, la révolution se serait faite sans verser une goutte de sang. Peine perdue.

La masse était avec nous. On nous demandait de nous rendre dans les usines pour parler, encourager, conseiller, et nous aurions dû nous diviser en mille pour satisfaire toutes les demandes. Là où nous allions c'étaient nos discours que les ouvriers applaudissaient, et les réformistes devaient se retirer ou se camoufler.

La masse était avec nous, parce que nous interprétions mieux ses instincts, ses besoins et ses intérêts.

Et cependant, le travail trompeur des gens de la Confédération Générale du Travail et ses accords avec Giolitti suffirent à faire croire à

une espèce de victoire avec l'escroquerie du « contrôle ouvrier » et à inciter les ouvriers à laisser les usines, juste au moment où les probabilités de réussite étaient les plus grandes.

J'ai cité ces deux exemples, et j'aurais pu en citer d'autres : le mouvement contre la vie chère, la grève de Turin et du Piémont pendant l'hiver 1920, les grèves de Milan, etc., pour aboutir toujours aux mêmes constatations.

Sur la place, dans l'action, la masse est avec nous, prête à agir. Mais au plus fort de l'action, elle se laisse entortiller, s'arrête, se décourage, et nous nous retrouvons toujours vaincus et isolés. Pourquoi? A mon avis c'est parce que nous sommes désorganisés, ou pas assez organisés.

Les autres ont les moyens de transmettre partout leurs nouvelles, vraies ou fausses, qui convergent pour influencer et diriger l'action dans le sens qu'ils désirent. Au moyen de leurs ligues, sections, et fédérations, ils disposent de fonds dans tous les centres, d'adresses sûres, etc., ils peuvent lancer un mouvement quand il sert leur but et l'arrêter quand le but est atteint. Et pour tronquer tout mouvement, ils ont un moyen très simple : celui de faire croire dans chaque localité que tout est fini et qu'il faut penser à sauver ce qui reste.

Les situations que j'ai décrites se reproduiront certainement en Italie et peut-être dans peu de temps. Devons-nous nous trouver encore dans le même état d'impréparation, incapables de nous opposer efficacement aux manœuvres des endor-

meurs et à tirer d'une situation révolutionnaire tout le fruit possible?

(*Umanità Nova*, 28-6-1922.)

L'OCCUPATION DES USINES

Le mouvement des métallurgistes.

En occupant les usines les ouvriers de l'industrie métallurgique ont fait le premier acte pratique de la révolution sociale et ils continuent la lutte avec foi et courage.

Ils ont en main les usines et ils n'entendent pas les laisser, comme le montrent les informations sûres qui nous parviennent de toute l'Italie.

Il faut maintenant que les travailleurs des autres catégories entrent en lutte. Tout retard pourrait être fatal.

Les métallurgistes ne peuvent se maintenir indéfiniment si on ne leur envoie même pas de nourriture. Et pour agir ainsi, il faut prendre possession de toutes les usines, de tous les dépôts de marchandises, en particulier alimentaires, des chemins de fer, des bateaux, de toute la richesse sociale.

Nous espérons que les organismes dirigeants du prolétariat sauront comprendre la gravité de ce moment et faire leur devoir. C'est d'eux que dépendent l'unité et la vitesse d'action, indispensables pour assurer la victoire.

Toute tergiversation, tout retard seraient une trahison.

La masse des travailleurs est prête et impatiente et attend anxieusement un signal pour agir. Ceux qui peuvent le faire et n'agissent pas seront traités comme des traîtres par les travailleurs.

A l'œuvre donc, cheminots, marins, mineurs, travailleurs agricoles, des moulins, des fabriques de pâtes, des ports et de toutes les industries. Emparez-vous des richesses qui sont à votre portée, chassez les patrons, et mettez-vous d'accord tous ensemble pour poursuivre la production et l'échange des produits.

Vous avez fait la révolution sans verser une goutte de sang.

(*Umanità Nova*, 10 septembre 1920.)

Aux ouvriers métallurgistes!

Vous vous êtes emparés des usines, vous avez fait ainsi un pas important vers l'expropriation de la bourgeoisie et la mise à la disposition des travailleurs des moyens de production. Votre acte peut être, *doit* être le début de la transformation sociale.

Le moment est plus propice que jamais. Le gouvernement est impuissant et n'ose vous attaquer. Tout le prolétariat, des villes et des campagnes, vous regarde avec une fébrile anxiété et est prêt à suivre votre exemple.

Si vous demeurez unis et fermes vous pourrez

avoir fait la révolution sans qu'une goutte de sang ne soit versée. Mais pour que cela soit réalité, il faut que le gouvernement sente que vous êtes fermement décidés à résister en utilisant s'il le faut les moyens les plus extrêmes. Si au contraire il vous croit faibles et hésitants, il se tiendra sur ses gardes et tentera d'étouffer le mouvement en massacrant et en persécutant. Mais même si le gouvernement tente de réprimer, en particulier s'il essaie, tout le prolétariat s'insurgera pour vous défendre. Cependant un danger vous menace : celui des transactions et des concessions.

Sachant qu'ils ne peuvent vous attaquer de front, les industriels vont essayer de vous leurrer. Ne tombez pas dans le piège.

Le temps n'est plus aux pourparlers et aux pétitions. Vous jouez le tout pour le tout, tout comme les patrons. Pour faire échouer votre mouvement, les patrons sont capables de concéder tout ce que vous demandez. Et lorsque vous aurez renoncé à l'occupation des usines et qu'elles seront gardées par la police et l'armée, alors *gare à vous!*

Ne cédez donc pas. Vous avez les usines, défendez-les par tous les moyens.

Entrez en rapport d'usine à usine et avec les les cheminots pour la fourniture des matières premières; mettez-vous d'accord avec les coopératives et les gens. Vendez et échangez vos produits sans vous occuper des ex-patrons.

Il ne doit plus y avoir de patrons, et il n'y en aura plus, si vous le voulez.

Un groupe d'ouvriers anarchistes
(Sûrement rédigé avec Malatesta;
Umanità Nova, 10-9-1920)

Tout n'est pas fini!

Dans l'après-midi du 20, Errico Malatesta, réclamé avec insistance, se rendait à l'atelier de Fibre Vulcanisée rue Monza à Milan, malgré la « fête nationale » on y travaillait ferme, comme du reste dans les autres ateliers occupés. Aux ouvriers et aux ouvrières réunis dans la cour à l'heure de la sortie, notre camarade tint un bref discours en appliquant notre pensée à la situation créée à la suite de l'accord entre les dirigeants ouvriers et les patrons, conclu à Rome avec l'absence inqualifiable du parti socialiste.

Retraçant à grands traits l'histoire du mouvement parti d'une lutte placée sur un plan purement économique pour aboutir, du fait de l'occupation spontanée des usines, à un véritable mouvement révolutionnaire, notre camarade y voit une des situations les plus favorables aux principes de l'émancipation intégrale, et il met en garde ses auditeurs sur les hésitations, les soucis bureaucratiques des dirigeants des organismes centraux, qui placent leurs calculs mesquins au-dessus du seul objectif que dans cette crise il faut défendre, au-dessus des efforts du prolétariat conscient : la révolution sociale.

« Si les circonstances vous imposent — termine-t-il — d'abandonner malgré tout les ateliers, faites-le en sachant que pour le moment par la faute de vos dirigeants ineptes, vous êtes vaincus. Mais bientôt vous reprendrez la lutte et alors ce ne sera pas pour obtenir des concessions qui finissent en mystification, mais pour exproprier définitivement vos exploiteurs, sans aucune collaboration de classes d'aucune sorte. »

(*Umanità Nova*, 22-9-1920.)

Extrait d'un discours dans une usine à la fin de l'occupation.

Ceux qui célèbrent l'accord signé à Rome (entre les syndicats et les patrons) comme une grande victoire, vous trompent. La victoire revient effectivement à Giolitti, au gouvernement, à la bourgeoisie qui se sont sauvés de l'abîme où ils allaient.

Jamais la révolution n'a été aussi proche en Italie, et n'avait eu autant de chances de réussite. La bourgeoisie tremblait, le gouvernement était impuissant face à la situation. Le pouvoir et la violence ne furent pas utilisés parce que vous avez su opposer au pouvoir du gouvernement un pouvoir supérieur, parce que par la conquête des usines vous aviez préparé votre défense avec les habitudes apprises pendant la guerre, vous aviez démontré que vous opposeriez la violence à la violence et que cette fois ce n'était pas vous, mais vos ennemis qui étaient en situation d'infériorité.

Parler de victoire alors que l'accord de Rome vous soumet de nouveau à l'exploitation de la bourgeoisie que vous auriez pu balayer, est un mensonge. Si vous livrez les usines, faites-le en étant convaincus que vous avez perdu une grande bataille et en ayant la ferme intention de reprendre et de réaliser fondamentalement la lutte, à la première occasion. Vous expulserez les patrons des usines et vous ne leur permettrez de rentrer que comme ouvriers, comme vos égaux, prêts à travailler pour eux et les autres. Rien n'est perdu si vous ne vous faites pas d'illusion sur le caractère trompeur de la victoire.

Le fameux décret sur le contrôle des usines est une plaisanterie, car il fait naître une nouvelle bande de bureaucrates qui, bien qu'ils viennent de vos rangs, ne défendront pas vos intérêts, mais leur place, parce qu'ils veulent combiner vos intérêts avec ceux de la bourgeoisie, ce qui est vouloir ménager la chèvre et le loup. Ne faites pas confiance aux chefs qui vous prennent pour des idiots et qui reculent la révolution de jour en jour. C'est à vous de faire la révolution, si l'occasion s'en présente, sans attendre d'ordres — qui ne viennent jamais, ou qui n'arrivent que pour vous demander d'abandonner votre action. Ayez confiance en vous, en votre avenir et vous vaincrez. »

(Discours dans les usines « Officine Meccaniche Italiane » et « Moneta » à Mussocco, *Umanità Nova*, 23-9-1920.)

Un bolcheviste italien de retour de Russie a écrit une lettre dont nous donnons ci-après le passage essentiel avec la réponse de Malatesta.

Examinons les raisons qui s'opposent à la constitution d'un parti communiste, auquel anarchistes et communistes pourraient adhérer, et qui prendrait résolument position pour la troisième Internationale, fort de toutes les sympathies des masses déjà fatiguées par une direction politique nullement claire et bien définie. Ce parti pourrait réellement donner son empreinte à l'histoire qui s'élabore actuellement.

L'Autorité! voilà l'obstacle qui se dresse entre les communistes-anarchistes, d'une part, et les communistes et syndicalistes, d'autre part.

« Nous sommes — disent les anarchistes — contre *toute* forme d'autorité, contre *toute* dictature. Nous entendons poursuivre la création d'une société libre, dans laquelle tout groupement puisse expliquer directement, sans se soumettre à aucune réglementation, toute activité qu'il jugera utile à son bien-être et au bien-être général. Nous ne voulons en aucune façon imposer à autrui nos règles de vie; nous réclamons simplement la liberté d'initiative et d'expérimentation, sûrs que l'exemple vaut mieux que n'importe quelle dictature. »

Prenons acte et même souscrivons-y. Seulement, nous ferons relever aux anarchistes deux points : 1° qu'ils admettent un *intérêt général* au-dessus de l'intérêt individuel, sans quoi aucune vie sociale et aucun groupement limité ne seraient possibles; 2° que pour atteindre cet intérêt général, ils font appel à l'association, c'est-à-dire au groupement communiste ou libertaire. Les mots importent peu. Il y a donc, pour eux aussi, un « but », l'intérêt général, et un « moyen », l'association. N'y a-t-il pas là, du moins en germe, tout le principe d'autorité?

Nous avons encore la garde... rouge; mais, n'en doutons pas, elle s'imposera aussi par la suite. Car, comment, les communautés libres pourraient-elles fonctionner et se développer dans un milieu qui leur serait toujours hostile?

Aucun Malatesta ne pourra garantir qu'au lendemain de la révolution, les hommes seront tous communistes, libertaires même! Il faudrait qu'une telle conscience existât déjà aujourd'hui, car la révolution, comme telle, de même que la guerre, n'est pas la mieux indiquée pour développer ou créer les sentiments de fraternité. Mais évidemment — l'objection est facile — si une telle conscience existait déjà, la révolution serait un fait accompli et le communisme libertaire fonctionnerait depuis longtemps. Nul besoin, d'ailleurs, de détruire la société bourgeoise, puisqu'elle aurait rendu possible un développement harmonique de toutes les plus nobles facultés humaines chez tous. Je ne vois pas d'autre conclusion.

Non, demain probablement les libres communautés, pour vivre, auront à se défendre des inévitables retours offensifs de la bourgeoisie et de la méfiance de toutes les Vendées italiennes, déchaînées par les curés. Que fera alors Malatesta? Il nous dit : « S'il en était ainsi, cela prouverait que la révolution n'est pas encore terminée, que nous devons encore lutter. » Mais puisque la révolution, ainsi comprise, ne cessera que lorsque tous — *tous* — les hommes auront été « obligés » d'en accepter les institutions économiques et politiques, il s'ensuit que la violence que l'on ne voulait pas exercer au moyen de la dictature abhorrée, aura été employée et peut-être sous une forme plus mauvaise à l'égard de tous. Ce n'est pas tout. Puisque « tous » devront penser à la défense de la révolution, qui donc pourvoira à cette bagatelle, après tout, qu'est la production et la répartition équitable des produits?

Toute notre dictature consiste en ceci : le pouvoir politique étant aux mains du peuple au moyen des Soviets, le peuple songera à la répartition des attributions : les uns iront travailler au champ ou à l'usine, afin que tout ce qui est nécessaire à la vie ne vienne pas à manquer; les autres se prépareront à défendre les produits du travail d'autrui contre tous les possibles retours offensifs ou contre ceux qui voudraient en jouir sans avoir contribué à les créer. Et cette dictature durera aussi longtemps qu'elle rencontrera des ennemis. Ceux-ci venant

à disparaître, elle se dissoudra dans les Soviets mêmes et pour toujours, car alors seulement et en réalité les libres communautés pourront agir et se développer à leur guise.

Maxim.

***

L'auteur de cet écrit est une personne connue et estimée, qui a vécu longtemps en Russie, a pris part au mouvement révolutionnaire de là-bas et se trouve en rapports intimes avec les personnages les plus importants du bolchevisme.

Il semble donc autorisé à parler de la troisième Internationale (ou plutôt des idées de deux qui préconisent la troisième Internationale, qui comme organisation réelle ne nous paraît pas exister encore) — et nous publions avec plaisir son écrit qui présente les choses sous un jour différent de celui auquel d'autres nous avaient habitués.

Il est bon d'entendre tous les sons de cloches. Mais nous restons toujours dans l'expectative.

Maxim voudrait au fond que les anarchistes donnent leur adhésion au parti communiste. Mais s'il n'y a pas — comme *Maxim* paraît le croire — une différence suffisante pour rester divisés, pourquoi les communistes ne se fondraient-ils pas, eux, avec le mouvement anarchique?

Non, la différence existe, différence radicale, que *Maxim* lui-même met en évidence : c'est la

façon différente de concevoir la révolution et sa réalisation. Cette différence ne devrait pas empêcher un accord entre communistes et anarchistes pour une action commune contre l'ennemi commun, mais s'oppose certainement à la fusion des deux tendances.

Théoriquement, nous sommes pour la liberté contre l'autorité; pratiquement, nous sommes, pour la libre action populaire contre toute dictature.

Nous ne voulons pas ici exposer de nouveau notre programme en opposition au programme autoritaire; mais faire seulement quelques remarques pour dissiper les équivoques possibles.

Lorsque nous parlons de *bien* ou d'*intérêt général*, nous entendons le bien de *tous*, c'est-à-dire de *chaque individu*, et nullement ce prétendu intérêt social qui a toujours été le mensonge pour justifier toutes les tyrannies. Et ce bien de tous ne peut être atteint qu'en garantissant à chacun la liberté individuelle la plus complète. L'intérêt général n'est pas au-dessus de l'intérêt individuel — ainsi que *Maxim* nous le fait dire — mais doit être l'ensemble des intérêts individuels, que nous aurons à harmoniser librement par des concessions mutuelles en cas de conflit. Si, au contraire, c'est à un gouvernement qu'il appartient de régler ces conflits, la prétendue harmonisation sera pratiquement le sacrifice des intérêts de la collectivité aux intérêts des gouvernants et des amis des gouvernants.

Maxim dit que les libres communautés auront à se défendre des retours offensifs de la réaction. Evidemment; mais la première réaction que nous craignons n'est pas celle de la bourgeoisie, à laquelle nous ôterons ses moyens de nuire en lui ôtant la propriété, mais bien celle de la dictature. Et puisque *Maxim* nous parle de Vendées italiennes, nous lui ferons remarquer que c'est toujours dans les régions les plus arriérées d'un pays que les dictatures cherchent des forces pour assujettir les régions les plus avancées.

Une dernière remarque.

Maxim donne à la dictature (c'est-à-dire aux dictateurs) une raison spécifique d'être, celle de la défense sociale. Et il ne s'aperçoit pas qu'il rétablirait ainsi tout l'ordre bourgeois et militaire que la révolution aurait dû détruire.

Les uns travaillent et les autres les défendent. C'est toujours ainsi que l'on a expliqué et justifié l'armée, la police, la magistrature et toutes les institutions oppressives et parasitaires.

L'un manie la bêche et l'autre l'épée: et naturellement l'homme à l'épée frappe et exploite celui de la bêche.

Gardons-nous de ce communisme!

Nous croyons que le travailleur doit et peut se défendre. S'il lui faut payer un protecteur, le travailleur restera esclave... et méritera son sort.

Errico MALATESTA.

(*Umanità Nova*, 19-6-1920; trad. *Le Réveil.*)

Anarchistes et socialistes, nous sommes également ennemis de la société bourgeoise. Les uns et les autres, nous voulons abolir le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme : nous voulons que les richesses naturelles et le travail humain servent à satisfaire les besoins de tous et non plus à procurer un profit aux usurpateurs des moyens de production. Socialistes et anarchistes, nous voulons que les hommes cessent de vivre de la souffrance d'autrui, d'être des loups se dévorant entre eux et que la société entre les hommes serve à assurer à tous le plus grand développement matériel, moral et intellectuel.

Nous, anarchistes et socialistes, voulons donc substantiellement la même chose, et, lors même que nous paraissons adversaires et ennemis, nous sommes naturellement frères.

Mais nous différons, affirme Zibordi, sur le *moyen de démolir* et sur la *manière de reconstruire.*

Parfaitement; mais il ne faut pas se tromper sur les moyens que nous préconisons et sur la manière avec laquelle nous entendons procéder à la transformation sociale et arriver à la réalisation de notre idéal.

Nous, anarchistes, sommes tous, ou presque tous, convaincus que la société bourgeoise, basée sur la violence, ne s'effondrera que sous les coups de la violence des prolétaires, et en conséquence nous visons à une préparation morale et matérielle qui puisse aboutir à une insurrection victorieuse.

C'est à tort que l'on cherche à faire croire que nous voudrions provoquer à tout instant des grèves, des escarmouches, des conflits violents. *Nous voulons vaincre,* et pour cela nous n'avons aucun intérêt à user peu à peu nos forces et celles du prolétariat. Malgré les mensonges des feuilles policières, tout le monde sait que dans les épisodes sanglants de ces derniers temps, il n'y a jamais eu conflit à proprement parler, mais toujours agression non provoquée, souvent assassinat prémédité de la part de la force publique.

Notre prédication, en donnant espoir et confiance en un mouvement général victorieux, tend à éviter les faits particuliers, le gaspillage de forces et à pousser à une préparation méthodique propre à nous assurer la victoire.

Mais cela ne veut pas dire que nous devons contenir, lorsqu'ils se produisent, les mouvements de la colère populaire. L'histoire est mue par des facteurs plus puissants que nous, et nous ne pouvons prétendre qu'elle veuille bien attendre notre agrément. Tout en continuant notre préparation, nous entendons agir chaque fois que l'occasion s'en présente et tirer de toute agitation spontanée le maximum de résultats possibles au profit de l'insurrection libératrice. Et comme nous sommes aussi convaincus que le Parlement et tous les organes étatistes ne

peuvent être des organes d'affranchissement et que toutes les réformes faites en régime bourgeois tendent à conserver et à renforcer ce même régime, nous sommes décidément opposés à toute participation aux luttes électorales et à toute collaboration avec la classe dominante, nous voulons creuser l'abîme qui sépare le prolétariat du patronat et rendre toujours plus aiguë la guerre de classe.

Et, en cela, nous sommes nettement opposés aux socialistes réformistes, mais nous pourrions nous trouver parfaitement d'accord avec les socialistes dits maximalistes. Et, en effet, il y a eu une période au cours de laquelle une cordiale coopération paraissait assurée entre nous et les dits maximalistes; et si nos rapports avec eux se sont tendus, c'est que nous perdons de plus en plus notre confiance dans leur réelle volonté révolutionnaire. Malgré l'absurdité consistant à vouloir se faire élire au Parlement, cependant que l'on déclarait qu'il n'y avait rien à y faire, nous crûmes aux bonnes intentions manifestées dans l'*Avanti!* et dans les réunions électorales. Mais ensuite... il est arrivé ce qui est arrivé, et nous nous sommes demandés perplexes si tout le feu révolutionnaire avait été l'effet d'une excitation passagère ou une simple manœuvre électorale.

En tout cas, si les dirigeants socialistes veulent agir, ils savent que nous ne resterons pas en arrière. En attendant, nous nous adressons

directement aux jeunes et aux masses socialistes, qui veulent réellement la révolution.

***

Passons maintenant à la question de ce que nous entendons faire après l'insurrection victorieuse.

C'est la question essentielle, car c'est notre *manière de reconstruire* qui constitue à proprement parler l'*anarchisme* et qui nous distingue des socialistes. L'insurrection, les moyens pour détruire sont chose contingente, et à la rigueur on pourrait être anarchiste même en étant pacifiste, comme l'on peut être socialiste et vouloir l'insurrection.

On dit que les anarchistes sont anti-étatistes, ce qui est juste; mais qu'est-ce que l'Etat? L'*Etat* est un mot pouvant prêter à cent interprétations, et nous préférons employer des mots clairs excluant toute équivoque.

Bien que la chose puisse paraître étrange à celui qui n'a pas pénétré la conception fondementale de l'anarchisme, en vérité les socialistes sont des violents, tandis que nous sommes opposés à toute violence, sauf lorsqu'elle nous est imposée pour nous défendre contre la violence d'autrui. Aujourd'hui, nous sommes pour la violence, moyen nécessaire pour abattre la violence bourgeoise; demain, nous serons encore pour la violence, si l'on voulait

nous imposer violemment une forme de vie ne nous convenant pas. Mais notre idéal, l'anarchie, est une société fondée sur le libre accord des libres volontés des individus. Nous sommes contre l'*autorité*, parce que l'autorité pratiquement est la violence du petit nombre contre le grand nombre; mais nous serions contre l'autorité, même si elle n'était, conformément à l'utopie démocratique, que la violence de la majorité contre la minorité.

Les socialistes sont dictatoriaux ou parlementaires.

La dictature, dût-elle même s'appeler du prolétariat, est le gouvernement absolu d'un parti, ou plutôt des chefs d'un parti qui imposent à tout le monde leur programme particulier, en admettant que ce ne soit pas leurs intérêts particuliers. Elle se donne toujours pour provisoire, mais, comme tout pouvoir, elle tend à se perpétuer et à élargir sa domination, et finit ou par provoquer la révolte ou par raffermir un régime d'oppression.

Nous, anarchistes, ne pouvons ne pas être les adversaires de n'importe quelle dictature. Les socialistes, qui préparent les esprits à subir la dictature, doivent au moins s'assurer que le pouvoir aille aux dictateurs qu'ils désirent, puisque si le peuple est disposé à obéir, il y a toujours le danger de le voir obéir aux plus *habiles*, c'est dire aux plus mauvais.

***

Reste le parlement, la démocratie.

Nous n'avons pas à refaire ici, dans un simple article, la critique du parlementarisme et à démontrer comment il ne peut jamais interpréter les besoins et les aspirations des électeurs et donne nécessairement naissance à une classe de politiciens, aux intérêts bien distincts et souvent même opposés à ceux du peuple.

En admettant même la meilleure et utopique hypothèse, que les corps élus puissent représenter la volonté de la majorité, nous ne saurions reconnaître à cette majorité le droit d'imposer sa propre volonté à la minorité au moyen de la loi, autrement dit de la force brutale.

Est-ce pour cela que nous repousserions toute organisation, coordination, division et délégation de fonctions?

Nullement. Nous comprenons toute la complexité de la vie civile et n'entendons renoncer à aucun des avantages de la civilisation; mais nous voulons que tout, même les quelques limitations de liberté nécessaires, soit le résultat de la libre entente. La volonté de chacun n'a pas à être violentée par la force d'autrui, mais tempérée par l'intérêt qu'a tout le monde à s'entendre, aussi bien que par les faits naturels indépendants de la volonté humaine.

L'idée de libre volonté semble épouvanter les socialistes. Mais, pour tout ce qui dépend des

hommes, n'est-ce pas toujours la volonté qui décide? Dès lors pourquoi la volonté des uns plutôt que celle des autres? Et qui décidera de la volonté ayant le droit de prévaloir? La force brutale? celle qui aurait réussi à s'assurer un corps de policiers suffisamment fort?

Nous croyons que l'on pourra réaliser l'accord et aboutir à la meilleure forme de vie sociale uniquement si personne ne peut imposer sa volonté par la force, et chacun aura donc à rechercher, poussé par les nécessités mêmes aussi bien que sous l'impulsion d'un esprit fraternel, le moyen de concilier ses propres désirs avec ceux d'autrui. Un maître d'école, permettez-moi cet exemple, qui aurait le droit de frapper ses élèves et de se faire obéir à la baguette, n'aurait plus aucun travail intellectuel à faire pour comprendre la mentalité des enfants qui lui sont confiés et élèverait des sauvages; au contraire, un maître qui ne peut ou ne veut pas frapper, cherche à se faire aimer et y réussit.

Nous sommes communistes; mais repoussons tout communisme imposé par des flics. Ce communisme non seulement violerait la liberté qui nous est chère, non seulement ne saurait produire d'effets bienfaisants, faute du concours cordial des masses et ne pouvant compter que sur l'action stérile et pernicieuse des bureaucrates, mais conduirait certainement à une révolte anti-communiste et qui en raison des circonstances risquerait de se terminer par une restauration bourgeoise.

***

Cette différence de programme entre nous et les socialistes suffira-t-elle à nous rendre ennemis au lendemain de la révolution, et poussera-t-elle les anarchistes, qui probablement seront en minorité, à préparer une nouvelle insurrection violente contre les socialistes?

Pas nécessairement.

L'anarchie, nous l'avons souvent répété, ne peut se faire par force et nous ne pourrions vouloir imposer nos conceptions aux autres, sans cesser d'être anarchistes. Mais nous anarchistes voudrons vivre anarchiquement pour autant que les circonstances extérieures et nos propres capacités nous le permettront.

Si les socialistes nous reconnaissent la liberté de propagande, d'organisation, d'expérimentation, et ne veulent pas nous obliger par la force à obéir à leurs lois lorsque nous saurions vivre en les ignorant — il n'y aura pas de raison de conflit violent.

Une fois la liberté conquise et le droit assuré à tous de disposer des moyens de production, nous comptons, pour le triomphe de l'Anarchie, uniquement sur la supériorité de nos idées. Et en attendant, nous pourrons tous concourir, chacun avec nos méthodes, au bien commun.

Au contraire, si les gouvernants socialistes voulaient, avec la force des policiers, soumettre

les récalcitrants à leur domination, alors... ce serait la lutte.

Errico MALATESTA.
(*Umanità Nova,* 1-5-1920, trad. *le Réveil*).

LES DEUX VOIES : RÉFORMES OU RÉVOLUTION? LIBERTÉ OU DICTATURE?

Les conditions actuelles de la société ne peuvent durer éternellement et on peut maintenant dire qu'elles ne vont pas durer beaucoup. C'est ce que tout le monde pense, du moins ceux qui réfléchissent. Des conservateurs dans le vrai sens du mot, il n'y en a plus.

Il reste, évidemment, ceux qui cherchent à profiter du moment, à allonger le plus possible la jouissance de leurs privilèges et qui ne soucient pas du déluge qui viendra ensuite. Il y a aussi les réactionnaires hargneux qui voudraient repousser le monde en arrière, étouffer dans un bain de sang toute tentative de libération et soumettre les masses au régime du sabre. Mais c'est inutile. La réaction peut servir à teindre de sang encore plus rouge l'aube qui apparaît, mais elle ne pourra pas empêcher la catastrophe imminente.

Les masses n'entendent plus être soumises. Jusqu'à présent on croyait que les souffrances étaient un châtiment ou une épreuve envoyée par Dieu et que dans l'autre monde on serait

payé au centuple de tous les maux supportés sur terre. Il s'ensuivait qu'un régime d'iniquité, où une minorité impose sa volonté aux autres et les exploitent et les oppriment à plaisir, était possible.

Mais cette foi, qui n'a jamais été très efficace car elle n'a jamais empêché les gens de s'occuper de leurs intérêts matériels, de même que la religion n'a pas réussi à empêcher les rébellions et à étouffer complètement le progrès, cette foi, dis-je, a beaucoup baissé et est en voie de disparition. Les prêtres eux-mêmes, pour sauver la religion et eux-mêmes en même temps, sont obligés de se donner l'air de vouloir résoudre la question sociale et de soulager les maux des travailleurs.

Du moment que les travailleurs comprennent leur situation dans la société, il est impossible qu'ils acceptent pour toujours de travailler et de souffrir, de produire toute leur vie durant pour les patrons et de ne voir devant eux que la désolation d'une vieillesse sans abri et sans pain assurés. Il est possible que, puisqu'ils sont les producteurs des richesses et qu'ils savent qu'ils peuvent en produire amplement pour satisfaire les besoins de tous, ils veuillent se résigner pour toujours à une vie misérable, toujours menacée par le spectre du chômage et de la famine. Mais il est impossible qu'une fois mieux instruits et raffinés par le contact de la civilisation, même si elle est dirigée pour d'autres, après avoir expérimenté la force que donnent leur union et leur

hardiesse, ils se contentent de rester des classes inférieures et méprisées sans chercher à obtenir une plus grande part aux joies de la vie.

Le prolétaire sait aujourd'hui que la règle est qu'il est condamné à rester prolétaire toute sa vie, sauf s'il y a un changement général de la société. Il sait que ce changement ne peut arriver sans l'aide des autres prolétaires et aussi, il recherche dans l'union la force nécessaire pour l'imposer.

Les bourgeois et les gouvernants qui le représentent et le défendent, le savent, le savent et voient qu'il est urgent pour éviter d'être détruits dans un terrible cataclysme social de faire des réformes dans un certain sens, et ce d'autant plus qu'il ne manque pas de bourgeois intelligents qui comprennent que la situation sociale actuelle est absurde et, dans le fond, contraire à ceux qui en sont les bénéficiaires.

Donc il faut faire ce changement, maintenant ou après, par à-coups ou graduellement. Mais quel sera ce changement et jusqu'où ira-t-il?

La *société* actuelle est divisée en propriétaires et prolétaires. Elle peut changer en abolissant la condition de prolétaire et en rendant tous les gens propriétaires de la richesse sociale, ou elle peut changer en conservant cet état qui en est sa condition fondamentale, tout en assurant aux prolétaires un meilleur traitement.

Dans les premiers cas, les hommes deviendraient libres et socialement égaux et organiseraient la vie sociale selon les désirs de chacun, et

toutes les potentialités de la nature humaine pourraient se développer très différemment. Dans le cas contraire, les prolétaires, animaux utiles et bien repus, s'aligneraient sur des positions d'esclaves satisfaits de leurs bons patrons.

Liberté ou esclavage : anarchie ou état d'asservissement.

Ces deux solutions possibles donnent naissance à deux tendances divergentes qui sont représentées le plus concrètement par les anarchistes d'une part et de l'autre par les socialistes réformistes. La différence est que tandis que les anarchistes savent et disent ce qu'ils veulent, c'est-à-dire la destruction de l'Etat et la libre organisation de la société sur la base de l'égalité économique, les réformistes au contraire sont en contradiction avec eux-mêmes car ils se disent socialistes, contrairement à leur action qui tend à régler et à perpétuer en l'humanisant le système capitaliste; ce qui nie le socialisme dont le sens est avant tout l'abolition de la division des hommes en prolétaires et en propriétaires.

Le but des anarchistes — et disons-le de tous les vrais socialistes — est de s'opposer à la tendance à l'asservissement, un état de servitude atténué qui châtrerait l'humanité de ses meilleures qualités, priverait la civilisation progressive de ses plus belles fleurs, et sert entre-temps à maintenir l'état de misère et de dégradation où se trouvent les masses, en les persuadant de patienter et de faire confiance à la providence de l'Etat et à la bonté et l'intelligence des patrons.

Toute la prétendue législation sociale, toutes les mesures étatiques tendant à « protéger » le travail et à assurer aux travailleurs un minimum de bien-être et de sécurité, ainsi que tous les moyens utilisés par les capitalistes intelligents pour lier les ouvriers aux usines par des primes, des pensions et d'autres bénéfices, quand ils ne sont pas des mensonges et des pièges, sont un pas vers cet état de servitude qui menace l'émancipation des travailleurs et le progrès de l'humanité.

Salaire minimum établi par la loi; limitation légale de la journée de travail; arbitrage obligatoire; contrat collectif de travail ayant une valeur juridique; personnalité juridique des associations ouvrières; mesures d'hygiène prescrites par le gouvernement dans les usines; assurances étatiques pour les maladies, le chômage, les accidents de travail; pensions de vieillesse; participation aux bénéfices, etc., autant de mesures qui donnent aux travailleurs (lorsqu'elles existent) un peu de bien-être et de sécurité, mais les privent du peu de liberté qu'ils ont et qui tendent à perpétuer la division des hommes en patrons et en esclaves.

Il est certes bon, en attendant la révolution — et aussi pour la faciliter —, que les travailleurs cherchent à gagner plus et à travailler moins d'heures dans des meilleures conditions; il est bon que les chômeurs ne meurent pas de faim; que les malades et les vieux ne soient pas abandonnés. Mais tout cela et bien plus, les

travailleurs peuvent et doivent l'obtenir par eux-mêmes, par la lutte directe contre les patrons, par leurs organisations, par l'action individuelle et collective, en développant en chacun le sentiment de la dignité personnelle et de la conscience de ses droits.

Les *dons* de l'Etat, les *dons* des patrons sont des fruits empoisonnés qui portent en eux les germes de la servitude. Il faut les repousser.

Il faut reconnaître que toutes réformes, qui laissent subsister la division des hommes entre propriétaires et prolétaires et donc le droit pour quelques-uns de vivre du travail des autres, ne pourraient si elles étaient obtenues et acceptées comme des concessions bénéfiques de l'Etat et des patrons qu'atténuer la rébellion des opprimés contre les oppresseurs et conduire à la formation d'un état de servitude où l'humanité serait définitivement divisée en classes dominantes et en classes assujetties. Il ne resterait comme solution que la révolution : une révolution radicale qui abatte tout l'organisme de l'Etat, qui exproprie les détenteurs de la richesse sociale et mette tous les hommes sur un plan d'égalité économique et politique.

Cette révolution doit nécessairement être violente, encore que la violence soit en soi un mal. Elle doit être violente parce que ce serait une folie que d'attendre que les privilégiés reconnaissent le mal et l'injustice de leurs privilèges et se décident à y renoncer volontairement. Elle doit être violente parce que la violence révolu-

tionnaire transitoire est le seul moyen de mettre fin à une violence plus grande et perpétuelle qui maintient en esclavage la grande masse des hommes.

Qu'il y ait des réformes si c'est possible. Elles peuvent être bonnes momentanément et stimuler dans les masses de plus grands désirs et revendications plus importantes, si les prolétaires gardent en eux le sentiment que les patrons et les gouvernants sont leurs ennemis, que tout ce qu'ils cèdent leur est arraché par la force ou la peur de la force et disparaîtrait si la peur cessait. Si au contraire les réformes étaient obtenues par des accords et la collaboration entre les dominés et les dominateurs, elles ne serviraient qu'à renforcer la chaîne qui attache les travailleurs aux parasites.

Du reste aujourd'hui, le danger que les réformes endorment les masses et puissent consolider et perpétuer l'organisation bourgeoise semble dépassé. Seule la trahison consciente de ceux qui par la propagande socialiste sont arrivés à gagner la confiance des travailleurs pourrait être en péril.

La cécité des classes dirigeantes et l'évolution naturelle du système capitaliste, accélérée par la guerre, ont fait que toute réforme acceptable par les propriétaires est incapable de résoudre la crise que traverse le pays.

La révolution s'impose donc, la révolution arrive. Mais comment doit-elle se faire, se dérouler?

Il faut naturellement commencer par l'acte insurrectionnel qui écarte l'obstacle matériel, la force armée du gouvernement, qui s'oppose à toute transformation sociale.

Pour l'insurrection il est désirable, et peut s'avérer indispensable que toutes les forces antiroyalistes soient unies, puisque nous sommes en monarchie. Il est nécessaire de s'y préparer du mieux possible, moralement et matériellement. Il faut surtout profiter de tous les mouvements spontanés du peuple en cherchant à les généraliser et à les transformer en mouvements décidés, pour éviter le danger de l'épuisement en faits isolés alors que les partis se préparent des forces dans le peuple.

Mais après la victoire de l'insurrection, après la chute du gouvernement, que faudra-t-il faire?

Nous, les anarchistes, nous voudrions que dans chaque localité les travailleurs, ou plus exactement ceux qui parmi eux sont les plus conscients et ont le plus d'initiative, s'emparent de tous les instruments de travail, de toute la richesse, la terre, les matières premières, les habitations, les machines, les produits alimentaires, etc., et commencent du mieux possible la nouvelle forme de vie sociale. Nous voudrions que les travailleurs de la terre qui travaillent aujourd'hui pour des patrons, ne reconnaissent plus aucun droit aux propriétaires et continuent à intensifier leur travail en entrant en contact directement avec les ouvriers des industries et des transports pour échanger leurs produits; que

les ouvriers des industries, les ingénieurs et les techniciens y inclus, s'emparent des usines et continuent le travail en l'intensifiant pour eux et la collectivité, en transformant aussitôt toutes les usines qui produisent aujourd'hui des choses inutiles ou nuisibles afin de satisfaire les besoins les plus urgents des gens; que les cheminots continuent à faire marcher les trains pour la collectivité; que des comités de volontaires élus s'emparent, sous le contrôle de la masse, de toutes les habitations disponibles pour y loger du mieux possible pour le moment tous les plus nécessiteux; que d'autres comités, toujours sous le contrôle direct des masses, s'occupent de l'approvisionnement et de la répartition des denrées; que tous les bourgeois actuels soient obligés de se confondre dans la foule de ceux qui étaient prolétaires, afin de travailler comme les autres pour bénéficier des mêmes droits que les autres. Et tout cela, aussitôt, le jour même et le lendemain de l'insurrection victorieuse, sans attendre d'ordres de comités centraux ou de n'importe quelle autorité.

C'est ce que nous voulons en tant qu'anarchistes, et c'est ce qui arriverait si la révolution était véritablement sociale et non un simple changement politique qui après quelques avatars replacerait les choses à leur place antérieure.

Ou on enlève aussitôt à la bourgeoisie le pouvoir économique, ou bien elle reprendra rapidement le pouvoir politique que l'insurrection lui aurait ravi momentanément. Et pour

pouvoir enlever à la bourgeoisie son pouvoir économique, il faut organiser immédiatement un nouvel ordre économique fondé sur la justice et l'égalité. Les besoins économiques, du moins les plus essentiels, n'admettent pas d'interruptions et il faut les satisfaire tout de suite. Les « comités centraux » ne font rien ou bien ils agissent lorsque ce n'est plus utile.

Contrairement aux anarchistes, beaucoup de révolutionnaires ne font pas confiance à l'instinct constructif des masses, ils croient posséder la recette infaillible d'assurer le bonheur universel, ils craignent une réaction possible, ils craignent peut-être plus la concurrence des autres partis et des autres écoles sociales, et ils veulent pour ces raisons s'emparer du pouvoir et remplacer le gouvernement « démocratique » d'aujourd'hui par un gouvernement *dictatorial.*

Dictature donc, mais qui en seraient les dictateurs? Naturellement ils pensent aux chefs de leur parti. Ils disent toujours *dictature du prolétariat*, par habitude ou pour éviter consciencieusement de donner des explications claires, mais c'est une plaisanterie désormais fade.

Voilà comment Lénine s'explique, ou est présenté (selon *Avanti!* du 20 juillet 1920) :

« *La dictature signifie abattre la bourgeoisie au moyen d'une avant-garde révolutionnaire* (c'est la révolution et non plus la dictature), *par opposition à la conception de la nécessité avant tout d'une majorité obtenue par les élections. C'est au moyen de la dictature qu'on obtient la*

majorité, ce n'est pas par la majorité qu'on obtient la dictature. » (Fort bien, mais si c'est une minorité qui s'est emparée du pouvoir et qui doit conquérir la majorité, c'est un mensonge de parler de dictature du prolétariat. Le prolétariat constitue évidemment la majorité.)

« *La dictature veut dire l'emploi de la violence et de la terreur.* » (De qui et contre qui? Puisqu'on suppose que la majorité est hostile et qu'il ne peut s'agir, du fait même de la dictature, de la foule libérée qui prend en main les affaires publiques, la *violence* et la *terreur* devront être évidemment appliquées contre tous ceux qui ne se plieront pas aux décisions des dictatures, grâce aux flics à leur service.)

« *La liberté de presse et de réunion équivaudrait à autoriser la bourgeoisie à empoisonner l'opinion publique.* » (Donc après l'avènement de la dictature du « prolétariat » qui devrait englober la totalité des travailleurs, il y aura encore une bourgeoisie qui au lieu de travailler aura les moyens d'empoisonner « l'opinion publique » et une opinion publique à empoisonner différente des travailleurs qui devraient former la dictature? Il y aura des censeurs tout-puissants qui jugeront de ce qu'on peut ou ne peut pas imprimer et des commissaires de police auxquels il faudra demander l'autorisation de célébrer une assemblée. Inutile de dire quelle serait la liberté laissée à ceux qui ne seraient pas de l'avis des dominateurs du moment.)

« *Seulement après l'expropriation des expropriateurs, après la victoire, le prolétariat attirera à lui les masses de la population qui suivait jusque-là la bourgeoisie.* » (Mais, une fois de plus, qu'est-ce que ce prolétariat qui ne forme pas la masse de ceux qui travaillent? Prolétariat ne veut donc pas dire ceux qui n'ont pas de propriété, mais ceux qui ont certaines idées et qui appartiennent au Parti?)

Laissons donc cette fausse expression de dictature du prolétariat qui produit tant d'équivoques et discutons de ce qu'est réellement cette dictature, c'est-à-dire le gouvernement absolu d'un ou plusieurs individus, s'appuyant sur un parti ou une armée, qui s'emparent de la force sociale et imposent « par la violence et par la terreur » leur volonté.

Quelle sera cette volonté dépend du genre des personnes qui réussiront dans la pratique à s'emparer du pouvoir. Dans le cas qui nous intéresse, on suppose que ce sera la volonté des communistes, donc une volonté inspirée par le désir du bien de tous.

Cela est déjà fort douteux car en général les hommes les plus qualifiés pour arracher le pouvoir ne sont pas les plus sincères et les plus dévoués à la cause publique. Et si on prêche aux masses la nécessité de se soumettre à un nouveau gouvernement, on ne fera qu'ouvrir la voie aux intrigants et aux ambitieux.

Mais supposons donc que les nouveaux gouvernants, les dictateurs qui devraient servir les buts de la révolution, soient de véritables com-

munistes, pleins de zèle, convaincus de leur œuvre, et que de leur énergie dépend le bonheur du genre humain. Ce seraient des hommes du genre de Torquemada et de Robespierre qui, pour le bien, au nom du salut public ou privé, étoufferaient toute voix discordante, détruiraient toute aspiration à une vie libre et spontanée. Ensuite, incapables de résoudre les problèmes pratiques qui leur seraient confiés, ils devraient par amour et par force laisser la place aux partisans du passé.

La grande justification de la dictature serait l'incapacité des masses et la nécessité de défendre la révolution contre les tentatives réactionnaires.

Si les masses étaient vraiment un troupeau incapable de vivre sans le bâton du berger, s'il n'y avait qu'une minorité assez nombreuse et consciente pour entraîner les masses par leur parole et leur exemple, alors nous comprendrions mieux les réformistes, qui craignent la révolte du peuple et ont l'illusion de pouvoir peu à peu à force de réformettes, qui ne sont que des raccommodages, miner l'Etat bourgeois et préparer la voie au socialisme. Nous comprendrions mieux les *éducationnistes* qui oublient l'influence de l'environnement et espèrent pouvoir changer la société en changeant d'abord tous les individus. Nous pourrions comprendre en fait les partisans de la dictature, qui veulent éduquer et élever les masses « par la violence et par la terreur » et devraient considérer comme

facteurs principaux de l'éducation les gendarmes et les commissaires de police (1).

En réalité personne ne pourrait instituer la dictature révolutionnaire si le peuple n'avait pas déjà fait la révolution, en démontrant ainsi par les faits sa capacité de la réaliser. Alors la dictature ne ferait que s'imposer à la révolution, la dévier, l'étouffer et la tuer.

Dans une révolution politique où l'on cherche à abattre le gouvernement en conservant toute l'institution sociale existante, une dictature peut s'emparer du pouvoir, mettre ses hommes à la place des fonctionnaires chassés et organiser d'en haut le nouveau régime.

Mais dans une révolution sociale, où toutes les bases des rapports sociaux sont détruits, où la production indispensable doit être reprise tout de suite pour le compte et l'avantage des travailleurs, où la distribution doit être immédiatement réglée par la justice, la dictature n'aurait nulle place. Ou bien le peuple s'occupe lui-même des différentes communes et des industries, ou bien la révolution échouera.

Dans le fond les partisans de la dictature (et certains le disent déjà ouvertement) ne désirent peut-être qu'une révolution politique, c'est-à-dire qu'ils voudraient uniquement s'emparer du pouvoir, puis transformer graduellement la société par des lois et des décrets. Dans ce cas, ils auraient la surprise probablement de voir au pouvoir des gens bien différents d'eux-mêmes. Dans tous les cas, ils devraient avant tout penser

à organiser la force armée (les flics) nécessaire pour imposer le respect de leurs lois : En attendant la bourgeoisie qui serait restée la détentrice principale de la richesse, après avoir subi le moment critique de la colère du peuple, préparerait la réaction en infiltrant la police de ses serviteurs, en utilisant le découragement et la désillusion de ceux qui attendaient la réalisation immédiate du paradis terrestre... et elle reprendrait le pouvoir soit en se gagnant les dictateurs, soit en les remplaçant par ses gens.

Cette peur de la réaction, utilisée pour justifier le régime dictatorial, vient précisément du fait que l'on prétend faire la révolution en laissant subsister une classe privilégiée à condition de pouvoir reprendre le pouvoir.

Si au contraire on commence par l'expropriation complète, alors la bourgeoisie n'existera plus. Toutes les forces du prolétariat, toutes les capacités existantes seront employées dans l'œuvre de la reconstruction sociale.

Du reste, dans un pays comme l'Italie (pour appliquer ce qui a été dit à un pays où a lieu notre activité) où les masses sont pénétrées d'instincts libertaires et rebelles, où les anarchistes représentent une force considérable, plus par l'influence qu'ils peuvent exercer que par leur organisation, une tentative de dictature ne pourrait être faite sans déchaîner la guerre civile entre les travailleurs. Elle ne pourrait triompher que par la tyrannie la plus féroce.

Alors, adieu communisme! Il n'y a qu'une voie de salut possible : *la Liberté*.

(*Umanità Nova*, 5, 12, 15-8-1920.)

SOCIALISTES ET ANARCHISTES : LA DIFFÉRENCE ESSENTIELLE

D'aucuns cherchent à expliquer la scission entre socialistes et anarchistes par une seule et unique dissension. Les socialistes seraient accusés de vouloir marcher trop lentement, tandis que les anarchistes, atteints de la folie de la révolution immédiate, promettaient et promettent d'aller beaucoup plus vite.

C'est un fait qu'entre socialistes et anarchistes, il y a toujours eu divergence profonde dans la manière de concevoir l'évolution historique et les crises révolutionnaires que l'évolution même engendre, si bien qu'ils ne se sont presque jamais trouvés d'accord sur les moyens à employer et sur les opportunités qui se sont présentées de temps à autre de pouvoir accélérer la marche vers l'émancipation humaine.

Mais il n'y a là qu'une dissension contingente et secondaire. Il y a toujours eu et il y a encore des socialistes pressés, comme il y a eu et il y a des anarchistes qui veulent marcher à pas lent et même qui ne croient pas du tout à la révolution. La dissension essentielle, fondamentale est tout autre : les socialistes sont des autoritaires, les anarchistes sont des libertaires.

Les socialistes veulent aller au pouvoir, peu importe si pacifiquement ou violemment, et, devenus gouvernement, veulent imposer aux masses sous forme dictatoriale ou démocratique leur programme. Les anarchistes croient, au contraire, tout gouvernement mauvais et, par sa nature même, destiné à défendre une classe privilégiée existant déjà ou à en créer une nouvelle. Au lieu de songer à prendre la place des gouvernants actuels, ils veulent abattre tout organisme qui permette aux uns d'imposer aux autres leurs propres idées et intérêts, et donner à chacun pleine liberté et, bien entendu, les moyens économiques pour rendre la liberté possible et effective. Ils veulent ainsi ouvrir toute grande la voie de l'évolution vers ces meilleures formes de vie sociale qui surgiront de l'expérience.

Il semble impossible qu'aujourd'hui encore, après ce qui s'est passé et se passe en Russie, il se trouve encore quelqu'un pour croire que la différence entre socialistes et anarchistes soit uniquement celle de vouloir la révolution plus tôt ou plus tard.

Lénine est sans doute un révolutionnaire et un révolutionnaire pressé, mais un autoritaire, un fanatique que l'histoire placera à côté des Torquemada et des Robespierre, et malgré ses divergences actuelles avec une partie des socialistes officiels, il est certainement un socialiste faisant ce que les anarchistes depuis cinquante ans avaient prévu que feraient les socialistes si

jamais ils parvenaient à s'emparer du pouvoir.

Ecoutez plutôt ce que dit Marie Spiridonova, la martyre du régime tzariste, dans sa lettre ouverte *Aux Ouvriers de l'Occident*. Elle démontre combien la révolution était puissante en Russie avant que le bolchevisme vînt la trahir. La révolution s'étendait à tout le territoire russe parce qu'elle était soutenue unanimement par les prolétaires des champs et des villes. Lénine, flanqué de ses dévots et avec un vrai dogmatisme marxiste, se servit des prolétaires des villes, qui forment de 3 à 5 pour cent de la population, contre les masses rurales non organisées, et pour les soumettre, il eut aussi recours à l'ancienne bureaucratie, à la vieille caste militaire, à la police secrète du régime renversé! Ayant commis l'erreur, dit Spiridonova, d'employer les méthodes et les instruments tzaristes, le Parti Communiste (qui est indubitablement socialiste) érigea la tyrannie en système pour aboutir à ce résultat — toujours selon Spiridonova — qu'aujourd'hui le 95 pour cent des travailleurs sont en révolte ouverte ou secrète contre le gouvernement. Et elle ajoute :

La classe fondamentale du pays, les travailleurs de la terre, classe sans laquelle aucune œuvre économique créatrice n'est possible chez nous, se trouva brutalement rejetée de toute participation à la révolution. Les travailleurs paysans devinrent simplement un objet d'exploitation de la part de l'Etat, fournisseurs de matières premières, de denrées, de bétail et

d'hommes, sans avoir la moindre possibilité d'exercer une influence politique quelconque sur le gouvernement du pays. La principale fonction de l'Armée rouge est celle de terroriser la masse paysanne. Et la même Armée rouge est terrorisée et maintenue par le fait connu que pour toute désertion la famille du déserteur est férocement punie.

C'est une tout autre question que de faire la révolution un peu plus tôt ou un peu plus tard!

La raison principale qui a fait naître et durer le mouvement anarchique est précisément la prévision de ce que serait nécessairement un gouvernement socialiste, prévision qui a trouvé une confirmation si tragique en Russie.

Cela n'a pas empêché qu'à la dissension fondamentale soit venue s'ajouter celle sur la manière de juger les diverses positions historiques et la nécessité de tenter ou non, en certaines occasions, un mouvement révolutionnaire. Nous en reparlerons.

Errico MALATESTA.
(*Umonità Nova*, 3-9-1921; trad. *le Réveil*.)

ENFIN : QU'EST-CE QUE LA « DICTATURE DU PROLÉTARIAT »?

Enfin, en voilà un qui parle clairement!

Jusqu'à présent lorsque nous disions que ce que les socialistes appellent « *dictature du prolétariat* » n'est en réalité que la dictature de quelques hommes qui, avec l'appui d'un parti, se superposent et s'imposent au prolétariat, on nous traitait ni plus ni moins de calomniateur.

Contre toutes les probabilités et contre tous les faits, on nous soutenait qu'en Russie le problème de la quadrature du cercle d'un gouvernement vraiment représentatif des intérêts et de la volonté des gouvernés était résolu.

Moscou était par conséquent devenu la Mecque du prolétariat : de là venait la lumière et, avec la lumière, aussi les ordres péremptoires sur les idées à avoir et la conduite à observer pour ceux qui, munis de la permission de leurs supérieurs, voudraient se dire communistes.

Donc le résultat de cette découverte merveilleuse faite en Russie d'un gouvernement fait à l'image du peuple et pour le bien du peuple (ou du prolétariat, si l'on préfère) était que tout ce qui venait de Russie semblait empreint d'une vertu taumaturgique et il suffisait d'appeler « soviet à la russe » tout conseil ou comité pour qu'il devienne révolutionnaire.

Mais le sortilège est rompu.

Ce n'est pas nous qui allons dévoiler le secret, nous les anarchistes, critiques et irrévérencieux par excellence. Cette fois c'est l'organe officiel du parti socialiste italien, la voix la plus autorisée, jusqu'à présent, de Moscou : « En Russie, sous le régime soviétique, le Parti dirige véritablement toute la politique de l'Etat et toute l'activité publique, tant des individus que des

collectivités, est subordonnée aux décisions du Parti, de sorte que *la dictature du prolétariat est vraiment la dictature du Parti et par conséquent du comité central* » (*Avanti*, 26).

Nous savons maintenant ce qui nous attend : la dictature de la Direction du parti socialiste ou celle du futur parti communiste, ou à droite celle d'Aragona et ses complices.

Mais les dirigeants du parti socialiste, les aspirants à la dictature devraient comprendre que, du moins en Italie, ce n'est pas possible parce que les anarchistes et les syndicalistes sont là.

Si nous étions dans la même situation que nos camarades de Russie par rapport aux socialistes la situation serait simple : les dictateurs se débarrasseraient de nous par tous les moyens habituels aux dictatures, potences et prisons, tant que la révolution ou la réaction ne les balaierait pas.

Mais nous, nous sommes maintenant une force avec laquelle il faut compter et les circonstances favorisent notre développement rapide, c'est pourquoi *Avanti* parle « du tempérament robuste des masses travailleuses ». Et nous sommes bien décidés à ne pas nous soumettre.

Nous ne croyons pas que les masses aient toujours raison et que nous devions suivre leurs attitudes fluctuantes. Nous avons un programme, un idéal à faire triompher qui nous distingue de la masse et nous politise. Nous voulons impulser la masse, la diriger sur la voie la meilleure selon nous, mais comme notre but

est la liberté et non la domination, nous voulons habituer les masses à la libre initiative et à l'action libre.

Nous croyons que la liberté éduque à la liberté et à la solidarité, c'est pourquoi nous haïssons tout ordre autoritaire, tant dans la société que dans tout parti ou association.

Les socialistes voudraient préparer le peuple à la liberté par l'autorité.

S'il était vrai, hypothèse que nous rejetons, que pour faire triompher la révolution et pour construire la nouvelle société, il faudrait confier les pouvoirs publics à quelques-uns ; s'il était vrai qu'il faut que quelqu'un commande, alors, que les socialistes le comprennent bien, nous voudrions commander et non nous soumettre, si ce n'est par la force, à des gens qui selon nous se trompent.

Une révolution faite autoritairement à des fins dictatoriales conduirait fatalement l'Italie à une guerre entre révolutionnaires. Nous ne le voulons pas, les socialistes ne devraient pas le vouloir.

Aussi, toute théorie mise à part et en voyant les choses d'une façon réaliste, il faudrait que les socialistes renoncent à toute prétention dictatoriale et acceptent le concept libertaire de la révolution : d'une révolution qui se développe différemment selon les conditions matérielles et morales des régions, des communes, des corporations ; qui a des différences politiques selon les implantations dans les différents centres et qui

arrive à un but commun en harmonisant graduellement les intérêts et les volontés, et non en imposant autoritairement d'en haut.

Si les socialistes acceptaient ce programme — liberté pour tous —, de nombreux doutes réciproques disparaîtraient et nous pourrions coopérer aujourd'hui pour abattre le régime et nous aider aussi demain pour un développement plus heureux du fait révolutionnaire.

(*Umanità Nova*, 28-9-1920.)

LA PSYCHOSE AUTORITAIRE DU PARTI SOCIALISTE

La direction du parti socialiste par sept voix contre cinq « fait siens les vingt et un points de la thèse de Moscou sur la constitution des partis communistes, selon laquelle il faut procéder à une épuration radicale, en écartant du parti les éléments réformistes et opportunistes, en suivant la forme qui sera discutée au prochain congrès ».

L'ordre du jour voté par les cinq autres, tout en acceptant la thèse de Moscou « affirme la nécessité d'adapter le critère politique de chaque section de la Troisième Internationale Communiste aux raisons historiques et aux contingences concrètes propres à chaque pays, en le renvoyant pour approbation à l'Internationale; il est donc réaffirmé la nécessité de maintenir l'unité du parti socialiste italien sur la base et les limites imposées justement par le point 21, selon lequel ceux qui refusent les principes et n'acceptent pas la discipline ne peuvent être membres de la Troisième Internationale. Les cas individuels d'indiscipline doivent être rigoureusement examinés et sanctionnés, en donnant à la direction du Parti un pouvoir plus centralisé que jusqu'à présent ».

Il reste donc au congrès, qui aura lieu fin décembre, à décider s'il y aura scission et épuration en masse, ou bien simplement l'expulsion individuelle des éléments les plus compromis et les plus compromettants.

Nous serions contents si l'équivoque dans laquelle se débat le parti socialiste finissait et si l'organisation géante, sur la base d'éléments qui se contredisent et se paralysent réciproquement, était remplacée par des groupes homogènes avec des buts connus et fiables (2).

En attendant, nous voyons que le parti socialiste continue à souffrir de l'autoritarisme qui depuis son origine a affaibli sa structure interne et compromis son orientation.

L'autoritarisme est une maladie de l'esprit fondée sur l'orgueil et l'humilité. C'est une prétention à l'infaillibilité de soi-même et une foi en l'infaillibilité des autres qui rend d'une part servile et aveuglement obéissant envers celui qui est ou qu'on croit être supérieur, et d'autre part, intolérant envers toute opposition qui vient de celui qui est ou qu'on considère inférieur.

Et le parti socialiste, même s'il aime se dire *scientifique, critique*, etc., a toujours montré le

besoin d'avoir des chefs intellectuels et des dirigeants à imiter et à obéir.

Le chef suprême était Marx et il l'est encore théoriquement. Dans toute la littérature socialiste et toute la propagande orale, on cite Marx et *le Manifeste* comme un prophète et les évangiles. Au lieu de défendre une opinion personnelle avec des arguments rationnels, on discute pour savoir si telle affirmation ou telle tactique est conforme ou non aux textes sacrés. C'est ce que font les catholiques, les partisans de Mazzini, les juristes, tous les religieux et les autoritaires, qui sont mentalement égaux.

Mais Marx est mort depuis longtemps déjà et, comme cela arrive souvent aux prophètes qui ont parlé un jargon, ses partisans l'interprètent de différentes manières, de telle sorte qu'il est difficile de justifier une doctrine et une tactique unitaires. Pour des raisons de politique pratique Marx fut mis de côté, et il risquait d'être oublié.

Mais Lénine vint, et comme il avait le prestige de la force triomphante, tous, c'est-à-dire tous les socialistes qui ne sont pas passés à l'ennemi, l'ont reconnu comme l'interprète le plus juste et le meilleur et se sont mis à ses pieds.

Maintenant il s'agit d'interpréter Lénine et les thèses qu'il a fait voter par le Second Congrès de la Troisième Internationale (VII-VIII 1920).

Mais Lénine est ultra-autoritaire : il commande, ce n'est pas peu dire.

Il arrive à Lénine ce qui arrive à tous les « parvenus » (3), tous les nouveaux venus au

pouvoir et à la richesse. Le *nouveau riche* est toujours plus odieux, plus insupportable que le seigneur de naissance. Le noble, qui est né et a vécu dans les privilèges, croit avoir droit à sa position et que le monde est ainsi fait, et donc, il exploite et opprime avec la conscience parfaitement tranquille; il a un sentiment de sûreté, sauf quelques cas de méchanceté individuelle, qui lui donnent une certaine modération et une certaine affabilité, qui le rendent malheureusement souvent sympathique à ses subordonnés. Le nouveau riche, en revanche, le *pouilleux arrivé*, a hâte de plaisirs, il a besoin d'ostentation et il semble vouloir étouffer dans le luxe et la morgue, ses remords de conscience et sa peur d'être pauvre de nouveau.

Il en va de même en politique. Les vieux révolutionnaires parvenus au gouvernement sont plus tyranniques que ceux qui proviennent des classes gouvernementales traditionnelles; les « libéraux », confrontés aux faits, se révèlent plus vils et réactionnaires que les conservateurs.

Il ne pouvait en être autrement en Russie. Des gens qui avaient été toute leur vie durant persécutés, menacés par les gendarmes, les gardiens de prisons et souvent par le bourreau, réussissent tout d'un coup à s'emparer du pouvoir et à avoir à leur disposition des gendarmes, des gardiens et des bourreaux! Quoi d'étonnant à ce qu'ils s'enivrent et subissent une déformation psychique professionnelle et croient pouvoir commander encore plus que leurs flics?

Lénine s'imaginait pouvoir traiter Turati comme un caporal indiscipliné de sa garde rouge! C'est une erreur. Marx et sa manie autoritaire et centralisatrice furent une des causes de la dissolution de la Première Internationale, à la fondation de laquelle il avait contribué. Lénine et ses amis, qui ont fondé la Troisième Internationale, la tueront à cause de la même manie autoritaire et centralisatrice.

Mais comme aujourd'hui les choses évoluent plus vite, alors que Marx put voir son œuvre en plein développement avant d'en causer la mort, Lénine risque de tuer la Troisième Internationale avant sa véritable naissance.

Ce n'est pas pour nous déplaire, car cette « Troisième Internationale » qui aurait pu être un ferment puissant de progrès, à cause de ses prétentions dictatoriales et de la conservation en son sein du germe de corruption de l'action parlementaire, risque maintenant, si elle n'est pas dépassée par une action révolutionnaire, d'avoir la fin ignominieuse de la « Deuxième Internationale ».

(*Umanità Nova*, 3-10-1920.)

COMMUNISME ET ANARCHISME

G.-M. Serrati dit que les communistes font la cour à l'anarchisme.

Nous ne nous en étions pas aperçu; mais si c'était vrai, les communistes auraient certainement tort et dépenseraient leurs gentillesses en pure perte.

La conception autoritaire, dictatoriale que le Parti Communiste a du communisme est tout ce qu'on peut concevoir de plus opposé à l'anarchisme. Ce dernier est pour la liberté avant tout, pour la libre organisation, pour la libre expérimentation de toutes les formes sociales que les travailleurs peuvent souhaiter. L'autre communisme est l'imposition, en théorie, des idées et des méthodes d'une certaine école de penseurs; en pratique, des intérêts d'un parti ou d'une coterie.

Quelle que soit notre haine du mensonge démocratique qui, au nom du *peuple*, opprime le peuple pour l'intérêt d'une classe, nous haïssons encore plus, si possible, la dictature qui, au nom du *prolétariat*, livre toute la force et toute la vie des travailleurs aux mains des créatures d'un parti soi-disant communiste, lesquelles iraient se perpétuer au pouvoir et finiraient par reconstituer le capitalisme à leur avantage.

Nous aspirons aussi au communisme comme à la plus parfaite réalisation de la solidarité sociale, mais ce communisme doit être anarchique, c'est-à-dire librement voulu et accepté, tel un moyen propre à assurer et accroître la liberté de chacun. Par contre, nous considérons le communisme étatiste, autoritaire et obligatoire comme la tyrannie la plus odieuse, qui ait jamais affligé, torturé, enchaîné l'humanité.

Voilà pour l'avenir, pour le lendemain de la révolution.

Pour le présent, nous voyons avec la plus vive antipathie la tendance des communistes à soumettre toute activité politique subversive et tout mouvement ouvrier à leur direction; tout au plus pourrions-nous nous sentir près d'eux en raison des intentions révolutionnaires exprimées. Mais ici encore nous demeurons froids, car il nous souvient que les hommes qui, aujourd'hui, reprochent aux socialistes leur conduite à l'occasion de l'occupation des usines et d'autres situations révolutionnaires, sont les mêmes qui à ces moments-là furent, au nom de la discipline de parti et contre nous, les camarades et les complices de ceux qu'ils attaquent violemment à présent.

Que Serrati se rassure. Les communistes ne se serviront pas des anarchistes contre les socialistes, ni ces derniers ne pourront se servir d'eux contre les communistes. Nous sommes anarchistes, restons anarchistes et ne travaillons que pour notre cause. Toujours prêts, nous l'avons dit plusieurs fois, à coopérer avec quiconque aura une chose commune à faire avec nous, nous entendons avant tout rester nous-mêmes et ne faire le jeu de personne.

D'ailleurs, toutes ces chicanes entre socialistes et communistes nous paraissent de simples questions de rivalités personnelles. Tous veulent en réalité la même chose et finiront de la même manière.

Le parlementarisme a corrompu et châtré les socialistes; il corrompra et châtrera les communistes.

Nous n'aurions à changer de langage et d'attitude que si les communistes renonçaient aux élections et aux mandats. Mais qui pourrait l'espérer?

Errico MALATESTA
(*Umanità Nova*, 31-8-1921.)

RUSSIE : DICTATURE ET RÉVOLUTION

Prologue au livre de Luigi Fabbri.

La Révolution russe s'est déroulée sur le même schéma que les autres révolutions passées. A une période ascendante vers une plus grande justice et une plus grande liberté, qui dura tant que le pouvoir passé fut attaqué et détruit par l'action du peuple, a succédé une période de réaction correspondant à la consolidation d'un nouveau gouvernement. La marche parfois lente et graduelle, parfois rapide et violente, du nouveau pouvoir tend à détruire le plus possible les conquêtes de la révolution et à rétablir un ordre qui assure la permanence du pouvoir à la nouvelle classe gouvernante et la défense des intérêts des nouveaux privilégiés et de ceux qui

parmi les anciens ont su surmonter la tourmente.

En Russie, grâce à des circonstances exceptionnelles, le peuple détruisit le régime tzariste, forma librement et spontanément ses soviets — comités locaux d'ouvriers et de paysans, représentants directs des travailleurs et soumis au contrôle immédiat des intéressés —, expropria les industriels et les grands propriétaires fonciers et commença à organiser la nouvelle vie sociale, sur les bases de l'égalité et de la liberté et de la justice, bien qu'encore relative.

C'est ainsi que la Révolution s'est développée en réalisant la plus grandiose expérience dont l'histoire se souvienne. Le monde s'attendait à voir l'exemple d'un grand peuple qui met en marche, de lui-même, toutes ses facultés, prend possession de son émancipation et organise sa vie selon ses besoins, son instinct, sa volonté, sans la pression d'une force extérieure qui l'entrave et l'oblige à servir les intérêts d'une caste privilégiée.

Malheureusement, cependant, parmi les hommes qui contribuèrent le plus à assener le coup décisif au régime passé il y eut des doctrinaires fanatiques, férocement autoritaires parce qu'ils avaient une conviction obtuse de posséder la « vérité » et d'avoir la mission de *sauver le peuple*, qui ne pourrait se libérer, selon eux, qu'en suivant strictement la voie qu'ils lui indiquaient. Profitant avec habileté du prestige qu'ils s'étaient gagné par la participation à la

révolution, et surtout de la force de leur organisation, ils réussirent à s'emparer du pouvoir, en réduisant à l'impuissance tous ceux — en particulier les anarchistes — qui avaient contribué à la révolution autant ou plus qu'eux-mêmes, mais qui n'avaient pu s'opposer efficacement à cette usurpation parce qu'ils étaient dispersés, sans rapport entre eux, presque sans aucune organisation.

Dès lors la révolution était condamnée.

Le nouveau pouvoir, comme c'est dans la nature de tous les gouvernements, voulut absorber toute la vie du pays et supprimer toute initiative, tout mouvement issu des entrailles du peuple. D'abord il créa pour sa défense un corps de prétoriens et ensuite une armée régulière et une police nombreuse qui égala et même dépassa en férocité et en haine de la liberté même celle du régime tzariste. Ce nouveau pouvoir fonda une bureaucratie innombrable, fit des soviets de simples appendices du pouvoir central ou bien les réduisit par la force des baïonnettes, supprima également par la violence, souvent sanguinaire, toute opposition, et voulut imposer son programme à tous les ouvriers et les paysans qui s'y opposaient, tant et si bien que la production baissa et fut paralysée. Il défendit par contre avec succès le territoire russe des attaques de la réaction européenne, mais ne put néanmoins sauver la révolution, car il l'avait lui-même déchiquetée, tout en conservant les apparences. Et maintenant, il s'efforce de se faire

reconnaître par les gouvernements bourgeois, en établissant des contacts cordiaux avec eux, en rétablissant le système capitaliste... En somme, il enterre définitivement la révolution.

Tous les espoirs que la révolution russe avait ainsi suscités dans le prolétariat mondial auront été trahis. Certes la Russie ne reviendra pas à son état antérieur, car une révolution importante ne passe pas sans laisser des traces profondes, sans secouer et exalter l'âme populaire et sans créer de nouvelles possibilités pour l'avenir. Mais les résultats obtenus seront très inférieurs à ceux qu'on aurait pu attendre et dont on espérait la réalisation, très disproportionnés par rapport aux souffrances endurées et au sang versé.

Nous ne voulons pas approfondir la recherche des différentes responsabilités. Evidemment, une grande part du désastre retombe sur la direction autoritaire donnée à la révolution; une bonne part de l'erreur revient également aux bolchéviques au pouvoir, à leur psychologie particulière, qui tout en se trompant et en reconnaissant leurs fautes, étaient toujours convaincus de leur infaillabilité et voulaient toujours imposer par la force leur volonté fluctuante et contradictoire. Mais il n'en est pas moins certain que ces hommes durent faire face à des difficultés inouïes, et peut-être beaucoup de ce qui nous semble erroné et mauvais fut l'effet inéluctable de la nécessité.

C'est pourquoi nous nous abstiendrons de

donner un jugement, laissant à la postérité le soin de décider sereinement et impartialement, autant qu'une histoire de ce type soit possible. En tout cas, il y a en Europe un parti fasciné par le mythe russe qui voudrait l'imposer lors de la prochaine révolution, avec les mêmes méthodes bolcheviques qui ont tué la révolution russe. Il est donc urgent de mettre en garde les masses en général, et les révolutionnaires en particulier, contre le danger des tentatives dictatoriales des partis bolcheviques. Et Fabbri précisément a rendu un grand service à notre cause en montrant jusqu'à l'évidence la contradiction qu'il y a entre la dictature et la révolution.

L'argument principal des défenseurs de la dictature, qu'ils continuent à appeler *dictature du prolétariat* mais qui est en réalité, et tous l'admettent désormais, la dictature des chefs d'un parti sur toute la population, est celui de la nécessité de défendre la révolution contre les tentatives internes de restauration bourgeoise et contre les attaques qui viendraient des gouvernements extérieurs si le prolétariat de ces pays ne pouvait les contenir en faisant, ou du moins en menaçant de faire, la révolution si l'armée intervenait.

Il est hors de doute qu'il faut se défendre, mais le système adopté mettra en jeu la plupart des chances de la révolution. Si pour vivre il fallait renoncer aux buts de la vie, si pour défendre la révolution il fallait renoncer aux conquêtes qui sont le fondement même de la

révolution, il serait alors préférable d'être vaincus honorablement et sauver nos possibilités futures plutôt que de vaincre en trahissant notre cause.

Il faut assurer la défense interne en détruisant radicalement toutes les institutions bourgeoises et en rendant impossible tout retour au passé.

Il est vain de défendre le prolétariat contre les bourgeois, en les mettant dans des conditions politiques d'infériorité. Tant qu'il y aura des hommes qui posséderont et des hommes qui ne posséderont pas, les possédants finiront toujours par tromper les lois; bien plus, dès la fin des premières agitations populaires, ils seront les premiers au pouvoir et ils feront la loi.

Il est vain de prendre des mesures de police, qui peuvent bien servir à opprimer mais qui ne serviront jamais à libérer. La terreur prétendument révolutionnaire est vaine, pire même, homicide. Il est vrai que les opprimés sentent une haine, une haine justicière à cause de toutes les infamies commises par les gouvernements et par les maîtres, les exemples de férocité, le mépris de la vie et les souffrances imposés par les classes dominantes. Il ne faut pas s'étonner si la vengeance du peuple le jour de la révolution se déchaîne terrible et inexorable. Nous ne nous en scandaliserons pas et nous ne nous efforcerons de la freiner que par la propagande, car vouloir la freiner par un autre procédé conduirait à la réaction. Mais à notre avis, la terreur est un danger et non une garantie de succès pour

la révolution. La terreur en général retombe sur les moins responsables, elle met en valeur des éléments méprisables, qui auraient été les flics et les bourreaux de l'ancien régime et qui sont heureux de pouvoir libérer au nom de la révolution leurs instincts pervers et satisfaire leurs intérêts sordides.

Tout cela arrive lorsque la terreur est exercée directement par les masses contre leurs oppresseurs directs. Mais si elle devait l'être depuis un centre dépendant des ordres du gouvernement, de la police et des tribunaux dits révolutionnaires, alors ce serait le moyen le plus sûr de tuer la révolution : elle s'exercerait plus que contre les réactionnaires, contre les partisans de la liberté qui résisteraient aux ordres du nouveau gouvernement et s'opposeraient aux intérêts des nouveaux privilégiés.

La défense, le triomphe de la révolution sont établis en intéressant tous les gens à sa victoire, en respectant la liberté de tous et en enlevant à tous non seulement le droit mais aussi la possibilité d'exploiter le travail d'autrui.

Il n'est pas utile de soumettre les bourgeois aux prolétaires, il faut abolir la bourgeoisie et le prolétariat en assurant à chacun la possibilité de travailler du mieux qu'il peut, en plaçant tous les gens, tous les hommes aptes dans l'impossibilité de vivre sans travailler.

Une révolution sociale qui après avoir gagné est encore en danger d'être étouffée par la classe dépossédée est une révolution qui s'est arrêtée à

mi-chemin. Pour s'assurer de la victoire il lui faut continuer toujours en avant, toujours plus profondément.

Il reste le problème de la défense des ennemis de l'extérieur.

Une révolution qui ne veut pas finir sous la botte d'un militaire chanceux ne peut se défendre que par des milices de volontaires, en faisant en sorte que chaque pas des étrangers sur le territoire insurgé les fasse tomber dans un piège, traitant avec tous les avantages possibles les soldats soumis à la force, et sans pitié les officiers ennemis engagés de leur propre chef. Il faut organiser le mieux possible l'action militaire, mais il est essentiel d'éviter que ceux qui se spécialisent dans la lutte militaire exercent, en tant que militaires, une quelconque influence sur la vie civile de la population.

Nous ne nions pas que du point de vue technique plus une armée sera dirigée autoritairement, plus elle aura de chance de vaincre et que la centralisation de tous les pouvoirs dans les mains d'un homme — si c'est un génie militaire — soit un élément de victoire. Mais la question technique n'a qu'une importance secondaire, et si pour ne pas risquer d'être vaincu par l'étranger nous devions risquer de tuer la révolution, nous servirions bien mal notre cause.

L'exemple doit être utile à tous. Se laisser entraver dans l'espoir d'être mieux guider ne peut conduire qu'à l'esclavage. Que tous les révolutionnaires étudient le livre de Fabbri. Il est nécessaire pour être bien préparé et éviter les erreurs où sont tombés les Russes.

Rome, juillet 1922, Errico Malatesta

ACTION ET DISCIPLINE

La nécessité de l'heure est l'insurrection, l'insurrection armée.

Nous le disons et les socialistes le disent aussi. Puis, nous nous reprochons mutuellement de ne faire que des mots.

Et c'est malheureusement vrai, jusqu'à présent, pour les uns et pour les autres.

Mais ce qui importe le plus n'est pas le passé, s'agit-il même d'hier; mais bien de demain.

Continuerons-nous encore à ne faire que du bavardage?

Il faut se préparer. C'est certain; et nous ne prétendons pas que les nôtres aient fait tout ce qu'ils auraient dû faire.

Mais nous engageons les camarades et les travailleurs à se tenir prêts — et la meilleure incitation est de leur montrer que le meilleur moyen pour se soustraire à l'oppression actuelle et à la plus grande réaction dont nous soyons menacés consiste à renverser violemment les institutions.

Que font les socialistes?

Nous ne méconnaissons pas le très grand mérite qu'ils ont eu pendant la guerre; mais il

nous semble exagéré d'avoir à se servir de ce qu'ils ont fait contre le délire nationaliste pour excuser tout ce qu'ils font ou feront.

Puisque les partis subversifs ne sont pas l'Etat et ne possèdent ni arsenaux, ni banques, ni la liberté de mobilisation militaire, et ne peuvent par conséquent agir comme l'on ferait pour armer et mobiliser une armée régulière, il leur faut compter sur ce que feront d'eux-mêmes particulièrement les groupes et les individus.

Et les groupes et les individus font autant que se développe en eux l'état d'âme nécessaire, autant que se développe l'esprit d'initiative et disparaît cette tendance à attendre les ordres et l'œuvre des chefs, appelée ordinairement à tort l'esprit de discipline.

Aujourd'hui, un désir de révolution profonde, radicale, expropriatrice existe indubitablement parmi les travailleurs italiens.

Cet état d'âme des masses, dû d'abord aux faits qui naturellement sont toujours le facteur principal, provient aussi de ce que les socialistes dirent et firent pendant la guerre et immédiatement après. Mais plus tard?

Les élections arrivèrent et les socialistes comprirent que le seul moyen pour entraîner les électeurs prolétariens aux urnes était de leur faire croire qu'ils se serviraient du mandat parlementaire comme moyen de révolution immédiate; et nous eûmes des discours électoraux qui ressemblaient à des appels aux armes.

Ils furent élus en très grand nombre... et s'aperçurent n'être pas préparés! Ne le savaient-ils pas d'avance? Et pourquoi promettaient-ils ce qu'ils savaient ne pouvoir tenir?

Mais passons. Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Que font-ils à présent?

Ils conjurent tout mouvement *intempestif,* refrènent toute explosion d'indignation populaire, réclament la discipline à la consigne... le calme, et tout cela afin de se préparer.

Et pour se préparer, pour amener les travailleurs à s'armer, le Groupe parlementaire s'emploie à faire valoir l'œuvre du Parlement, en laissant croire au peuple que si le pain n'est pas plus cher le mérite en revient au même Parlement.

Pour amener les travailleurs à s'armer, ils recommandent aux électeurs de se préparer... aux prochaines luttes électorales pour la conquête des Communes.

Les socialistes qui veulent vraiment la révolution — et il y en a beaucoup — croient-ils que celui qui espère obtenir de grandes choses en envoyant des socialistes dans les Conseils communaux puisse sérieusement penser à s'armer? et surtout croient-ils que celui qui cherche à devenir conseiller puisse songer à prêcher et préparer l'armement?

Un peu de psychologie ne nuirait certes pas.

Voilà : nous ne reprochons pas aux socialistes de ne rien faire; nous leur demandons de ne pas empêcher les autres de le faire.

Si leurs dirigeants, leurs organisateurs craignent les *mouvements inconsidérés*, s'ils craignent les responsabilités, qu'ils laissent faire les *irresponsables*, les *non-syndiqués*, la foule anonyme, la populace, qui deviendra une fois victorieuse la « sainte canaille ».

Si tout va bien, ils en revendiqueront le mérite et nous pourrons même les laisser faire. Du mérite, nous nous en soucions fort peu.

***

Discipline! voilà le grand mot avec lequel on paralyse la volonté des travailleurs conscients.

Et nous réclamons aussi la discipline, puisque sans entente, sans coördination des efforts individuels pour une action commune et simultanée il n'y a pas possibilité matérielle de victoire.

Mais ce ne doit pas être la discipline moutonnière, l'aveugle dévotion aux chefs, l'obéissance à qui conseille toujours de ne pas bouger.

La discipline révolutionnaire c'est être conséquent avec les idées admises, fidèle aux engagements pris, c'est sentir le devoir de partager avec les camarades de lutte la besogne et les risques.

Parlons clair.

Etant donné les forces matérielles dont dispose le gouvernement, pour vaincre aujourd'hui il faut un mouvement général ou qui, commencé sur un point, se propage rapidement dans toute l'Italie. Il faut des armes, il faut la complicité ou la passivité d'une partie de l'armée, il faut des

ententes afin de paralyser les services publics pour autant qu'ils servent au gouvernement, tout en les utilisant au profit de la révolution. Nous avons à mettre dans l'impossibilité de nuire les autorités et les personnes jugées les plus capables d'organiser et diriger la défense de l'ordre bourgeois. Nous devons intéresser d'emblée la masse à la révolution, en lui faisant bien saisir que désormais elle est maîtresse, que la richesse est à tous et qu'il appartient à tous de la garder et d'en user avec sagesse. Il faut beaucoup d'autres choses que les révolutionnaires savent ou doivent apprendre et sur lesquels ils ont à s'entendre.

Mais comment les réaliser?

Ceux qui veulent ou disent vouloir une révolution « disciplinée » conçoivent la chose comme la concevrait un chef d'état-major, comme la concevaient les vieux conspirateurs mazziniens, et — pourquoi ne pas le dire? — comme nous la concevions un peu nous-mêmes dans la vieille Internationale, lorsque nous organisions les soulèvements de 1874 et de 1878 et tant d'autres que le public n'a pas connus parce que n'ayant pas même eu un commencement d'exécution. Un comité central, qui nomme des sous-comités, etc., qui réunit les fonds, procure et distribue les moyens, établit le plan, fixe le jour, envoie les ordres... et ordinairement ne réussit pas.

A la dernière heure quelqu'un a trahi, plusieurs ont eu peur, beaucoup ont été arrêtés; les ordres

ne sont pas arrivés ou ont été mal interprétés, mille difficultés imprévues ont surgi, et tout un plan péniblement élaboré aboutit à un fiasco — parfois héroïque, mais un fiasco tout de même.

Et si l'ancienne méthode de conspirer réussissait rarement naguère, elle réussirait plus difficilement encore de nos jours. Aujourd'hui le gouvernement a plus de moyens pour éventer une conspiration : il arrête les chefs, interrompt les communications, mobilise la presse vénale, envoie de fausses dépêches, etc.

Et d'autre part, en plus des mouchards toujours possibles et de ceux pris de peur, il y a aussi les indisciplinés par tempérament, qui souvent sont parmi les plus audacieux et n'acceptent pas d'ordre, mais agissent ensuite avec élan, énergie et une véritable discipline si on leur dit · faites comme vous voulez.

Aujourd'hui les gens ne veulent plus obéir. Pour nous, c'est un bien; pour d'autres, ce sera un mal; mais de toute façon c'est un fait sur lequel il faut compter.

Aussi pour faire la révolution, si vraiment on veut la faire, il faut aujourd'hui employer une autre méthode.

Il faut s'entendre sur ce qu'il y a à faire et en quelles circonstances on doit le faire; et lorsque les circonstances prévues se réalisent, agissons promptement et sans attendre les ordres de personne, quittes à ignorer ces ordres s'ils sont contraires à l'action convenue.

Et cela, si c'est le parti qui commence. Si, au

contraire, c'est la foule, tant mieux : nous devons suivre la foule et l'acheminer vers la réalisation de nos buts.

Si l'on avait procédé de la sorte à l'occasion du mouvement contre la vie chère, aujourd'hui la situation serait tout autre.

(*Umanità Nova*, 11-4-1920; trad. *le Réveil.*)

LE DANGER DE LA COCAÏNE

Une proposition... qui ne sera pas acceptée.

Il existe en France des lois sévères contre ceux qui prennent ou écoulent de la cocaïne. Et comme d'habitude, le fléau s'étend et s'intensifie malgré les lois et peut-être à cause d'elles. Il en va ainsi du reste de l'Europe et de l'Amérique.

Le docteur Courtois Suffir, de l'académie de médecine française qui avait déjà l'année dernière jeté un cri d'alarme contre le danger de la cocaïne, constate l'échec de la législation pénale, il demande... des lois nouvelles plus sévères.

C'est la vieille erreur des législateurs, bien que l'expérience ait toujours et invariablement démontré que jamais la loi, pour barbare qu'elle soit, n'a réussi à supprimer un vice ou à décourager le délit.

Plus les peines infligées aux consommateurs et aux vendeurs de cocaïne seront sévères, plus l'attraction du fruit défendu et la fascination du danger encouru augmenteront chez les consom-

mateurs, ainsi que l'appât du gain chez les spéculateurs, déjà énorme et qui sera plus important avec cette loi.

Il est donc inutile de faire confiance aux lois. Nous proposons un autre remède.

Déclarer que l'utilisation et le commerce de la cocaïne sont libres, et ouvrir des lieux où la cocaïne serait vendue au prix coûtant, ou en dessous. Ensuite faire une vaste propagande pour expliquer au public et lui faire toucher les défauts de la cocaïne; nul ne ferait une contre-propagande parce que personne ne pourrait gagner de l'argent aux dépens des cocaïnomanes.

Evidemment, cela ne ferait pas disparaître complètement l'usage nocif de la cocaïne, car les causes sociales qui créent les malheurs et poussent à l'utilisation des stupéfiants subsisteraient.

Mais en tout cas, le mal diminuerait, parce que personne ne pourrait faire des bénéfices sur la vente de la drogue et personne ne pourrait spéculer sur la chasse aux spéculateurs.

C'est pourquoi notre proposition ne sera pas prise en considération ou sera considérée comme chimérique et folle.

Mais les gens intelligents et désintéressés pourraient se dire : puisque les lois pénales se sont montrées impuissantes, pourquoi ne pas essayer, ne serait-ce qu'à titre d'expérience, la méthode anarchiste?

(*Umanità Nova*, 10-8-1922.)

LA GRÈVE GÉNÉRALE

« La grève générale » est certainement une arme puissante des travailleurs et, ou elle peut être, une manière et une occasion de déclencher une révolution sociale définitive.

Cependant je me demande si l'idée de grève générale n'a pas fait plus de mal que de bien pour la révolution!

En réalité, je crois que dans le passé le mal a été plus fort que le bien. Aujourd'hui, le contraire pourrait avoir lieu, c'est-à-dire que la grève générale pourrait être vraiment un moyen efficace de transformation sociale si on la comprend et on l'applique différemment que dans le passé.

Au début du mouvement socialiste et en particulier en Italie lors de la I[re] Internationale, quand le souvenir des luttes des Mazziniens était encore proche et qu'une grande partie des hommes qui avaient combattu pour « l'Italie » dans les rangs de l'armée de Garibaldi étaient encore vivants, découragés et indignés par la gabegie que les monarchistes et les capitalistes entretenaient dans la « patrie », il était parfaitement clair que le régime défendu par les baïonnettes, ne pouvait être renversé qu'en se gagnant une partie des soldats à la défense du peuple et en mettant en déroute par la lutte armée les forces de police et les soldats restés fidèles à la discipline.

C'est pourquoi « on conspirait », en menant une propagande active parmi les soldats, en cherchant à s'armer, en préparant des plans d'action militaire.

Les résultats, à dire vrai, étaient faibles parce qu'on était peu nombreux, parce que les buts sociaux pour lesquels on voulait faire la révolution étaient méconnus et refusés par l'ensemble des gens, parce qu'en somme « les temps n'étaient pas mûrs ».

Mais la volonté de la préparation insurrectionnelle existait et trouvait peu à peu des moyens de se réaliser, la propagande commençait à s'étendre et à porter ses fruits. « Les temps mûrissaient », en partie à cause de l'action directe des révolutionnaires, en partie à cause de l'évolution économique qui aggravait le conflit et développait la conscience de cet état de choses entre travailleurs et patrons, ce que les révolutionnaires mettaient à profit.

Les espoirs placés dans la révolution sociale augmentaient, et il semblait certain qu'après des combats, des persécutions, des essais plus ou moins « inconsidérés » et malheureux, des arrêts et des reprises d'activité fébrile, on arriverait, dans un délai assez proche, à réaliser le but final et victorieux, qui devait abattre le régime politique et économique d'alors et ouvrir la voie à une évolution plus libre vers de nouvelles formes de rapports sociaux, fondés sur la liberté de tous, la justice pour tous, la fraternité et la solidarité entre tous.

Mais le marxisme vint avec ses dogmes et son fatalisme freiner l'impulsion volontariste de la jeunesse socialiste (à cette époque les anarchistes s'appelaient aussi socialistes).

Et malheureusement avec ses apparences scientifiques (on était en pleine ivresse « scientiste ») le marxisme fit illusion, attira et détourna même la plupart des anarchistes.

Les marxistes commencèrent à dire « la révolution, elle ne se fait pas », que le socialisme viendrait nécessairement à cause de « la marche fatale » des événements, et que le facteur politique (qui est cependant la force, la violence mise au service des intérêts économiques) n'a pas d'importance et que le facteur économique détermine toute la vie sociale. Et ainsi la préparation insurrectionnelle fut négligée et pratiquement abandonnée.

Je remarque au passage que les marxistes, qui méprisaient tellement la lutte politique lorsqu'elle était un combat principalement insurrectionnel, décidèrent ensuite que la politique était le moyen principal et presque exclusif de faire triompher le socialisme, dès qu'ils aperçurent une possibilité d'aller au parlement et de donner à la lutte politique le sens limité de lutte électorale. Ils s'efforcèrent d'éteindre dans les masses tout enthousiasme pour l'action insurrectionnelle.

C'est à ce moment et face à cette attitude générale que l'idée de grève générale fut lancée. Elle fut accueillie avec enthousiasme par ceux

qui n'avaient pas confiance dans l'action parlementaire et qui y voyaient une voie nouvelle et intéressante pour l'action du peuple.

Le malheur est que la plupart virent dans la grève générale non pas un moyen d'entraîner les masses à l'insurrection, c'est-à-dire à abattre par la violence un pouvoir politique et à l'expropriation des terres, des moyens de production et de toute la richesse sociale, mais une substitution à l'insurrection, une façon d' « affamer la bourgeoisie » et la faire capituler sans violence.

Et comme il est fatal que le comique et le grotesque se mêlent toujours aux choses les plus sérieuses, il y eut ceux qui cherchèrent des herbes et des « pilules » capables d'alimenter indéfiniment le corps humain sans manger, pour les indiquer aux travailleurs et les mettre en état d'attendre en jeûnant pacifiquement que les bourgeois viennent s'excuser et demander pardon.

Voilà pourquoi je pense que l'idée de la grève générale a fait du mal à la révolution.

Maintenant j'espère et je crois que l'illusion de faire capituler la bourgeoisie en l'affamant a complètement disparu — et s'il en restait un peu, les fascistes se sont chargés de la dissiper.

La grève générale de protestations ou pour appuyer des revendications économiques ou politiques, acceptables par le régime, si elle est faite au bon moment, lorsque les patrons et le gouvernement trouvent opportun de céder tout de suite par crainte du pire, peut servir. Mais il

ne faut pas oublier qu'il faut manger tous les jours et que, si la résistance se prolonge rien que quelques jours, il faut soit se plier ignominieusement au jeu patronal soit s'insurger... même si le gouvernement et les forces parallèles de la bourgeoisie ne prennent pas l'initiative de la violence.

Par conséquent, une grève générale, soit pour une solution définitive, soit dans un but transitoire, doit être faite en étant disposé et prêt à résoudre la question par la force.

(*Umanità Nova*, 7-6-1922.)

LE « PARTI » FASCISTE

Le fascisme ne veut pas mourir; mais quoi qu'il fasse, ses jours sont comptés.

Né pour de multiples raisons, certaines idéales, d'autres honteusement vénales, il a pu croître et devenir géant dans les régions les plus « rouges » d'Italie, parce que la grosse bourgeoisie agraire et industrielle l'a payé; parce que le gouvernement et tous ses organes, police, magistrature, état-major, ont été ses complices; parce qu'il a enrôlé tous les éléments déclassés et délinquants qui, si la révolution avait eu lieu, auraient été avec elle et l'aurait sans doute déshonorée, se sont mis d'autant plus volontiers avec la réaction qu'elle leur permettait de commettre en toute impunité toute sorte d'excès; parce que, surtout, il a réussi à prendre par

surprise et à désorienter les masses ouvrières qui n'ont pas su opposer une résistance adaptée car elles étaient habituées à un révolutionarisme verbal et à la farce électorale qui mettaient fin d'habitude aux luttes. Mais aujourd'hui son rôle est fini.

Il a rendu au gouvernement et à la bourgeoisie les services qu'il pouvait rendre et sera bientôt abandonné, voire persécuté, parce qu'il représente maintenant un danger pour la cause même pour laquelle il fut appelé.

Les masses peu à peu retrouvent de l'ardeur ainsi que les révolutionnaires qui se préparent à une défense énergique. Le gouvernement et la bourgeoisie comprennent qu'il discrédite l'Etat et habitue les citoyens à défendre eux-mêmes leur personne et leurs biens, ce qui à la longue ne peut que servir la Révolution. (...)

(*Umanità Nova*, 23-11-1921.)

Pour demain.

Le prolétariat a été encore une fois vaincu.

Alors que la grève générale nationale, qui devait être menée « à outrance », commençait à impressionner et que les ouvriers se préparaient à faire front à la menace d'attaque fasciste, le Comité d'Alliance a décrété le retour au travail. Le mouvement a été ainsi tronqué au moment où il fallait le généraliser et l'intensifier. Et les fascistes, aidés comme il se doit par la complicité du gouvernement, ont pu et peuvent se concentrer aux points les plus importants et faire les agissements que tout le monde connaît.

La résistance opposée à Gênes, Ancône, Parme, Livourne, Bari, Civitavecchia, Milan, Monza, etc., a démontré que les travailleurs sont encore capables d'énergie et aussi d'héroïsme et que si l'ordre de cesser la grève n'avait pas désorienté les masses, en rendant impossible une action simultanée, la victoire pouvait revenir au peuple.

Nous ne comprenons pas — ou plutôt nous comprenons trop bien — la hâte avec laquelle on a voulu arrêter la grève au moment où la menace fasciste était la plus forte et où il fallait se montrer le plus ferme et décidé.

Ce fut parce que ceux qui étaient entrés dans le mouvement avec des visées parlementaires ont vu que la manœuvre échouait et que les éléments révolutionnaires prenaient le dessus. N'est-ce pas?

Mais ne faisons pas de reproches. Nous ne voulons pas perdre de temps dans la tâche stérile de relever les erreurs et les fautes des autres.

Il est plus utile et fécond de penser à nos propres erreurs.

S'il est bien que nos militants soient toujours les premiers prêts à agir avec ceux qui le veulent, s'il est nécessaire de ne pas nous isoler et faire tout notre possible, même si ce n'est pas exactement ce que nous voudrions, il est très

regrettable que nous anarchistes, malgré le courage et l'esprit de sacrifice des camarades, les initiatives, notre nombre — pas très important mais loin d'être négligeable — nous ne réussissions jamais à agir de nous-mêmes et que, quand nous sommes abandonnés ou trahis, nous ne puissions que... crier à la trahison.

La raison est que nous — c'est-à-dire les camarades qui croient à la nécessité de l'organisation — n'avons jamais su nous organiser de façon systématique et efficace.

Nous nous laissons trop dévier par les camarades qui croient faire œuvre utile en attaquant tous ceux qui veulent établir des contacts entre nous pour rendre possible une action organisée et simultanée.

Laissons faire ce que chacun peut et veut faire. Que ceux qui croient aux actions individuelles les fassent — nous y croyons aussi si elles sont judicieuses — et ce sera plus utile que de se limiter à dire des apologies et à participer à des commémorations.

Mais ceux qui sont persuadés que les faits individuels, même bien faits et pas seulement en paroles, ne suffisent pas; ceux qui désirent une action concertée; qu'ils pensent à se réunir vraiment.

Que dans chaque localité où il y a des camarades il se forme des groupes qui agissent constamment et discrètement. Qu'il y ait des contacts réguliers entre les localités voisines, et ainsi progressivement jusqu'à arriver à une

entente permanente dans la province, la région, la nation. Qu'il y ait des moyens de liaison, des adresses sûres, des appuis non connus du gouvernement. Que l'on fasse en somme tout ce qu'il faut pour utiliser toutes nos forces pour ne pas se trouver toujours dans la situation humiliante, dès que le moment est grave, d'ignorer ce que font les camarades situés à vingt kilomètres et de ne pouvoir leur faire savoir ce que nous faisons.

Certains craignent la centralisation. Nous craignons l'impuissance et l'inaction.

Que ceux qui partagent notre opinion se mettent à l'œuvre. Et rapidement et sérieusement, afin d'être prêts pour un lendemain qui peut être très proche.

Il est inutile le lendemain de la défaite de dire que nous aurions dû faire ça ou ça, si on ne profite pas de cette leçon!

(*Umanità Nova*, 10-8-1922.)

MUSSOLINI AU POUVOIR

A la suite d'une longue série de délits, le fascisme s'est finalement emparé du gouvernement.

Et Mussolini, le « duce », pour montrer la différence, a commencé par traiter les députés au parlement comme un patron traiterait des domestiques stupides et paresseux. Le parle-

ment, qui devait être le « palais de la liberté », a donné sa mesure.

Voilà qui nous laisse parfaitement indifférents. Entre un fanfaron, qui insulte et menace parce qu'il se sent à l'abri, et un ramassis de lâches, qui se délectent dans leur abjection, nous n'avons pas à choisir. Nous constatons seulement — non sans honte — quelle sorte de gens nous dominent et auxquels nous ne réussissons pas à échapper.

Mais quel est le sens, la portée, le résultat probable de cette nouvelle façon d'arriver au pouvoir au nom et au service du roi, en violant la constitution que le roi avait juré de respecter et de défendre?

A part les poses qui se voudraient napoléoniennes et qui ne sont en fait que de l'opérette, quand ce ne sont pas des actes de brigands, nous croyons que dans le fond, il n'y aura rien de changé, sauf pendant un certain temps une plus grande pression policière contre la subversion et les travailleurs. Une nouvelle édition de Crispi et Pelloux. Et toujours la vieille histoire du voleur qui devient gendarme!

La bourgeoisie menacée par la marée prolétarienne qui montait, incapable de résoudre les problèmes rendus urgents par la guerre, impuissante à se défendre avec les méthodes traditionnelles de la répression légale, se voyait perdue et aurait salué avec joie tout militaire qui se serait déclaré dictateur et aurait étouffé dans le sang les tentatives d'insurrection. Mais alors, dans l'après-guerre, la chose était trop dangereuse et

pouvait aussi bien précipiter la révolution que l'abattre. De toute manière, un général-sauveur ne s'improvise pas ou c'est une parodie. En revanche, il arriva des aventuriers qui, n'ayant pas trouvé dans les partis subversifs assez d'espace pour leurs ambitions et leurs appétits, songèrent à spéculer sur la peur de la bourgeoisie en lui offrant, moyennant des récompenses appropriées, le secours des forces irrégulières qui pouvaient s'abandonner en toute impunité à tous les excès contre les travailleurs sans entraîner directement la responsabilité des bénéficiaires éventuels des violences commises. Et la bourgeoisie accepta, demanda et paya leur concours : le gouvernement officiel, une partie du moins de ses membres, pensa à leur fournir des armes, et les aider si dans une attaque ils avaient le dessous, à assurer leur impunité et à désarmer par avance ceux qui allaient être attaqués.

Les travailleurs ne surent pas opposer la violence à la violence parce qu'ils avaient été éduqués dans le respect de la légalité. Parce que lorsque toute illusion devenait impossible et que les incendies et les assassinats se multipliaient sous le regard bienveillant des autorités, les hommes auxquels les travailleurs donnaient leur confiance leur prêchèrent la patience, le calme, la beauté et la sagesse de se faire battre « héroïquement » sans résister — et aussi ils furent vaincus dans leurs biens, leurs personnes, leur dignité, leurs sentiments les plus sacrés.

Peut-être que lorsque les organisations ouvrières avaient été détruites, mises en déroute, les hommes les plus détestés et considérés comme les plus dangereux avaient été tués, emprisonnés ou réduits à l'impuissance, la bourgeoisie et le gouvernement ont voulu mettre un terme à l'action des nouveaux prétoriens qui aspiraient désormais à devenir les maîtres de ceux qu'ils avaient servis. Mais il était trop tard. Les fascistes sont désormais les plus forts et ils veulent se faire payer les intérêts des services rendus. Et la bourgeoisie paiera, en cherchant naturellement à se rattraper sur le dos du prolétariat.

En conclusion, quand la misère augmente, l'oppression augmente.

Quant à nous, il ne nous reste qu'à continuer notre combat, toujours pleins de foi, pleins d'enthousiasme. Nous savons que notre route est semée de douleurs, mais nous les avons choisies consciemment et volontairement et nous n'avons pas de raison d'en changer. C'est ce que pensent aussi tous ceux qui ont le sens de la dignité et de la compassion humaines et veulent se consacrer à la lutte pour le bien de tous. Ils savent qu'ils doivent être prêts à toutes les désillusions, toutes les douleurs, tous les sacrifices.

Vu que ceux qui se laissent éblouir par les apparences de la force ne manquent jamais et couvent toujours une sorte d'admiration secrète pour ceux qui gagnent, il y a aussi des révolutionnaires qui disent « les fascistes nous ont montré comment on fait la révolution ».

Non, les fascistes ne nous ont rien montré.

Ils ont fait la révolution, si on veut l'appeler comme ça, avec la permission de leurs supérieurs et au service de leurs supérieurs. Trahir ses amis, renier chaque jour les idées professées la veille, si c'est nécessaire pour réussir, se mettre au service des patrons, s'assurer la complicité des autorités politiques et judiciaires, faire désarmer par les carabiniers ses adversaires pour les attaquer ensuite à dix contre un, se préparer militairement sans avoir à se cacher, en recevant même des armes du gouvernement, des moyens de transport et de l'équipement, puis être appelé par le roi et se placer sous la protection de Dieu... voilà les agissements que nous ne pourrions et ne voudrions pas faire. Agissements que nous avions prévus le jour où la bourgeoisie se sentirait sérieusement menacée.

L'avènement du fascisme devrait plutôt servir de leçon aux socialistes légalitaires, qui croyaient, et hélas croient encore, qu'on peut abattre la bourgeoisie par le vote et le nombre des électeurs, et ne veulent pas nous croire lorsque nous leur disons qu'ils n'auront jamais la majorité au parlement et ne voudront pas — pour faire des hypothèses absurdes — appliquer le socialisme depuis le parlement, car ils en seraient chassés à coups de pied au derrière!

(*Umanità Nova*, 25-11-1922;
article non signé).

Tristes temps pour nous. Le travail de tant d'années détruit, de nombreux camarades gisent dans les prisons et les bagnes, ou errent nostalgiques en exil : nous sommes tous réduits à une totale impuissance. Nous sommes vaincus.

Mais nous n'avons pas une humeur de vaincus : notre foi est toujours ardente, notre volonté forte, notre espoir en une révolte est sûr et inéluctable.

Cette défaite est une de celles qui arrêtent de temps en temps et provisoirement les combattants pour élever l'humanité sur la pénible voie du progrès. Ce n'est qu'un épisode d'une longue guerre.

Il n'y a pas de raisons pour le découragement. Cependant, il y a bien des motifs pour se sentir profondément peiné.

Ce n'est pas le triomphe transitoire du fascisme qui nous afflige et nous étonne le plus. Pour nous, c'était prévu et attendu depuis trois ans, 1920, lorsque la révolution ne put se réaliser et fut refusée par ceux qui avaient le moyen de la faire. Nous l'avons dit aux masses dans des centaines et des centaines de meetings : Faites la révolution rapidement sinon les bourgeois vous feront payer en larmes de sang la peur que vous leur causez aujourd'hui. Et il y eut, il y a encore des larmes de sang.

A ceux qui faisaient obstacle et ajournaient et empêchaient en assurant que le temps travaillait pour nous et que plus nous attendrions plus la victoire serait facile, nous répondions que c'était justement le contraire. Tout retard nous faisait tort, les masses se fatiguaient d'attendre, l'enthousiasme disparaissait, l'Etat reprenait ses forces et les armes pour se défendre et attaquer. Francesco Saveria Nitti, que les fascistes ingrats vitupèrent sans raison, organisait déjà la garde royale. On ne nous écouta pas... et le fascisme vint.

Selon nous, le mal politique et économique que le fascisme a amené à peu d'importance, ce peut même être un bien dans la mesure où il met à nu, sans fard ni hypocrisie, la nature de l'Etat et de la domination bourgeoise.

Politiquement, le fascisme au pouvoir ne fait au fond, encore que sous des formes sauvagement brutales et des façons ridiculement théâtrales, que ce que les gouvernements ont toujours fait : protéger les classes privilégiées et créer de nouveaux privilèges pour ses partisans. Il démontre même aux plus aveugles qui voudraient croire à l'harmonie sociale et à la mission modératrice de l'Etat que l'origine véritable du pouvoir politique et son principal moyen d'existence est la force brutale, « la sainte matraque ». Il montre également aux opprimés quelle est la vcie de l'émancipation pour ne pas retomber sous de nouvelles oppressions : empêcher qu'une classe, ou un parti, ou

un homme, ne puisse imposer aux autres sa volonté par la force.

Economiquement, le fascisme, sauf quelques déplacements limités de richesses qui servent à satisfaire les appétits de ses partisans, ne change rien à la situation. Comme le capitalisme reste en vigueur, c'est-à-dire le système de production fait non pour satisfaire le besoin de tous mais au profit des détenteurs du capital, la misère qui est venue et qui s'étend chaque jour devait forcément venir, avec ou sans fascisme. Il n'est pas possible qu'un pays puisse continuer à vivre en consommant plus qu'il ne produit. Et les travailleurs apprendront que toutes les améliorations, que, dans des circonstances exceptionnellement favorables, ils peuvent conquérir, seront toujours illusoires et éphémères, tant qu'ils n'auront pas pris eux-mêmes la direction de la production en éliminant tous les profiteurs du travail d'autrui.

Le mal véritable et vaste que le fascisme a fait, ou a développé, est la bassesse morale où on est tombé après la guerre et la surexcitation révolutionnaire de ces dernières années.

Il est incroyable le mépris qui a été fait à la liberté, la vie, la dignité des êtres humains de la part d'autres êtres humains. Et il est humiliant pour celui qui sent que l'Humanité met ensemble tous les hommes, les bons et les méchants, de penser que toutes les infamies commises n'ont pas produit chez les gens un sentiment élevé de rébellion, d'horreur et de

dégoût. Il est humiliant pour la nature humaine que tant de férocité et de saleté soient possibles. Il est humiliant que des hommes, sans scrupules moraux et intellectuels, arrivés au pouvoir parce qu'ils ont su profiter du bon moment pour faire pression sur une bourgeoisie apeurée, puissent trouver l'approbation, bien qu'elle soit le fruit d'une aberration passagère, d'un nombre suffisant de gens pour imposer leur tyrannie à tout le pays.

Aussi la lutte que nous attendons et invoquons doit être avant tout un combat moral : la revalorisation de la liberté et de la dignité humaines. Ce doit être la condamnation du fascisme, non seulement en politique et en économie, mais aussi comme phénomène de criminalité, comme explosion d'une purulence qui se formait et s'infectait dans le corps social malade.

Parmi ceux qui résistent, il y en a qui disent que les fascistes nous ont montré comment il faut faire et nous proposent d'imiter et de pousser plus loin leurs méthodes.

C'est le grand danger de demain, c'est-à-dire, le danger qu'après la chute du fascisme par dissolution interne, il survienne une autre période de violences insensées, de vengeances stériles, qui épuiseraient en petits épisodes sanglants l'énergie qu'il faudrait employer à une transformation radicale de la société, afin de rendre impossible les horreurs actuelles.

Les méthodes fascistes sont sans doute bonnes

pour les apprentis tyrans et certainement pas pour les libérateurs, ceux qui veulent faire s'épanouir la dignité d'hommes libres et conscients.

Nous continuons à être ce que nous avons toujours été : les partisans de la liberté, de toute la liberté.

(Publié en février 1923
par *le Réveil* de Genève).

LA NOUVELLE CRISE

Il semblait que les gouvernements européens avaient enfin compris que dans leur propre intérêt, dans l'intérêt même de la conservation bourgeoise, il fallait établir la paix en Europe, en faisant à l'Allemagne des conditions possibles et en rétablissant des rapports réguliers avec la Russie.

Mais à cette politique de modération, qui est désormais reconnue nécessaire par la grande majorité des bourgeois de tous les pays, s'opposent, et avec succès, les impérialistes de France.

En partie par orgueil militariste et par sordide avidité et en partie par une peur abjecte de la revanche allemande, ils persistent dans le propos d'écraser l'Allemagne, de façon qu'elle soit condamnée pour une longue série d'années à travailler pour les Français et autres exploiteurs étrangers sans possibilité de résurrection.

En réalité, à part toute question de justice et de solidarité humaine, même en se plaçant du seul point de vue des intérêts exclusifs de la bourgeoisie française, le calcul est faux. La misère et la ruine de l'Allemagne produisent nécessairement la misère et la ruine en toute l'Europe, France comprise. Et l'idée, couvée par les patriotes français, que la France, pays de 40 millions d'habitants, à population fixe ou décroissante, puisse tenir pour toujours, ou même seulement pour une longue période, en esclavage une population de 70 millions d'hommes, intelligents, habiles, actifs, qui augmentent rapidement et qui ont conscience de n'être inférieurs à personne et se croient même supérieurs, est une idée aberrante, qui peut s'enraciner seulement dans le cerveau de grossiers soldats idiots ou de « patriotes » enivrés par le stupide orgueil national.

Si le peuple français ne sait pas se libérer de ses Millerand, Poincaré, Clemenceau, Tardieu, sur lesquels pèse une si grande part de la responsabilité de la dernière guerre et qui s'emploient stupidement à préparer la prochaine guerre; si la révolution pacificatrice ne vient pas renouveler le monde et établir entre les peuples des rapports de justice et de fraternité, *il ne s'écoulera pas vingt ans — nous en sommes fermement convaincus — avant que les Allemands n'entrent à Paris, alliés peut-être avec l'Italie, pour se venger de toutes les indignités auxquelles ils sont soumis aujourd'hui et faire aux Français,*

car tous les militarismes se valent, ce que les Français leur font aujourd'hui.

Mais nous nous préoccupons de questions qui peut-être laissent indifférents les premiers et véritables animateurs de la politique « nationaliste » française. Il y a parmi les extrémistes de la conquête des fanatiques sincères, aveugles, grisés de sot orgueil national, qui croient travailler à la grandeur et à la gloire de leur pays; mais ceux qui manient les pions et tirent les ficelles derrière la scène, sont les banquiers, les capitalistes; ce sont ceux qui s'enrichissent avec la guerre et la préparation à la guerre et qui demeurent indifférents au sort de la France ou de l'Allemagne ou du monde entier, ne se souciant que d'amasser de l'argent avec les larmes de tous.

A Cannes, comme dans toutes les réunions diplomatiques précédentes et dans celles futures, auxquelles assistera Lénine ou un autre à sa place, il ne s'agit que d'intérêts bourgeois. C'est la lutte entre la masse de la bourgeoisie, petite, moyenne ou même grande, qui a besoin de paix et de sécurité, afin de pouvoir exploiter tranquillement les travailleurs, et un petit nombre de gros requins de la finance et de l'industrie de guerre qui n'hésiteraient pas à réduire le monde à la ruine.

La lutte entre pacifistes et bellicistes, c'est une guerre entre bourgeois, et les prolétaires pourraient la regarder avec indifférence, les uns et les autres voulant également les exploiter.

Mais il y a en jeu la guerre, pour laquelle les prolétaires seraient forcés de verser leur sang; il y a la guerre qui stupéfait et refoule la civilisation et fomente toujours de nouvelles haines et de nouveaux désastres.

Que les prolétaires soient vigilants. Eux seuls peuvent empêcher une nouvelle guerre, en faisant comprendre aux gouvernants que cette fois ils ne se laisseraient plus tromper par leurs mauvais bergers et répondraient au décret de mobilisation par l'insurrection... sans attendre les ordres des « organes compétents ».

(*Umanità Nova*, 14-1-1922;
non signé; trad. *le Réveil*).

NOTES

(1) Voir les honneurs rendus aux « Continuateurs des Tchéquistes » dans la Pravda chaque année « le jour des travailleurs des organes de la Sécurité » (mois de novembre ou de décembre) (N.D.T.).

(2) Mais d'ici à la fin de l'année le temps et notre vieille expérience nous disent que les intérêts électoraux s'imposent toujours aux raisons doctrinales. Nous verrons bien.

(3) En français dans le texte (N.D.T.).

DANS LE FASCISME

IDÉALISME ET MATÉRIALISME

Il a été mille fois constaté que les hommes, avant d'atteindre la vérité (ou plutôt le peu de vérité relative saisissable dans les divers moments de leur développement intellectuel et social), ont tendance à tomber dans les erreurs les plus opposées, regardant les choses tantôt d'un côté tantôt d'un autre, et sautant ainsi d'une exagération à une autre.

C'est un phénomène de ce genre et qui intéresse principalement toute la vie sociale contemporaine que je veux examiner ici.

Il y a quelques années tous étaient « matérialistes ». Au nom d'une « science » qui n'était pas autre chose que la dogmatisation de principes généraux issus de connaissances positives trop incomplètes, on prétendait expliquer toute la psychologie humaine et tous les tournants historiques de l'humanité, en fonction des simples besoins matériels élémentaires. Le « facteur éco-

nomique » expliquait tout : le passé, le présent et l'avenir; toutes les manifestations de la pensée et du sentiment, toutes les vicissitudes de la vie : amour et haine, passions bonnes et mauvaises, condition de la femme, ambition, jalousie, orgueil de race, rapports de toute sorte entre individus et peuples, guerres et paix, soumissions ou révolte des masses; différentes constitutions de la famille et de la société, régimes politiques, religion, morale, littérature, art, et la science elle-même. Tout n'était qu'une simple conséquence d'un mode de production et de distribution des richesses et de l'instrument de travail qui prévalait à chaque époque. Et ceux qui avaient une idée plus large et une conception moins simpliste de la nature humaine et de l'histoire étaient taxés, tant dans le camp des conservateurs que celui des subversifs, d'arriérés et d'indignes de la « science ».

Cette manière de voir influait naturellement sur la conduite pratique des partis, et tendait à faire sacrifier tout noble idéal aux intérêts matériels, aux questions économiques, souvent d'une importance très négligeable.

Aujourd'hui la mode a changé et tous sont « idéalistes » : chacun affecte de mépriser le « ventre » et parle de l'homme comme s'il était un pur esprit, pour qui manger, se vêtir et satisfaire ses besoins physiologiques sont des contingences passagères, auxquelles on ne doit pas prêter attention sous peine de déchéance morale.

Je n'entends pas ici m'occuper de ces sinistres individus dont « l'idéalisme » n'est qu'hypocrisie et tromperie : du capitaliste qui prêche aux ouvriers le sentiment du devoir et l'esprit du sacrifice pour pouvoir réduire sans résistance les salaires et augmenter ses profits; du « patriote » qui, tout enflammé d'amour civique et d'esprit national, dévore sa patrie et, s'il le peut, celle des autres; du militaire qui, pour la gloire et l'honneur du drapeau, exploite les vaincus, les opprime et les piétine.

Je parle des gens sincères, et spécialement certains de nos camarades qui ayant vu que la lutte pour les améliorations économiques avait fini par absorber toute l'énergie des organisations ouvrières jusqu'à éteindre toute potentialité révolutionnaire, et voyant maintenant qu'une bonne partie du prolétariat se laisse arracher docilement toute trace de liberté, et embrasse, bon gré mal gré, le bâton qui le frappe, dans le vain espoir d'obtenir un travail assuré et une bonne paye, ces camarades ont tendance à abandonner par dégoût toute préoccupation et toute lutte économiques, en limitant toute leur activité au niveau de l'éducation et de la lutte proprement révolutionnaires.

Le problème principal et le besoin fondamental est celui de la liberté, disent-ils. La liberté ne se conquiert et ne se conserve que par des luttes harassantes et des sacrifices cruels. Il faut donc que les révolutionnaires ne donnent pas de l'importance aux petites questions d'améliora-

tions économiques, qu'ils combattent l'égoïsme qui prévaut dans les masses, qu'ils propagent l'esprit de sacrifice; et plutôt que de promettre un régime de cocagne, qu'ils inspirent à la foule le saint orgueil de souffrir pour une noble cause.

Parfaitement d'accord, mais n'exagérons pas. La liberté, pleine et entière, est certainement la conquête essentielle, parce qu'elle est la consécration de la dignité humaine. C'est le seul moyen par lequel on peut et on doit résoudre les problèmes sociaux à l'avantage de tous. Mais la liberté est un vain mot, si elle n'est pas accompagnée de la puissance, c'est-à-dire les moyens d'exercer librement son activité.

La maxime « qui est pauvre, est esclave » est toujours valable, bien qu'il soit également vrai que « qui est esclave, s'appauvrit et perd toutes les caractéristiques fondamentales de l'être humain ». Les besoins matériels, les satisfactions de la vie végétative, sont certes des choses d'ordre inférieur, et même méprisable, mais ils sont la base nécessaire de toute vie supérieure, morale et intellectuelle. Mille raisons, de nature diverse, animent l'homme et déterminent le cours de l'histoire, mais il faut manger. Vivre d'abord et philosopher ensuite.

Un peu de tissu, d'huile et de terres colorées sont pour notre sens esthétique bien peu de choses devant une toile de Raphaël. Mais sans ces choses matérielles et relativement sans valeur, Raphaël n'aurait pas pu réaliser son rêve de beauté.

Je crois bien que les « idéalistes » sont des gens qui mangent tous les jours et sont toujours à peu près sûrs de pouvoir manger le lendemain. Il est naturel qu'il en soit ainsi, parce que pour pouvoir penser, aspirer à des thèmes élevés, un certain minimum même infime de bien-être matériel est vraiment indispensable. Il y a eu et il y a des hommes qui se sont élevés aux plus hauts faîtes du sacrifice et du martyre, qui affrontent sereinement la faim et la torture, et continuent de combattre pour leur idée, héroïquement, au travers des plus horribles souffrances. Mais ce sont des hommes qui se sont développés dans des conditions relativement favorables, et ont pu accumuler un ensemble d'énergies latentes qui les soutient ensuite, quand le besoin s'en fait sentir. Du moins, c'est la règle générale.

Je fréquente depuis de très longues années des organisations ouvrières, des groupes révolutionnaires, des sociétés éducatives, et toujours j'ai vu que les plus actifs, les plus zélés, étaient ceux qui se trouvaient dans les moins tristes conditions. Ils venaient non par nécessité mais pour coopérer à une œuvre bonne et se sentir anoblis par un idéal. Les plus misérables, ceux qui sembleraient les plus directement concernés par un changement social, en étaient absents, ou dans l'ensemble jouaient un rôle passif.

Je me souviens comme la propagande était difficile dans certaines régions d'Italie, il y a trente ou quarante ans. Les travailleurs agricoles

et une bonne partie des ouvriers des villes vivaient alors dans des conditions vraiment animales, misère que je voudrais croire définitivement dépassée, bien qu'aujourd'hui les raisons ne manquent pas d'en craindre le retour. Combien j'ai vu de mouvements populaires provoqués par la famine, gronder et se calmer tout à coup par l'ouverture de quelques cuisines populaires et la distribution de quelques gros sous.

De tout ceci, j'en déduis qu'avant tout il y a une idée qui doit animer la volonté et qu'il faut certaines conditions pour que l'idée puisse naître et agir.

Tout ceci confirme donc notre vieux programme qui proclame l'indispensabilité de l'émancipation morale, politique et économique; la nécessité de mettre la masse dans des conditions matérielles telles qu'elles permettent le développement des besoins en idées.

Lutte pour l'émancipation intégrale, et, en attendant et préparant le jour où elle sera possible, arracher au gouvernement et aux capitalistes toutes les améliorations politiques et économiques qui peuvent alléger pour nous les conditions de la lutte et augmenter le nombre de ceux qui luttent en pleine conscience. Et pour cela il faut faire appel aux seuls moyens qui n'impliquent pas la reconnaissance de l'ordre actuel, mais qui préparent les chemins de l'avenir, telle est notre tâche.

Propager le sentiment du devoir et de l'esprit

de sacrifice, mais se rappeler que l'exemple est la meilleure des propagandes et qu'il est inutile d'attendre des autres ce que l'on ne fait pas soi-même.

(*Pensiero e Volontà*, 1-1-1924.)

AUTOUR DE « NOTRE » ANARCHISME

J'ai l'impression en lisant soit notre presse en Italie et à l'étranger soit les écrits que mes camarades envoient à *Pensiero e Volontà,* souvent non publiés par manque de place ou de composition, que nous n'avons pas encore réussi à faire comprendre tous les objectifs que nous nous sommes assignés.

Certains interprètent à leur façon notre désir d'esprit pratique et de réalisation et croient que nous voulons « commencer un processus de révision des valeurs de l'anarchisme théorique ». Ils en déduisent selon leurs tendances et leurs préférences, leurs craintes ou leurs espoirs, que nous voulons renoncer dans la pratique sinon dans la théorie à nos conceptions rigoureusement anarchistes.

Les choses ne vont pas si loin. En réalité, nous ne croyons pas comme certains nous l'ont attribué qu'il y ait « antinomie entre la théorie et la pratique ». Nous croyons en revanche qu'en général si on ne peut réaliser immédiatement l'anarchie, ce n'est pas une carence de la

théorie, mais du fait que tous ne sont pas anarchistes et de ce que les anarchistes n'ont pas encore la force de conquérir leur liberté et de la faire respecter.

En somme, nous restons fidèles aux idées qui depuis son début ont été l'âme du mouvement anarchiste et nous n'avons à proprement parler rien à rejeter. Nous ne disons pas cela par fierté, car si nous avions fait dans le passé une erreur ce serait notre devoir de le dire et de nous corriger. Nous le disons parce que c'est un fait. Ceux, qui connaissent les écrits de propagande diffusés un peu partout par les fondateurs de cette revue, auront du mal à trouver une seule contradiction entre ce que nous venons de dire et ce que nous disions il y a plus de cinquante ans.

Il ne s'agit donc pas de « révision », mais de développement des idées et de leur application aux contingences actuelles.

Lorsque les idées anarchistes étaient nouvelles et émerveillaient et surprenaient et qu'on ne pouvait que faire de la propagande en vue d'un futur lointain, les tentatives insurrectionnelles et les procès provoqués exprès servaient à attirer l'attention du public sur notre propagande, et alors la critique de la société actuelle et l'exposé de notre idéal pouvaient suffire. Les questions de tactique n'étaient dans le fond que des questions sur les moyens les meilleurs de propager les idées et de préparer les individus et les masses aux transformations désirées.

Mais aujourd'hui les temps sont mûrs, les circonstances ont changé, et tout porte à croire que dans un moment qui pourrait être imminent, et qui n'est certainement pas loin, nous nous trouverons en mesure et forcés d'appliquer les théories aux faits réels et de démontrer que nous n'avons pas seulement plus raison que les autres quant à la supériorité de notre idéal de liberté, mais qu'également nos idées et nos méthodes sont les plus pratiques pour acquérir le maximum de liberté et de bien-être possible dans l'état actuel de la civilisation.

La réaction en soi, tout en empirant et en évoluant, laisse le pays dans un état d'équilibre instable favorable à tous les espoirs comme à toutes les catastrophes. Et les anarchistes peuvent être appelés d'un moment à l'autre à montrer leur valeur et à exercer un poids sur les événements, qui pourrait dès le départ être sinon prépondérant du moins en rapport à leur nombre et à leur capacité morale et technique.

Il est donc nécessaire de profiter de cette période transitoire, qui ne peut être qu'une préparation tranquille, pour emmagasiner le plus possible de forces morales et matérielles et être prêts à tout ce qui pourra se passer.

Le point à ne pas perdre de vue est le suivant : nous sommes une minorité relativement réduite, et il en sera ainsi jusqu'au jour où un changement dans les circonstances extérieures — conditions économiques améliorées et liberté plus grande — placera les masses en

position de pouvoir nous comprendre mieux et nous permettra de pouvoir appliquer notre démarche dans la pratique.

Mais les conditions économiques ne s'amélioreront guère sensiblement et durablement ainsi que la liberté, tant que le système capitaliste et l'organisation étatique qui défend les privilèges resteront en place. Par conséquent, le jour où, pour des raisons qui échappent en grande partie à notre volonté mais qui existent et pourront produire des effets, l'équilibre sera rompu et que la révolution éclatera, nous nous retrouverons comme maintenant en minorité réduite parmi les différentes forces en présence.

Que devrons-nous faire?

Se désintéresser du mouvement serait un suicide moral, pour toujours, car sans notre œuvre, sans l'œuvre de ceux qui veulent impulser la révolution jusqu'à la transformation sociale de toutes les institutions sociales, jusqu'à l'abolition de tous les privilèges et de toutes les autorités, la révolution s'arrêterait sans avoir transformé rien de ce qui est essentiel, et nous nous retrouverions dans les mêmes conditions que maintenant. Et dans une autre future révolution nous serions toujours une faible minorité et nous devrions nous désintéresser du mouvement, c'est-à-dire renoncer à la raison d'être de notre existence, qui est de combattre sans cesse pour la diminution (tant que leur abolition complète n'est pas obtenue) de l'autorité et des privilèges. Du moins pour nous qui

croyons que la propagande, l'éducation ne peuvent, dans un cadre donné, que toucher un nombre limité d'individus et qu'il faut changer les conditions du cadre pour qu'une nouvelle couche de la population puisse s'élever moralement.

Que faire donc?

Provoquer autant qu'il nous est possible le mouvement, en y participant de toutes nos forces, en lui imprimant le caractère le plus libertaire et le plus égalitaire qui soit, appuyer toutes les forces progressives, défendre ce qui est meilleur quand on ne peut obtenir le maximum, mais conserver toujours bien clair notre caractère d'anarchistes : nous ne voulons pas le pouvoir et nous supportons mal que d'autres le prennent.

Il y a parmi les anarchistes — nous ne dirons pas les prétendus anarchistes — ceux qui pensent que, puisque les masses ne sont pas capables de s'organiser anarchistement et de défendre la révolution avec des méthodes anarchistes, nous devrions nous-mêmes nous emparer du pouvoir et « imposer l'anarchie par la force » (la phrase, comme le savent nos lecteurs, a été prononcée dans toute sa cruauté).

Je ne vais pas répéter que celui qui croit à la puissance éducative de la force brutale et à la liberté stimulée et développée par les gouvernements, peut être tout ce qu'il voudra être, il pourra même avoir raison contre nous, mais il

ne peut certainement pas s'appeler anarchiste sans se mentir à lui-même et aux autres.

Je ferai observer une chose : s'il doit y avoir un gouvernement, il ne devra pas venir de nous, soit parce que nous sommes trop minoritaires, soit parce que nous n'avons pas les qualités requises pour conquérir et conserver le pouvoir, et parce que, disons-le franchement, parmi les camarades singuliers qui voudraient concilier l'anarchie avec la dictature « provisoire », il n'y en a pas — ou très peu — capable d'être législateur, juge, gendarme... et général massacreur! Il se pourrait que, parmi nous, certains — non des meilleurs — pactisent par ignorance ou pour des raisons moins avouables avec le parti triomphateur et essaient de profiter du gouvernement. Ils ne feraient que trahir la cause qu'ils veulent défendre, comme l'ont fait de soi-disant anarchistes russes, comme le font les « socialistes » qui s'allient aux bourgeois pour faire progresser le socialisme, ou les « républicains » qui servent la monarchie pour préparer la république.

Il faut, par conséquent, faire en sorte que pendant la révolution les masses s'emparent de la terre, des instruments de travail et toute la richesse sociale, et réclament et prennent toute la liberté dont elles sont capables et organisent la production comme elles le pourront et elles le voudront, ainsi que l'échange et toute la vie sociale, en dehors de toute imposition gouvernementale. Il faut combattre toute centralisation pour donner entière liberté aux différentes localités et empêcher que d'autres se servent des masses les plus arriérées — qui sont toujours numériquement les plus importantes — pour étouffer l'élan des régions, des communes et des groupes les plus avancés — et nous devrons dans tous les cas demander pour nous-mêmes l'autonomie la plus complète et les moyens pour pouvoir organiser notre vie à notre manière, en essayant d'entraîner les masses par la force de l'exemple et l'évidence des résultats obtenus.

(*Pensiero e Volontà*, 1-4-1924.)

LA TERREUR RÉVOLUTIONNAIRE

Il y a un problème général de tactique révolutionnaire qu'il convient toujours de discuter et de rediscuter, parce que de sa solution peut dépendre le sort de la révolution qui viendra.

Je n'entends pas parler de la manière dont peut être combattue et abattue la tyrannie qui, aujourd'hui, opprime tel peuple en particulier. Notre rôle est de faire simplement œuvre de clarification des idées et de préparation morale en vue d'un avenir prochain ou lointain, parce qu'il ne nous est pas possible de faire autrement. Et, du reste, nous croirions arrivé le moment d'une action effective... que nous en parlerions moins encore.

Je m'occuperai donc seulement et hypothétiquement du lendemain d'une insurrection triomphante et des méthodes de violence que certains voudraient adopter pour « faire justice », et que d'autres croient nécessaires pour défendre la révolution contre les embûches de ses ennemis.

Mettons de côté « la justice », concept trop relatif qui a toujours servi de prétexte à toutes les oppressions et à toutes les injustices, et qui souvent, ne signifie pas autre chose que la vengeance. La haine et le désir de vengeance sont des sentiments irréfrénables, que l'oppression, naturellement, réveille et alimente; mais s'ils peuvent représenter une force utile pour secouer le joug, ils sont par la suite une force négative quand on tente de substituer à l'oppression, non une oppression nouvelle, mais la liberté et la fraternité entre les hommes. Pour ces raisons, nous devons nous efforcer de susciter ces sentiments supérieurs qui puisent leur énergie dans le fervent amour du bien, tout en nous gardant cependant de briser cette impétuosité, issue de facteurs bons et mauvais, qui est nécessaire à la victoire. Mieux vaut que la masse agisse suivant son inspiration, que, sous prétexte de la mieux diriger, de lui mettre un frein qui se traduirait par une nouvelle tyrannie, mais souvenons-nous toujours que nous, anarchistes, nous ne pouvons être ni des vengeurs, ni des justiciers. Nous voulons être des

libérateurs et nous devons agir comme tels, par les moyens de la prédication et de l'exemple.

Cela dit, occupons-nous ici de la question la plus importante : la défense de la révolution.

Il y en a encore qui sont fascinés par l'idée de la terreur. A ceux-là, il semble que la guillotine, les fusillades, les massacres, les déportations, les galères (*potence et galères*, me disait récemment un communiste des plus notoires) soient les armes puissantes et indispensables de la révolution, et ils trouvent que si tant de révolutions ont été écrasées et n'ont pas donné le résultat qu'on en attendait, ce fut à cause de la bonté, de la faiblesse des révolutionnaires qui n'ont pas persécuté, réprimé, massacré à suffisance.

C'est là un préjugé courant dans certains milieux révolutionnaires, préjugé qui trouve son origine dans la rhétorique et dans les falsifications historiques des apologistes de la grande révolution française, et qui s'est trouvé renforcé dans ces dernières années par la propagande des bolchevistes. Mais la vérité est précisément l'opposé : la terreur a toujours été un instrument de tyrannie. En France, elle a servi la tyrannie de Robespierre. Elle a aplani les voies à Napoléon et à la réaction qui suivit. En Russie, elle a persécuté et tué des anarchistes, des socialistes, a massacré des ouvriers et des paysans rebelles, et a arrêté, en somme, l'élan d'une révolution qui pouvait cependant ouvrir à la civilisation une ère nouvelle.

Ceux qui croient à l'efficacité révolutionnaire,

libératrice, de la répression et de la férocité ont la même mentalité arriérée que les juristes qui croient qu'on peut éviter le délit et moraliser le monde par le moyen des peines sévères.

La terreur, comme la guerre, réveille les sentiments ataviques de férocité encore mal couverts par le vernis de la civilisation et porte aux premiers postes les éléments mauvais qui sont dans la population. Plutôt que de servir à défendre la révolution, elle sert à la discréditer, à la rendre odieuse aux masses, et, après une période de luttes féroces, aboutit nécessairement à ce que, aujourd'hui, j'appellerai « normalisation », c'est-à-dire, à la légalisation et à la perpétuation de la tyrannie. Quel que soit le parti vainqueur, on arrive toujours à la constitution d'un gouvernement fort, lequel assure, aux uns, la paix aux dépens de la liberté, et aux autres la domination sans trop de périls.

Je sais bien que les anarchistes terroristes (si peu nombreux qu'ils soient) dénoncent toute terreur organisée, faite par ordre d'un gouvernement, par des agents payés, et voudraient que ce fût la masse qui, directement, mît à mort ses ennemis. Mais ceci ne ferait qu'aggraver la situation. La terreur peut plaire aux fanatiques, mais elle convient surtout aux vrais méchants, avides d'argent et de sang. Inutile d'idéaliser la masse et de se la figurer composée uniquement d'hommes simples, qui peuvent évidemment commettre des excès, mais sont toujours animés de bonnes intentions. Les flics et les fascistes

servent les bourgeois, mais sortent de la masse!

En Italie, le fascisme a accueilli beaucoup de criminels et ainsi a, jusqu'à un certain point, purifié préventivement l'ambiance dans laquelle agira la révolution. Mais il ne faut pas croire que tous les Dumini et tous les Cesarino Rossi sont fascistes. Il y en a parmi eux qui, pour une raison quelconque, n'ont pas voulu ou n'ont pas pu devenir fascistes, mais ils sont disposés à faire, au nom de la « révolution », ce que les fascistes font au nom de la « patrie ». Et, d'autre part, comme les coupe-jarrets de tous les régimes ont toujours été prêts à se mettre au service des nouveaux régimes et à en devenir les plus zélés instruments, ainsi les fascistes d'aujourd'hui seront prêts demain à se déclarer anarchistes ou communistes ou ce qu'on voudra, simplement pour continuer à faire les dominateurs et à satisfaire leurs instincts mauvais. S'ils ne le peuvent dans leur pays, parce que connus et compromis, ils s'en iront ailleurs et chercheront les occasions de se montrer plus violents, plus « énergiques » que les autres, traitant de modérés, de lâches, de pompiers, de contre-révolutionnaires, ceux qui conçoivent la révolution comme une grande œuvre de bonté et d'amour.

Certainement, la révolution a à se défendre et à se développer avec une logique inexorable, mais on ne doit, et on ne peut la défendre avec des moyens qui sont en contradiction avec ses fins.

Le grand moyen de défense de la révolution reste toujours d'enlever aux bourgeois les moyens économiques de la domination, d'armer tout le monde (jusqu'à ce qu'on puisse amener tout le monde à jeter les armes comme des objets inutiles et dangereux) et d'intéresser à la victoire toute la grande masse de la population.

Si, pour vaincre, on devait élever des potences sur les places publiques, je préférerais être battu.

Errico MALATESTA.

(*Pensiero e Volontà*, 1-10-1924; trad. de 1924.)

LE SOCIALISME ET L'INTERNATIONALISATION DES MATIÈRES PREMIÈRES

Le camarade et ami Rudolf Rocker dit : « L'internationalisation des richesses naturelles (charbon, minerais, pétroles, etc.) est une des conditions les plus importantes pour réaliser le socialisme et libérer l'humanité de l'esclavage économique, politique et social. »

Selon moi, c'est une erreur, une grave erreur, qui peut servir et a déjà servi aux adversaires de la révolution pour paralyser le mouvement populaire dans les pays qui, tout en étant dépourvus de ces richesses naturelles spéciales, peuvent se trouver dans des moments historiques donnés plus capables que d'autres, d'abattre le régime capitaliste.

C'est ce qui se produisit en Italie en 1920. Un heureux concours de circonstances rendait possible et relativement facile une révolution socialiste, en prenant le mot dans le sens le plus concret. Nous, anarchistes et syndicalistes de l'Union Syndicaliste, nous nous efforcions de pousser les masses à l'action. Mais le parti socialiste (qui était alors dirigé par les communistes) et la Confédération Générale du Travail, bien plus forts que nous par le nombre de leurs adhérents, par l'ampleur de leur organisation et les moyens matériels, étaient décidés à empêcher tout mouvement. Ils se servaient beaucoup de l'argument du manque de matières premières. Je me souviens qu'à Milan, pendant une chaude discussion, un socialiste, secrétaire de la Fédération de la Chimie, s'écria : « Comment voulez-vous faire la révolution? Vous ne savez donc pas qu'en Italie nous n'avons pas de caoutchouc et, qu'en cas de révolution, l'étranger ne nous en enverrait plus? »

Evidemment ce bon socialiste voulait pour faire la révolution qu'il y eût des plantations de caoutchouc en Italie ou que les gouvernements étrangers s'engagent à nous en envoyer, malgré la révolution.

Les matières premières industrielles sont certainement très utiles mais elles ne sont point indispensables. L'humanité a vécu d'innombrables siècles sans charbon, sans pétrole, sans caoutchouc, sans abondance de minerais et même sans tout cela on pourrait vivre dans des conditions de justice et liberté, c'est-à-dire de

socialisme, si les hommes le comprenaient et le voulaient.

La question de la distribution des matières premières a acquis une importance énorme, à cause des intérêts capitalistes qui s'y attachent. En effet, ce sont les capitalistes des différents pays qui s'enrichissent par cette exploitation. A cause de cela, ils s'en disputent la possession. Et ce sont les gouvernements rivaux qui trouvent des moyens de domination et des ressources fiscales dans les monopoles, dont jouissent leurs nationaux.

Pour les travailleurs, la possession des matières qui facilitent le travail et qui satisfont certains besoins spéciaux est importante, c'est vrai, mais elle vient après la question primordiale de l'égalité et de la liberté.

Certainement la terre devrait être, comme le dit Rocker, un domaine économique ouvert à tous, et tous les groupements humains devraient avoir accès à ses richesses. Mais cela viendra après, non avant, que le socialisme eut triomphé.

Pour l'instant, les gouvernements, pour leur propre compte ou comme représentants des financiers et des capitalistes, défendent tout monopole que le sort fait tomber dans leurs mains. Il est probable qu'ils feront la guerre plutôt que d'y renoncer.

Bref, l'internationalisation des richesses naturelles n'est pas la condition du socialisme, mais sa conséquence.

(*Il Risveglio* de Genève, 16-5-1931.)

QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LE RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ APRÈS LA RÉVOLUTION

Nos adversaires, défenseurs et bénéficiaires du présent système social, disent habituellement pour justifier le droit à la propriété privée, que « la propriété est la condition et la garantie de la liberté ». Nous sommes d'accord avec eux. Ne disons-nous pas continuellement « qui est pauvre, est esclave »?

Mais alors, qu'est-ce qui nous sépare?

Je crois que la différence est bien claire. En réalité, la propriété qu'ils défendent, c'est la propriété capitaliste, c'est-à-dire la propriété qui permet de vivre du travail d'autrui; celle qui suppose donc une classe de déshérités, de non-propriétaires, contrainte de vendre son propre travail aux propriétaires pour un prix inférieur à sa valeur.

En effet, aujourd'hui, dans tous les pays du monde, la majeure partie de la population doit, pour vivre, mendier du travail auprès de ceux qui monopolisent le sol et les instruments; et lorsqu'elle en trouve, elle reçoit un salaire non seulement inférieur au produit, mais souvent à peine suffisant pour ne pas mourir de faim. Cela constitue pour les travailleurs une espèce d'esclavage, qui peut être plus ou moins dur, mais qui signifie toujours une infériorité sociale, une pénurie matérielle et une dégradation morale. Et

cette dégradation est au fond la cause première de tous les maux de l'ordre social actuel.

Afin que nous soyions libres, afin que chacun puisse en pleine liberté atteindre le maximum de développement moral et matériel, et jouir de tous les bénéfices que la nature et le travail peuvent donner, il faut que tous soient propriétaires, c'est-à-dire que tous aient droit à ce peu de terre, de matières premières et d'instruments qui est nécessaire pour travailler et produire sans être opprimé et exploité. Et puisque l'on ne peut espérer que la classe possédante renonce spontanément aux privilèges usurpés, il faut que les travailleurs l'exproprient et que tous deviennent la propriété de tous.

Cela devrait être la tâche de la prochaine révolution, et c'est à cela que doivent tendre tous nos efforts. Mais comme la vie sociale n'admet pas d'interruptions, il faut dès maintenant penser à la façon pratique d'utiliser les biens devenus domaine commun, et comment assurer à tous les membres de la société la jouissance de droits égaux. Le régime de la propriété sera donc le problème qui se posera au moment même où l'on procédera à l'expropriation.

Naturellement on ne peut prétendre et espérer passer d'un coup du système actuel à d'autres parfaits et définitifs. Dans l'acte révolutionnaire, ce qui compte avant tout, c'est de faire vite, pour satisfaire immédiatement les besoins dont on ne peut remettre à demain la solution. On fera donc comme on pourra, selon les volontés des

intéressés et les conditions pratiques que ces volontés déterminent et limitent. Mais il est utile d'avoir, dès le départ, une idée de ce que l'on veut faire pour pousser le plus possible les choses vers ce but.

La propriété devra-t-elle être individuelle ou collective? Et la collectivité, propriétaire des biens indivis, sera-t-elle le groupe local, le groupe fonctionnel, d'affinités spirituelles, familial, ou comprendra-t-elle en bloc les membres de toute une nation et ensuite de toute l'humanité?

Quelles sont les formes que prendront la production, la consommation et l'échange? Sera-ce le triomphe du *communisme* (production associée et consommation égale pour tous), du *collectivisme* (production en commun et disposition des produits selon le travail de chacun) ou de l'*individualisme* (à chacun la possession individuelle des moyens de production et la disposition intégrale du produit du travail)? Verronsnous enfin s'épanouir d'autres formes composites que l'intérêt individuel et l'instinct social, éclairés par l'expérience, pourront suggérer?

Toutes les méthodes possibles de possession et d'utilisation des richesses seront probablement expérimentées, en même temps dans les mêmes localités ou dans des localités différentes; qu'elles se mêleront et se combineront différemment jusqu'à ce que la pratique ait enseigné quelle est la forme ou quelles sont les formes les meilleures.

En attendant, comme je l'ai déjà dit, la

nécessité de ne pas interrompre la production et l'impossibilité de suspendre la consommation des biens indispensables feront que peu à peu on expropriera et on prendra les accords nécessaires à la continuation de la vie sociale. On fera comme l'on pourra, et pourvu que l'on ne s'oppose pas à la constitution et à la consolidation de nouveaux privilèges, on aura le temps de chercher les meilleures voies pour l'avenir.

Mais chacun peut et doit se demander quelle est la solution qui lui paraît la meilleure, celle vers laquelle tendront ses efforts.

Je me déclare communiste parce que le communisme me paraît être l'idéal vers lequel l'humanité s'approchera à mesure que s'accroîtra l'amour entre les hommes, que l'abondance les libérera de la peur de la famine, et détruira l'obstacle principal opposé à leur fraternisation. Mais, bien plus que les formes pratiques d'organisation économique (qui doivent nécessairement s'adapter aux circonstances et seront toujours en continuelle évolution) ce qui importe c'est l'esprit qui anime les organisations et c'est la méthode par laquelle on les constitue. L'important, c'est qu'elles soient guidées par l'esprit de justice et le désir du bien pour tous, et que l'on y accède toujours librement et volontairement.

Si vraiment il y a liberté et esprit de fraternité, toutes les formes, visant au même but d'émancipation et d'élévation humaine, finissent par se concilier et se confondre. Au contraire, s'il manque la liberté et la volonté de bien pour tous, toutes les formes d'organisation ne peuvent qu'engendrer l'injustice, l'exploitation et le despotisme.

Jetons un regard sur les principaux systèmes proposés pour résoudre le problème social. Il existe deux systèmes théoriques fondamentaux qui se disputent le domaine des aspirations anarchistes : *l'individualisme* (je parle de l'individualisme comme moyen de distribution de la richesse, sans m'embarrasser d'obscurités philosophiques qui n'ont que faire ici) et le *communisme.*

Le *collectivisme,* dont on ne parle plus guère, est un système intermédiaire qui combine les mérites et les défauts des deux solutions proposées. Peut-être, à cause de cela, bénéficiera-t-il d'une large application, tout au moins dans la période transitoire entre l'ancienne et la nouvelle société. Cependant, je n'en parlerai pas de façon spéciale parce qu'il est soumis aux différentes objections que soulèvent l'individualisme et le communisme.

L'individualisme intégral consisterait à répartir entre tous la terre et les autres richesses en lots plus ou moins équivalents, de façon que tous les hommes, au commencement de leur vie, puissent avoir des moyens matériels égaux, et que chacun puisse s'élever jusqu'où le portent ses facultés et son activité. Pour conserver cette égalité du point de départ, il faudrait abolir l'héritage et procéder périodiquement à de nou-

veaux lotissements en tenant compte des variations numériques de la population.

Ce système apparaît nettement anti-économique, c'est-à-dire qu'il ne convient pas à la meilleure utilisation possible de la richesse dans un pays civilisé. En le supposant applicable à des exploitations agricoles petites et primitives, on ne voit pas comment il le serait à grande échelle et dans un milieu de production moderne agricole ou industrielle, où une partie considérable de la population n'utilise pas directement la terre et les instruments pour produire des biens matériels, mais travaille dans les services publics et d'intérêt général.

D'autre part, comment diviser la terre avec justice, ou tout du moins de façon équitable, alors que la valeur des différents champs est si diverse en productivité, salubrité et position? Et comment diviser les grands organismes industriels, qui pour fonctionner ont besoin du concours simultané d'un grand nombre de travailleurs? Comment enfin établir la valeur des choses et pratiquer l'échange sans retomber en même temps dans les maux de la concurrence et dans ceux de l'accaparement?

Il est vrai que le progrès de la chimie et de l'agronomie tendent à égaliser la productivité et la salubrité dans les différentes terres; que le développement des moyens de transport, l'automobile et l'aviation, finiront peut-être par rendre toutes les positions presque avantageuses; que le moteur électrique décentralise

l'industrie et rend possible l'usage de la machine aux individus isolés et aux petits groupes; que la science pourra découvrir ou fabriquer dans chaque territoire les matières premières indispensables au travail. Mais ces progrès et d'autres encore et la facilité et l'abondance de la production enlèveront à la question économique l'importance prépondérante qu'elle a aujourd'hui. L'augmentation du sentiment de fraternité rendra inutiles et méprisables les menus calculs sur ce qui revient à Paul ou à Jean. Le communisme se substituera automatiquement, presque sans qu'on s'en aperçoive, à l'individualisme pour le plus grand avantage et la plus grande satisfaction et liberté effective de tous les individus.

Mais cela adviendra dans un avenir plus ou moins lointain. Maintenant il s'agit au contraire d'aujourd'hui et d'un lendemain proche. Aujourd'hui une organisation basée sur la propriété individuelle des moyens de production, maintenant et créant des antagonismes et des rivalités entre les producteurs, des différences d'intérêts entre producteurs et consommateurs, serait toujours menacée par l'avènement possible d'une autorité, d'un gouvernement qui rétablirait les privilèges abattus. De toute façon, elle ne pourrait subsister, même provisoirement, que limitée et diversifiée par toute une série d'associations et de coopérations volontaires.

Le dilemme devant lequel la révolution se

trouvera est toujours : ou s'organiser volontairement à l'avantage de tous, ou être organisé par la force d'un gouvernement, à l'avantage d'une classe dominante.

Parlons maintenant du communisme. Il semble en théorie le système idéal de propriété : celui qui remplacerait dans les rapports humains la lutte par la solidarité, en utilisant le mieux possible les énergies naturelles et le travail humain. Il ferait de l'humanité une famille de frères, prêts à s'entraider et à s'aimer. Mais est-il applicable dans les conditions morales et matérielles de l'humanité présente? Et dans quelles limites?

Le communisme universel, c'est-à-dire une seule communauté entre tous les êtres humains, voilà une aspiration suprême, un phare idéal vers lequel on doit tendre, mais qui certainement ne pourrait être actuellement une forme concrète d'organisation économique. C'est certain pour aujourd'hui, et probablement pour l'avenir, encore longtemps après nous. Quant à l'avenir plus lointain, la postérité y pourvoira.

A l'heure actuelle, on ne peut que penser à des communautés multiples, entre voisins, entre individus réellement affinitaires, qui auraient entre eux des rapports divers de solidarité et d'échange. Et même dans ces limites, il se pose toujours le grave problème de l'antagonisme possible entre communisme et liberté. Il existe le sentiment qui, secondé par la nécessité économique, pousse les hommes vers la fraternité et la

solidarité consciente et voulue, et qui nous conduira sans doute à pratiquer et propager le plus de communisme possible. Mais je crois que, si l'individualisme absolu, est de nos jours anti-économique et impossible, de même le communisme intégral, surtout étendu à un vaste territoire, serait impossible et antilibertaire.

Pour organiser à grande échelle une société communiste, il faudrait transformer radicalement toute la vie sociale, y compris les moyens techniques de production, d'échange et de consommation. Ceci ne pourrait se faire que graduellement, à mesure que les circonstances objectives le permettraient, que le peuple en comprendrait les avantages, et que les masses y pourvoiraient elles-mêmes. Si, au contraire, on voulait et on pouvait réaliser d'un bond cette transformation par la volonté et la fermeté d'un parti, que se passerait-il? Les masses, habituées à obéir et à servir, accepteraient la nouvelle façon de vivre comme une loi imposée par un gouvernement : elles attendraient une fois de plus qu'un pouvoir suprême vienne imposer à chacun son devoir de produire et mesurer la consommation. Le nouveau pouvoir, ne sachant et ne pouvant satisfaire tous les besoins et les désirs immensément variés et souvent contradictoires des gens, tout en ne voulant point paraître incapable ni laisser aux intéressés la liberté de faire comme ils veulent, reconstituerait un Etat, fondé comme tous les autres sur la force

militaire et policière. Ce régime, s'il réussissait à se prolonger, ne ferait que remplacer les anciens patrons par de nouveaux, plus fanatiques.

Sous le prétexte, voire l'intention honnête et sincère, de régénérer le monde par un nouvel évangile, on imposerait à tous une règle unique, on rendrait impossible toute initiative et toute critique. En conséquence, on aurait le découragement et la paralysie dans la production, le trafic clandestin, l'insolence et la corruption de la bureaucratie, la misère générale; bref le retour de plus en plus complet à des conditions d'oppression et d'exploitation que la révolution prétendait abolir. L'expérience russe ne doit pas avoir été inutile.

En conclusion, il me semble qu'aucun système n'est vital et ne peut réellement libérer l'humanité du servage traditionnel, si ce n'est le fruit de la libre évolution.

Les sociétés humaines, si elles doivent être composées d'êtres libres vivant en commun, expérimentant librement, coopérant sans entraves au plus grand bien de tous, et non plus dans des couvents ou des bagnes soutenus à la fois par la superstition religieuse ou la force brutale, ne peuvent être la création artificielle ni d'un homme ni d'une secte.

Elles doivent être le résultat des besoins et des volontés coopérantes ou contrastantes, de tous leurs membres. Et ce sont eux qui, essayant et ré-essayant, trouveront les institutions qui, dans

des circonstances données, sont les meilleures possible. Ce sont eux encore qui les développeront et les changeront, à mesure que les circonstances et les volontés changeront.

On peut donc préférer le communisme ou l'individualisme ou le collectivisme, ou un quelconque système imaginable, et travailler, par la propagande et l'exemple, au triomphe de ses aspirations propres. Mais il faut bien se garder sous peine d'un désastre certain, de prétendre que le système proposé est unique et infaillible, bon pour tous les hommes, en tous lieux et en tous temps, et qu'il doit triompher avant l'évidence des faits.

L'important, l'indispensable, le point duquel il faut partir c'est d'assurer à tous les moyens d'être libres.

Abattre ou rendre impuissant le gouvernement qui défend les privilèges. Proclamer sans hésiter qu'il appartient au peuple entier, et plus spécialement à ceux qui dans le peuple ont le plus d'esprit d'initiative et de capacité d'organisation. Pourvoir à la satisfaction des besoins immédiats et préparer l'avenir, en détruisant effectivement les privilèges, les institutions nuisibles, en faisant fonctionner à l'avantage de tous, les institutions utiles qui de nos jours servent exclusivement ou principalement au bien-être des classes dominantes.

C'est aux anarchistes que revient la mission spéciale d'être les gardiens vigilants de la liberté,

contre les aspirants au pouvoir et contre la tyrannie possible des majorités.

(*Il Risveglio* de Genève, 30-10-1929.)

LES ANARCHISTES DEVANT LES PROBLÈMES RÉVOLUTIONNAIRES

Il y a dans une partie de notre mouvement, une grande passion pour discuter des problèmes pratiques que la révolution devra résoudre.

Voilà qui est un grand bien, encore que les solutions proposées jusqu'alors ne soient ni très nombreuses ni très satisfaisantes. Le temps est passé où l'on croyait que l'insurrection suffirait totalement. « Une fois l'armée et la police vaincues ainsi que les pouvoirs des groupes, le reste ira tout seul », disait-on. Le reste était, après tout, l'essentiel.

« Du moment que l'insurrection aura été victorieuse, tous pourront manger à leur faim, être bien logés et bien habillés : il suffit de prendre la richesse là où elle est pour que la révolution soit installée sur des bases de granit et que l'humanité marche d'un pas sûr, toujours plus haut, vers l'idéal. » Personne ne songeait à vérifier s'il y avait effectivement assez de richesses pour tous et si les subsistances accumulées se trouvaient là où on en aurait besoin. Le spectacle des magasins en ville, illuminés et pleins de marchandises rassurait et transportait d'enthousiasme les foules. Les agitateurs — conscients ou non de cette erreur grossière — trouvaient dans cette illusion des affamés et des miséreux un moyen de propagande inépuisable.

Aujourd'hui on sait, il est vrai, que la production faite par tous et pour tous, avec l'aide des machines et de la chimie peut augmenter énormément. Mais on sait de même que, dans le système actuel, les capitalistes ne produisent généralement que ce qu'ils peuvent vendre avec profit, arrêtant la production dès que leurs profits sont menacés. Si par erreur, ou à cause d'une rivalité entre capitalistes, la production dépasse l'offre, la crise survient et ramène le marché à cet état de crise relative qui est très avantageuse pour les industriels et les commerçants. On comprend donc quel danger il y aurait à faire croire qu'il y a surabondance de produits et combien, en cas d'insurrection victorieuse, il faudra que tous se mettent au travail.

Ainsi, le temps est passé où on disait « notre tâche essentielle est de démolir » et que pour la construction « nos successeurs s'en occuperont ». C'était là une affirmation commode, et qui pouvait passer pour habile lorsqu'il n'y avait pas de possibilités immédiates de révolution, et qui servait à exciter l'aversion et la haine contre tout l'état présent pour intensifier la volonté de tout renverser. Maintenant la situation européenne porte en elle des germes de possibilités révolutionnaires. Peut-être d'un moment à l'autre, nous nous trouverons dans le moment du passage de la théorie à la pratique. Il ne faut

pas oublier que la vie sociale et la vie individuelle n'admettent ni interruptions ni incertitudes dans leur continuité. Nous devons et nous voulons manger tous les jours, nous et nos enfants, avant que nos fils puissent penser à s'en occuper eux-mêmes.

Nous sommes donc tous d'accord pour admettre qu'en plus du problème des armes, qui consiste à assurer la victoire contre les forces matérielles de l'adversaire, il y a le problème immédiat de vivre, des transports, et du travail après la victoire. Nous sommes d'accord qu'une révolution qui ne produirait que le désordre économique ne serait pas possible.

Mais il ne faut pas aller d'un extrême à l'autre et croire que nous pourrons par avance avoir une solution à tous les problèmes pratiques. Il ne faut pas trop prévoir ni trop réglementer l'avenir. Au lieu de préparer l'anarchie, nous ferions des rêves irréalisables. Nous tomberions dans l'autoritarisme et, à notre insu ou non, nous nous proposerions d'agir comme un gouvernement qui, au nom de la liberté et de la volonté populaires, soumet le peuple à sa propre domination.

Il m'arrive de lire des propos extravagants à ce sujet, du moins du point de vue anarchiste. Un camarade, par exemple, dit que : « Les masses auraient raison de protester contre nous, si après les avoir invitées au très douloureux sacrifice d'une révolution, nous leur disions : faites ce que vous voulez, groupez-vous, produisez, vivez en commun, comme vous l'entendez. »

Pourquoi pas? N'avons-nous pas toujours dit aux masses du peuple qu'elles ne doivent compter ni sur nous ni sur personne; qu'elles doivent traiter leurs affaires elles-mêmes; qu'elles n'auront sûrement que ce qu'elles sauront prendre et qu'elles ne le conserveront qu'en le défendant. Il est juste et naturel que nous, initiateurs, stimulants et partie intégrante de la masse, nous cherchions à pousser le mouvement dans la voie la meilleure — pour ce faire, nous devons nous préparer en conséquence —, mais il reste un principe toujours fondamental, c'est que la décision revienne aux intéressés.

Je lis aussi : « Nous créerons un régime qui, s'il n'est pas tout à fait libertaire, du moins portera notre empreinte et surtout donnera libre accès à la réalisation progressive de nos principes. » Qu'est-ce que cela? Un petit gouvernement, pas trop méchant qui aura soin de se suicider au plus vite pour laisser la place à l'anarchie? Mais n'étions-nous pas tous d'accord pour estimer que tout gouvernement a tendance, non à se suicider, mais à se perpétuer et à devenir toujours plus despotique? La mission des anarchistes n'est-elle pas de combattre tout régime non fondé sur la liberté pleine et entière? Et avons-nous tort en disant que des anarchistes au pouvoir ne pourraient faire autrement que les autres?

Un bon camarade, persuadé comme d'autres d'un « plan » anarcho-syndicaliste, déclare :

« Dès le triomphe de l'insurrection, nous devrons confier à la classe ouvrière — préparée par notre enseignement en vue de cette grande fonction sociale — la gestion de tous les moyens de production, de transport, d'échange, etc. » « Notre enseignement »? Dans combien de siècles, le camarade veut-il faire la révolution? Si au moins les siècles suffisaient, mais en fait on « n'éduque » pas la masse. Si elle n'a pas la possibilité et la nécessité d'agir elle-même, elle reste passive. L'organisation révolutionnaire des travailleurs, si utile et si nécessaire qu'elle soit, ne peut s'étendre ni subsister indéfiniment. Arrivée à un certain stade de développement, si elle n'a pas d'action révolutionnaire, ou le gouvernement la brise ou elle se brise d'elle-même. Et tout est à recommencer.

Trop souvent les gens les plus « pratiques » sont des utopistes naïfs!

La discussion serait sans doute moins académique s'il ne s'agissait pas de l'Italie, pays où la libre organisation des travailleurs est détruite et interdite, où la liberté de presse, de réunion, d'association est supprimée, où tous les militants connus — anarchistes, communistes, républicains, socialistes — sont exilés, déportés, emprisonnés afin de ne pouvoir ni parler, ni bouger, ni même respirer.

Peut-on raisonnablement espérer un bouleversement proche, dans un pays réduit aux conditions décrites, une Révolution sociale, dans le sens profond que nous donnons au mot?

Aujourd'hui ce qui est urgent et possible, c'est d'abord la reconquête des conditions nécessaires à la propagande et à l'organisation.

Il me semble que la raison des difficultés, des incertitudes et des contradictions réside dans la conception d'anarchie sans anarchistes, ou dans celle de la propagande qui convertie à l'anarchie, avant que les conditions du milieu n'aient été changées profondément. Parmi nous certains ont l'habitude de dire : « La révolution sera anarchiste ou ne sera pas. » Encore une phrase ronflante qui sonne creux. C'est en effet une lapalissade du type le papier blanc doit être blanc. Mais si on veut dire que la seule révolution est celle des anarchistes, alors c'est une bêtise, parce qu'il y a et il y aura des mouvements qui, changeant radicalement les conditions existantes, donnant une *nouvelle direction à l'histoire,* méritent le nom de révolution. Ce serait comme dire que les révolutions du passé furent vaines tout comme celles du futur qui ne seront pas anarchistes. Je suis même enclin à croire que *le triomphe complet de l'anarchie viendra, plutôt que par la violence révolutionnaire, par une évolution graduelle, lorsqu'une /précédente/ révolution ou des révolutions précédentes auront détruit la plupart des obstacles militaires et économiques qui s'opposent au développement moral des peuples, à l'augmentation de la production, à la satisfaction des besoins essentiels et à l'harmonisation des intérêts en conflit.*

De toute façon, si nous tenons compte de nos

maigres forces et de l'esprit de la masse, et si nous ne voulons pas prendre nos désirs pour des réalités, nous devons admettre que la prochaine étape révolutionnaire — peut-être imminente — ne sera pas anarchiste. Ainsi, le plus urgent n'est pas de légiférer souverainement sur l'histoire, mais de penser à ce que nous pourrons et nous devrons faire, dans une révolution où nous ne serons qu'une minorité relativement faible et mal armée.

Des camarades, peut-être poussés aussi par la gloriole socialiste et par les illusions que fit naître la révolution russe, croient que la tâche des autoritaires est plus facile que la nôtre, parce qu'ils ont un « plan » : s'emparer du pouvoir et imposer leur système par la force.

Ce n'est pas vrai. Le désir de s'agripper au pouvoir est certainement partagé par les socialistes et les communistes, et dans une certaine mesure ils peuvent y arriver. Mais les plus intelligents parmi eux savent bien qu'étant au pouvoir ils pourront, à la vérité, tyranniser le peuple et le soumettre à des expériences capricieuses et dangereuses. Ils pourront remplacer la bourgeoisie actuelle par une nouvelle classe privilégiée, mais le socialisme ils ne pourront pas le faire, le « plan », ils ne pourront l'appliquer. Comment peut-on détruire une société millénaire et en fonder une nouvelle et une meilleure au moyen de décrets dictés par quelques hommes et imposés à la baïonnette? Et c'est la raison honnête (je ne veux pas m'occuper

d'autres raisons moins avouables) pour laquelle, en Italie, socialistes et communistes ont refusé leur participation et ont empêché la révolution quand la possibilité de la faire existait. Ils sentaient qu'ils n'auraient pas pu dominer la situation et auraient dû soit laisser le champ libre aux anarchistes soit se faire les instruments de la réaction. De plus dans les pays où ils sont au pouvoir... on sait ce qu'ils ont fait.

Notre mission, si nous avions seulement la force matérielle de nous débarrasser de la force matérielle qui nous opprime, serait beaucoup plus facile, parce que nous ne demandons de la masse que ce dont elle est capable et ce qu'elle veut faire, tout en faisant tout ce que nous pouvons pour développer sa capacité et sa volonté.

Mais nous devons nous garder de devenir moins anarchistes, parce que la masse n'est pas capable d'anarchie. Si la masse veut un gouvernement nouveau, ce n'est pas pour cela que nous devons moins faire pour dissuader les gens de l'inutilité, de la nocivité du gouvernement, et pour empêcher qu'il ne s'impose également à nous et à ceux qui ne le veulent pas. Nous devons faire ce que nous pourrons pour que la vie sociale, et en particulier la vie économique, continue de la meilleure façon, sans intervention étatique. Aussi devons-nous être le plus préparé possible aux problèmes pratiques de la production et de la distribution, en nous rappelant en outre que les plus aptes à organiser le travail

sont ceux qui le font, chacun dans son propre métier.

Nous devons tâcher d'être partie intégrante, et si possible prépondérante, dans l'acte insurrectionnel. Mais, une fois abattues les forces de répression qui servent à tenir en esclavage le peuple, une fois défaites l'armée, la police, la magistrature, etc., toute la population étant armée pour pouvoir s'opposer à tout retour offensif de la réaction, les plus volontaires s'occupant de l'organisation des affaires publiques, alors, pour pourvoir aux besoins les plus urgents en utilisant prudemment les richesses existantes dans les différentes localités, nous devrons tâcher d'éviter tout gaspillage, faire respecter et utiliser les habitudes, les coutumes, les systèmes de production, d'échange, d'assistance qui satisfont, tant bien que mal, aux besoins. Il faudra également faire disparaître toute trace de privilège, mais en se gardant de détruire ce qu'on ne peut encore remplacer par quelque chose qui réponde mieux au bien de tous. Impulser les ouvriers à s'emparer des usines, à se fédérer et à travailler pour le compte de la collectivité, et à stimuler aussi les paysans à prendre les terres et les produits usurpés par les propriétaires et à s'entendre avec les ouvriers pour les échanges nécessaires.

Si nous ne pouvons empêcher la constitution d'un nouveau gouvernement, si nous ne pouvons l'abattre immédiatement, nous devrons en tout cas lui refuser notre aide. Refuser le service

militaire, refuser de payer les impôts. Ne pas obéir par principe, résister jusqu'à l'extrême à toute imposition des autorités et refuser absolument d'accepter tout poste de commandement.

Si nous ne pouvons abattre le capitalisme, nous devrons exiger pour nous et pour tous ceux qui le veulent, le droit de se servir gratuitement des moyens de production nécessaires pour une vie indépendante.

Conseiller, quand nous avons des conseils à donner, enseigner si nous savons plus que les autres; donner l'exemple de la vie par le libre accord; défendre, même par la force, si c'est nécessaire et si c'est possible, notre autonomie contre toute prétention gouvernementale... mais commander, jamais.

Ainsi, nous ferons l'anarchie, parce que l'anarchie ne se fait pas contre la volonté des gens, mais du moins, nous la préparerons.

Vogliamo, Paris, juin 1930.

QUESTIONS DE TACTIQUE

La situation politique et sociale de l'Europe et du monde, qui donne lieu à tous les espoirs et toutes les craintes, rend plus que jamais urgent le besoin de se tenir prêts, à plus ou moins brève échéance, à des bouleversements. C'est pourquoi la discussion, toujours actuelle, sur la façon d'adapter nos aspirations à la réalité contingente

des différents pays et de passer de l'idéologie à la réalisation pratique réapparaît.

Comme c'est normal dans un mouvement comme le nôtre, sans l'autorité de leaders ou de textes, entièrement fondé sur la libre critique, les opinions et la tactique à suivre sont variées.

Ainsi, un certain nombre de camarades consacrent toute leur activité à perfectionner et prêcher l'idéal, sans s'occuper ensuite s'ils sont compris et si cet idéal est ou pas applicable dans l'état actuel de la mentalité populaire et des ressources matérielles existantes.

Plus ou moins explicitement, et selon des degrés qui varient de personne à personne, ils limitent la tâche des anarchistes, aujourd'hui, à la démolition des organes répressifs et oppressifs de la société actuelle, demain, à la vigilante surveillance contre la reconstruction de nouvelles autorités et de nouveaux privilèges, négligeant toutefois le problème grave et inéluctable de la réorganisation sociale sur des bases libertaires. Ils croient que tout ce qui a trait aux problèmes de reconstruction s'arrange de soi-même, sans préparation préalable et sans projets préétablis, grâce à une capacité créative mythique de la masse ou la force d'une prétendue loi naturelle. A peine éliminés la violence de l'Etat et les privilèges capitalistes, les hommes deviendraient tous bons et intelligents, les querelles d'intérêts disparaîtraient soudain, l'abondance, la paix, l'harmonie régneraient en souveraines dans le monde.

D'autres, au contraire, animés surtout par le désir d'être, ou de sembler être, pratiques, préoccupés par les difficultés de la situation au lendemain de la révolution, conscients de la nécessité de conquérir l'adhésion de la majorité des gens, ou tout du moins de vaincre les préjugés hostiles causés par l'ignorance de nos idées, voudraient formuler un programme, un plan complet de réorganisation sociale, qui réponde à toutes les difficultés et puisse satisfaire « l'homme de la rue », c'est-à-dire l'homme quelconque sans parti pris ni idées déterminées, qui réagit selon les passions et les intérêts du moment.

Quant à moi, je crois que les uns et les autres ont en partie raison et en partie tort. S'il n'y avait la fâcheuse tendance à l'exagération et à la partialité, les deux opinions pourraient se nuancer et se compléter afin de mieux adapter notre conduite aux exigences de l'idéal et aux nécessités de la situation et d'atteindre ainsi le maximum d'efficacité pratique, tout en restant strictement fidèles à notre programme de liberté et de justice intégrale.

Négliger tous les problèmes de reconstruction ou préétablir des plans complets et uniformes sont deux erreurs, deux excès qui, par des voies différentes, mèneraient à notre défaite en tant qu'anarchistes et au triomphe de nouveaux, ou d'anciens, régimes autoritaires. La vérité est à mi-chemin.

Il est absurde de croire qu'une fois les

gouvernements abattus et les capitalistes expropriés, « les choses s'arrangeraient d'elles-mêmes » sans l'action d'hommes qui aient une idée préconçue sur ce que l'on doit faire et qui sachent se mettre tout de suite à l'œuvre. Peut-être pourrait-on « laisser faire », ce serait même préférable, si on avait le temps d'attendre que les gens, tous les gens, trouvent le moyen, en essayant et en re-essayant de satisfaire de la meilleure façon leurs besoins et leurs goûts, selon les besoins et les goûts des autres. Mais la vie sociale, comme celle des individus, n'admet pas d'interruptions. Le lendemain, ou plutôt, le jour même de l'insurrection du peuple, il faut pourvoir à l'alimentation et aux besoins urgents de la masse. Donc, il faut assurer la production nécessaire (pain, etc.), le fonctionnement des principaux services publics (eau, transports, électricité, etc.) et l'échange interrompu entre les villes et les campagnes.

Plus tard, les grandes difficultés pourront disparaître : le travail organisé directement par ceux qui produisent réellement deviendra plus facile et plus attrayant; l'abondance de la production rendra inutile tout calcul du rapport entre la production et la consommation individuelle et chacun pourra vraiment « prendre au tas » (1) ce qui lui plaît. Les monstrueuses agglomérations urbaines se résorberont, la population se distribuera rationnellement sur tout le territoire habitable, chaque région, chaque localité, tout en conservant et augmentant au bénéfice de tous les commodités offertes par le progrès industriel et tout en restant liée à toute l'humanité par un sentiment de sympathie et de solidarité, pourra se suffire dans une large mesure, ne pas être affligée par la complication opprimante et onéreuse de la vie économique actuelle.

Cependant tout cela et mille autres belles choses imaginables, concernent l'avenir, tandis que maintenant il est indispensable de songer au moyen de vivre aujourd'hui, dans la situation que l'histoire nous a transmis et que la révolution, c'est-à-dire un acte de force, ne pourra changer radicalement d'un jour à l'autre, comme d'un coup de baguette magique. Donc, puisque bien ou mal il faut vivre, si nous savons et ne pouvons pas remédier aux nécessités, d'autres s'en chargeront, avec des buts et des résultats opposés aux nôtres.

Il ne faut pas négliger « l'homme de la rue », qui constitue, dans tous les pays, la grande majorité de la population et sans le concours de laquelle il n'y a pas d'émancipation possible : mais il ne faut pas non plus faire trop confiance à son intelligence et à sa créativité.

L'homme ordinaire, « l'homme de la rue » a beaucoup de qualités bonnes et une immense potentialité qui nous assurent qu'il pourra un jour former l'humanité idéale que nous désirons, mais en attendant, il a un grave défaut, qui explique en grande partie la naissance et la persistance des tyrannies. Il n'aime pas penser,

et même dans ses efforts d'émancipation, il suit toujours plus volontiers celui qui lui épargne la fatigue de réfléchir, et prend sur lui la responsabilité d'organiser, diriger et commander. Pourvu que l'on ne le dérange pas dans ses petites habitudes, il est satisfait que d'autres pensent pour lui, en lui disant ce qu'il doit faire : même s'il ne lui reste que le devoir de travailler et d'obéir.

Cette faiblesse, cette tendance de la foule à attendre et à suivre les ordres des chefs, voilà qui fait la perte des révolutions et le même danger menace aussi les révolutions futures.

Si la foule ne fait pas d'elle-même et tout de suite ce qu'il faut, alors les hommes de bonne volonté, capables d'initiatives et de décision, doivent faire le nécessaire. Mais c'est en cela, c'est-à-dire la manière de pourvoir aux nécessités urgentes, que nous devons nous distinguer nettement des partis autoritaires.

Les autoritaires entendent résoudre la question en se constituant en gouvernement et en imposant leur programme par la force. Ils peuvent ainsi être de bonne foi et croire sincèrement faire le bien de tous, mais en réalité en entravant la libre action du peuple, ils ne réussissent à rien d'autre qu'à créer une nouvelle classe privilégiée et, en fait, à substituer une tyrannie à une autre.

Les anarchistes doivent simplement s'efforcer de rendre le moins pénible possible le passage de l'état de servitude à celui de liberté, en fournissant aux gens le maximum d'idées pratiques et immédiatement applicables; mais ils doivent bien se garder d'encourager cette inertie intellectuelle et cette tendance à laisser faire et à obéir, que nous regrettons.

La révolution, pour devenir vraiment émancipatrice, devra se dérouler librement de mille façons correspondant aux mille conditions morales et matérielles des hommes d'aujourd'hui, par la libre initiative de tous et de chacun. Et nous devrons suggérer et réaliser le plus possible les projets de vie qui correspondent le mieux à nos désirs, mais surtout, nous devrons nous efforcer de susciter dans les masses l'esprit d'initiative et l'habitude d'agir de soi-même.

Nous devons éviter les apparences mêmes de commandement et agir par la parole et l'exemple, de camarades à camarades, en nous rappelant qu'à vouloir trop forcer les choses dans notre sens pour faire triompher nos plans, nous courons le risque de couper les ailes de la révolution et d'assumer nous-mêmes, plus ou moins inconsciemment, cette fonction de gouvernement, que nous critiquons tant chez les autres.

Et comme gouvernement, nous ne vaudrions certainement pas mieux que les autres. Peut-être serions-nous plus dangereux pour la liberté, parce que fortement convaincus d'avoir raison et de faire le bien. Nous serions enclins en vrais fanatiques à considérer comme contre-révolutionnaires et ennemis du bien public tous ceux

qui ne penseraient et n'agiraient pas comme nous.

Si demain l'action des autres n'est pas ce que nous voudrions, le plus important sera que la liberté de tous soit sauvegardée. Ce qui importe vraiment c'est que les gens fassent comme ils l'entendent. Il n'y a d'expériences et de conquêtes véritables que celles que le peuple fait lui-même. Il n'y a de réformes authentiques que celles qui sont réclamées par la conscience du peuple.

(*Almanacco libertario*, Genève 1931.)

SACCO ET VANZETTI (2)

Malgré les multiples preuves accumulées pour prouver l'innocence de nos camarades; malgré le vif espoir, la presque certitude de voir, après six années de martyre, triompher enfin la vérité et la justice, la Cour suprême du Massachussets a repoussé l'appel et Sacco et Vanzetti restent condamnés à mort.

Il paraît qu'il y a encore d'autres formalités, d'autres appels à mettre en œuvre, et que la sentence ne deviendra vraiment exécutoire que dans deux ans. Et en attendant, le spectre du fauteuil électrique demeure, enrageant, effrayant, devant l'esprit des deux malheureux et de tous ceux qui les aiment.

Nous ne trouvons pas les mots — et, du reste,

on ne nous les laisserait pas dire — pour exprimer convenablement notre douleur et notre indignation.

Nous avons reçu une lettre écrite par Bartolomeo Vanzetti dès que lui fut communiquée la triste nouvelle.

C'est une lettre d'une simplicité sublime, pleine de courage et de foi dans l'idéal, qui est la vraie cause de son martyre. Nous en extrayons le passage suivant :

« Ne t'afflige pas pour nous : qu'aucun camarade ne s'épouvante de notre sort; continuez la sainte bataille pour une justice plus vraie, pour la liberté. Nous saurons affronter notre sort. »

Il n'y a pas à désespérer du genre humain, tant qu'il pourra produire des hommes d'une telle trempe.

MICHEL BAKOUNINE (20-5-1814/1-7-1876)

C'est aujourd'hui le cinquantième anniversaire de la mort de Bakounine : les anarchistes du monde entier commémorent, comme les circonstances le permettent, le grand révolutionnaire, celui que nous considérons tous comme notre père spirituel.

Je voudrais reproduire ici quelques-unes de ses pages les plus efficaces et les plus caractéristiques. Ce serait le plus utile et le meilleur hommage. Mais ces pages, ardentes de foi et d'es-

poir, seraient certainement saisies vu les temps actuels, et je les aurais réimprimées en vain.

Les lecteurs devront donc se contenter de ma maigre prose, si indigne à évoquer un tel homme.

Il y a cinquante ans que Bakounine est mort, presque cinquante ans que je le vis pour la dernière fois à Lugano, déjà mortellement frappé par l'infirmité et réduit à l'ombre de lui-même (il me disait mi sérieux mi ironique : « Mon cher, j'assiste à ma dissolution »). Pourtant, sa seule pensée réchauffe encore mon cœur et le remplit de jeune enthousiasme.

Telle fut, avant tout, la grande valeur de Bakounine : donner la foi, donner la fièvre de l'action et du sacrifice à tous ceux qui avaient le bonheur de l'approcher. Lui-même avait l'habitude de dire qu'il faut avoir « le diable au corps » (3). Et il l'avait vraiment, dans le corps et l'esprit, le Satan rebelle de la mythologie, qui ne connaît pas de dieu, qui ne connaît pas de maîtres, et qui ne s'arrête jamais dans la lutte contre tout ce qui entrave la pensée et l'action.

Je fus bakouniniste, comme tous les camarades de ma génération, hélas désormais lointaine. Aujourd'hui, depuis de longues années, je ne me dirai plus tel.

Mes idées se sont développées et ont évolué. Aujourd'hui je trouve que Bakounine fut trop marxiste dans l'économie politique et dans l'interprétation historique. Je trouve que sa

philosophie se débattait, sans pouvoir en sortir, dans une contradiction entre la conception mécaniste de l'univers et la foi dans l'efficacité de la volonté sur les destins de l'homme et de l'humanité. Mais tout cela importe peu. Les théories sont des concepts incertains et changeants. La philosophie fait généralement des hypothèses basées sur des nuages et en substance a peu, ou point, d'influence sur la vie. Voilà pourquoi Bakounine reste toujours, malgré tous les désaccords possibles, notre grand exemple et inspirateur.

La critique radicale du principe de l'autorité et de l'Etat, qu'il incarne, est toujours bien vivante. Toujours vivante est la lutte contre les mensonges politiques, la critique des deux formes par lesquelles on opprime et on exploite les masses : la démocratie et la dictature. La réputation de ce faux socialisme qu'il appelait endormeur est toujours vivante, et consciemment ou non, elle tend à consolider la domination des privilégiés en berçant les travailleurs de vains espoirs. Et surtout, la haine intense contre tout ce qui dégrade et humilie l'homme, l'amour illimité pour sa liberté, toute la liberté sont toujours vivants.

Que les camarades pensent à la vie de Bakounine, qui fut pleine de luttes idéales et pratiques, qui fut un exemple de dévouement à la cause de la révolution. Qu'ils cherchent — et nous tous aussi! — à en suivre les traces

glorieuses, même de loin, chacun selon ses forces et ses possibilités!

(*Pensiero e Volontà*, 1-7-1926.)

SUR L'ÉMIGRATION

Je ne veux pas abandonner l'Italie où, en dépit de l'apparente liberté qu'on me concède, je suis prisonnier comme dans une cellule ou une tombe. Tous mes mouvements sont surveillés, les flics ne me lâchent pas une seconde, ma correspondance est censurée; si je reçois une visite, si quelqu'un dans la rue m'adresse la parole ou me salue, si je vais voir un ami, enquêtes et rapports suivent immédiatement et compromettent souvent les personnes que je fréquente.

C'est une situation intolérable et j'en souffre trop.

Il se pourrait qu'en France j'aie la possibilité avec toi et nos camarades, et les réfugiés italiens, très nombreux à Paris, de faire un travail utile. Comme tu le dis, je pourrais utiliser, pour la propagande, le besoin d'activité qui me ronge.

Cependant je ne veux pas m'éloigner de Rome. Mussolini n'est pas immortel. Le régime abominable que la dictature fasciste impose à l'Italie ne peut durer longtemps. Un jour viendra — et rapidement, peut-être — où ce régime odieux s'écroulera. Eh bien, *je veux être ici*.

Presque tous nos amis sont emprisonnés ou émigrés. Quand l'écroulement du fascisme viendra, ils rentreront en masse avec d'autant plus d'ardeur à la lutte qu'ils en auront été éloignés, malgré eux. Mais ils ne connaîtront pas assez bien la situation, ils seront peu ou mal informés sur le cours des événements, sur la mentalité des masses populaires, sur les centres d'agitation anti-fascistes et sur les possibilités d'action révolutionnaires, et ils auront nécessairement des hésitations, des manques d'audace, des excès de témérité, ils feront des erreurs tactiques qui pourront être fatales au mouvement révolutionnaire.

Eh bien, moi je serai ici. Je sais bien qu'il n'y a pas d'hommes indispensables, mais dans des circonstances déterminées, il y en a de très utiles et j'espère que le jour où, une fois passé le joug dictatorial et défait le *virus* fasciste, le prolétariat d'Italie retournera à l'esprit de révolte et au sens de la liberté, j'espère que ce jour-là ma présence et ma longue expérience ne seront pas inutiles.

Tu comprendras, maintenant, pour quelles raisons et malgré la tristesse que j'en ressens, je refuse d'abandonner le poste de surveillance aujourd'hui et de combat demain, que les événements m'ont assigné.

(Lettre à Sébastien Faure de 1926, publiée par *l'Adunata del Refrattari*, 28 août 1932.)

SUR LES ÉLECTIONS ET L'ESPAGNE EN 1931 ET LA JUSTICE

Je commence à recevoir quelques journaux espagnols et j'ai envie de me rendre sur place, mais hélas ça ne suffit pas pour m'en donner la possibilité.

A propos de tes remarques sur le fait que la chute de la monarchie espagnole fut déterminée par une participation électorale, je te dirai qu'il est vrai que cela va donner un certain crédit à la lutte électorale et sera sûrement utilisé par les électionnistes dans leur propagande et d'éventuelles discussions avec nous, mais cela n'infirme pas notre thèse, si les faits et les théories sont exposés et compris comme il faut.

En réalité les élections que nous combattons, c'est-à-dire celles qui servent à nommer des gouvernants, ou qui tendent, pendant un certain temps, à discréditer et à paralyser l'action directe des masses, ne sont pas comparables au fait espagnol. Les élections municipales espagnoles ont été l'explosion du sentiment antiroyaliste de la population, qui a profité de la première occasion qui s'est présentée. Les gens ont couru aux urnes comme ils auraient couru sur la place pour manifester s'ils n'avaient pas eu peur des fusils de la « guardia civil ».

Cela ne veut pas dire que les urnes ont décidé de la situation, puisque si le roi ne s'était pas senti abandonné par les classes dirigeantes et s'il avait été sûr de l'armée, il se serait bien moqué des élections et aurait remis les choses en place avec force menottes et un bon massacre.

Evidemment, il aurait été beaucoup mieux si la monarchie était tombée autrement, à la suite par exemple d'une grève générale ou d'une insurrection armée. Du fait de sa forme électorale, le mouvement a une mauvaise influence et l'aura probablement dans ses développements futurs. Mais, en somme, il vaut mieux ça que rien. Nous pouvons regretter qu'il n'y ait pas eu de forces suffisantes pour faire triompher nos méthodes, mais nous devons nous réjouir de ce que les gens cherchent, par une voie différente, à conquérir une plus grande liberté et une plus grande justice.

Tu te rappelles quand Cipriani (4) fut élu député à Milan? Des camarades furent scandalisés parce que moi, après avoir prêché l'abstention, je me réjouissais après les résultats des élections. Je disais, et je dis encore, que puisqu'il y a des gens qui, sourds à notre propagande, vont voter, c'est une consolation de voir qu'ils votent pour un Cipriani plutôt que pour un monarchiste ou un clérical, non à cause des effets concrets que cela peut avoir, mais à cause des sentiments que cela montre.

Cette histoire d'élections a toujours été un sacré problème chez nous, parce que beaucoup de camarades donnent trop d'importance au fait matériel du vote, sans comprendre la véritable nature de la question.

Par exemple, une fois à Londres, une municipalité distribuait des formulaires pour demander aux habitants du quartier s'ils voulaient ou non une bibliothèque publique. Tu me croiras si tu veux, mais il y eut des anarchistes qui, tout en voulant la bibliothèque, n'ont pas voulu répondre oui, parce que répondre c'était voter.

Mais il n'y en avait pas, du moins à mon époque, à Paris et à Londres, qui trouvaient anti-anarchiste de lever la main pour approuver un ordre du jour qui exprimait leurs idées. Ils applaudissaient les orateurs qui défendaient une résolution, mais après ils refusaient de montrer leur approbation en levant la main ou par un oui, parce que les anarchistes *ne votent pas*.

Pour en revenir à l'Espagne, la question, naturellement, se pose de façon différente pour les élections aux « Cortes constituyentes ». Il s'agit là véritablement d'un corps législatif que les anarchistes ne doivent pas reconnaître et auquel ils ne doivent pas participer. Evidemment, s'il doit y avoir une assemblée constituante, il vaut mieux qu'elle soit républicaine ou fédéraliste que royaliste et centralisatrice. Mais le but des anarchistes reste celui de montrer au peuple qu'il peut et doit organiser lui-même la nouvelle vie et ne pas se soumettre à la loi. Je crois qu'on peut obliger l'assemblée constituante à être le moins réactionnaire possible et à empêcher qu'elle étrangle la révolution du dedans.

Je cherchais à opposer à l'assemblée constituante des congrès permanents (locaux, provinciaux, régionaux, nationaux) ouverts à tous, qui discuteraient en s'appuyant sur les organisations ouvrières toutes les questions qui intéressent la population, prendraient toutes les initiatives nécessaires (expropriation, organisation de la production, etc.), établiraient des liaisons volontaires entre les différentes localités et corporations, conseilleraient, stimuleraient, etc.

Mais il vaut mieux s'arrêter là. Quand tu recevras ma lettre, la situation aura sans doute changé; et de même, quand j'aurai ta réponse.

Passons à autre chose. Tu me dis que tu ne comprends pas dans mon article sur Kopotkine le sens de la phrase : « le programme anarchiste qui, se fondant sur la solidarité et l'amour, va au-delà de la justice elle-même ». A ton avis « le communisme-anarchiste ne va pas au-delà, mais vers une justice toujours plus juste, supérieure ».

Evidemment, sur un tel problème, tout désaccord entre nous ne peut provenir que d'une question de mots. Cependant, permets-moi de t'expliquer comment je comprends la justice.

A proprement parler, la justice veut dire donner aux autres l'équivalent de ce qu'on te donne. C'est « l'échange » (5) égal de Proudhon, la réciprocité, la proportion, et, par conséquent, cela implique le calcul, la mesure. Son symbole est la balance : « Une justice toujours plus juste. » Cela me fait penser à une ligne droite toujours plus droite ou à un cercle toujours plus rond.

L'amour, au contraire, peut et veut donner toujours plus, sans compter, sans calculer. En économie, donner à chacun selon son travail, est juste; donner à chacun selon ses besoins serait mieux que la justice.

Dans une société idéalement juste, il faudrait avoir la mesure exacte des mérites de chacun; il faudrait calculer l'utilité qu'une personne donne aux autres pour mesurer la somme de biens qu'il a le droit de recevoir.

Tolstoï dit quelque part : « Si vous ne pouvez faire aux autres ce que vous voudriez qu'on vous fasse, ne faites pas, du moins, aux autres ce que vous ne voudriez qu'on vous fasse. » Ce qu'on pourrait traduire ainsi : si vous ne pouvez pas être bons, soyez au moins justes. *Ne pas faire aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fasse c'est la justice; se conduire envers les autres comme on voudrait qu'ils le fassent avec nous* (du mieux possible), c'est ce que les chrétiens appellent la charité et que nous appelons la solidarité : bref, c'est l'amour.

J'ai été une fois sur le point d'écrire un article sur « L'idée de justice comme cause des déséquilibres sociaux ». Le titre peut sembler paradoxal, mais je crois que les faits l'auraient assez justifié.

Il me semble qu'il y a deux sentiments opposés dans l'âme humaine : la sympathie, l'amour envers ses semblables, qui est toujours facteur de bien, et la justice qui est la cause continuelle de luttes, car chacun trouve juste, ce qui lui convient le mieux.

Celui qui possède la terre trouve juste que celui qui veut la travailler lui paie des impôts. Le conquérant, qui a eu la force et l'habilité de vaincre, trouve juste de dominer le peuple conquis. L'individualiste (l'homme supérieur) trouve juste que les autres lui soient soumis, car il *vaut* plus qu'eux. Le communiste autoritaire et le fasciste diront que, vu que l'individu est un produit social, il est juste qu'il soit soumis à la société, donc l'Etat qui prétend la représenter. L'inventeur... Mais à quoi bon m'étendre? Un anthropophage aussi doit sentir dans sa conscience trouble qu'il est juste de tuer et de manger le vaincu, car celui-ci l'aurait mangé.

Je pense que je t'ai assez ennuyé. Tu as compris ce que je voulais dire dans la phrase qui ne t'a pas plu.

(*Lettre à Luigi Fabbri*, Rome, 18-5-1931.)

SUR L'ESPAGNE

Quant à la correspondance sur l'Espagne, je crois également que les camarades (anarchistes espagnols) ne se rendent pas clairement compte de ce que font les gouvernements de Madrid et Barcelone qui, comme tous les gouvernements, cherchent avant tout à consolider leur pouvoir en s'appuyant sur des anciens et des nouveaux

privilèges. Etant issus d'un mouvement populaire, ils doivent se montrer plus libéraux que le régime précédent, mais fatalement, par nécessité pour leur existence et par instinct de commandement, ils font tout leur possible pour faire obstacle au développement de la révolution.

A mon avis, il faudrait profiter des premiers temps lorsque le gouvernement est faible et désorganisé, pour arracher à l'Etat et au capitalisme le plus qu'on pourra. Par la suite l'assemblée constituante et le pouvoir exécutif chercheront à reprendre au peuple les avantages obtenus, et ils ne respecteront que les conquêtes populaires qu'ils trouveront trop dangereuses à attaquer.

Je trouve vraiment trop exagérément optimiste de dire que la « liberté politique n'est bornée par aucune autorité », lorsqu'on sait que la garde civile (qui correspondant à nos carabinieri) est conservée et que nous lisons que dans toute l'Espagne, de Séville à San Sebastien, elle tire sur la foule et proclame l'état de siège. Le fait d'avoir permis une assemblée dans un grand théâtre de Barcelone prouve uniquement que le gouvernement ne l'a pas jugée dangereuse, ou ne s'est pas senti assez fort pour l'empêcher.

Le but des révolutionnaires devrait être de profiter de la faiblesse actuelle du gouvernement pour lui imposer la dissolution des corps de police et l'armement général de la population, la démolition de la forteresse de Montjuich, etc.

Je ne suis pas non plus d'accord avec les

camarades du « Bureau Libertaire de Correspondance » qui pensent que de notre point de vue et pour nos buts, la situation est plus favorable en Catalogne que dans les autres parties de l'Espagne.

Le prolétariat catalan, comme j'ai pu le voir les deux fois où j'ai été dans le pays, est le prolétariat le plus conscient, le plus sérieux et le plus avancé du monde. Je place donc en lui les plus grands espoirs, mais il me semble que si en Catalogne on peut faire sans doute plus facilement qu'ailleurs une révolution politique radicale, il y a par contre de plus grandes difficultés pour atteindre l'émancipation économique, sans laquelle les libertés politiques finissent par ne plus compter et disparaître. Et je crois que la difficulté vient précisément du grand développement industriel de la région.

A cause de l'industrie la masse des ouvriers catalans se trouve liée à la bourgeoisie par une certaine solidarité d'intérêts. Si l'exportation cesse, si le commerce est désorganisé (ce qui adviendrait en cas de révolution économique), l'ouvrier de la ville catalane perd son travail et doit jeûner. Donc une révolution économique ne pourrait se faire que sur une grande échelle, lorsque le prolétariat des villes et celui des campagnes de nombreuses régions d'Espagne agiront ensemble. En s'unissant et avec énergie, les ouvriers catalans pourraient, à mon avis, contraindre dès maintenant les patrons à donner du travail à tous (c'est-à-dire diviser le travail

pour tous), et à payer des salaires suffisants pour une vie décente. Ils ne pourraient supprimer complètement les patrons, qui détiennent non seulement les instruments de travail, qu'on peut leur prendre facilement, mais aussi l'organisation des échanges avec les autres régions d'Espagne et l'étranger, ce qui est plus difficile à remplacer d'un jour à l'autre.

En revanche, dans les autres régions, particulièrement au sud, en Andalousie, la situation me semble plus favorable. Là la masse vit des produits agricoles et vit mal parce que la plus grande partie des denrées est expédiée par les propriétaires, en outre de grandes surfaces ne sont pas cultivées. Les travailleurs andalous, qui ont un esprit rebelle et qui aspirent depuis des siècles à posséder la terre, pourraient occuper les parties en friche et les cultiver pour leur compte; en même temps ils empêcheraient les propriétaires des terres cultivables d'exporter leurs productions. Ce serait l'expropriation pure et simple, et il n'y aurait qu'à résister aux tentatives de répression militaire, qui seraient impuissantes face à un mouvement d'une certaine importance.

Mais je parle de loin et je peux me tromper facilement. De toute façon, il me semble que la situation espagnole présente une infinité de possibilités et fait espérer que le mouvement pourra se développer et aboutir à une véritable révolution sociale.

Je ne sais combien je paierais pour pouvoir

aller en Espagne et je rage dans mon impuissance. Je suis toujours sous les yeux des flics et je ne peux faire un pas sans les avoir sur les talons.

Nettlau (6) m'écrit : « Les choses sont ce qu'elles sont; mieux vaut cela que rien. » Je comprends sa position : il subit les inconvénients de sa notoriété. Tu arrives dans un pays et tu te trouves aussitôt au milieu de gens qui te font fête, qui t'entourent, te comblent de gentillesses, te présentent la situation à leur manière... et tu finis par ne plus avoir la liberté d'observer, de juger et d'agir comme tu le voudrais. Il faut avoir un caractère hargneux et critique, mais Nettlau est plutôt un homme d'étude et de cabinet. De plus, je crois qu'il parle mal l'espagnol.

Excusez le bavardage et recevez mes salutations.

(Lettre du 9-6-1931, publiée par *L'Adunata dei Refrattari,* New York.)

SUR L'ESPAGNE ET LE SYNDICALISME

Selon ce que je sais des événements espagnols, il me semble que ça va très mal. Je ne voudrais pas qu'il y ait une nouvelle période de réaction féroce.

Je trouve que la faute vient principalement des syndicalistes, dont la majorité se dit et se

croit anarchiste, qui pensent servir de bonne foi la cause anarchiste.

En Italie, la faute revint principalement à La Confédération Générale du Travail, qui était réformiste et était donc logique dans sa conduite. Mais en Espagne, les nôtres sont les plus forts, mais...

Le fait est, je crois, que les organisations ouvrières, révolutionnaires lorsqu'elles sont faibles, à mesure qu'elles gagnent en militants se bureaucratisent et deviennent conservatrices, égoïstes, politiquement parlant. Cela aurait peut-être été le sort de l'Union Syndicale Italienne si elle avait été la plus nombreuse.

Mais cependant l'organisation ouvrière, quand on peut la faire, est le meilleur moyen, sans doute le seul, de réunir assez de masse pour une action décisive.

Le problème est de profiter des avantages de l'organisation et d'en éviter les inconvénients et les dangers. C'est un problème complexe.

(*Lettre à Gigi Damiani*, 17-10-1931.)

SUR LUI-MÊME ET SUR L'ESPAGNE

Ici ça va de pire en pire. Presque tous ceux qui étaient revenus et avaient fini leur temps d'interdiction de séjour ont été arrêtés au bout de quelques jours et, après quelques semaines de prison, ont été renvoyés aux îles (7) pour un

nouvel internement. Certains n'ont même pas été relâchés : de l'internement à la prison et de la prison à l'internement.

Je suis plus isolé que jamais. J'ai beaucoup de difficultés à voir quelqu'un de loin en loin. Le peu, fort peu, que je sais, je l'apprends par des journaux ou des extraits que je trouve et que je reçois dans les lettres, qui, comme tu le sais du reste, sont très surveillées et contrôlées. Il arrive parfois que je sache ce qui se passe en Amérique ou en Australie mais j'ignore ce qu'il y a à cinq cents mètres de chez moi.

J'ai passé deux mois sans presque rien savoir sur l'Espagne. C'est seulement depuis quelques jours que je commence à recevoir des journaux d'Espagne et que je comprends ce qui s'est passé ces derniers temps. Quel dommage! Quelle situation loupée! Mais on peut peut-être encore espérer.

Je suis si mal et presque incomplètement informé que je n'ose pas exprimer une opinion claire sur la conduite des camarades espagnols : ce sont eux qui sont sur place, qui ont la responsabilité morale et matérielle et c'est donc à eux de décider. Cependant il me semble pouvoir dire que les anarchistes et les syndicalistes espagnols n'ont pas su profiter de l'occasion qu'offraient la révolution du 14 avril (8) et l'enthousiasme populaire qui s'ensuivit. Selon moi, ce fut une très grande erreur que d'avoir fait des grèves pour des améliorations économiques limitées, comme dans une situation

calme. C'était le moment de la lutte politique, pas évidemment dans le sens où les camarades espagnols prennent le mot, mais dans le sens de lutte pour le pouvoir politique. Il fallait s'armer, exiger la dissolution de la garde civile et des autres corps de police, obliger les patrons (si pour le moment on ne pouvait les supprimer) à donner du travail à tous les chômeurs, etc. De toute façon, déserter les urnes et rester sur une position d'hostilité déclarée au gouvernement de Madrid et de la Généralité de Catalogne (9). Comme il aurait été beau, comme acte symbolique de démolir la forteresse de Montjuich (10).

J'ai finalement pu voir l'article de Nettlau dont m'avaient parlé Virgilia et d'autres, ainsi que la réponse de M. Sartin, que je trouve très bonne. Il paraît incroyable que Nettlau, homme posé et informé entre tous, ait pu se fourvoyer autant par enthousiasme au point de croire possible et utile une collaboration entre les anarchistes (espagnols) et un gouvernement quelconque, pour faire durer un état de liberté relative qui permette la propagande et l'organisation des forces révolutionnaires. Il a oublié ce qu'en tant qu'historien il doit mieux connaître que les autres, à savoir que celui qui s'empare du pouvoir — même nos *révisionnistes* — fait l'impossible pour restreindre et supprimer toute liberté, et ne peut être freiné et arrêté dans son œuvre liberticide que par la crainte ou la réalité d'une insurrection du peuple. Mais maintenant Nettlau doit savoir ce qu'il faut penser des partis

autoritaires espagnols, le colonel Macià en tête, qui étant d'origine militaire et catholique, par-dessus le marché, ne pouvait donner des illusions qu'à ceux qui voulaient en avoir (11).

As-tu reçu une lettre de Nettlau sur cette question? Il m'a écrit plusieurs fois à propos de ses recherches historiques, mais il ne m'a jamais parlé de l'Espagne.

Je vois avec grand plaisir que nous sommes toujours plus d'accord sur le plan des idées. Sans doute dans le fond l'avons-nous toujours été, mais il me semble que maintenant c'est plus explicite. Je pense également que la franc-maçonnerie et la « démocratie » en général intriguent dans nos milieux dans l'espoir que nous ne leur soyons pas trop hostiles le jour où le régime changera.

Tu voudrais que j'écrive là-dessus, mais je ne peux pas parce que je ne suis pas assez informé et parce que je ne suis pas sûr de voir ce qu'on me répondra.

J'ai la tête pleine de projets, de visions de l'avenir et je suis torturé par l'impuissance où nous sommes. Et ce qui est pire, je commence à craindre que le temps et la force me manqueront pour faire un peu de ce que je voudrais. Les années passent, le corps s'affaiblit, la santé vacille... et peut-être ne serai-je pas digne de l'affection que les camarades ont pour moi. Mais laissons aller. Le printemps arrive, ma santé sera meilleure, les idées lugubres que j'ai

en tête en ce moment se dissiperont et je retrouverai mon optimisme habituel.

(*Lettre à Armando Borghi*, 7-3-1932.)

LA MORT DE MALATESTA

« Aujourd'hui le célèbre anarchiste Errico Malatesta est décédé à Rome. Je demande que la surveillance sur les éléments anarchistes et subversifs soit intensifiée, afin d'empêcher tout type de manifestation éventuelle. Je recommande la plus grande attention, compte tenu que Malatesta avait beaucoup de partisans, qu'il était ici depuis plusieurs années et qu'il faisait une propagande efficace. Je demande à être informé dès qu'un incident aura lieu. »

22-7-1922, le commissaire de police — Cibelli — d'Ancône.

(...) Il semblait mieux, le danger avait disparu, mais il dépérissait de plus en plus, ça se voyait chaque jour, il était chaque fois plus abattu. Mais lui, il ne croyait pas mourir maintenant, et il eut une autre crise du côté droit qui l'étouffa. Pauvre Errico comme il a souffert! (...)

Dès la mort d'Errico, la police prit toutes les précautions pour ne pas le faire savoir, des renforts arrivèrent, l'identité de tous ceux qui approchaient notre porte était demandée. Cependant des gens vinrent, certains regardaient

de loin et d'autres passaient rapidement devant la porte cochère entrebâillée. Les obsèques eurent lieu le samedi 23 à 15 h, l'itinéraire fut fixé par la police et tout du long et à chaque coin de rues, il y avait des carabinieri et des policiers en civil pour empêcher les camarades de se trouver « par hasard » sur le passage. Le trajet fut ainsi jusqu'au cimetière, où il y avait un grand déploiement de forces qui attendaient. Le cercueil était suivi par trois voitures de parents et d'amis, la voiture de police pleine de policiers qui étaient toujours derrière Errico, un fourgon et des policiers en bicyclette devant et derrière (...).

Il y a maintenant près de la tombe d'Errico des policiers, tout comme de son vivant. Ils prennent l'identité de tous ceux qui osent s'approcher de la fosse. Il a été amené sans croix et cependant il y en avait une sur sa tombe. Je l'ai fait enlever et j'ai dû remplir et signer une déclaration selon laquelle j'étais sa femme et j'avais fait enlever la croix. Nous l'avons fait placer dans la partie commune au milieu du peuple humble et déshérité, au milieu de ce peuple où il vécut, où il passa toute sa vie et pour lequel il donna la vie.

(*Lettre d'Elena Melli* — compagne de Malatesta — *à Gigi Damiani*, 28-7-1932.)

NOTES

(1) Voir Kropotkine.

(2) Publié par *Pensiero e Volontà*, de Rome (nº 9, 1er juin 1926).

(3) En français dans le texte (N.D.T.).

(4) (N.D.T.) Malatesta fait ici allusion aux « Candidatures de protestation », c'est-à-dire des militants emprisonnés que leur élection comme député ou conseiller municipal ferait libérer (ce système est réapparu en Italie pour Valpreda en 1971). Malatesta s'exprimait ainsi dans *Agitazione* du 14-3-1897 : « Les candidatures de protestation nous ont redonné des camarades et nous nous en réjouissons de tout cœur. Mais nous ne pouvons cacher qu'elles ont fait un très grand tort à notre parti. La candidature de Cipriani, par exemple, réussit à le libérer, mais elle introduisit en même temps le parlementarisme en Romagne et détruisit l'ensemble anarchiste de cette région » (cité dans *Malatesta-Merlino Anarchismo e democrazia*, Ragusa, XI, 1974).

(5) En français dans le texte (N.D.T.).

(6) Historien anarchiste du mouvement libertaire.

(7) Les îles Lipari, bagne traditionnel des différents régimes italiens.

(8) Date de l'avènement de la seconde république espagnole, en 1931.

(9) Nom traditionnel du gouvernement catalan.

(10) Prison militaire ou furent emprisonnés de nombreux anarchistes et un certain nombre fusillés, comme Francisco Ferrer, puis des antifranquistes...

(11) Bel exemple de réformisme, avant l'entrée des anarchistes, de leurs leaders, au gouvernement pendant la guerre en novembre 1936 (voir le livre de V. Richards *Enseignements de la révolution espagnole*).

BIBLIOGRAPHIE (*)

(*) Pour plus de détails, voir : *Errico Malatesta. Bibliografia*, par Ugo Fedeli, 48 pages, Edizioni R. L., Napoli, 1951.

Malatesta consacra tout son temps à la propagande, d'où l'importance, dans son œuvre, des brochures et des articles de journaux, et l'absence de livres. Seuls ses amis ont recueilli ses travaux dans plusieurs anthologies.

BIOGRAPHIES

ERRICO MALATESTA. La vida de un anarquista de Max Nettlau, Buenos Aires, 1923, 261 pages, Editorial La Protesta.

MALATESTA : su vida su pensamiento de Luis Fabbri, Buenos Aires, 1945, 372 pages, Editorial Americalee.

MALATESTA, L'UOMO E IL PENSIERO de Luigi Fabbri.

Ces deux livres de Fabbri (l'espagnol est traduit de l'italien) présentent aussi un choix extrêmement bon de textes (140 pages environ).

ERRICO MALATESTA de Armando Borghi, Milan, 1947, 278 pages, Edizione dell-Instituto Editoriale Italiano.

MALATESTA — His Life & Ideas (London, Freedom Press, 1965), par Vernon Richards (traduit en italien; comme Fabbri un très bon choix d'extraits,

en cours de publication en français depuis fin 1978, groupe d'Annecy de la Fédération Anarchiste.

ANTHOLOGIES

PAGINAS DE LUCHA COTIDIANA Buenos Aires, 1921, éditorial Argonauta, 158 pages.

SCRITTI, 3 volumes, Genève-Bruxelles, 1934, 36, éditions « Il Risveglio »; ré-édités en 1975.
Volume I (1919-22, pages de lutte quotidiennes, 358 pages).
Volume II (1919-23, divers écrits, 326 pages).
Volume III (1924-32, 416 pages).

SCRITTI SCELTI de C. Zaccaria et G. Berneri, Naples, 1954, 392 pages, Edizioni R.L.

SCRITTI SCELTI de G. Cerrito, Rome, 1970, 215 pp.

PRINCIPALES BROCHURES

FRA CONTADINI, première édition 1884, Florence, 62 pages. Réimprimée des dizaines de fois, et encore actuellement.

En français : *Entre paysans*, épuisée (extraits dans cet ouvrage).

Traduction en espagnol, hollandais, norvégien, tchèque, bulgare, anglais, roumain, allemand, yiddish, portugais, arménien, flamand.

EN TEMPO DI ELEZIONI, 1890, 16 pages, Londres. Réimprimé souvent.

En français : « En période électorale », épuisée (extraits dans cet ouvrage).

Traduction en espagnol, roumain, portugais, anglais.

LA POLITICA PARLAMENTARIA DEL MOVIMIENTO SOCIALISTA, Londres, 1890, 31 pages, traduction en espagnol, portugais, anglais.

L'ANARCHIA, 1894, 56 pages, Londres. Nombreuses rééditions.

Traduction en anglais, français, espagnol, allemand, yiddish, portugais.

EL NOSTRO PROGRAMMA, 1905, Paterson, Milan, 1920, Torino, 1963.

Traduction en espagnol, chinois, portugais (traduit dans cet ouvrage).

REPONSE DE MALATESTA AU MANIFESTE DES SEIZE, 1916, 7 pages, Paris.

AL CAFFE, 1922, 118 pages, Bologne.

En français : épuisé. Traduction en espagnol.

ORGANIZZAZIONE E ANARCHIA, 1927, 32 pages, Paris.

(Traduit dans cet ouvrage.)

CONTRO LA MONARCHIA, LE DUE VIE, 1933, 46 pages, Genève.

(Traduit dans cet ouvrage.)

LO SCHIOPERO (La grève), 1933, 16 pages, Genève.

Traduction en espagnol.

VERSO L'ANARCHIA, 1946, 4 pages, Turin (traduit dans cet ouvrage).

IL MOVIMIENTO OPERAIO E LA TATTICA ELETTORALE, 1948, 32 pages, Forti.

ANARCHISMO E DEMOCRAZIA, 1949, 48 pages, Roma.

ORGANIZZAZIONE, 1950, 24 pages, Montevideo (traduit dans cet ouvrage).

La plupart des ouvrages indiqués peuvent être : demandés pour prêts internationaux à C.I.R.A. (Centre International de Recherches sur l'Anarchisme, Suisse); C.P. 51 1211-Genève-13.

TABLE DES MATIÈRES

Achevé d'imprimer le 10 août 1979
sur les presses de l'Imprimerie Bussière
à Saint-Amand (Cher)

— N° d'édit. 1164. — N° d'imp. 1090. —
Dépôt légal · 3e trimestre 1979
Printed in France